

N° 35 Sommaire

CHRONIQUE

Des Amériques fragiles

Par Alain Musset 7

DOSSIER

Métropoles d'Amérique latine : de l'espace public aux espaces privés

COORDONNÉ PAR MARIE-FRANCE PRÉVOT SCHAPIRA

Introduction

Par Marie-France Prévôt Schapira 15

Rassemblement et dispersion dans la ville latino-américaine :
un nouvel espace public urbain, le cas du centre commercial

Par Guénola Capron 21

Les quartiers enclos à Buenos Aires : quand la ville devient country

Par Guy Thuillier 41

Vie privée - espaces publics : le centre historique de Mexico
et les enjeux de la métropolisation

Par Élodie Salin 57

Égalité et nouvelles figures du conflit urbain au Brésil

Par Angelina Peralva 75

Vulnérabilité et rapport à l'espace. Être pauvre et citoyen à Recife

Par Dominique Vidal 91

Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole

Par Virginie Baby-Collin 109

Mexico 1950-2000 : un parcours photographique

Par Santos Garcíacano Muñoz et Alain Musset 129

Sommaire

ÉTUDES

- L'Amérique latine des années 1990 : la décennie des opportunités ou celle des chimères ?
par Salvador Martí i Puig.....141
- La commémoration du 5 mai à Mexico au XIX^e siècle
par Verónica Zárate Toscano.....161

INFORMATION SCIENTIFIQUE

- Lectures..... 185

Photographie de couverture : le Zócalo de México en 1950
(Cliché : Santos Garcíaacano Muñoz).

CHRONIQUE

ALAIN MUSSET



PHOTOGRAPHIE N° 1 : *UN IMMEUBLE EN RUINE À MANAGUA*. DANS LE CENTRE DE LA CAPITALE NICARAGUAYENNE, QUELQUES ÉDIFICES JUGÉS INHABITABLES APRES LE TREMBLEMENT DE TERRE DE 1972 SONT TOUJOURS OCCUPÉS PAR DES SQUATTERS, AU MÉPRIS DE TOUTES LES REGLES DE SÉCURITÉ (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

DES AMÉRIQUES FRAGILES

ALAIN MUSSET*

Le 13 janvier 2001, un tremblement de terre de forte magnitude (7,5 sur l'échelle de Richter) a bouleversé le Salvador, provoquant des milliers de victimes dans tout le centre du pays. À Usulután, au moins cinq mille maisons ont été détruites. Les ponts se sont effondrés, les routes ont été coupées, désorganisant la vie économique de la région, paralysant les transports, empêchant l'arrivée des secours. Églises, écoles et hôpitaux ont subi des dommages irréparables. À Santa Tecla, dans la banlieue de San Salvador, des glissements de terrain ont emporté des dizaines d'habitations et, dans les quartiers populaires de la capitale, de nombreuses masures se sont effondrées sur la tête de leurs habitants. Un mois plus tard, un nouveau séisme (6,1 sur l'échelle de Richter), semait à nouveau la terreur et la désolation dans les zones déjà durement touchées par les premières secousses, abattant presque la moitié des maisons de San Vicente, petite ville située à soixante kilomètres à l'Est de la capitale.

En janvier 1999, la Colombie avait connu le même sort, quand un violent tremblement de terre (6,2 sur l'échelle de Richter) détruisit la région d'Armenia, dont la richesse ne reposait ni sur le trafic de drogue ni sur l'exploitation des ressources pétrolières, mais sur la culture traditionnelle du café. L'aire touchée par les séismes (la secousse initiale et ses nombreuses répliques) couvrait plus de 1 300 km². Presque 80 % des habitations de la zone concernée ont été endommagées ou détruites, principalement dans la capitale régionale, alors peuplée de plus de 220 000 habitants. Des centaines de morts ont été recensés et la liste des disparus s'est allongée de manière dramatique. Les principaux édifices de la ville, qui symbolisaient son prestige politique tout en affirmant sa réussite économique, se sont écroulés : la

*EHESS-Paris

caserne des pompiers, l'immeuble de l'agence nationale des télécommunications, les hôtels de luxe, les grands magasins, mais aussi d'importants lieux de mémoire et de pouvoir, comme l'assemblée départementale, la chambre de commerce, l'hôtel de police ou le théâtre Bolivar. Le centre-ville, véritable cœur de la cité, a été anéanti à plus de 90 %, alors que certains quartiers périphériques, comme María Cristina, Providencia ou La Isabela, ont été moins touchés (entre 30 et 40 % de destructions).

Entre séismes, éruptions volcaniques, ouragans, inondations et glissements de terrain, l'Amérique latine semble être marquée par la fatalité. Son histoire est scandée par une longue suite de désastres qui, depuis les premiers temps de la conquête espagnole (pour ne pas remonter à l'époque précolombienne), ont montré la fragilité des sociétés établies sur la ceinture de feu du Pacifique ou sur le passage des tempêtes tropicales formées dans les eaux chaudes de l'Atlantique, au cœur de la zone intertropicale nord. Régulièrement, pluies torrentielles et vents violents viennent frapper les îles du bassin caraïbe et les littoraux centraméricains ou mexicains, avant de remonter la côte Est des États-Unis. Sur toute la façade Pacifique de l'Amérique du Sud, c'est le déplacement périodique d'une gigantesque masse d'eau chaude (phénomène du *Niño*) qui, selon des mécanismes encore mal connus, provoque de manière périodique des inondations meurtrières et dérègle le climat d'un bout à l'autre de la planète. Le dernier épisode en date (1997-1998) a particulièrement affecté le Pérou, où plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort, alors que deux cent mille autres ont été sinistrées et que plus de cinquante mille hectares de cultures ont été détruits.

Cette fragilité latente, liée au risque dit " naturel ", peut s'exprimer de manière différente dans l'espace et dans le temps. C'est ainsi qu'au cours de mes recherches sur le déplacement des villes dans le monde hispano-américain, j'ai pu noter que trente-neuf transferts avaient été organisés à la suite d'une catastrophe naturelle, depuis Santo Domingo (1504) jusqu'à Pelileo (Équateur), en 1949. Si le cas le plus connu est celui de Guatemala, transféré une première fois en 1541 après sa destruction par le Volcan de Agua, puis à nouveau en 1775, à cause du grand tremblement de terre de 1773, de nombreuses autres cités ont connu le même sort. Parmi les plus importantes, on peut citer Pisco (Pérou) en 1687, Ticsan (Équateur) en 1689, Ambato (Équateur) en 1699, Talca (Chili) en 1745, El Callao (Pérou) en 1747, Chillan, (Chili) en 1751 et en 1835, La Concepción (Chili) en 1751, Riobamba (Équateur) en 1797, ou San Felipe el Fuerte (Venezuela) en 1812.

Cependant, depuis l'époque coloniale, la réponse apportée au désastre a évolué. Le déplacement de la ville détruite n'apparaît plus comme une

solution " logique ", dans un monde encore en construction, où la terre était offerte à celui qui voulait ou qui pouvait la prendre – au mépris de ses premiers occupants. Au Salvador, les fortes densités de population (300 hab./km² en moyenne) limitent tous les nouveaux projets d'urbanisation, et les migrants préfèrent s'installer dans les périphéries des villes existantes. Au Nicaragua et au Honduras, après le passage du cyclone Mitch (octobre 1998), les mouvements de population n'ont concerné que des petits groupes familiaux. Aucun exode massif n'a été organisé, ni par l'État, ni par les communautés villageoises, ni par les ONG dépêchées sur les lieux pour encadrer dans un premier temps l'aide d'urgence, puis pour soutenir à moyen et à long terme les programmes de relogement. Plusieurs années après le désastre, des campements de fortune étaient toujours installés autour de Tegucigalpa, de Managua et des villes les plus touchées (comme Posoltega, au Nicaragua), mais aucun projet de " ville nouvelle ", chargée d'accueillir les sans-logis, n'a été proposé aux populations sinistrées.

De fait, quand la moindre parcelle de terre est appropriée, quand le réseau urbain est dense, quand les territoires communaux ne sont plus divisibles, il devient presque impossible d'envisager la création d'une nouvelle localité. Ainsi, en 1944, le déplacement de San Juan Parangaricutiro (Michoacan, Mexique), englouti par les coulées de lave du volcan Paricutin, entraîna de vives protestations de la part des communautés rurales qui s'estimaient lésées par le partage des terres imposé par le gouvernement mexicain. En outre, depuis le temps des guerres d'indépendance, le regard géostratégique des États issus du démembrement de l'empire espagnol a changé. Contrairement aux représentants du roi d'Espagne, les dirigeants latino-américains ne considèrent plus systématiquement les centres urbains comme des sentinelles chargées de veiller à l'intégrité du territoire national. L'intérêt stratégique d'un déplacement de ville, destiné à assurer la continuité d'une présence politique, administrative et militaire, n'est donc plus à l'ordre du jour.

Mis à part le Brésil, seuls les États qui disposent de grandes réserves foncières peuvent se permettre le luxe d'envisager la fondation de nouvelles villes et de " profiter " d'une catastrophe naturelle pour tenter de compenser leurs déséquilibres régionaux en organisant le déplacement des populations sinistrées. C'est pourquoi au Venezuela, le président Hugo Chavez a voulu envoyer sur les rives de l'Apure ou de l'Orénoque les survivants des gigantesques coulées de boue qui, en décembre 1999, ont ravagé l'État littoral de Vargas, coincé entre la mer caraïbe et les hauteurs de la chaîne côtière. Entre vingt mille et cinquante mille personnes avaient péri dans les glissements de terrain qui ont touché plusieurs points essentiels du pays, comme le complexe

industrialo-portuaire de La Guaira. Le gouvernement a alors promis aux cent cinquante mille sans-abri recensés après le désastre de leur accorder des terres vierges et de leur offrir de vraies maisons, loin de la capitale surpeuplée, là où ils ne vivaient que de petits boulots, entassés dans des taudis. Mais ces promesses ont surtout été perçues par leurs " bénéficiaires " comme la menace d'un exil dans des régions malsaines, isolées de tout, ce qui permettrait aux autorités fédérales de débarrasser la région métropolitaine d'une partie de ses miséreux.

Comme aux temps des Habsbourg et des Bourbon, les habitants ont donc refusé la généreuse proposition de l'État néo-bolivarien, et le projet de transfert est resté coincé dans les couloirs du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire, tandis que les familles sinistrées revenaient vivre dans leurs maisons en ruine. À l'aube du troisième millénaire, les grands déplacements de ville semblent donc passés de mode, puisque le contexte politique et culturel qui les justifiait n'a plus de raison d'être. Pourtant, la question du déplacement (forcé ou consenti) reste toujours d'actualité pour des populations que la conjonction du risque naturel et de la pauvreté rend de plus en plus vulnérables, alors que les moyens de prévention et de gestion des désastres n'ont jamais été aussi performants - mais aussi mal partagés.

Il est vrai que, pour des gouvernements qui n'ont souvent ni les moyens économiques ni la volonté politique de prévenir le risque, puis de gérer les conséquences du désastre, le concept de " catastrophe naturelle " n'est souvent qu'un alibi permettant aux groupes en place de se défaire d'une grande partie de leurs responsabilités. Or, en Amérique latine comme ailleurs, le " risque naturel " apparaît surtout comme l'expression d'une réalité sociale et, souvent, d'un enjeu politique. Au Pérou, le *meganiño* de 1997-1998 avait permis au controversé Alberto Fujimori de préparer l'élection présidentielle de l'an 2000, en se présentant comme le premier défenseur des victimes du désastre. À l'époque, toutes les chaînes de télévision ont montré les images du président, la pelle à la main, en train de nettoyer les décombres ou de diriger les travaux de terrassement destinés à protéger les quartiers pauvres de Lima d'une crue du Rio Rimac.

Au Nicaragua, le clan Somoza profita du grand tremblement de terre de 1972 pour détourner à son profit la plus grande partie de l'aide internationale, alimentant de manière indirecte un vaste courant de sympathie envers les guérilleros du Front sandiniste de libération nationale qui, sept ans plus tard, allaient s'emparer de la capitale en ruine. Depuis cette date, le centre-ville de Managua n'a toujours pas été reconstruit et, à côté de la cathédrale, quelques immeubles délabrés hébergent encore des familles de squatters dans leurs squelettes de béton (photographie n° 1).

En janvier-février 2001, au Salvador, les luttes politiques entre le président de droite, Francisco Florés, et une opposition de gauche issue de l'ancienne guérilla n'ont fait qu'augmenter la confusion générale en entravant l'action des organismes chargés de gérer les conséquences de la catastrophe. C'est ainsi que l'armée, hostile par nature aux anciens combattants du *Frente Farabundo Martí de Liberación nacional*, n'a collaboré que contrainte et forcée avec le *Comité de emergencia municipal* de San Salvador, dont le maire, Héctor Silva, est l'un des membres les plus influents du FMLN. À ces problèmes politiques s'ajoutent des conditions économiques et sociales particulièrement défavorables pour la majeure partie de la population salvadorienne, même si le retour à la paix, après une longue période de guerre civile, a favorisé des taux de croissance annuels de plus de 6 % au début des années 1990, avant de connaître un tassement inquiétant (2 % à la fin de la décennie). Dans un pays ruiné par les combats et où la délinquance empoisonne la vie quotidienne des habitants, les principaux indicateurs socio-économiques sont toujours dans le rouge : le taux de mortalité infantile atteint 32 ‰ (contre 12 ‰ au Costa Rica) ; l'indice de développement humain n'est que de 0,696 (0,935 pour le Canada) ; l'analphabétisme touche 18,7 % des hommes et le quart des femmes en âge de lire et d'écrire ; au moins 70 % de la population se situent en dessous des seuils officiels de pauvreté. Or, ces chiffres moyens masquent de forts contrastes entre urbains et ruraux (54 % de la population totale), mais aussi entre les bénéficiaires et les laissés pour compte de la croissance économique.

Pauvreté + aléa = vulnérabilité. Selon cette équation désormais bien connue, le " sous-développement " et les inégalités sociales ne font qu'accroître l'intensité du risque et l'amplitude du désastre. Pourtant, les témoins du très violent tremblement de terre de Lima, en 1687, dont j'ai pu étudier les effets en travaillant dans les archives des Indes de Séville, n'ont pas attendu les dernières découvertes de la science moderne pour remarquer que le risque est un phénomène naturel générateur de dommages multiplié par la valeur des éléments exposés. À magnitude égale, les dégâts provoqués dans un village indien perdu dans la montagne étaient jugés moins importants (en termes non seulement économiques, mais aussi politiques), que ceux ressentis dans la capitale du vice-royaume péruvien. Si les auteurs des rapports expédiés au Conseil des Indes remerciaient le Seigneur d'avoir relativement épargné les Espagnols, malgré la force, la durée et la répétition des secousses telluriques, alors que les victimes se comptaient par centaines (ou par milliers) dans les rangs des Indiens, ils ne cherchaient pas seulement à justifier la présence des conquérants sur le sol américain. Leur constat traduisait de manière indirecte les différents degrés de vulnérabilité de la société coloniale.

Comme un écho à ces récits lointains, le journal salvadorien *El Diario de Hoy*, en date du 15 janvier 2001, faisait remarquer à ses lecteurs que " les communautés pauvres de San Salvador ont été le plus touchées par le séisme ". Interrogés par l'institut de sondage Gallup, avant le second tremblement de terre du 14 février 2001, 36 % des Salvadoriens pensaient que de tels désastres étaient une manifestation de la colère divine. Comme on pouvait s'y attendre, les réponses variaient considérablement selon le niveau d'éducation des personnes enquêtées : pour celles qui n'avaient pas dépassé l'école primaire, cette proportion atteignait 50 %, alors qu'elle frôlait à peine 14 % pour les " privilégiés " qui avaient suivi des cours universitaires. Pourtant, de manière paradoxale, cette enquête, réalisée " à chaud " auprès de 1 212 foyers situés dans les zones les plus touchées par la catastrophe, restait dans un cadre politique et culturel convenu pour évoquer les deux grandes causes possibles du désastre : Dieu et la Nature, oubliant l'acteur le plus directement impliqué dans ce type de phénomène - l'homme.

Or, l'annonce des séismes de San Salvador m'a renvoyé quinze ans en arrière, plus précisément le 19 septembre 1985, à 7 H 19 du matin, quand Mexico a subi un des plus meurtriers tremblements de terre de son histoire. Comme tous les coopérants attachés à l'Institut français d'Amérique latine, j'ai servi quelques jours d'interprète aux pompiers français venus prêter main-forte à leurs collègues mexicains, débordés par l'ampleur du désastre. Je me souviens alors d'une remarque d'un sapeur-pompier de Marseille, effritant entre ses doigts un morceau de béton tiré des décombres de l'Hôpital général : " Mais ce n'est que du sable. Où est le ciment ? ". Quelque temps après, un de mes amis architectes, qui avait réalisé plusieurs groupes scolaires pour le gouvernement, me confia avec fierté et soulagement qu'aucune école dont il avait assuré la construction ne s'était effondrée. Il ne croyait ni au hasard, ni aux voies mystérieuses de la Providence, ni aux affinités électives des tremblements de terre. Depuis cette date, je pense que, comme pour une guerre ou un voyage, un désastre se prépare avec soin et que, dans ce domaine, le risque naturel et la pauvreté n'expliquent pas tout.

DOSSIER

MÉTROPOLES D'AMÉRIQUE LATINE : DE L'ESPACE PUBLIC AUX ESPACES PRIVÉS

MARIE-FRANCE PREVÔT SCHAPIRA
GUÉNOLA CAPRON
GUY THUILLIER
ÉLODIE SALIN
ANGELINA PERALVA
DOMINIQUE VIDAL
VIRGINIE BABY-COLLIN
SANTOS GARCACANO MUÑOZ⁺
ALAIN MUSSET

MÉTROPOLES D'AMÉRIQUE LATINE : DE L'ESPACE PUBLIC AUX ESPACES PRIVÉS

MARIE-FRANCE PRÉVÔT SCHAPIRA*

PAR SA CONCEPTION, la ville d'Amérique latine se situe aux antipodes de la ville américaine. Son extension, son immensité ne résultent pas d'une posture antiurbaine, mais d'un effort soutenu pour maintenir son unité.

Dans les années 1980, alors même que la tendance est à la démocratisation, la montée de la violence et l'apparition de nouvelles formes de ségrégation donnent à penser que les métropoles, toutes engagées dans la course à l'excellence, suivent le même chemin que celles de l'Amérique du Nord. Le discours sur le déclin de l'espace public a partout accompagné l'affaiblissement du *Welfare State* comme si le retrait de l'État rendait plus sensible la nature fondamentalement vulnérable de l'espace public et que l'apparition d'espaces « hybrides » – *shopping centers* et quartiers privés – venait troubler la séparation canonique entre espace privé et espace public. Ces changements dans les métropoles latino-américaines sont en consonance avec la mondialisation, mais aussi avec les transformations au sein de la famille et l'individualisation croissante des projets.

Les textes réunis dans ce numéro portent leur regard sur des « morceaux » de la ville envisagée dans sa dimension métropolitaine : lieux emblématiques de la ville générique, centre historique dégradé, quartiers « populaires ». Les analyses articulent les différentes échelles, de la métropole au quartier, du quartier à la rue et à la maison, de l'espace public aux territoires du quotidien ; elles sont une tentative d'approche de la ville en mutations à partir de la matérialité des espaces et des usages qu'en font les habitants, passants et résidents, citadins et citoyens, à travers un double prisme celui du mouvement et de

*Université de Paris VIII, CREDAL

l'ancrage, du côtoiement et des appartenances. C'est ainsi qu'il faut comprendre le titre de ce dossier.

La « ville privée », expression quelque peu hâtive pour désigner les changements récents a donné lieu à tout un questionnement sur le statut des nouveaux espaces produits par l'ordre marchand et sur l'appropriation des espaces publics, dans un contexte sécuritaire et conflictuel.

Analysant le développement des centres commerciaux à Buenos Aires, Guénola Capron souligne la nécessité de penser la modernisation des « espaces publics », car une lecture trop strictement juridique ou une vision nostalgique risquerait de passer à côté du rôle des nouveaux espaces marchands, « lieux de rassemblement et de rencontre ». Ce sont, nous dit-elle, des espaces indéniablement privés, du point de vue du droit, néanmoins l'agencement d'espaces plus ou moins publics en font des lieux « privés collectifs », avec des franchissements de seuils peu marqués entre l'espace public et l'espace privé, à accessibilité restreinte. Recréant « en milieu clos l'expérience de la flânerie dans la foule, mais une foule sous contrôle », ces lieux de sociabilité renouvelée renforcent-ils les ségrégations entre les zones connectées aux nouvelles centralités et celles qui ne le sont pas ?

Dans le Grand Buenos Aires, la brèche se creuse entre les pauvres et les « nantis », dans une immense périphérie de plus en plus clivée où émergent des « enclaves » résidentielles. Bien que le phénomène des quartiers enclos soit encore minoritaire à Buenos Aires, il est révélateur des changements profonds qui ont touché la société argentine, non pas tant en raison du chômage, de la précarité et des inégalités, mais dans le sens où comme le dit Beatriz Sarlo, « nous avons appris à vivre dans une société duale, en acceptant que notre destin soit radicalement différent de celui des pauvres¹ ». Cela constitue une grande rupture dans une ville de classes moyennes qui avait été façonnée par un imaginaire de l'ascension sociale.

En quelques années, Pilar, véritable *edge-city* a surgi à la lisière de cette vaste agglomération de plus de douze millions d'habitants. Guy Thuillier s'interroge sur la manière dont on doit « déchiffrer cet espace complexe, hybride, déroutant entre bourg rural de la Pampa, tentacule d'une métropole du Tiers Monde et *suburbia* américaine ». Ces quartiers enclos sont porteurs d'un nouveau style de vie plus hédoniste qui se détache de la sphère publique pour privilégier des regroupements par affinités, centrés autour de la famille, de la nature et de la sécurité, « dans une ville travaillée par la peur de l'autre, une ville que l'on voudrait sans mélange, ni partage ». La prise de distance vaut-elle séparation ?

Mais que devient le centre ? Car le recours à la ville-centre est de moins en moins nécessaire à la population « exurbanisée » et devient, à bien des égards, un lieu de destination exceptionnelle, presque touristique. En Amérique latine

comme ailleurs, l'apparition de « centralités inversées » va de pair avec des politiques de réhabilitation des centres anciens dégradés. Sous l'impulsion de l'UNESCO, mais aussi du développement du tourisme et des modes de consommation mondialisés, des politiques de « reconquête », de « revitalisation » ou encore de « requalification » des centres sont partout mises en œuvre, de Recife à Quito, de São Paulo à Buenos Aires. Que reconquiert-on quand on entreprend la « reconquête » du centre-ville ? Comment se reconstruisent les catégories de l'urbanité lors de la réhabilitation des centres-villes ? Élodie Salin analyse la place que les autorités du Parti de la révolution démocratique (PRD) de la ville de Mexico, élues en 1997 pour la première fois depuis 1928, prétendent donner au *centro histórico*, en rappelant que nous sommes dans un espace fragile, à haute valeur patrimoniale et symbolique. Les catégories du privé et du public s'y révèlent floues et peu pertinentes pour les populations vulnérables qui y vivent et tentent d'y rester. Car c'est à la fois un lieu de vie et de survie, l'espace d'une intense activité commerciale de vente ambulante pour les classes populaires et le cœur d'une immense métropole de plus de seize millions d'habitants, lieu de rassemblements et de défilés en tout genre. Les conflits d'usage et de mémoire sont aujourd'hui renforcés par les luttes politiques et les projets de requalification du centre historique. La nouvelle municipalité se trouve confrontée à un dilemme jamais résolu. Comment concilier une nouvelle image du centre – espace consensuel et sécurisé – qui attire investisseurs, touristes et jeunes « branchés », sans en chasser les populations qui y vivent ?

Paradoxalement, dans la métropole latino-américaine, c'est dans un contexte de démocratisation et d'élargissement des droits politiques que s'affirment les logiques d'autoségrégation et de sécession. En effet, dans les années 1980, la multiplication des mouvements urbains – plus présents au Brésil qu'ailleurs – et la mobilisation pour l'élargissement des droits sociaux ont permis des améliorations constantes en équipements et en services dans les quartiers informels. Le droit à un logement digne est un droit affirmé dans les nouvelles constitutions. De vastes opérations de régularisation de cadastre en périphérie comme dans les zones de *villas miserias*, de *favelas*, de *colonias irregulares* mettent fin aux menaces d'éradication et de déplacement qui avaient pesé sur ces « établissements humains » durant les périodes antérieures, notamment pendant les périodes de dictature.

Mais au Brésil, le sentiment d'une plus grande égalité statutaire, régissant les rapports entre les individus s'accompagne d'un écart croissant entre les groupes, et d'une montée de la violence urbaine. Le texte d'Angelina Peralva sur les *favelas* de Rio et celui de Dominique Vidal sur les jeunes du quartier pauvre de Brasília Teimosa (Recife) se font écho. Tous deux doivent être lus à la lumière des changements profonds qui ont affecté la société brésilienne dans les années 1980, créant des formes de vulnérabilité radicalement différentes de

celles du passé. Les tensions créées par la coexistence d'un code hiérarchique et d'un code égalitaire ont aiguisé les conflits et les ont rendus plus visibles.

Dans la ville de Rio, les *favelas* qui avaient fortement participé au mouvement de redémocratisation ont connu un double processus de déségrégation/reségrégation. La désagrégation doit être mise à l'actif des luttes urbaines menées durant les années 1980. Une plus grande participation, le développement des associations et l'action de la municipalité ont entraîné le « renversement des frontières ». Mais le sentiment d'égalité vient se briser contre les représentations que les Cariocas ont du *favelado* relégué à une place subalterne dans la vie collective. Elles sont à l'origine d'une nouvelle conflictualité urbaine, car « d'invisibles, les jeunes *favelados*, noirs, sont soudainement devenus visibles dans les quartiers réservés : ils ont commencé à fréquenter les plages des riches, leurs boîtes de nuit, à investir des terrains d'où ils étaient auparavant absents – une expérience fortement déstabilisante de part et d'autre de la barrière sociale ».

On retrouve cette même ambivalence à Brasília Teimosa, *favela* urbanisée de Recife. À partir d'une approche microsociologique, Dominique Vidal met en lumière la teneur morale des déplacements des jeunes dans la ville et des « logiques de compensation » qui les sous-tendent, pour reprendre l'expression de J.-S. Bordreuil³. La notion de respect est ici l'analyseur central des rapports des jeunes à l'espace métropolitain, espace exploré jusqu'aux « territoires du moi », car la « condition moderne s'éprouve jusqu'au et depuis le cœur de la sphère domestique ». Les jeunes de Brasília Teimosa veulent être traités comme « des gens », se déplacer dans la ville, fréquenter les nouveaux lieux publics que sont les *shopping centers*, ne pas être relégués dans leur quartier, consommer. La téléphonie mobile a considérablement agilité leur rapport à la ville. Mais l'expérience de l'anonymat renforce le sentiment de vulnérabilité des jeunes pauvres car elle rappelle qu'être pauvre c'est « ne pas pouvoir être relié à d'autres milieux et à d'autres espaces que ceux de son lieu de résidence », dans une société traversée par des tensions créées par la proclamation des idéaux égalitaires et la permanence des assignations statutaires.

Enfin, à partir d'une approche centrée sur les territoires et les mobilités, Virginie Baby-Collin porte son regard sur les collines de Caracas couvertes de *barrios de ranchos*, c'est-à-dire de bidonvilles, dont certains ont plus d'un demi-siècle d'existence. Ces quartiers qui rassemblent presque la moitié de la population de la ville présentent une forte hétérogénéité de situations individuelles, familiales et professionnelles. Il n'en demeure pas moins que Caracas est une ville divisée par la réalité des conditions de vie des habitants des *ranchos* et le jeu des représentations que la ville moderne a de ces quartiers entachés d'illégalité. « Zones marginales » dit le plan de Metroguía pour les nommer ! Entre les deux « morceaux » de la ville, les frontières fonctionnent comme des « filtres

asymétriques » pour ceux qui vont travailler, se soigner dans la ville moderne, et parfois s'y divertir.

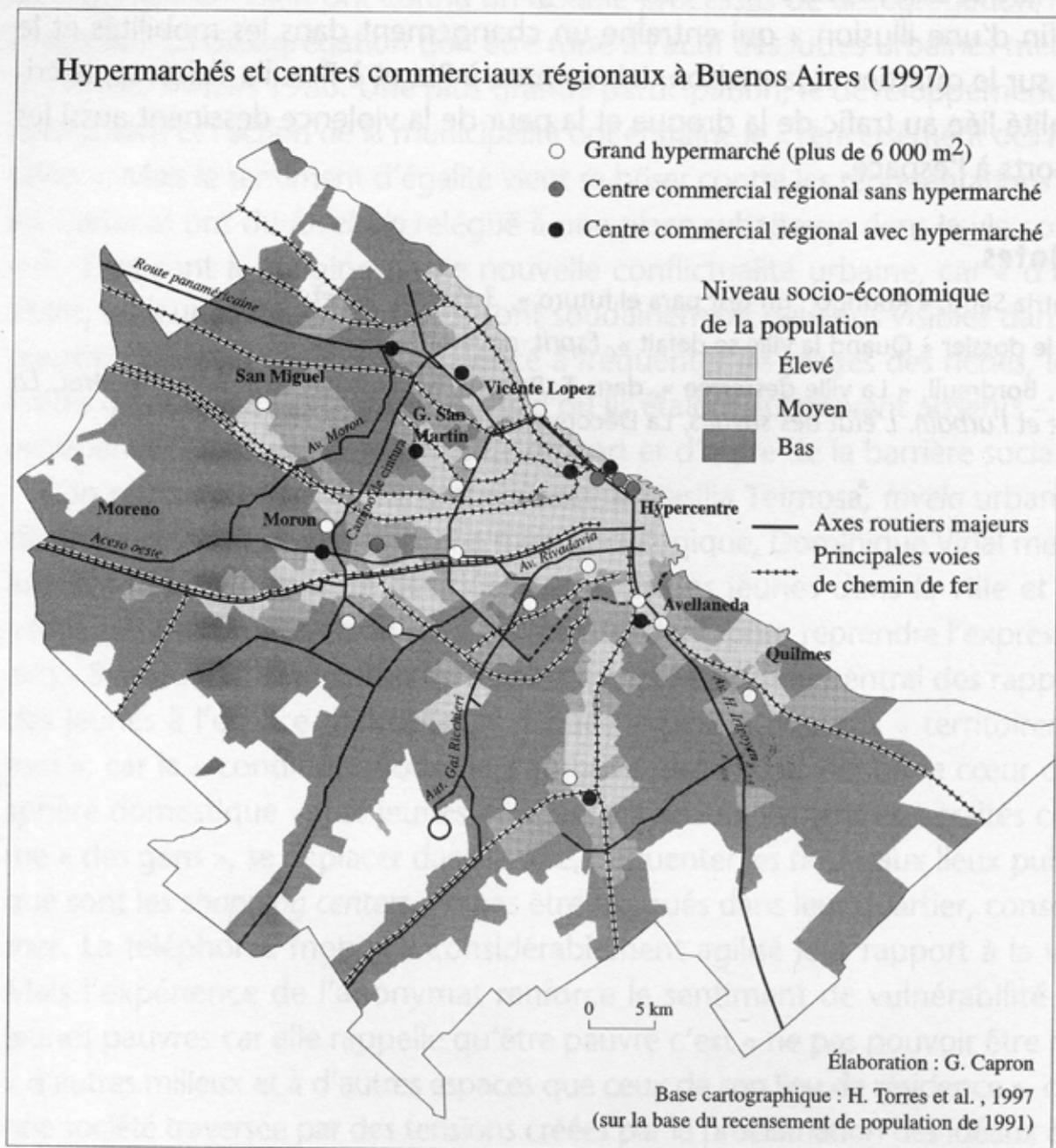
Ici comme à Buenos Aires, la montée du chômage et les émeutes de 1989 ont marqué une rupture forte dans l'imaginaire social des habitants des *barrios*, la « fin d'une illusion » qui entraîne un changement dans les mobilités et le repli sur le quartier et la maison. Ici, comme à Rio et à Brasília Teimosa, la criminalité liée au trafic de la drogue et la peur de la violence dessinent aussi les rapports à l'espace.

Notes

1 Beatriz Sarlo, « Rodrigo : un test para el futuro », *3 Puntos*, juillet 2000.

2 Cf. le dossier « Quand la ville se défait », *Esprit*, novembre 1999.

3 J.-S. Bordreuil, « La ville desserrée », dans T. Paquot, M. Lussault et S. Body-Gendrot, *La Ville et l'urbain. L'état des savoirs*, La Découverte, 2000, p. 169-182.



CARTE N° 1 : HYPERMARCHÉS ET CENTRES COMMERCIAUX RÉGIONAUX À BUENOS AIRES (1997)

RASSEMBLEMENT ET DISPERSION DANS LA VILLE LATINO-AMÉRICAINNE : UN NOUVEL ESPACE PUBLIC URBAIN, LE CAS DU CENTRE COMMERCIAL

GUÉNOLA CAPRON*

DE LIEU D'INTÉGRATION des populations et des cultures, la grande ville latino-américaine serait devenue, dans les années 1990, productrice de multiples disparités et ségrégations. Qu'y aurait-il encore de commun entre les habitants d'immenses banlieues périphériques aux limites imprécises, ceux de centres anciens objets, depuis peu, de toutes les attentions politiques et ceux des quartiers de classe moyenne qui se retranchent de plus en plus dans des forteresses difficilement franchissables ? Si l'expression « la ville fragmentée » a le défaut des formules (trop) lapidaires, la fragmentation désigne en revanche le processus de désagrégation des formes urbaines émergeant des restructurations de l'économie, autant que la notion reflète la crise de la pensée sur la ville, du moins au Brésil (Vidal, 1994). Les concepts « classiques » de ségrégation, segmentation, division socio-spatiale ne rendraient plus bien compte de la réalité urbaine. C'est en tout cas avec une grande prudence qu'il faut utiliser cette notion qui verse vite dans la caricature et dans les déterminismes de tous ordres (Navez-Bouchanine & Signoles, 1998).

Mais, malgré les processus de dispersion et la multiplication d'archipels aux frontières parfois étanches et aux urbanités privatives (García Sánchez, 1999), la ville latino-américaine n'est pas exempte de lieux de rencontre et d'espaces de sociabilité. Le centre commercial, en particulier, dont la diffusion s'est généralisée sur tout le continent durant les deux dernières décennies, joue le rôle de pôle d'échange, social et économique, surtout dans les périphéries urbaines qui manquent d'autres types d'espaces publics. Commencer par reconnaître le succès massif du centre d'achat et de loisir en Amérique latine, c'est se donner les moyens de le comprendre comme phénomène urbain, à travers ses com-

*CNRS, GRAL

pétences/qualités de rassemblement, afin d'en saisir les enjeux en termes d'urbanité pour les citoyens et les limites, ainsi que l'intérêt, au regard de la notion de fragmentation urbaine. L'analyse des modalités et des conséquences de la « publication de l'espace privé » est significative des transformations des espaces publics urbains latino-américains dans un contexte de « crise ». Le *shopping center*, appellation locale du centre commercial intégré en Argentine, a entre autres marqué un désengagement – entier ou partiel – de l'État de la production et de la gestion des espaces publics urbains, en particulier à Buenos Aires, et c'est sur ces données que s'appuie l'analyse suivante.

À la lumière de la crise de l'espace public et d'une interrogation sur celui-ci, et à travers l'étude des pratiques urbaines que les centres commerciaux engendrent, ainsi que de leurs effets sociaux et territoriaux, on se demandera en quoi ces centres constituent des lieux du rassemblement ou des opérateurs de la dispersion. J'aborderai les pratiques de consommation au sens large, dans leurs relations aux pratiques urbaines, aussi bien dans les *shopping centers* que dans les hypermarchés dotés d'une galerie marchande (*centro comercial*). Le marketing, en Argentine, ne confond en tout cas pas ces deux formes de regroupements marchands.

LA CRISE DE L'ESPACE PUBLIC : CRISE DE LA VILLE OU CRISE DE L'URBANITÉ ?

Le discours promotionnel du centre commercial argentin se réfère à des représentations négatives de la ville, plus particulièrement de la rue, dont le désordre est stigmatisé. Les dysfonctionnements spatiaux et fonctionnels, tels l'invasion par l'automobile, le bruit, la pollution, etc., sont étroitement associés à des connotations plus morales, comme la délinquance, l'insécurité, la drogue ou la prostitution (Capron, 1996). C'est ce type d'associations qui génère le discours sur la « décadence » de l'espace urbain (Monnet, 1993). En même temps, les Portègues, quand on les interroge, tendent spontanément à opposer le centre commercial et la place (ou le parc) en raison du sentiment de sécurité ou d'insécurité qu'ils suscitent, de leur propreté ou de leur saleté mais aussi de leurs usages. En tout cas, pour beaucoup, le secteur privé semble avoir plus de « ressources » (dans tous les sens du terme) que l'État ou la municipalité, pour produire et entretenir les espaces de la sociabilité publique.

Il est nécessaire de rappeler, préalablement, que la crise de l'espace public en Amérique latine a deux aspects : d'une part, celle d'un espace abstrait, celui de la représentation politique, de ce qui a trait aux institutions publiques, de la sphère publique, dans la lignée des travaux d'Habermas sur l'espace communicationnel (1978); d'autre part, celle des espaces concrets, les espaces publics

urbains. L'une et l'autre ne sont cependant pas sans rapport, même s'il est indispensable de les dissocier dans l'analyse, comme le rappelle le sociologue I. Joseph (1998). L'un des principaux changements que souligne la diffusion massive des centres commerciaux comme espaces d'usage public, dans les années 1985-1995, ce sont peut-être des tendances à la « dépolitisation » de celui-ci, dans le sens d'un déclin de l'engagement civique, mais aussi à sa « désétatisation », dans le sens d'un questionnement par rapport au rôle exclusif de l'État dans la production et dans la construction de l'espace public. Dans la société argentine, les années de ménémisme ont fortement discrédité l'État-Providence (les institutions publiques), devenu synonyme dans les années 1990 de bureaucratie, de corruption, d'inefficience (Felcmán, 1991)¹. Les symptômes de la crise des espaces publics urbains sont quant à eux leur mauvais état consécutif au désinvestissement de l'État, les problèmes d'insécurité qui se généralisent, et la privatisation desdits espaces publics. La presse se fait l'écho de la saleté et du manque d'entretien des espaces verts, des multiples « usurpations » intervenues dans les bois de Palermo². En tout cas, pour les habitants de Buenos Aires, l'espace public est beaucoup plus défini comme l'espace accessible à tous, d'usage libre et gratuit, que comme l'espace du débat ou encore de la mobilisation collective (Giménez, 1997). Le centre commercial est qualifié de public, pour ces mêmes raisons, mais aussi pour la diversité des usages, parmi lesquels prédomine la promenade (Capron, 1998). Plus qu'un espace de réunion, c'est un lieu de rencontre et de rendez-vous.

Le cantonnement à une définition et à une lecture strictement juridiques et étatistes de l'espace public, dans la lignée d'une tradition politique et philosophique, risquerait en tout cas de faire passer à côté de l'une des dimensions importantes des espaces publics matériels : ils sont les supports de la sociabilité publique, à la fois espaces de la circulation et de la conversation dans les termes de l'analyse microsociologique (Joseph, 1998) Alors que la propriété privée du centre commercial en induit irrémédiablement, pour beaucoup, la nature privée, et alors que le caractère marchand, incompatible avec la publicité, interdit toute qualification publique de celui-ci, les citoyens tendent au contraire à en faire usage comme d'un espace public et à le qualifier de public, ce qui souligne que la publicité est une qualité en construction, émergente (Quéré, 1992-1993) et non une substance inhérente à un espace.

Or, la crise que traversent les espaces publics urbains, pose le problème des implications pour la vie quotidienne des citoyens, des multiples formes et formules de privatisation de ces espaces, intervenues dans les décennies 1980-1990 : le « parrainage » de places ou de parcs publics par des entrepreneurs privés qui en subventionnent l'entretien en échange d'un panneau publicitaire portant leur nom ainsi que du droit d'y organiser deux événements annuels, pose les problèmes des restrictions d'usage qu'entraînent la mise en place de grilles

et l'appropriation privée d'un espace ; la fermeture de quartiers entiers au nom de la sécurité et du respect des droits des individus, empêche et limite le passage des citoyens en imposant un contrôle sur les entrées et les sorties (García Sánchez, 1996) ; la multiplication des concessions irrégulières d'espaces publics, déjà citée, se fait au profit d'usages privés commerciaux, sans aucun souci du bien collectif. Le centre commercial, plus qu'une manifestation de la privatisation de l'espace public (Trilling, 1992-1993), souligne au contraire un processus de « publicisation de l'espace privé », c'est-à-dire l'extension d'usages publics à un espace privé, révélant ainsi la porosité des limites établies entre les deux « catégories ».

La crise de l'espace public urbain tiendrait donc moins d'une crise de la ville que d'une crise de l'urbanité et du lien social, ou plutôt d'un « malaise dans les civilités » (Bordreuil, 1993). Les contours de la crise de la ville sont en effet difficiles à dessiner, tant la ville, loin de toute véritable rupture de charge, semble soumise à une crise récurrente, trop rapidement définie comme structurelle dans les villes en développement. Elle est plutôt liée à des dysfonctionnements autant dûs à une urbanisation trop rapide qu'à des déficiences organisationnelles de la gestion urbaine ou à l'insuffisance des engagements citoyens (García Sánchez, 1996). L'expression que préfère employer J.-S. Bordreuil à propos de New York, en abordant le problème particulier des SDF, souligne l'importance de la dimension sociétale de la « crise », ainsi que son caractère indéfini, qui explique tous les maux, garantit l'immobilisme et l'impuissance des acteurs urbains et justifie toutes les privatisations. Le déplacement du regard n'est pas sans conséquence : c'est donc plutôt bien sur les modèles d'urbanité et les formes de la civilité en ville qu'il faut se pencher.

RENOUVELLEMENT DES MODALITÉS DE LA PRATIQUE URBAINE

Les pratiques du centre commercial s'inscrivent dans la continuité de celles de la ville moderne, en particulier en ce qui concerne les rituels de socialisation en public, comme celui de la promenade-achat. Cette dernière est significative de l'association croissante entre divertissement, consommation et espace public en ville annoncée par les espaces marchands de la fin du XIX^e siècle (les grands magasins, les Expositions universelles) analysés par W. Benjamin (1989). À Buenos Aires, le *shopping center* concentre en un seul lieu des pratiques qui, auparavant, s'effectuaient dans plusieurs types d'espaces : la rue de quartier, le grand magasin et l'artère marchande, la place et le parc. Il est donc moins le lieu de nouvelles pratiques urbaines que de modalités renouvelées de celles-ci, de nouveaux modes de consommation et de sociabilité.

L'une des difficultés sous-jacentes à l'analyse de l'évolution, des spécificités et de la portée sociale des pratiques urbaines liées aux lieux d'achat, concerne le manque de sources fiables et l'impossibilité de dissocier réellement ce qui relève de l'achat ou de la sociabilité, tant les deux sont intriqués. En effet, les seules enquêtes existantes, celles des instituts de marketing, ne font que dresser un portrait plus ou moins fidèle de la clientèle, de ses fréquentations et de ses préférences. D'une part, on ne dispose souvent pas de toute l'information nécessaire pour pouvoir juger de leur rigueur méthodologique (parfois douteuse, au vu des résultats obtenus³). D'autre part, les enquêtes réalisées à la sortie des magasins limitent intentionnellement leur champ d'investigation à la seule clientèle, et laissent volontairement de côté l'ensemble des usagers qui ne se restreignent pas aux seuls chalands. Enfin, l'origine et la nature même de ces enquêtes ne les portent pas à l'objectivité : leur but est de fournir le profil effectif ou idéal des consommateurs, dans un souci de marketing ou de promotion (enquêtes annuelles du cabinet CCR-International ; enquête de Prince, Cooke y Asociados, en 1994, réalisée à la demande de l'administration d'Alto Palermo), ou bien de démontrer, à tout prix, les ravages causés par le développement de plusieurs grandes surfaces alimentaires (sondage dans la municipalité de General San Martín). Seule l'enquête commandée par le ministère de l'Économie (sous-secrétariat au Commerce)⁴, réalisée à domicile en 1997 auprès d'un échantillon représentatif des ménages de l'agglomération de Buenos Aires, paraît moins sujette à caution. Encore se limite-t-elle à l'analyse des fréquentations et de la perception des commerces alimentaires et des grandes surfaces de vente, et non des *shopping centers*, dans un objectif de contrôle de la formation des prix et de maintien des équilibres commerciaux. Une fois la fièvre des *shopping centers* retombée, les sondages sur les pratiques urbaines ont été plus rares, alors qu'elles ont dû évoluer⁵. Pour toutes ces raisons, on prendra avec précaution les résultats suivants, en évitant de les réifier. Seul le recoupement des sources entre elles, et l'usage de différentes méthodes, en particulier de l'observation ou des entretiens, permettent d'objectiver la réalité. Les résultats des enquêtes doivent être en tout cas interprétés que comme le reflet de grandes tendances. Il faudrait certainement des enquêtes plus fines et plus complètes et des études à caractère anthropologique.

Le centre d'achat et de loisir a modifié l'échelle et les rythmes de la pratique de la ville. Le développement d'équipements commerciaux de taille importante nécessite une mobilité croissante, surtout dans la banlieue de Buenos Aires où les distances à parcourir sont plus grandes et les disparités importantes, en termes de desserte par les transports publics. Avec la motorisation des déplacements, la proximité, qui comporte une part éminemment subjective, a redéfini son contenu et ses échelles, et elle s'est extraite de l'espace du voisinage. Ainsi, pour un ménage qui se déplace en voiture au *shopping centers* ou à

l'hypermarché, ces derniers peuvent-ils être considérés comme proches, s'ils sont situés à une dizaine de *cuadras*, alors que, pour telle personne qui ne peut aller faire ses courses qu'à pied, la supérette du coin, à cinq *cuadras*, est déjà éloignée. Paradoxalement, la proximité est presque toujours évoquée comme l'une des principales motivations de fréquentation d'un hypermarché ou d'un *shopping center* : dans l'enquête CCR, pour l'hypermarché, la clientèle retient d'abord les prix (à 57 %), puis la proximité (à 40 %). Ceux qui ont été interrogés par Prince, Cooke y Asociados (pour Alto Palermo, 1994) et par Quinto Poder (Alto Palermo, Patio Bullrich, Paseo Alcorta, 1992) évoquent la proximité à 60 % dans le premier cas, et de 31 à 47 % dans le second. C'est sans doute la manifestation d'un certain décalage entre les représentations et les pratiques. En tout cas, après une première phase de développement accéléré et de forte médiatisation des *shopping centers*, dans laquelle la nouveauté éveillait la curiosité, l'intérêt s'est un peu émoussé, et les déplacements, stabilisés, se sont recentrés sur les équipements installés dans une zone plus rapprochée du lieu de résidence (surtout pour les hypermarchés dont les aires de chalandise se recourent de plus en plus).

Le taux d'équipement automobile croissant des ménages modifie également les modes d'approvisionnement qui tendent à se concentrer dans le temps et dans l'espace. L'élargissement des horaires d'ouverture des commerces, y compris le dimanche, lié à la déréglementation de la législation sur le travail, permet une fréquentation plus espacée, même si elle est finalement souvent regroupée en fin de semaine, tant pour les lieux d'achat que pour ceux de loisir. Dans certains *shopping centers*, plus centraux, les badauds se pressent en grand nombre tous les jours. Ainsi, 80 % des personnes interrogées dans Alto Palermo par Prince, Cooke y Asociados (1994) disent avoir une fréquentation au moins hebdomadaire. Comme le taux de motorisation demeure plus faible qu'en Europe ou qu'aux États-Unis, et varie en fonction du niveau de richesse du foyer, les stratégies développées pour accéder aux lieux d'achat couvrent une palette étendue : 38,6 % des gens vont au supermarché et à l'hypermarché en voiture, 28,6 % à pied, 10,3 % en taxi (ou remis), 20,9 % en bus et 1,6 % avec un autre mode de transport (ministère de l'Économie).

Aller à l'hypermarché ou au centre commercial est le but d'une sortie familiale, voire d'une exploration de la ville. On dispose cependant de peu d'informations sur la multi-fréquentation et sur l'ampleur des déplacements liés aux pratiques d'approvisionnement et de loisir. 70 % à 95 % des personnes interrogées par la revue Quinto Poder dans trois *shopping centers* péri-centraux de la capitale fédérale situés dans le même rayon d'influence, disaient aller au moins à un autre endroit que le centre où se déroulait l'enquête. De même, 15 % des individus interviewés en 1994 dans Alto Palermo (enquête Prince, Cooke y Asociados) ne résidaient pas dans l'aire d'influence directe

de celui-ci. De bi- ou tri-polarisées, partagées entre le quartier et les centres-villes hiérarchisés (celui de la commune de résidence et le centre primaire de la capitale fédérale), les pratiques d'approvisionnement et de loisir, avec l'extension des choix qu'a signifié la motorisation, se sont diversifiées. Elles se partagent, pour beaucoup, entre une multitude d'espaces situés aux différentes échelles de la ville et fréquentés de façon complémentaire, même si la motivation première de choix d'une grande surface alimentaire reste les bas prix : le quartier pour les achats de dépannage (épiceries, supérettes), le supermarché ou l'hypermarché pour le gros des dépenses d'alimentation, les centres urbains « traditionnels » avec leurs galeries marchandes ou les *shopping centers* pour l'achat de vêtements ou d'autres biens non-alimentaires, les centres de divertissement et les multiplex pour les loisirs. Ce changement d'échelle spatio-temporelle des pratiques de la ville, permise par la plus grande mobilité d'une partie des citoyens, entraîne une recomposition des territoires de vie.

NOUVELLES SOCIABILITÉS ET NOUVELLES CULTURES URBAINES

Les centres commerciaux jouent un rôle dans l'évolution des modes d'expression de la sociabilité et dans l'apparition de nouvelles cultures urbaines. Pour de nombreux citoyens, ce sont des espaces de loisir et de promenade, et, très rarement, d'achat. La part des loisirs a été un élément historiquement important dans la programmation des *shopping centers* argentins, qui, à la différence des centres commerciaux français, ne disposaient pas de grande surface « locomotive »⁶. En fin de semaine, ils attirent un public assez hétérogène de familles et d'individus qui trouvent en eux une bonne alternative au parc et à la place, pour la traditionnelle promenade dominicale, encore très ancrée dans les pratiques des habitants de Buenos Aires. On peut s'y distraire, à l'abri de la chaleur ou de la pluie, sans aucune nécessité d'achat, puisque l'entrée et la jouissance en sont libres et gratuites. Tout juste se laisserait-on tenter par une eau de toilette ou par des boucles d'oreille dans les kiosques de l'allée centrale, mais l'étroitesse des ressources familiales empêche souvent l'acquisition de la plupart des biens exposés dans les vitrines.

Les centres commerciaux, *shopping centers* et, dans certains cas, les hypermarchés, cristallisent la sociabilité sur les pôles situés aux échangeurs routiers. À la question « quels *shopping centers* fréquentez-vous ? », de nombreuses personnes interrogées dans la commune de San Miguel répondent par un hypermarché. Un retraité peu fortuné dit aller avec sa femme au Norte de Bella Vista pour se promener, tandis qu'il va s'approvisionner à l'épicerie du coin. Une jeune mère de San Miguel va faire ses courses au Carrefour, dont les offres

sont plus intéressantes, tandis qu'elle va au Norte par simple curiosité, pour voir et se détendre. Pour une famille nombreuse résidant dans la même commune et dont le chef de famille est ouvrier de la construction, « le supermarché [...], c'est pour aller voir, se promener et dépenser plus que ce qu'on avait l'habitude de dépenser avant ». La relative désaffection du centre et des espaces publics, du moins chez les couches sociales favorisées, accentue la translation des sociabilités vers ces espaces de consommation.

Le *shopping center* recrée en milieu clos l'expérience de la flânerie dans la foule, mais d'une foule sous contrôle. Il renforce l'individuation des pratiques, en particulier chez les jeunes. Les adolescents y font l'apprentissage d'une liberté surveillée, dans un espace du jeu et de la séduction (Ariovich, 1996). Leurs parents sont satisfaits de les savoir en sécurité. La fréquentation et l'image du centre commercial gardent cependant un caractère très familial, surtout en fin de semaine, même si on y vient souvent seul, avec ses amis ou « en bande ». On s'y donne rendez-vous, on y croise des connaissances, des amis. Le *shopping center* peut ainsi être un lieu de la rencontre et de la conversation. Les logiques économiques dont il est investi, n'annihilent pas toute possibilité d'échange social « vrai et authentique », comme tendent à le répéter les critiques de la « marchandisation » croissante de l'espace public. Les usages, à commencer par l'ensemble des rituels micro-sociaux qui s'établissent dans l'échange monétaire de biens matériels, dépassent largement le cadre et les normes strictement marchands, et ils peuvent même les détourner. Par exemple, certaines personnes âgées ont une fréquentation quotidienne et une pratique ordinaire du *shopping center* Alto Palermo, alternative du salon de thé ou de la place. Ils s'y sont connus, y retrouvent leurs amis, sont salués par les vendeuses (photographie n° 1).

Le caractère éphémère des relations sociales, souvent stigmatisée au sujet des centres commerciaux, est-elle le reflet des nouveaux modes de production, plus flexibles, de la rapidité de mouvement du capital financier et de la rotation incessante des flux de marchandises, ou simplement la conséquence de l'accélération des temps sociaux, de la civilisation du fast-food et de l'ère de la mobilité et du loisir ? Sans doute le centre commercial a-t-il effectivement conjointement transformé les modes de consommation et de sociabilité des habitants de Buenos Aires, introduisant parfois plus de souplesse dans les relations sociales, plus de ludicité dans le temps libre, plus d'individualisme aussi, et peut-être plus de superficialité dans les échanges. Comme ailleurs, la culture de la vidéo et de la télévision, ou celle du rock y ont plus de place qu'une culture livresque souvent limitée à la présence d'une unique librairie⁸. Les espaces de restauration, qui regroupent au même endroit l'ensemble des tables et des stands, ne facilitent pas l'art de la conversation, tant une musique étourdissante couvre parfois le bruit des voix et tant l'attention est monopolisée par les vidéos projetées sur écran géant. Le *Show Center* d'Haedo, centre de divertissement situé



PHOTOGRAPHIE N° 1 : LE CENTRE COMMERCIAL ALTO PALERMO, L'UN DES PLUS FRÉQUENTÉS DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE DE BUENOS AIRES, AU CŒUR DE LA CAPITALE. C'EST SURTOUT À TRAVERS LUI, QUE L'EXPRESSION « ALLER AU SHOPPING » A PRIS CORPS. IL EST LE SUPPORT DES ROUTINES QUOTIDIENNES DE MILLIERS DE CITADINS, JEUNES, VIEUX, FAMILLES... (CLICHÉ GUÉNOLA CAPRON).

dans la commune de Morón, propose, dans un décor qui suggère l'éclatement spatial, une abondance d'images réelles ou virtuelles, de spectacles, de musiques, qui se mélangent indistinctement, et que les jeunes apprécient.

Dans la ville étale, l'occurrence de l'interaction dans le face-à-face est en effet moins fréquente que dans la ville dense. L'automobile est la source d'un contact à distance et l'occasion d'une intrusion minimale dans l'intimité de la vie des autres (Bordreuil, 1995). Elle y est devenue essentielle pour se déplacer et accéder aux lieux centraux et aux espaces de rencontre. Le contact physique entre les individus s'est affaibli, et les moyens de communication tendent à médialiser l'échange social et la conversation.

En tout cas, dans les hypermarchés de banlieue, quand ils servent de lieu de promenade, l'appauvrissement de l'échange, corollaire de la diminution des liens sociaux de voisinage, est peut-être encore plus frappant : l'attention des clients est absorbée par des marchandises souvent hors de leur portée, économiquement parlant, et les conversations sont inévitablement polarisées par elles. Les membres d'une même famille circulent parfois au milieu des rayons, sans même s'adresser la parole. L'hypermarché provoque alors une certaine atomisation sociale.

SÉGRÉGATION SOCIO-SPATIALE ET EXCLUSION

En Argentine, le discours médiatique et scientifique a fréquemment réduit le « phénomène » du *shopping center* aux conséquences sociales de l'imposition d'un modèle socio-économique néo-libéral, de la dualisation croissante de la société⁹ et du creusement vertigineux des écarts entre les revenus. Loin de ne s'adresser qu'à une fraction sociale réduite, celle des ménages les plus aisés, il a provoqué un fort engouement auprès d'une classe moyenne hétérogène, dont une partie, fragilisée, a dû faire le difficile apprentissage du chômage et de la survie quotidienne. En effet, ce n'est pas tant l'offre commerciale elle-même qui est attrayante, mais plutôt les disponibilités en termes d'usages publics. Les *shopping centers* régionaux, comme Alto Palermo ou Alto Avellaneda, dont l'aire d'influence est plus étendue que celle des *centros comerciales* périphériques, font ainsi preuve d'une certaine mixité sociale.

L'hypermarché et le *shopping center* répondent à des logiques sociales et économiques différentes (Péron, 1993), même si elles se recoupent parfois : la fonction de l'hypermarché, utilitaire, s'appuie sur le discount et les bas prix¹⁰, et celle du centre commercial intégré, dont l'aménagement est plus soigné, repose sur la combinaison étroite entre ludicité et consommation. Le *shopping center* est ainsi le réceptacle de pratiques de distinction, en particulier pour ces « nouveaux pauvres » dont le pouvoir d'achat a sérieusement été érodé et qui tentent péniblement de conserver les faux-semblants liés à leur statut antérieur (Capron, 1996). L'hypermarché, quant à lui, constitue bien souvent, comme on l'a vu, le *shopping center* des ménages aux revenus modestes, surtout dans les deuxième et troisième couronnes de l'agglomération de Buenos Aires.

Le développement des équipements commerciaux modernes, en particulier des *shopping centers*, repose sur des techniques très fines de segmentation des clientèles en fonction du pouvoir d'achat. La publicité, la promotion, l'architecture, la composition commerciale sont autant de moyens d'effectuer une sélection néanmoins parfois inefficace. Dans la périphérie urbaine, une démarcation s'ébauche, dans les usages et les publics, entre *shopping centers* et hypermarchés.

Les équipements commerciaux modernes accroissent les chances d'accès des habitants de la périphérie aux biens matériels, « banaux » et « anomaux »¹¹, aux services, aux équipements culturels et de loisir, aux espaces publics, et aussi, dans une certaine mesure, aux ressources symboliques de la ville. À Buenos Aires, jusqu'au début des années 1980, il fallait aller au centre-ville de la capitale fédérale pour trouver certains commerces « anomaux » ou des équipements culturels, qui s'étaient étioilés à la suite de la fermeture des salles de cinéma de quartier et de banlieue. Les centres secondaires et tertiaires « traditionnels » des deux

couronnes périurbaines (Morón, San Isidro, etc. ; Castelar, San Miguel, etc.), liés au réseau de chemin de fer, constituaient de maigres substituts au centre-ville véritable, même si on allait y faire ses achats dans les commerces d'habillement ou chez les disquaires. Ceux-ci ne dépassaient cependant jamais la variété et le prestige des boutiques des artères marchandes de la capitale fédérale (Santa Fe et Florida dans le centre principal, Cabildo à Belgrano, etc.). Mais les lieux modernes de l'échange économique renforcent aussi, à une autre échelle, les formes de la ségrégation socio-spatiale : celle-ci ne se niche plus dans la distance aux lieux centraux de la capitale, mais au cœur de la périphérie urbaine, entre des zones centrales connectées et équipées, et d'autres, interstitielles et marginales. En effet, l'accessibilité automobile a un rôle discriminant¹². Malgré la diffusion spatiale progressive des *centros comerciales* aboutissant à un quadrillage plus ou moins régulier de l'agglomération, et en dépit du développement du marché potentiel des quartiers privés, les banlieues lointaines, faiblement peuplées et plus pauvres, restent à l'écart des grands équipements commerciaux.

Si les pauvres sont globalement sous-représentés dans la clientèle des hypermarchés¹³, parce que leurs modèles de consommation ne sont pas les modèles sous-jacents à l'hypermarché ou au shopping center, le volume non-négligeable des fréquentations de proximité¹⁴, la diversité des modes d'accès, la plus grande fréquence de visites rapprochées montrent que, quand ils peuvent, ils vont à l'hypermarché, et parfois à la galerie marchande. Leurs chances d'accès dépendent alors de la distance à parcourir, de la desserte par les transports en commun et des stratégies développées (regroupement à plusieurs...). À la différence d'autres pays d'Amérique latine, les marchés de rue, lieux d'approvisionnement à bon marché et de la sociabilité publique, ont presque tous fermés à la suite des mesures autoritaires prises par la dictature militaire pour la construction du marché central. L'espace de vie des familles pauvres se replie sur l'espace du voisinage, et elles sont captives des épiceries et des supérettes de leur quartier, aux prix démesurés.

L'image prestigieuse de certains lieux modernes de la consommation, temples de la marchandise et d'une consommation pas si massive, a aussi des effets excluants. En Argentine, les centres commerciaux, à travers l'imaginaire de la consommation qu'ils véhiculent, en particulier à travers les grandes marques internationales, sont associés à des idéaux de modernité et de développement, à l'utopie de la ville européenne (Capron & Pedernera, 1998). Malgré une fréquentation importante, ils sont donc source, pour ceux qui ne peuvent pas acquérir les biens exposés, de frustrations latentes, ainsi que de nouvelles différenciations et distanciations sociales, de formes de relégation.

Un habitant de la commune de General San Martín, vendeur ambulant, interrogé à San Miguel, dit fréquenter le centre commercial Unicenter de

Vicente López. Il n'y achète jamais rien, mais aime y faire du lèche-vitrine. Il finit par avouer, à voix basse, que ses revenus ne lui permettent plus d'avoir le même niveau de vie qu'avant : « il me reste l'espoir d'un jour où je pourrai m'acheter quelque chose. L'espoir, c'est tout ce qu'il nous reste ». Pour des étudiants de San Miguel, un *shopping center*, c'est avant tout « quelque chose d'inaccessible. Ce n'est pas ta réalité. C'est un monde imaginaire dont tu ne feras jamais partie ». Paseo Alcorta paraît « un peu cher » (euphémisme) à une habitante d'Ituzaingó. « Pour le peuple argentin », ajoute-t-elle. Une autre femme d'un quartier plus central, celui de Palermo, qui, malgré ses allures « distinguées », a beaucoup perdu de son pouvoir d'achat pendant la dernière décennie, compare les œuvres artistiques du musée aux biens symboliques du *shopping center* : « bien sûr, il y a une quantité de choses que je ne peux pas acheter, parce que tout le monde a des revenus un peu plus bas qu'avant. Mais c'est tout de même agréable de les voir, les bijoux [...]. Quand je vais au musée, je vais regarder les tableaux de Picasso et je ne peux pas les acheter. Mais c'est agréable de les voir ».

Une jeune mère célibataire de 20 ans, qui vit dans une banlieue défavorisée lointaine, à Merlo (à 50 km du centre-ville), mal desservie par les transports en commun, fait ses courses alimentaires dans le quartier, car elle n'a pas le choix, n'étant pas motorisée. Elle a été une fois en bus au centre commercial (local) de Moreno, le plus proche, avec une copine, et elle s'y est promenée, a acheté une glace. Elle l'a trouvé « joli » et dit « s'être changé les idées par rapport à ici ». Une de ses voisines, ancienne infirmière de 47 ans, est, elle aussi, contrainte à s'approvisionner à la supérette voisine. Elle dit avoir un faible pour les *shopping centers* qu'elle connaît par l'intermédiaire de ses fils, qui vivent dans la capitale : « les centres commerciaux..., ils sont jolis... pour... Par exemple, pour nous. Je m'y inclus. Pour aller voir, connaître, comme espace de divertissement, parce que, moi, acheter, c'est impossible. Pour moi, pour mes voisins, pour beaucoup. Mais bien sûr que c'est joli, c'est beau, c'est autre chose [...]. C'est se mentir. C'est du mensonge. Parce que moi, je ne peux pas acheter dans un centre commercial. Tout y est très joli. J'ai les boules, parce que, oui, je peux y aller, je peux me promener, mais rapporter quelque chose, non, j'ai les boules. » Le centre commercial, galerie marchande ou *shopping center*, représente à la fois un espace rêvé et un lieu distant et inaccessible. Il souligne les contrastes avec le lieu de vie quotidienne des habitants des quartiers marginaux, espace auquel ils ne s'identifient pas souvent.

CONSOMMATION, ESPACE PUBLIC ET CENTRALITÉ

Shopping centers et hypermarchés renforcent donc la brèche creusée entre les nantis et les plus démunis¹⁵, ceux qui habitent dans les périphéries lointaines, dans les zones interstitielles aux caractéristiques déficitaires très accusées. Ils introduisent, certes, des divisions supplémentaires et des frontières socio-spatiales, mais celles-ci changent-elles véritablement le sens de la ville ? Le passage (hypothétique) de la ségrégation à la fragmentation trouverait son point d'inflexion dans l'effacement de la référence à la cohésion sociale et dans la multiplication d'urbanités exclusives les unes des autres (Navez-Bouchanine & Signoles, 1998).

La nostalgie de la ville compacte, sous-jacente à certaines approches de la notion de fragmentation urbaine, s'accompagne d'une idéalisation des espaces publics traditionnels. Ceux-ci sont représentés comme les espaces de l'échange dans le face-à-face, de la mixité sociale, d'une accessibilité universelle (*i.e.* un espace public qui est, par définition, accessible à tous), autant de qualités qui ne seraient plus présentes dans la ville « éclatée ». Pourtant, les espaces publics de la ville de la fin du XIX^e siècle étaient, eux aussi, traversés par des lignes de partage social et spatial. L'accessibilité ne peut donc être en aucun cas considérée comme un « droit cosmopolite » (Joseph, 1998), comme une ouverture sans restriction, largement mythifiée, d'un espace à l'ensemble des citoyens, mais plutôt comme la qualité d'un espace ménageant la libre circulation et une coprésence possible et non nécessairement effective, laissant la probabilité de la rencontre avec n'importe quel quidam.

À la fin du XIX^e siècle, à Buenos Aires, les lieux d'achat et de sociabilité étaient très compartimentés, et les places, étroitement surveillées par la police, afin d'éviter des mélanges désagréables et malencontreux entre la « racaille » de la ville (mendiants, prostituées, « mauvais garçons ») et la bonne société portègne. Les injonctions à des comportements civils fortement normés (« ne pas marcher sur le gazon », « ne pas cracher par terre ») et les codes de bonne tenue vestimentaire (porter le costume et le chapeau) étaient des filtres qui visaient à exclure de certains espaces publics urbains les activités et les publics « déviants », qui ne correspondaient pas à l'image de la ville moderne et cosmopolite que souhaitait donner d'elle-même l'élite économique et politique (Capron & Pedernera, 1998). L'imposition d'un ordre policé et policier, qui constituait une tentative de contrôle des publics et des comportements, était ainsi l'un des instruments de la mise en place d'une ségrégation des usages et des publics, sous couvert de principes universels, ceux de la construction et de l'unification de la Nation argentine, à un moment de très forte immigration. En revanche, les cafés de Buenos Aires, en dépit des réglementations

et restrictions prescrites par les pouvoirs publics au nom de la morale et de l'ordre public, ont été des lieux d'une parole libre échappant à la surveillance policière (Capron, 1997).

Un espace ne devient véritablement un lieu du rassemblement, et non plus seulement un pôle « attractif » ou « répulsif » des fréquentations, un lieu d'accumulation de gens et de marchandises ou un nœud de flux, que quand il acquiert des dimensions interactionnelles (d'échange social) et symboliques, qui vont au-delà de ses composantes strictement fonctionnelles et systémiques. C'est parce qu'un centre attire les foules que les gens commencent à s'y identifier, comme le montre M. Kokoreff, à propos de la Défense (1998) : les fréquentations et les usages des jeunes du parvis mêlent des motivations d'ordre fonctionnel (faire des achats), social (draguer, faire des rencontres) et symbolique (investir la centralité, avec son histoire, sa modernité, son futurisme). Les qualités d'accessibilité des espaces publics urbains, leur capacité à laisser surgir les usages (à travers l'aménagement de l'espace et les normes d'usage de celui-ci), doivent pouvoir donner aux individus la liberté de sortir du cadre proposé, en exprimant leurs compétences comme « co-producteurs » de l'espace public. Cette condition implique un minimum d'exigences de civilité et d'expression civique, en particulier l'acceptation des règles de la coprésence et le respect d'autrui (Joseph, 1998).

Dans le *shopping center*, c'est surtout la fonction de consommation qui encadre les usages et les comportements. La disposition spatiale, souvent labyrinthique dans le cas des *shopping centers* régionaux, et l'ambiance commerciale, tant visuelle que sonore, n'ont qu'un seul objectif : inciter le chaland, sur le mode de la séduction, à circuler, à parcourir le plus de linéaire commercial possible, et à consommer. L'éventail des techniques et des dispositifs marchands utilisés pour gérer au mieux le système des circulations et générer le désir chez les chalands est large : messages publicitaires récurrents, musique de fond adaptée aux goûts de la clientèle, mise en scène de l'espace avec des décors régulièrement renouvelés, circulation accélérée par des escaliers mécaniques, rareté des bancs, disposés en des endroits stratégiques, etc. La spécialisation fonctionnelle du centre commercial, c'est-à-dire l'orientation de son aménagement vers une unique fonction urbaine finale, la consommation (qui peut néanmoins recouvrir différentes « spécialités » commerciales : cinéma, centre de loisir, hypermarché...), les normes « proposées » par les concepteurs et les gérants, visent à surdéterminer les usages, beaucoup moins à en générer de nouveaux, limitant ainsi la diversité et surtout la pluralité que signifie l'expérience de la ville. Cette tendance à la « programmation » des usages est encore plus accentuée dans l'hypermarché.

L'idéologie sécuritaire, prédominante dans le centre commercial latino-américain, a des conséquences importantes sur les formes de la civilité et de

l'urbanité à l'œuvre dans celui-ci. En effet, les espaces marchands modernes offrent systématiquement une protection visible, assurée par des vigiles privés, qui sont postés aux entrées et circulent à l'intérieur du *shopping center*, intervenant en cas d'« incident » et surveillant les allers-et-venues. Le contrôle de l'espace est l'un des arguments promotionnels importants du shopping center, même si cette motivation de fréquentation est rarement verbalisée par la clientèle qui se réfère à des raisons plus objectives telles que la variété, la concentration spatiale, le confort. Au-delà de la sécurité effective, il faut surtout que le client se sente protégé. Les administrations évitent de médiatiser les « incidents » concernant la criminalité dans leurs établissements, mais ils apparaissent fréquemment au détour des conversations avec les vendeurs. Le *shopping center* assure ainsi une sécurité passive qui est significative des formes de l'engagement en public – ou plutôt du désengagement – dans les grandes villes latino-américaines. On cherche à éviter au passant toute rencontre désagréable, en réduisant l'altérité, en minimisant les risques d'exposition, en désamorçant les conflits et en recherchant une certaine homogénéisation d'un public dont on aura fait un tri préalable. La restriction de l'accès à travers le filtrage de la clientèle par les vigiles, permet d'éloigner les « inopportuns ». L'observation des personnes repoussées à l'entrée d'Alto Palermo montre qu'il s'agit d'une part de SDF et d'enfants de la rue, dont l'apparence ne répond pas à certains critères de civilité et de présentation de soi – être correctement habillé, bien se tenir en public, se comporter avec une certaine urbanité –, et d'autre part d'enquêteurs non agréés par les autorités du centre commercial, de vendeurs à la sauvette, dont la fonction induit un empiètement des réserves territoriales du « moi », au sens où l'entend Goffman (1973). Leur présence trouble l'ordre social établi du centre commercial. L'attitude « musclée » des vigiles et d'un responsable de l'administration d'Alto Palermo, face à un SDF qui clamait son bon droit à se trouver là, parce qu'il avait consommé un hamburger chez Mac Donald's, dessine la ligne de partage entre la « clientèle légitime » et les « indésirables » (Capron, 1999).

L'érection de barrières qui, dans le cas d'un *shopping center*, restent tout de même assez poreuses, permet de créer une discontinuité spatiale marquée dans le paysage, opposant, par contraste, la rue et le centre commercial, l'intérieur et l'extérieur. Elle est moins liée aux usages qu'à la propriété du foncier et du bâti (privée/publique), aux modes de gestion, aux caractéristiques de l'aménagement, à l'établissement de règlements et à la façon dont ils sont appliqués. Si le balancement entre l'interconnaissance et l'anonymat, la distance, propres aux relations sociales en milieu urbain, caractérise aussi la sociabilité du centre commercial, les risques d'exposition à l'autre sont réduits au minimum, et l'imprévu écarté au maximum.

Dans la ville latino-américaine de la fin du XX^e siècle, la préservation d'un « entre-soi » dans l'espace public passe par l'éloignement, la mise à l'écart et l'exclusion des populations et des activités marginales. Le « vivre ensemble », dans cet ordre peu public peu exigeant, se limite à son expression minimale, restreignant la richesse de l'expérience de la ville, le partage de l'espace et une coprésence réduite, construits sur des processus d'exclusion et non sur la pluralité qu'exigerait un droit d'hospitalité sans restriction (Joseph, 1998), sans qu'il n'y ait de visée véritablement collective en dehors des jeux identitaires liés à la consommation. Or, la convivialité post-moderne du centre commercial est loin d'être l'hospitalité de l'espace public.

On voit ainsi s'ébaucher une différence de graduation (est-ce une rupture ?) entre les espaces publics traditionnels de la fin du XIX^e siècle et les lieux de consommation modernes d'usage public de la fin du XX^e siècle : les deux constituent des espaces d'un rassemblement limité par des droits d'accès fondés, dans le cas du centre commercial, sur l'apparence moins que sur les appartenances sociales ; mais le centre commercial marque le passage à des formes d'urbanité restreinte, où l'exclusivité est opérée par le contrôle de l'accès et par la clôture et est assurée par les discriminations et les mises à l'écart qu'implique l'expansion de modèles de consommation excluants, dans une société fragmentée. Le *shopping center*, dans sa prétention utopique à épurer toutes les composantes dangereuses ou désagréables de la ville en ne présentant que sa façade la plus propre, la plus policée et la plus ordonnée, tourne ainsi le dos à la ville. En ce sens, parce qu'il en renvoie délibérément une image inversée, présente dans le discours promotionnel du *shopping center* (Capron, 1996), la « crise de la ville » est en partie le résultat des représentations diffusées par les acteurs urbains privés sur la prétendue « décadence » de l'espace public.

Le centre commercial, en créant de nouveaux pôles d'échange dans les périphéries urbaines, provoque une certaine dispersion territoriale. En même temps, ce sont les espaces fermés d'un rassemblement programmé, contrôlé, fondé sur la consommation, qui ne permet pas nécessairement la dispersion propre aux espaces publics urbains. La césure avec le modèle intégrateur de la ville latino-américaine s'établirait dans l'effacement progressif de la référence à un « vivre ensemble », dont l'horizon était formé de valeurs collectives comme l'éducation, le progrès, la Nation, garantes de l'ascension sociale de tous, ainsi que dans la dilution de la volonté politique de le construire.

Notes

1 À partir de 1996, la restauration de l'espace public, aussi bien des représentations du public que des espaces physiques concrets, a été l'un des axes importants du discours et de l'action politique de Fernando de La Rúa, élu premier maire de la ville de Buenos Aires en juin, avant d'être président de la Nation argentine en 1999.

2 De multiples articles et éditoriaux du quotidien Clarín, après l'élection du maire Fernando

de La Rúa, dénoncent la privatisation croissante du parc Tres de Febrero, dont 23,8 hectares (sur 110) ont été « usurpés », selon les termes de l'association d'usagers et de riverains des bois de Palermo (22 août 1999), qui a mené l'enquête. Elle dénonce aussi les carences et le mauvais état de 60 % des espaces verts (5, 6, 9 et 10 décembre 1996). D'après un relevé effectué par la municipalité à partir du cadastre et d'images satellitales, la ville disposerait de 20 m² d'espaces verts par habitant, dont seulement 3 m² sont d'accès public.

- 3 En particulier, l'enquête commanditée en 1995 par le ministère de la Production de la province de Buenos Aires au cabinet CISI, réalisée auprès d'un échantillon de 300 personnes vivant dans la municipalité de General San Martín.
- 4 Programa Belgrano, 1998, Resultados de la Encuesta de Hábitos de Consumo (*Capital Federal y Gran Buenos Aires*), Buenos Aires : Ministerio de Economía, Obras y Servicios Públicos, Secretaría de Industria, Comercio y Minería.
- 5 Les seules enquêtes réalisées dans les shopping centers, que je présente ici, sont déjà assez anciennes (1992 pour l'enquête de la revue d'information générale *Quinto Poder*; 1994 pour celle du cabinet Prince, Cooke y Asociados), et elles ne concernent qu'un nombre restreint de shopping centers de la capitale fédérale (Alto Palermo, Patio Bullrich et Paseo Alcorta).
- 6 Dans le jargon de la géographie commerciale, la « locomotive » désigne le local jouant un rôle d'entraînement par rapport à l'ensemble du centre d'achat.
- 7 63 % des personnes interrogées dans l'enquête Prince, Cooke y Asociados; 20 à 40 % de celles qui l'ont été par la revue *Quinto Poder* dans les trois centres commerciaux de la capitale cités plus hauts.
- 8 En 1990, selon les résultats d'une enquête sur les pratiques socio-culturelles et de loisir des habitants de l'agglomération de Buenos Aires, plus de la moitié des personnes interrogées déclarait ne pas avoir lu de livre l'année précédente, plus de 30 % disait regarder la télévision le week-end, mais aussi plus de 50 % aller se promener (Landi *et al.*, 1990).
- 9 L'espace urbain opposerait ainsi des espaces « in », liés aux capitaux internationaux et destinés aux couches socio-professionnelles qui ont profité du « modèle » et des espaces de la pauvreté, « out », définitivement à l'écart de toute croissance, pour reprendre la célèbre expression d'Alain Touraine à propos de l'exclusion en France.
- 10 Là aussi, avec des nuances : la logique du *discount* implique la compression de certains coûts, notamment celui du foncier qui pousserait à la recherche de localisations périphériques. Un entretien avec un responsable de l'enseigne Auchan en Argentine a montré que la capitale fédérale, en moyenne plus riche que le reste de l'agglomération, est encore le territoire privilégié par les sociétés d'hypermarchés, malgré les surcoûts du foncier.
- 11 En géographie commerciale, les commerces « anomaux » (par opposition aux commerces « banaux ») sont ceux qui dispensent des biens rares (par opposition aux biens de consommation courante) et entraînent une fréquentation épisodique (par opposition à une fréquentation quotidienne).
- 12 Respectivement, 72 % et 86 % des ménages de l'agglomération de Buenos Aires appartenant aux catégories de marketing identifiées comme D1 et D2/E, c'est-à-dire les plus pauvres, ne disposaient pas de véhicule particulier (résultats de l'enquête de l'Asociación Argentina de Marketing, 1994).
- 13 Tandis que le segment le plus pauvre représente 56 % de la population de l'agglomération de Buenos Aires (d'après les enquêtes de l'Asociación Argentina de Marketing), il pèse pour 32 à 42 % dans l'ensemble de la clientèle des grandes surfaces alimentaires (ces proportions étant très variables d'une année à l'autre). À l'inverse, le segment le plus riche, qui concentre 10 % de la population, formerait 15 à 22 % des chalands (CCR, 1996-1997, d'après une enquête aux caisses).

- 14 39,4 % des pauvres vont à pied à leur grande ou moyenne surface, 39,4 % en bus, et seulement 10,8 % en voiture (ministère de l'Économie).
- 15 D'après les enquêtes menées en 1998 par l'INDEC (Encuesta de Desarrollo Social), 4,8 % de la population de l'agglomération de Buenos Aires serait en situation d'indigence et disposeraient de revenus moyens de 70 dollars par mois et par personne, ce qui ne leur permet pas de couvrir leurs besoins essentiels.

Bibliographie

- Ariovich, Laura et al., 1996, « Juegos en el shopping center », dans Margulis, M. (dir.), *La juventud es más que una palabra*. Buenos Aires, Biblos, p. 31-46.
- Benjamin, Walter, 1989, *Paris, capitale du XIX^e siècle. Le livre des passages*. Paris, Éditions du Cerf, 972 p.
- Billiard, Isabelle, 1988, *Espaces publics*. Ministère de l'Équipement et du Logement, Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme/Direction de la Recherche et de l'Industrie, La Documentation française.
- Bordreuil, Jean-Samuel, 1993, « Hommes à la rue aux États-Unis », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, METT, p. 135-146.
- Bordreuil, Jean-Samuel, 1995, « De la densité habitante aux densités mouvantes : l'hyperurbanité : développement périphérique et mobilité », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°67, MATET, p. 5-14.
- Bordreuil, Jean-Samuel, Ostrowetsky, Silvia, 1988, *La Civilité tiède : recherche sur les valeurs urbaines dans les « nouveaux » centres*. Aix-en-Provence, EDRESS/CERCLES, 182 p.
- Capron, Guénola, 1996, *La Ville privée : les shopping centers à Buenos Aires*. Toulouse, thèse de doctorat, université de Toulouse II-le Mirail, 483 p. + 112 p.
- Capron, Guénola, 1997, « Les cafés à Buenos Aires. Une analyse historique de la construction sociale et culturelle de l'espace public et de l'urbanité », dans *Géographie et cultures*. Paris, L'Harmattan, p. 29-50.
- Capron, Guénola, 1998, « Les centres commerciaux à Buenos Aires : les nouveaux espaces publics de la ville de la fin du XX^e siècle », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 78, METL, p. 55-64.
- Capron, Guénola, 1999, « La civilité à l'ère de la consommation », communication au Colloque international « Cultures civiques et démocraties urbaines », Cerisy-la-Salle, 12/19 juin.
- Capron, Guénola, Pedernera, Sergio, 1998, « La construction de l'espace public urbain à Buenos Aires. Une perspective historique (1880-1916/1976-1994) », *Utopies urbaines, Villes et territoires*, PUM, p. 89-104.
- Felcman, Isidoro, 1991, *Reforma del Estado : propiedad pública, gestión privada y descentralización de servicios*. Buenos Aires, Galerna, 189 p.
- García Sánchez, Pedro José, 1996, « Politique et cultures urbaines : l'urbanité dans les espaces publics à Caracas », *Cahiers du Réseau Architecture/Anthropologie*, n° 1, École d'Architecture de Paris-La Villette.

- García Sánchez, Pedro José, 1999, « Accessibilité, territoires urbains et ordre public à Caracas », communication faite au colloque « Mobilité : la dynamisation des espaces », 23-24 avril. Louvain-la-Neuve, Centre de sociologie urbaine et rurale, Université de Louvain-la-Neuve, 18 p.
- Giménez, Amalia, 1997, « Imaginarios urbanos. El espacio público « no es de nadie y es de todos » ». La Plata, IV Jornadas de Jóvenes Investigadores en Antropología.
- Goffman, Erving, 1973, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, tome 2 : « les relations en public ». Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 372 p.
- Habermans, Jürgen, 1978, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot, 324 p.
- Joseph, Isaac, 1998, *La Ville sans qualités*. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 209 p.
- Kokoreff, Michel, 1998, « Mobilités et polarisations des jeunes dans la ville », dans Haumont, N. (dir.), *L'Urbain dans tous ses états : faire, vivre, dire la ville*. Paris, coll. « Habitat et Sociétés », p. 245-254.
- Monnet, Jérôme, 1993, *La Ville et son double : la parabole de Mexico*. Paris, Nathan, coll. « Essais et recherches », 221 p.
- Navez-Bouchanine, Françoise, Signoles, Pierre, 1998, *Fragmentation spatiale et urbanité au Maghreb*, rapport pour le Plan Urbain, mimeo, 36 p.
- Péron, René, 1993, *La Fin des vitrines*. Paris, LIRESS/ENS Cachan.
- Péron, René, 1993, « Regroupements et dispersions », dans Obadia, A. (dir.), *Entreprendre la ville : nouvelles temporalités, nouveaux services*. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. « Territoire », p. 105-116.
- Quéré, Louis, 1992-1993, « L'étrangeté mutuelle des passants », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, p. 89-100.
- Sansot, Pierre, 1993, *Jardins publics*. Paris, Petite Bibliothèque Payot, 272 p.
- Sennett, Richard, 1995, « Espaces pacifiants », dans *Prendre place : espace public et culture dramatique*. Cerisy, Recherches, p. 129-136.
- Trilling, Julia, 1992-1993, « La privatisation de l'espace public en Californie », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, p. 206-210.
- Thuillier, Guy, 1998, *La Ville privée : country-clubs et quartiers privés dans le Grand Buenos Aires*. Paris, mémoire de DEA, Université de Paris X-Nanterre.
- Vidal, Laurent, 1994, « Les mots de la ville au Brésil. Un exemple : la notion de « fragmentation » », *Les Cahiers des Amériques Latines*, n° 18, p. 161-181.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

L'objectif de cet article est de montrer en quoi, dans la ville latino-américaine (ici la ville de Buenos Aires), les centres commerciaux créent un rapport entre dispersion et rassemblement, différent de celui des espaces publics urbains traditionnels comme les places. Ces pôles de l'échange économique et social ont en effet généré de nouveaux espaces d'usage public dans les périphéries urbaines, permettant une relative démocratisation de l'accès à la centralité, tout en accroissant les écarts sociaux et spatiaux entre les ménages les plus pauvres et les couches sociales moyennes. S'ils génèrent, à des échelles différentes, des formes de concentration et de dispersion spatiale, ils constituent moins, en revanche, des lieux du rassemblement et de la dispersion, sur un plan social.

Este artículo tiene como objetivo indagar las relaciones entre agregación y dispersión, que producen los *shopping centers* en las ciudades latinoamericanas (aquí Buenos Aires) y que los distinguen de los espacios públicos urbanos tradicionales. En efecto, estos polos de intercambio, económico y social, generaron

nuevos espacios públicos en los suburbios y produjeron más accesibilidad a la centralidad, cuando, al mismo tiempo, aumentaron las distancias sociales entre los hogares más pobres y las clases medias. Si crean, a distintas escalas, formas de concentración y dispersión espacial, constituyen lugares de reunión y dispersión social.

This paper aims to show how shopping centers in Latin-American cities create a relationship between spreading and concentration that is different from traditional urban public spaces like squares. These centers of economic and social exchange have created new public spaces in the suburbs, leading to a relative democratization in the access to the center while increasing the the gap between the poorest and the middle classes. If they create spaces of concentration and spatial spreading on distinct scales, they constitute fewer places of social gathering and dispersal.

LES QUARTIERS ENCLOS À BUENOS AIRES : QUAND LA VILLE DEVIENT COUNTRY

GUY THUILLIER*

DEPUIS QUELQUES ANNÉES se multiplient dans le grand Buenos Aires *clubes de chacras*, *country clubs* et *barrios cerrados* ou *privados* – « quartiers fermés » ou « privés », les deux appellations étant équivalentes. Pour plus de commodité, nous regrouperons ces produits immobiliers sous le terme générique de « quartiers enclos »¹. En effet, au-delà de leurs différences de statut, de niveaux de prix et d'équipement, ils ont en commun la particularité d'être des ensembles résidentiels clos, où la voirie et d'autres services ou espaces traditionnellement « publics » sont privatisés. L'accès se fait par une entrée unique, y est contrôlé par un système de barrière électronique ou, le plus souvent, par un gardien dans sa guérite². Il est réservé aux seuls résidents et à leurs invités, comme, d'ailleurs, l'usage des éventuels équipements collectifs : maison commune, installations sportives telles que terrain de golf, salle de gymnastique, courts de tennis, parc ou lac artificiel... Le succès de ces quartiers enclos et les profondes transformations locales qu'ils entraînent dans certaines communes de la seconde couronne viennent bouleverser l'organisation socio-spatiale du grand Buenos Aires, telle qu'elle apparaissait à la fin des années 1980³. La fabrique urbaine ne peut se comprendre en dehors de la fabrique sociale : ce nouveau mode de production de la ville doit être compris comme un symptôme, ou comme une conséquence spatiale des profondes restructurations socio-économiques subies par l'Argentine pendant la dernière décennie. Si les grilles de lecture traditionnelles se brouillent, quels modèles nous permettent-ils aujourd'hui de saisir le sens de cette « ville émergente » des banlieues portègues ? Comment envisager cette nouvelle structure urbaine en archipels fermés ? Faut-il y voir une chance de consolidation pour des banlieues en déshérence, ou au contraire

*GRAL, Université de Toulouse II Le Mirail

une menace pour l'intégrité de la polis, le spectre de la fragmentation urbaine et de la sécession des élites ? On envisagera dans cet article de resituer le moment « quartiers enclos » à Buenos Aires dans le double contexte de l'histoire urbaine locale et de l'environnement socio-économique global, pour mieux cerner les défis que ces nouveaux espaces métropolitains posent à la ville et à la société.

VISAGES DE BUENOS AIRES

Du global au local

Les quartiers enclos apparaissent aujourd'hui comme une forme urbaine conquérante, qui tend à se répandre sur tous les continents. Les États-Unis connaissent depuis longtemps les *gated communities*, qui abriteraient déjà huit millions d'Américains, notamment en Floride et en Californie (Blakely et Synder, 1997). Au Brésil, les *condomínios fechados* imposent leur empreinte à Rio de Janeiro et à São Paulo⁴. Rares sont les autres métropoles sud-américaines qui échappent purement au phénomène. L'engouement pour cet « urbanisme affinitaire »⁵ n'est cependant pas un phénomène proprement américain. Les lotissements fermés se diffusent dans d'autres univers culturels, venant se juxtaposer à d'autres réalités urbaines. Le monde arabe (Égypte, Liban), mais aussi l'Asie (Malaisie, par exemple) sont concernés. L'Europe n'est pas épargnée, que ce soit dans les pays de l'Est, où la décomposition sociale, économique et institutionnelle qui a suivi la chute du mur de Berlin a créé un terrain favorable à l'éclosion de ce produit résidentiel, ou bien encore en Europe occidentale, où les enclaves fermées font leurs timides débuts, y compris en France⁶. D'une part, l'apparition et le développement de ces quartiers enclos dans la capitale argentine apparaissent comme la manifestation d'une tendance planétaire, à mettre en relation avec d'autres restructurations socio-économiques globales, souvent désignées sous le fameux terme de « mondialisation ». D'autre part, ce phénomène doit être replacé dans le contexte de l'histoire urbaine particulière de Buenos Aires. C'est à la convergence de ces deux évolutions, l'histoire urbaine locale et les *trends* socio-spatiaux recomposant les sociétés et les espaces à l'échelle mondiale, que l'objet « quartiers enclos » peut prendre tout son sens. Notre tentative d'explication repose en effet sur une double hypothèse : *primo*, le modèle originel de ces quartiers, leur idéal-type, vient de l'exemple des États-Unis ; *secundo*, le substrat urbain sur lequel prospèrent les « quartiers enclos » est radicalement différent de la matrice urbaine états-unienne. Un quartier qui s'isole physiquement du monde extérieur est, il est vrai, toujours en rupture avec son environnement, à Miami comme au bord du Río de La Plata. Mais ce

décalage prend une autre signification à Buenos Aires, dans le contexte d'une mégalopole du Tiers Monde ayant une tradition urbaine centralisatrice et fondée sur l'espace public, très différente dans sa structure spatiale de la ville nord-américaine, de tradition communautariste et suburbaine. Dans la seconde couronne de Buenos Aires naissent ainsi des espaces urbains originaux et fragmentés, qui ajoutent une nouvelle facette au puzzle de l'identité urbaine de la capitale argentine.

Buenos Aires, ville ouverte

Pour comprendre les spécificités de cette identité urbaine, il faut remonter aux origines de Buenos Aires. Fondée deux fois, en 1536 et 1580, Buenos Aires est d'abord une ville coloniale créée par la couronne espagnole pour donner un débouché portuaire atlantique aux métaux précieux du Pérou. Fondation hispanique du Nouveau Monde, Buenos Aires a aussi pour fonction l'appropriation de l'espace par le colonisateur, physiquement et symboliquement. Tout, dans l'organisation de cet espace, indique cet ordre urbain nouveau, miroir de l'ordre social que l'on veut imposer. Au centre, la *plaza mayor*, métaphore du pouvoir, entourée de ses attributs : église, hôtel de ville, palais du gouverneur espagnol. Autour, une ville en damier, au plan orthogonal. L'alignement des *cuadras*, la répétition des *manzanas* et des *esquinas* constituent le décor archétypique de la ville latino-américaine en général et de Buenos Aires en particulier⁷. Dès l'origine, ce modèle urbain importé d'Europe⁸ accorde donc une large fonction symbolique à l'espace public : la structure urbaine est censée entraîner l'adhésion à une structure socio-politique, engendrer la cité, la civilité et, de là, la civilisation.

Or Buenos Aires, à travers les vicissitudes de son histoire urbaine, est restée longtemps cette ville ouverte, où l'espace public joue un rôle essentiel. La ville connaîtra par exemple, comme en Europe, une chirurgie de type haussmannien, avec percée de larges avenues monumentales, dont certaines, en diagonale par rapport au plan hippodaméen, viennent rompre la monotonie du décor urbain. Variation des motifs de la trame urbaine, mais identité des mobiles et des fonctions : la ville se met en scène, se donne à voir. Quelles que soient les époques, la ville est d'abord un théâtre, le lieu par excellence de toutes les représentations, sociales, politiques et culturelles. De la même manière qu'au XVI^e siècle l'ordre urbain est une métaphore du pouvoir colonial, au tournant du XX^e siècle, son réaménagement de type haussmannien se veut la représentation de la nation naissante (Capron et Pedernera, 1998). Et de même que le politique joue de la symbolique urbaine pour fonder l'ordre colonial puis national, de même la nation n'hésite-t-elle pas à s'appropriier les espaces urbains symboliques pour se rappeler au bon plaisir de ses politiques. L'exemple le

plus typique en est peut-être la manifestation du 17 octobre 1945, où le petit peuple, investissant le centre-ville, imposa le retour du colonel Perón. La bourgeoisie de l'époque s'offusqua de l'attitude de ces « sans-chemises » des banlieues – les *descamisados* –, qui profanèrent le centre-ville, dont ils étaient exclus, dans une sorte de carnaval transgressif : ils écrivirent sur les murs, salirent statues et monuments, se baignèrent dans les fontaines publiques... Plus récemment, c'est d'après le nom du nombril de Buenos Aires, où elles avaient pris l'habitude de se rassembler, comme un défi au pouvoir, que furent nommées « Mères de la place de Mai », ces femmes dont l'obstination dans leur quête de vérité sur le sort de leurs enfants disparus contribua à faire vaciller le régime militaire, au tournant des années 1980. La place de Mai, bordée par la *Casa Rosada*, le palais présidentiel, la cathédrale et l'ancien hôtel de ville, aujourd'hui transformé en musée, est aussi l'une des extrémités de l'avenue homonyme, double célébration de ce mois de mai 1810 qui vit l'Argentine proclamer son indépendance. Principale percée haussmannienne de Buenos Aires et itinéraire classique des manifestations de tout ordre, l'avenue de Mai conduit à l'immense place du Congrès, devant lequel les syndicats enseignants avaient planté une tente blanche en 1998 pour réclamer des hausses de salaires. Au-delà de sa signification politique et symbolique dans l'hypercentre, l'espace public portègne est le substrat même de la ville, construite autour de la rue, de la place, de l'*esquina*, lieux de sociabilité et de représentation avant d'être des espaces de transit.

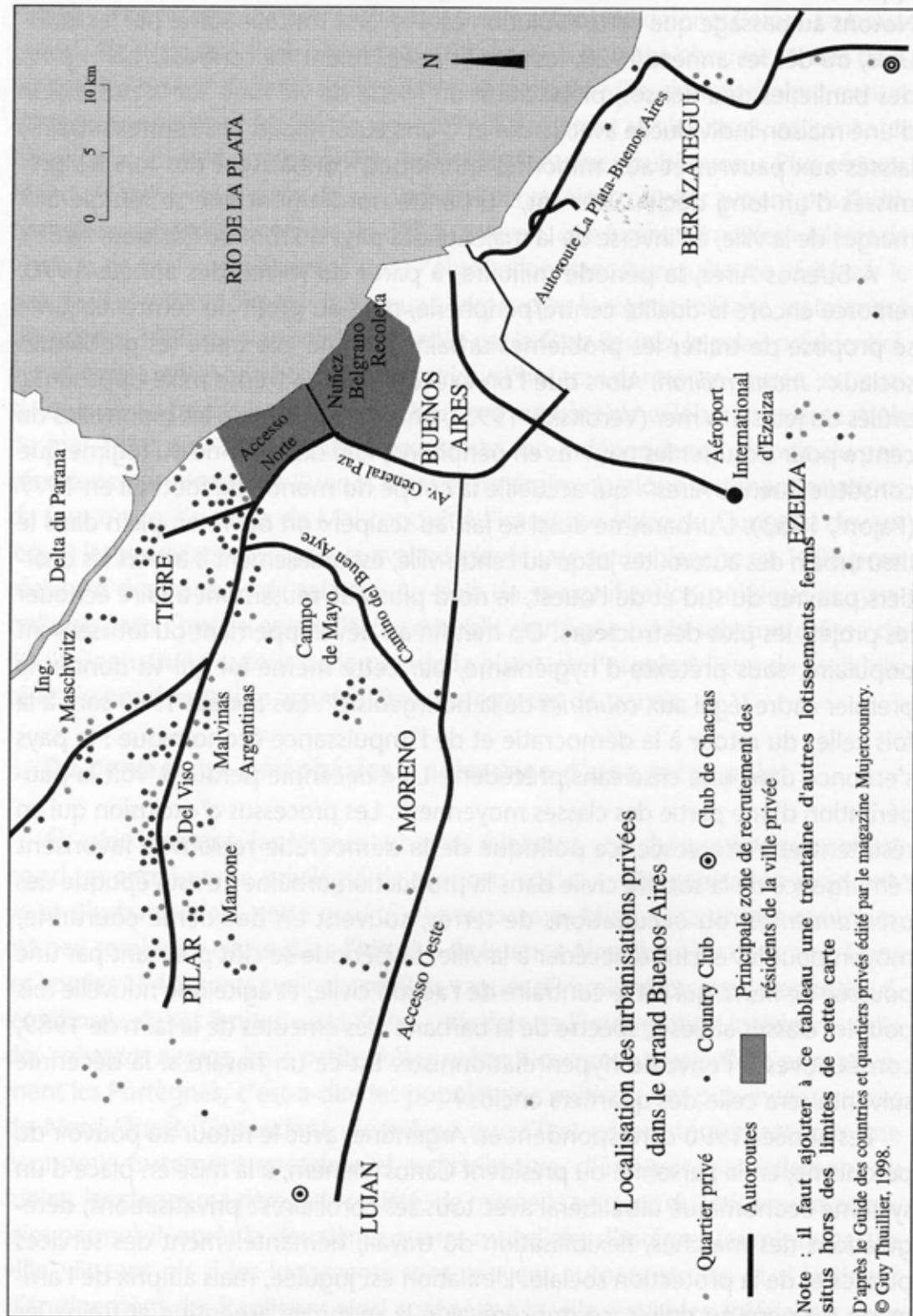
Du centre aux périphéries : naissance d'une mégapole

Si, avec le temps, les formes urbaines évoluent, si à chaque époque correspond un certain type privilégié de rapports sociaux, d'organisation productive et d'urbanisation, cette qualité des espaces publics, notamment centraux, est peu remise en cause dans l'histoire de Buenos Aires, bien au contraire. Dans les années 1940, après avoir absorbé les vagues d'immigration européenne, la ville déborde de ses limites, sous l'effet cette fois de l'immigration intérieure, celle des *cabecitas negras*, les « petites têtes noires » comme les appellent péjorativement les Portègnes, c'est-à-dire les populations métisses des provinces pauvres du Nord-Ouest. Cependant, de même que l'État péroniste permet, par une économie fortement encadrée et redistributive, d'intégrer, partiellement au moins, les classes ouvrières à la société, de même le système du lotissement populaire permet-il, après la deuxième guerre mondiale, d'intégrer les migrants à la ville⁹. Et tant pis si les logements sont souvent autoconstruits, et si le degré d'équipement des banlieues ainsi agrégées à la ville reste bien inférieur à celui du centre, les réseaux – eau, téléphone, métro... – n'arrivant pas à suivre l'expansion de la tache urbaine. Le centre, mieux loti, se densifie : il reste l'option privilégiée des classes moyennes-supérieures, qui investissent dans des

appartements en immeubles de standing dans le Barrio Norte et à Belgrano. Notons au passage que cette évolution est l'inverse de celle suivie par les États-Unis, où dès les années 1920, les classes aisées fuient les centres urbains pour des banlieues peu denses, plébiscitant un mode de vie basé sur la possession d'une maison individuelle avec jardin et d'une automobile. Les centres urbains, laissés aux pauvres et aux minorités ethniques, connaissent dès lors les prémises d'un long déclin. Très tôt, l'urbanité nord-américaine se réfugie aux marges de la ville, à l'inverse de la majorité des pays du monde (Jackson, 1985).

À Buenos Aires, la période militaire, à partir du milieu des années 1970, renforce encore la dualité centre/périphérie, mais au profit du centre. La junte se propose de traiter les problèmes urbains comme elle traite les problèmes sociaux : *manu militari*. Alors que l'on exécute plus de trente mille opposants, brûlés ou jetés à la mer (Verbitsky, 1995), on vide par la force les bidonvilles du centre pour expulser les pauvres en périphérie, loin de la vitrine du régime que constitue Buenos Aires – qui accueille la coupe du monde de football en 1977 (Pajoni, 1983). L'urbanisme aussi se fait au scalpel : on ouvre en plein dans le tissu urbain des autoroutes jusqu'au centre-ville, essentiellement à travers les quartiers pauvres du sud et de l'ouest, le nord plus aisé réussissant à faire échouer les projets les plus destructeurs. On met fin au développement du lotissement populaire, sous prétexte d'hygiénisme, par cette même loi qui va donner le premier cadre légal aux *countries* de la bourgeoisie¹⁰. Les années 1980 sont à la fois celles du retour à la démocratie et de l'impuissance économique : le pays s'enfonce dans une crise sans précédent. La « décennie perdue » voit la paupérisation d'une partie des classes moyennes¹¹. Les processus d'exclusion qui en résultent et l'effervescence politique de la démocratie retrouvée favorisent l'émergence de la société civile dans la production urbaine : c'est l'époque des *asentamientos*, ou occupations de terres, souvent en deuxième couronne, moyen pour les exclus d'accéder à la ville. La période se clôt pourtant par une poussée de fièvre qui est le contraire de l'action civile, et agite une nouvelle fois pour les classes aisées le spectre de la barbarie : les émeutes de la faim de 1989, consécutives à l'envolée hyperinflationniste. Est-ce un hasard si la décennie suivante sera celle des quartiers enclos ?

Les années 1990 correspondent en Argentine, avec le retour au pouvoir du péronisme, en la personne du président Carlos Menem, à la mise en place d'un système économique ultralibéral avec tous ses corollaires : privatisations, dérégulations des marchés, flexibilisation du travail, démantèlement des services publics et de la protection sociale. L'inflation est jugulée, mais au prix de l'arrimage du peso au dollar, ce qui surévalue la monnaie argentine et freine les exportations. La croissance revient avec les investissements étrangers, mais si une frange des secteurs supérieurs de la société tire profit de la « mondialisation » en s'intégrant dans la nouvelle économie, le chômage reste élevé et les salaires



CARTE N° 1 : LOCALISATION DES URBANISATIONS DANS LE GRAND BUENOS AIRES

faibles. La société connaît une polarisation accentuée des revenus et des modes de vie, et le laminage des classes moyennes se poursuit. Cette période, qui favorise la privatisation de l'économie et de la richesse, est aussi celle de la privatisation de l'espace. Le commerce déserte rues et marchés pour se déplacer vers les centres commerciaux (Capron, 1996). Les espaces résidentiels nouveaux destinés aux classes moyennes-supérieures adoptent de plus en plus la formule du quartier enclos en deuxième couronne, ou du « *country* en hauteur » en centre-ville : des immeubles de luxe hautement sécurisés, dotés de la majorité des services jadis urbains (boutiques, patios, équipements sportifs et récréatifs...). Quelle que soit l'option choisie, la ville se cache, se retourne sur elle-même. Elle cesse de se donner en spectacle, d'apparaître comme lieu et comme objet de représentation. Elle perd son épaisseur symbolique et n'est plus cet espace où se construit l'ordre politique et social dans la confrontation à l'altérité, sous forme de coprésence spatiale. Ville travaillée par la peur de l'autre, rêve d'un entre-soi préservé de l'impur, de l'imprévu, territoire approprié et balisé, homogène, sans surprise et sans défauts, sans inconnus ni inconnue¹². Ville « impeccable » – étymologiquement : « sans péché » – dont les espaces paysagers soigneusement élaborés et entretenus donnent une bonne idée de la rigidité de l'ordre qui y règne¹³. Harmonie retrouvée, utopie réalisée, ou fantasme totalitaire abolissant l'idée même de ville ? Ville privée mais paradoxalement hyperpublique, puisque débarrassée de l'anonymat, source d'angoisse. Ville sans mélange ni partage, sans histoire(s). Ville figée, transparente, panoptique, sans imaginaire et sans imagination – la ville est morte, vive le *country* ?

LA VILLE APRÈS LA VILLE

L'engouement pour les quartiers enclos

Les quartiers enclos ne sont pas des inconnus complets dans le paysage métropolitain, au moment de leur boom dans les années 1990. Le premier d'entre eux, le Tortugas Country Club, remonte à 1932. Héritiers des *quintas*, maisons de vacances que l'aristocratie portègne entretenait aux environs de la ville, les *countries* rassemblent plusieurs de ces résidences secondaires autour d'un grand équipement sportif – en général golf ou terrain de polo, plus récemment marina, sans compter les inévitables piscines, tennis et salles de musculation qui tendent aujourd'hui à compléter l'offre. Les *countries* ont connu une première phase de croissance sensible dans les années 1970, période d'instabilité et de violences politiques, au point de susciter une première loi réglementant leur implantation dès 1977. Peu à peu, des familles les élisent comme résidence principale, devant la difficulté financière de conserver deux logements, et du fait

d'un sentiment d'insécurité toujours plus prégnant. Le modèle *country* évolue, s'adapte à la résidence permanente. Une nouvelle offre apparaît, celle des *barrios cerrados* ou *barrios privados* (quartiers « fermés » ou « privés »), destinée directement à l'habitant permanent : moins luxueux et moins chers que les *countries*, les quartiers fermés proposent aussi une offre bien moindre en terme d'équipements de loisirs – au mieux une piscine et/ou un *clubhouse*. L'important y est moins un style de vie centré sur les loisirs, comme dans certains *countries*, que la possession d'une maison individuelle, dans un environnement sécurisé et exclusif.

Leur croissance reste cependant modeste jusqu'au milieu de la décennie 1990. Lors de l'été 1996, on dénombre 148 quartiers enclos dans le grand Buenos Aires. L'été suivant, un an plus tard, ces chiffres ont doublé : on est passé à 310 lotissements fermés. Un an plus tard, ils sont 349. La surface occupée par ces quartiers enclos serait passée d'environ 70 km² au début de la décennie à 140 km² en 1997, et 160 km² en 1998. Leur taille moyenne, de 45 ha, recouvre d'importantes disparités : de 2,5 ha pour les plus petits quartiers fermés, à 700 ha pour les plus grands, qui proposent non plus des maisons sur un terrain de 500 à 2000 m² (la fourchette habituelle, des quartiers fermés aux *countries*) mais de véritables propriétés rurales (*chacras*, en argentin) sur des terrains de 1 à 3 ha – ces *clubes de chacras*, à l'extrémité supérieure de l'offre, sont certes très minoritaires. La surface totale de 160 km² qu'occupent les quartiers enclos serait divisée en 78 000 lots en 1999, le tiers seulement étant construits, le tiers encore des unités construites servant à la résidence permanente, le reste constituant des résidences secondaires. Au total, la résidence permanente en quartier enclos concernerait donc environ 8 000 familles, soit 25 000 à 30 000 personnes¹⁴. Une goutte d'eau, à l'échelle des 11 millions d'habitants de la conurbation – à titre de comparaison, Blakely et Snyder estiment qu'aux États-Unis, 3 millions de ménages, soit environ 8 millions de personnes, vivaient dans 20 000 *gated communities* (Blakely et Snyder, 1997). À l'échelle locale, le phénomène prend cependant une importance considérable dans certains espaces de l'agglomération.

Une urbanisation sous influence

Le développement des quartiers enclos apparaît ainsi au croisement de deux temporalités, celle de la ville de Buenos Aires d'un côté, celle du « système-monde » de l'autre. Si le contexte socio-économique joue bien comme facteur d'explication – enrichissement d'une élite qui tire les fruits de la nouvelle donne économique, appauvrissement des classes populaires perçues comme une menace potentielle –, c'est un phénomène proprement urbain et local qui déclenche la ruée vers les quartiers enclos : l'achèvement de l'élargissement de l'accès nord, une voie autoroutière qui permet de faire sauter le goulot

d'étranglement des transports. Autorisant la migration pendulaire, cette amélioration des accès autoroutiers, qui se mettent en place également vers l'ouest (Luján) et le sud (La Plata), rend possible l'option résidentielle en grande banlieue des classes supérieures, accompagnée de migrations pendulaires quotidiennes de travail.

Mais les facteurs techniques – l'état des infrastructures de transport – et sociaux – inégalités sociales et montée d'un sentiment d'insécurité urbaine – ne suffisent pas à expliquer le soudain attrait des élites pour un mode de vie suburbain en quartier enclos. Pour comprendre cette mutation, qui ressort du « mode de ville » des classes aisées, d'une transformation de leur imaginaire urbain, de leur conception de ce qu'est la ville idéale, il nous semble que l'on peut à nouveau faire appel au processus dit de « mondialisation », considéré ici sous son angle culturel et non plus économique. L'origine du modèle des quartiers enclos est bien anglo-saxonne, ce qu'indique, du reste, leur nom en Argentine. On leur préfère souvent l'appellation anglaise de *country clubs* ou *countries*, à la transposition espagnole *clubes de campo*, adoptée par les textes officiels. Le paysage des quartiers enclos – impeccable comme on l'a vu – évoque terriblement celui des *gated communities* américaines, jusque dans l'architecture des maisons, leurs couleurs vives, les styles architecturaux – porches monumentaux et citations post-modernes ostentatoires, frontons et colonnades... Les voitures de luxe, les vêtements de marques internationales, les loisirs pratiqués



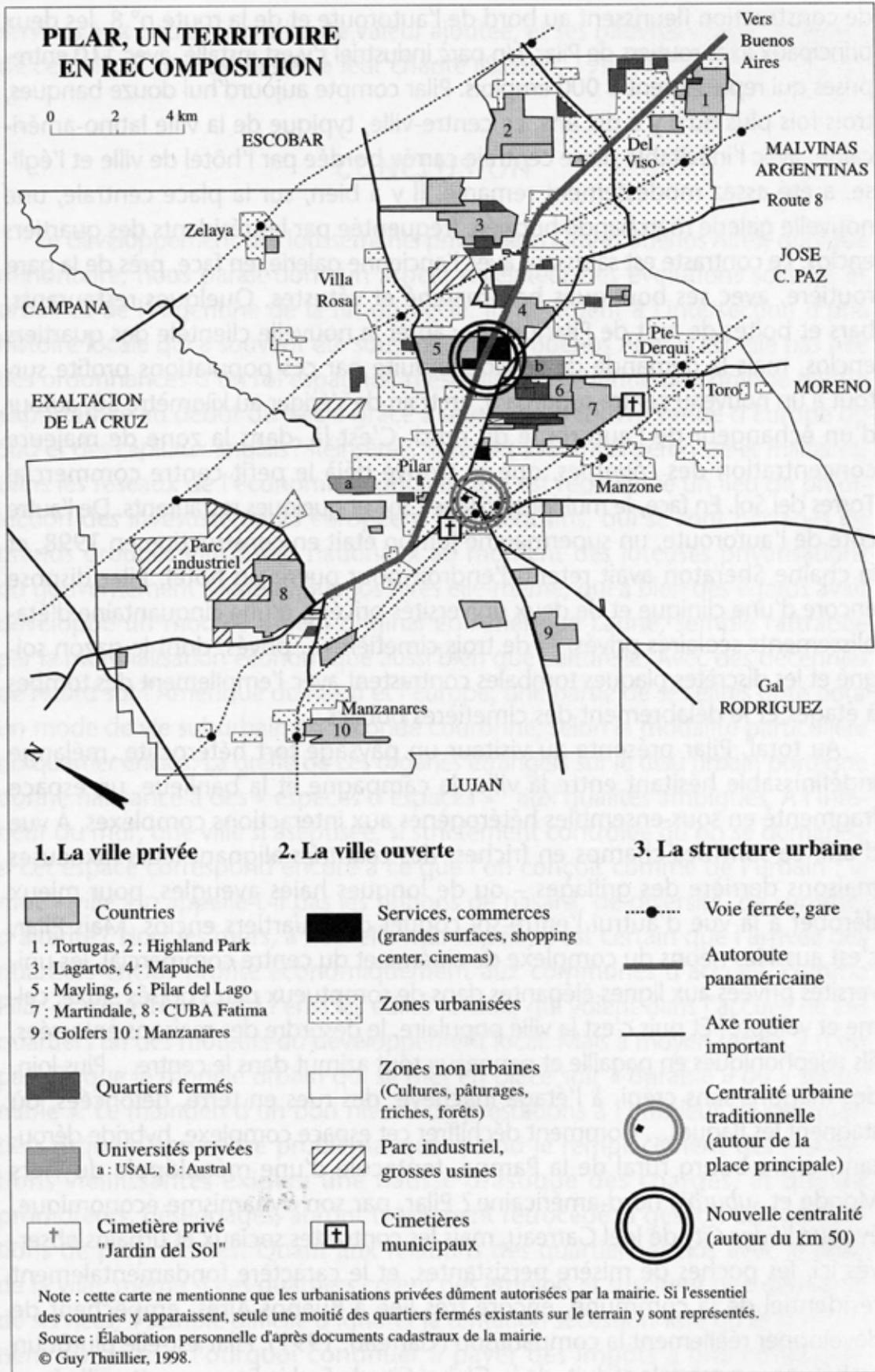
FIGURE N° 1 : PHOTO AÉRIENNE DU DÉPLIANT PUBLICITAIRE DE MIERES, AGENCE IMMOBILIERE. LES URBANISATIONS FERMÉES ONT MODIFIÉ LE VISAGE DE LA PÉRIPHÉRIE. ICI, LE QUARTIER « SEPTEMBRE » À TIGRE. AU PREMIER PLAN, LE « CLUB-HOUSE ». REMARQUER LES PALMIERS QUI DONNENT UNE NOTE ÉTATS-UNIENNE ET L'AUTOROUTE, DONT LA PROXIMITÉ EST UN FACTEUR CLÉ.

(golf, tennis, polo), l'éducation des enfants, envoyés dans des établissements privés où l'accent est mis sur l'anglais et l'informatique : tout, dans le paysage urbain et mental et dans le style de vie et d'habitat de ces élites rappelle l'omniprésence et la domination de la culture anglo-saxonne¹⁵ (figure n° 1).

Et pourtant, Buenos Aires n'est pas Los Angeles. L'imposition du modèle suburbain des communautés fermées sur un tissu métropolitain latino-américain où les classes aisées sont longtemps restées dans le centre-ville, laissant les banlieues, territoires du Tiers Monde, aux migrants pauvres de l'intérieur, donne naissance à un nouvel objet urbain inclassable. Il a été dit plus haut que les quartiers enclos à Buenos Aires restent des objets minoritaires à l'échelle métropolitaine. Ces ensembles ne se localisent cependant pas au hasard : on les trouve surtout dans un rayon de 25 à 80 km du centre-ville, principalement en grappe le long des axes autoroutiers, si possible près d'un noyau suburbain, sous-centre local de services. La majeure concentration apparaît en outre le long de l'accès nord, dans le prolongement des anciens faubourgs et municipes de prédilection des classes aisées. Cette tendance à l'agrégation entre eux des lotissements fermés, l'étendue des espaces qu'ils occupent (leur densité résidentielle est bien inférieure à celle des quartiers populaires) et la richesse des populations qu'ils attirent font qu'à l'échelle locale, leur visibilité, paysagère, sociale et spatiale est considérable.

L'exemple de Pilar

La commune de Pilar, à 50 km au nord-ouest de Buenos Aires, est à ce titre un exemple particulièrement significatif (carte n° 2). La commune, bien desservie par l'autoroute du nord et disposant d'immenses réserves foncières – 350 km² de superficie ! – s'est imposée comme un lieu de prédilection des urbanisations privées. Le Tortugas Country Club, l'ancêtre fondateur, n'avait-il pas montré l'exemple en s'installant à Pilar dès 1932 ? Lors du recensement de 1991, Pilar n'était pourtant encore qu'un gros bourg mi-rural, mi-suburbain : 130 000 habitants, dont 80 % n'étaient pas reliés aux réseaux de distribution et d'évacuation des eaux (le double du taux moyen du Grand Buenos Aires) et 5 % seulement étaient titulaires d'un diplôme d'études secondaires, soit deux fois moins que dans le reste de l'agglomération¹⁶. L'arrivée des quartiers enclos a profondément bouleversé le paysage. En 1998, Pilar accueillait, d'après les estimations de la mairie, près de 100 000 habitants supplémentaires, et une centaine de lotissements fermés (en comptant ceux en construction) dont une trentaine de *countries*, en général plus anciens que les quartiers fermés. Ces quartiers enclos occupaient une superficie totale de 2 884 ha, soit 8 % du territoire communal. Ils ont amené dans leur sillage un important développement économique, bien visible jusque dans le paysage : les entreprises et les dépôts



CARTE N° 2 : PILAR, UN TERRITOIRE EN RECOMPOSITION

de construction fleurissent au bord de l'autoroute et de la route n° 8, les deux principaux axes routiers de Pilar. Un parc industriel s'y est installé, avec 110 entreprises qui représentent 8 000 emplois. Pilar compte aujourd'hui douze banques, trois fois plus qu'il y a dix ans. Le centre-ville, typique de la ville latino-américaine, avec l'inévitable place centrale carrée bordée par l'hôtel de ville et l'église, a été assez modestement remanié. Il y a bien, sur la place centrale, une nouvelle galerie marchande huppée, fréquentée par les résidents des quartiers enclos. Le contraste est saisissant avec l'ancienne galerie, en face, près de la gare routière, avec ses boutiques bon marché et vétustes. Quelques restaurants, bars et boîtes de nuit de Pilar ont su capter la nouvelle clientèle des quartiers enclos, mais la demande de services induite par ces populations profite surtout à un nouveau centre suburbain, en train de s'ériger au kilomètre 50, autour d'un échangeur de l'autoroute du nord. C'est là, dans la zone de majeure concentration des *countries*, que se trouve déjà le petit centre commercial Torres del Sol. En face, le multiplex Village Cine et quelques restaurants. De l'autre côté de l'autoroute, un supermarché Jumbo était en construction en 1998, et la chaîne Sheraton avait retenu l'endroit pour ouvrir un hôtel. Pilar dispose encore d'une clinique et de deux universités privées, d'une cinquantaine d'établissements scolaires privés, et de trois cimetières... privés, dont le gazon soigné et les discrètes plaques tombales contrastent avec l'empilement des tombes à étages et le délabrement des cimetières publics.

Au total, Pilar présente au visiteur un paysage fort hétéroclite, mélange indéfinissable hésitant entre la ville, la campagne et la banlieue, un espace fragmenté en sous-ensembles hétérogènes aux interactions complexes. À vue d'œil, ce sont des champs en friches, des *countries* alignant leurs luxueuses maisons derrière des grillages – ou de longues haies aveugles, pour mieux dérober à la vue d'autrui l'entre-soi coquet des quartiers enclos. Mais Pilar, c'est aussi les néons du complexe de cinéma et du centre commercial, les universités privées aux lignes élégantes dans de somptueux parcs boisés : luxe, calme et volupté ! Et puis c'est la ville populaire, le désordre des maisons entassées, fils téléphoniques en pagaille et panneaux tout azimut dans le centre... Plus loin, des maisons sans crépi, à l'étage inachevé, des rues en terre, défoncées, où stagnent les flaques... Comment déchiffrer cet espace complexe, hybride déroutant, entre bourg rural de la Pampa, tentacule d'une mégalopole du Tiers Monde et *suburbia* nord-américaine ? Pilar, par son dynamisme économique, évoque l'*Edge City* de Joel Garreau, mais les contrastes sociaux et urbains observés ici, les poches de misère persistantes, et le caractère fondamentalement résidentiel de la commune, encore très liée à Buenos Aires, empêchent de développer réellement la comparaison (Garreau, 1991). Pilar est-elle plutôt un archétype, en modèle réduit, de la *Global City* de Saskia Sassen, cette ville fracturée par la mondialisation, avec ses élites intégrées dans une économie de

services aux entreprises à haute valeur ajoutée, et ses pauvres voués au service de ceux-là, si ce n'est laissés à leur charité (Sassen, 1996)?

CONCLUSION

Le développement des lotissements privés dans Grand Buenos Aires, quoique minoritaire, nous paraît donc un aspect révélateur des évolutions sociales et urbaines de l'Argentine de la fin du siècle. Ils se situent à l'intersection d'une histoire locale qui a souvent été sous influence : Buenos Aires n'est-elle pas née des ordonnances d'un roi espagnol, n'est-elle pas devenue une grande nation exportatrice au début du siècle grâce à une main d'œuvre venue d'Europe du Sud et des capitaux anglais? Réinsérée, après les aventures péroniste et militaires, dans les réseaux de l'économie mondiale, elle est redevenue un lieu de prédilection des investissements européens et américains, qui se sont partagés les grands groupes industriels nationaux au moment des juteuses privatisations du gouvernement Menem. Buenos Aires elle-même, qui à bien des égards avait développé un modèle urbain original en Amérique Latine, semble rattrapée par la mondialisation économique aussi bien que culturelle. Avec des décennies de retard sur l'Amérique du Nord et l'Europe, une partie de ses élites opte pour un mode de vie suburbain en seconde couronne, selon la modalité particulière du quartier enclos. La greffe de ces organes étrangers sur le tissu urbain portègne donne naissance à des « espèces d'espaces »¹⁷ aux qualités ambiguës. À l'intérieur du mur, une ville si aseptisée, si strictement contrôlée qu'on se demande si cet espace correspond encore à ce que l'on conçoit comme de l'urbain : le mot « ville » n'appelle-t-il pas les notions de hasard, de diversité, de surprise, d'altérité? Hors les murs, à l'échelle municipale, il est certain que l'arrivée des quartiers enclos profite économiquement aux communes d'accueil, comme Pilar – ce que répètent à l'envi les édiles locaux, qui voient dans l'accueil de ces quartiers un des moteurs du développement local. Mais à moyen terme, il n'est pas sûr que le modèle urbain qui se met en place soit « durable » ou « soutenable ». Le maintien d'un bon niveau de prestations à l'intérieur de ces quartiers risque d'apparaître problématique quand le remplacement des installations vieillissantes exigera une hausse drastique des charges, et que les promoteurs, désengagés, auront totalement rétrocedé la gestion aux associations de propriétaires. Quant aux relations des quartiers enclos avec le reste de la ville, même si ces quartiers créent des emplois et suscitent une demande de services, il semble difficile d'ignorer la tentation sécessionniste qu'ils contiennent en germe. Pourquoi continuer à payer des impôts à une collectivité publique quand l'essentiel des services urbains que l'on consomme sont achetés à des prestataires privés¹⁸? Privatisation et fragmentation de la ville parais-

sent oblitérer toute politique sérieuse d'aménagement urbain, verrouiller tout projet collectif, toute perspective commune à l'échelle de la commune et, *a fortiori*, de l'agglomération. Faut-il en conclure, avec E. Blakely et M. Snyder, que les quartiers enclos, en divisant la communauté, en séparant les intérêts des uns et des autres, représentent finalement une menace pour la démocratie et l'idée même de nation ?

Notes

- 1 Je remercie au passage Sophie Didier pour m'avoir soufflé ce terme.
- 2 Il existe parfois une deuxième entrée, plus discrète, pour le personnel de service.
- 3 Pour une proposition de modélisation, voir Deler, 1994.
- 4 Le Brésil est, avec les États-Unis, un des pays où les lotissements fermés ont été le plus amplement décrits : voir Bruno, 1997 ; Caldeira, 1996 et Ribeiro de Queiroz, 1996.
- 5 Selon l'expression de Jacques Donzelot, 1999.
- 6 Besset Jean-Paul, Kremer Pascale, 1999 : « Le nouvel attrait pour les résidences « sécurisées » », *Le Monde*, 15 mai.
- 7 La *manzana* est la subdivision de base du plan orthogonal à Buenos Aires, c'est, en théorie, un carré de 100 mètres de côté. Le côté du carré est une *cuadra*, unité de distance de base toujours en vigueur à Buenos Aires (« c'est à cinq *cuadras* d'ici... »). La *esquina* est le coin de la *manzana*, souvent occupé par un commerce.
- 8 Comme le notent J. L. Romero et L. A. Romero, les villes hispano-américaines sont des « formes juridiques et physiques qui ont été élaborées en Europe et qui furent implantées sur la terre américaine, pratiquement inconnue [...]. La ville était un réduit européen au milieu de nulle part. » (Romero, J. L., Romero, L. A., 1983, trad. de l'auteur).
- 9 Sur le lotissement populaire, voir Clichevsky *et al.*, 1990.
- 10 Loi provinciale 8912 d'« Aménagement territorial et usage du sol » de 1977.
- 11 Sur ce sujet, voir Minujin, 1992 et Kessler, 1998.
- 12 L'admission au *country* se fait par cooptation : les postulants à l'achat d'une parcelle doivent passer un entretien devant une commission *ad hoc* – en plus de l'enquête de solvabilité.
- 13 Les règlements internes des *countries*, à l'image des *gated communities* américaines, relèvent d'une volonté tatillonne et maniaque de contrôle de l'ordre social. Au Mayling Country Club, par exemple, les endroits où l'on peut faire sécher son linge sont expressément codifiés, avec une idée forte : le linge ne doit pas être visible depuis la route. Les droits et devoirs des invités aussi sont détaillés : ils doivent payer pour utiliser les installations sportives, dont la piscine, « y compris pour l'usage du seul solarium ». Ils sont soumis à des quotas : pas plus de deux invités sur quatre joueurs dans un match de double au tennis !
- 14 Les chiffres ci-dessus sont tirés des données de la Federación Argentina de *clubes de campo*, complétées par les estimations de Federico G. Robert, 1999.
- 15 Anglo-saxonne, c'est-à-dire d'abord britannique : l'aristocratie portègne qui fonde le Tortugas Country Club, en 1932, s'inspire des modes en vigueur dans l'Empire de sa gracieuse Majesté, pendant longtemps le premier investisseur et partenaire commercial de l'Argentine. L'influence « *yankee* » a pris le relais depuis.
- 16 Instituto Nacional de Estadísticas y Censos, 1992 : *Censo Nacional 1991*, Buenos Aires, INDEC.
- 17 Comme dirait Georges Perec...
- 18 Suivant ce raisonnement, des résidents du Mayling Country Club ont déposé un recours en justice pour ne plus payer d'impôts à la mairie de Pilar. Sans succès...

Bibliographie

- Bernand, Carmen, 1997, *Histoire de Buenos Aires*. Paris, Fayard, 432 p.
- Blakely, Edward J., Snyder, Mary Gail, 1997, *Fortress America: Gated Communities in the United States*. Washington DC, Brookings Institution Press, Cambridge, Massachusetts, Lincoln Institute of Land Policy, 209 p.
- Bruno, Louise, 1997, *Paris-Rio. Le rôle de la culture dans la formation de l'espace urbain*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Paris X-Nanterre.
- Caldeira, Teresa. P. R., 1996, « Un nouveau modèle de ségrégation spatiale : les murs de São Paulo », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 147, mars, p. 65-77.
- Capron, Guénola et Pedernera, Sergio, 1998, « La construction de l'espace public urbain à Buenos Aires, une perspective historique (1880-1916/1976-1994) », dans Eveno, E. (dir.), 1998, *Villes et territoires, « Utopies urbaines »*. Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, p. 89-102.
- Capron, Guénola, 1996, *La Ville privée : les « Shopping Centers » à Buenos Aires (Argentine)*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse II-Le Mirail.
- Clichetsky, Nora, Prévôt Schapira, Marie-France et Schneier Graciela, 1990, *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local : el caso de Moreno*. Buenos Aires, Cuadernos del CEUR, n° 29, CEUR/CREDAL, 180 p.
- Deler, Jean-Paul, 1994, « Un espace marqué par la métropolisation », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 14, La Documentation française, p. 37-45.
- Donzelot, Jacques, 1999, « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, n° 258, nov., p. 87-114.
- Fishman, Robert, 1987, *Bourgeois utopia : the rise and fall of suburbia*, New York, Basic Books.
- Garreau, Joel, 1991, *Edge City, Life on the New Frontier*. New York, Anchor Books.
- Jackson, Kenneth T., 1985, *Crabgrass Frontier. Suburbanization in the United States*. Oxford, Oxford University Press.
- Kessler, Gabriel, 1998, *Le Processus de paupérisation de la classe moyenne argentine (1976-1995)*. Thèse de doctorat de sociologie, EHESS.
- Mary, Claude, 1999, « La vie en réserves des yuppies argentins », *Libération*. Paris, 14 juin.
- Minujin, Alberto (dir.), 1992, *Cuesta abajo. Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 300 p.
- Ószlak, Oscar, 1991, *Merecer la ciudad. Los pobres y el derecho al espacio urbano*. Buenos Aires, CISEA, n° 88, 153 p.
- Pajonil, Raúl, 1983, « Buenos Aires, la ségrégation compulsive », dans *Hérodote*. Paris, La Découverte/Maspéro, p. 38-60.
- Pirez, Pedro, 1994 : *Buenos Aires Metropolitana. Política y Gestión de la ciudad*. Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 181 p.
- Prévôt Schapira, Marie-France, 1999, « Amérique Latine : la ville fragmentée », *Esprit*, n° 258, nov., p. 128-144.

- Ribero de Queiroz, Luis Cesar, 1996, *Dos cortiços aos condomínios fechados. As formas de produção da Moradia na cidade de Rio de Janeiro*. Ed. Civilização Brasileira.
- Robert, Federico G., 1999, *La gran muralla : aproximación al tema de los barrios cerrados en la Región Metropolitana de Buenos Aires*. Buenos Aires, mimeo.
- Romero, José L. et Romero Luis A., 1983, *Buenos Aires. Historia de cuatro siglos*. Buenos Aires, Abril, 2 vol., 438 et 639 p.
- Sassen, Saskia, 1996, *La Ville globale. New York, Londres Tokyo*. Paris, Descartes & Cie, 530 p.
- Scobie, James, 1974, *Buenos Aires, Plaza to Suburb, 1870-1910*. New York, Oxford University Press, 323 p.
- Torres, Horacio A., 1993, *El mapa social de Buenos Aires, (1940-1990)*. Buenos Aires, Facultad de Arquitectura, Universidad de Buenos Aires, 50 p.
- Verbitsky, Horacio, 1995, *El vuelo, la guerre sale en Argentine*. Paris, Dagorno, 223 p.
- Verdecchia, Carlos, 1995, « Los clubes de campo », *Arquis*, n° 5, mai, p. 26-28.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Cet article traite du développement, dans le Grand Buenos Aires, des quartiers enclos, c'est-à-dire d'ensembles résidentiels clos et gardés, sous forme de « villages » de maisons individuelles dont l'accès est réservé à leurs seuls résidents. Il s'agit de replacer la signification de l'engouement récent pour cette forme résidentielle dans une succession de moments historiques, caractérisés chacun par la convergence de leurs modes d'organisation productive, de rapports sociaux, de représentations culturelles et d'urbanisation. En ce sens, les quartiers enclos seraient à Buenos Aires la forme urbaine archétypale de la « mondialisation », au croisement d'évolutions locales – la fin d'un modèle urbain fondé sur l'espace public, héritier de la colonisation et de la formation de l'État-Nation – et d'une circulation culturelle globale – l'importation d'un modèle urbain nord-américain. Le décalage entre ces deux types de réalités donne naissance à des espaces urbains d'un nouveau genre, analysés à travers l'exemple de la commune de Pilar, à cinquante kilomètres au nord-ouest du centre-ville.

Este artículo trata del desarrollo, en el Gran Buenos Aires, de « barrios cerrados » (o « privados »), es decir conjuntos habitacionales de casas propias, con acceso limitado a los residentes. El objetivo es poner en perspectiva el reciente éxito de esta forma residencial dentro de una sucesión de períodos históricos caracterizados, cada uno, por la convergencia de sus modos de organización productiva, relaciones

sociales, ámbito cultural y urbanización. En este sentido, los barrios cerrados serían en Buenos Aires la forma urbana típica de la globalización, al cruce de transformaciones locales – fin de un modelo urbano fundado sobre el espacio público, producto de la colonización y de la formación del Estado nacional – y de una circulación cultural global – la importación de un modelo urbano norte-americano. El desfase entre estas dos realidades produce espacios urbanos totalmente nuevos, analizados a través del ejemplo de la municipalidad de Pilar, a unos cincuenta kilómetros al noroeste del centro histórico de la ciudad.

This article deals with the development of gated communities in the Great Buenos Aires. It aims at replacing the recent boom of this residential form in a succession of historical moments, each characterized by the convergence of its modes of productive organization, social relations, cultural values and representations, and urbanization. In this vision, gated communities appear in Buenos Aires as the archetypal urban form of globalization, at the crossroads between local transformations – the end of a urban model, based on public space, inherited from the colonial period and the formation of a national state – and a global cultural circulation – the importation of a North American (sub)urban model. The gap between these two realities gives birth to urban spaces of a third kind, analyzed through the example of the municipality of Pilar, fifty km north west from the town center.

VIE PRIVÉE - ESPACES PUBLICS :

LE CENTRE HISTORIQUE DE MEXICO ET LES ENJEUX DE LA MÉTROPOLISATION

ÉLODIE SALIN*

LE CENTRE HISTORIQUE de Mexico, qui correspondait à la fin du XVIII^e siècle à la ville dans son ensemble, ne représente actuellement qu'une infime partie de l'aire métropolitaine. Les transformations successives subies par le centre historique au XX^e siècle ont tout d'abord été démographiques (avec une perte de plus de 50 % de sa population de 1960 à 1995) dans un contexte socio-économique déprimé. La ville des palais coloniaux s'est alors entourée d'une ceinture de taudis et son image est devenue de plus en plus négative. La prise de conscience de la valeur du patrimoine (précolombien et colonial) a progressivement modifié cette image et des politiques de reconquête et de revitalisation du centre historique ont été mises en place dès la fin des années 1970. Le renversement partiel de l'image du centre et ses transformations récentes sont à resituer dans le contexte de la grande métropole qu'est devenue Mexico.

Quelle place accorder au centre historique, quelle est son importance réelle et symbolique pour les acteurs de la ville et quelles sont les conséquences de la métropolisation sur cet espace ?

La fragmentation de la ville, la tendance au repli sur soi des populations et la privatisation des espaces publics sont certaines des conséquences visibles et admises de cette métropolisation. Dans ce contexte, nous avons choisi d'axer notre propos sur l'articulation entre les espaces privés et les espaces publics dans le centre historique de Mexico afin de comprendre en quoi un espace caractérisé en premier lieu par son ouverture et sa vulnérabilité pouvait être exposé aux phénomènes de privatisation et de ségrégation. Les catégories du privé et du public peuvent parfois se révéler floues et peu pertinentes dans la

*Doctorante, Université Paris X-Nanterre

réalité. Si les pratiques culturelles et quotidiennes du centre contribuent à définir et à qualifier la ville, le centre historique de Mexico peut apparaître comme un espace ouvert et qui ne peut être fermé aux manifestations politiques, collectives ou individuelles d'appropriation de l'espace. C'est un lieu propice aux conflits urbains et les pouvoirs politiques en ont fait, depuis peu, un territoire-test de la lisibilité de leurs actions.

Les paysages actuels du centre historique de Mexico nous renvoient des images ambivalentes et contradictoires. D'une part, il s'agit d'un espace patrimonial, que les politiques voudraient valoriser, et qui se caractérise par la présence de monuments à forte valeur symbolique et, d'autre part, nous avons une image dépréciée, que nous renvoient la presse et l'opinion publique, d'un centre où régneraient les maux de la métropole : violence urbaine, délinquance, commerce ambulancier, trafics, exclusion, engorgement des rues...

Quelle place donner alors au centre historique qui tend d'un côté à incarner les problèmes de la métropole et qui, par ailleurs, se révélerait être le dernier bastion de l'image consensuelle et symbolique de la ville latino-américaine ? Quelles sont les formes spécifiques et les conséquences des enjeux de la métropolisation sur cet espace ?

ESPACES PRIVÉS ET ESPACES PUBLICS : DE LA *VECINDAD* À L'ESPACE PUBLIC DU CENTRE HISTORIQUE

Le centre historique peut être perçu sous différents angles d'approche. Centre colonial et centre du pouvoir, centre symbolique et lieu de vie quotidien, il résume à lui seul l'histoire des villes latino-américaines de la Conquête jusqu'à nos jours. Tour à tour élitiste, patrimonial et populaire, le centre suscite une foule de représentations complémentaires et contradictoires qui varient selon les différents acteurs de la ville. Les fonctions qui prennent place dans cet espace réduit de 9,1 km² sont nombreuses : résidentielles, commerciales, politiques, récréatives... Mais, si les fonctions sont bien marquées, les pratiques le sont un peu moins et le glissement du public vers le privé – et l'inverse – sont ici des phénomènes classiques. Nous nous appuyons sur ces catégories un peu floues du privé et du public, ou du partagé/réservé (Monnet, 1991) pour définir la sphère du privé et son élargissement progressif vers la sphère du public. De la *vecindad*, forme traditionnelle de l'habitat locatif bon marché dans la ville de Mexico à la Grande Place du Zócalo, symbole de l'espace ouvert et partagé de la ville latino-américaine, la distinction entre les espaces privés et publics s'entremêle en fonction des logiques d'appropriation de l'espace par les populations.

Débuter notre analyse du centre historique de Mexico par l'étude des *vecindades*, c'est avant tout rentrer de plain-pied dans la sphère du privé, la sphère du quotidien des habitants du centre. Et même si nous savons que ces logements ne sont plus le mode d'habitat privilégié de la ville coloniale puisque les *vecindades* ne représentent que 23 % du parc immobilier¹, elles restent une des caractéristiques les plus prégnantes de cet espace.

Les premières *vecindades* sont édifiées au XVII^e siècle dans un but locatif. Elles reproduisent le modèle architectural de la maison coloniale construite autour d'un patio central. Chaque famille habite une ou deux pièces desservies par un couloir et accessibles par un escalier central. Leurs habitants se partagent les espaces communs et les commodités à l'extérieur. Durant le XVII^e et le XVIII^e siècles, ce ne sont pas nécessairement des gens pauvres mais plutôt des artisans et des commerçants qui utilisent les rez-de-chaussée pour leurs activités professionnelles, formant ainsi les unités maison-boutique-atelier caractéristiques de la ville coloniale. Que reste-t-il de ce modèle d'habitation largement récupéré au XIX^e et au XX^e siècle par les propriétaires pour loger un nombre toujours croissant de familles dans la ville de Mexico ?

La deuxième période dans l'évolution des *vecindades* a lieu au XIX^e siècle alors que le centre historique de Mexico subit des transformations importantes consécutives au départ des populations aisées qui préférèrent s'installer dans des quartiers nouveaux à l'ouest de la première *traza* historique. Les riches demeures délaissées continuent d'être habitées par une population aux revenus très modestes qui subdivisent l'espace afin d'y loger plusieurs familles. Un cycle de délabrement du bâti dû au manque d'attention des propriétaires s'amorce alors dans l'ensemble de la ville historique. Parallèlement à la division en pièces des maisons coloniales, des promoteurs construisent de nouvelles *vecindades* (dites « classiques ») entre 1880 et 1930 afin de répondre aux besoins d'une population issue de l'immigration rurale et nécessitant un habitat à loyer très modéré. Situées principalement autour du *primer cuadro*, elles forment ce qui fut appelé dans les années 1960, la « ceinture de taudis ».

Du modèle d'habitat traditionnel de la ville coloniale aux taudis de la fin du XX^e siècle, le concept de *vecindad* s'est modifié et complexifié pour recouvrir aujourd'hui des situations fort différentes. Après la seconde guerre mondiale, la perception négative qui s'attache à cet habitat est liée d'une part à la paupérisation grandissante de ses habitants et d'autre part aux mutations architecturales subies ou initiées par les propriétaires et les résidents.

La *vecindad* construite à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle connaît une réduction significative de ses espaces intérieurs. La cour centrale se trouve ainsi réduite à un simple couloir étroit, uniquement destiné à ouvrir le passage aux différentes pièces d'habitation. Les pièces rétrécissent (15 à 25 m²) et les populations pauvres cherchent alors à agrandir leurs espaces privés au détriment des

espaces communs, par adjonction de pièces sur le devant ou sur les toits. Les adjonctions illégales sont réalisées en matériaux de récupération puis parfois consolidées en dur. Cette réduction de l'espace central induit une utilisation différente de l'espace privé car le patio n'est plus utilisé comme un prolongement de la maison. Nous parvenons alors des images contradictoires de la *vecindad* alliant pauvreté extrême, telle qu'elle a pu être décrite par Oscar Lewis dans *Les Enfants de Sánchez* et entraide communautaire (confiance entre voisins, partage des tâches, espace clos et sûr...). Il est également à noter que les différentes études réalisées sur l'habitat locatif dans le centre historique de Mexico montrent que les populations sont relativement attachées à leur habitat. Au nombre des avantages, il faut rappeler, en premier lieu, le très faible coût des locations. Mais dans le centre historique de Mexico, leur état reste un problème d'importance. Certaines sont en partie écroulées. Les locataires vivent dans un habitat exigü et mal entretenu où les conditions de vie deviennent dangereuses. Les écroulements d'édifices, anciens ou non, font d'ailleurs régulièrement la une des journaux de la capitale.

L'élargissement de la sphère du privé

Le premier espace qui peut être considéré comme une extension immatérielle de la maison se situe devant celle-ci, dans la rue, aux abords immédiats de l'entrée. Les pratiques de cet espace sont nombreuses. Les pratiques commerciales sont les plus faciles à déceler mais il en existe d'autres, visuellement moins frappantes, comme des fonctions récréatives pour les enfants : jeux de groupes, foot, surtout dans des rues peu fréquentées par les voitures... Nous pouvons citer pour illustrer ce propos cette petite dame de soixante-dix ans, Hortensia, qui vend des tacos à l'entrée de sa *vecindad* dans la rue Tacuba². Ses fourneaux se situent dans le couloir qui mènent à la cour de l'ancienne *vecindad* détruite en partie par les ravages du temps, en partie par les secousses du tremblement de terre de 1985. On peut s'asseoir autour de deux petites tables en plastique dans le couloir. Elle aimerait bien les mettre dans la rue mais ce n'est pas possible « à cause de la police ». La plupart de ses ventes se font à l'extérieur et les gens mangent debout, rapidement, puis s'en vont. Hortensia est veuve, ses enfants sont partis vivre ailleurs et elle a décidé d'investir l'entrée de sa *vecindad* pour gagner un peu d'argent. Cet exemple où les locataires prennent possession de l'espace semi-public ouvert sur l'extérieur n'est pas isolé.

L'exemple suivant met en scène une communauté de locataires ayant une stratégie originale pour résister à leur expulsion de l'édifice. Les locataires de l'immeuble n° 24-26-28 de la rue Leandro Valle, près de l'église de Santo Domingo, ont vu leur édifice s'effondrer à la suite du tremblement de terre de 1985. Les conditions de vie devenues dangereuses, les locataires, n'ayant pas

bénéficié des décrets d'expropriation qui leur auraient permis de devenir propriétaires, se sont trouvés dans l'obligation de chercher un toit ailleurs. S'ils partaient, leurs espoirs de pouvoir un jour réintégrer les lieux et rester dans leur immeuble, dans leur rue et dans leur quartier s'évanouissaient. Un groupe d'habitants s'est donc constitué et a décidé de rester sur place, dans la rue pour « garder » littéralement les lieux et le droit d'y rester. Droit qui leur est légalement reconnu s'ils ne partent pas de leur plein gré. Depuis plusieurs années, des cabanes de bois et de matériaux de récupération abritent plusieurs familles. Les conditions de vie y sont précaires et les habitants continuent de vivre entre leur campement et leur édifice. Cette appropriation de l'espace public (environ la moitié de la largeur de la rue) par les habitants est maintenant ancienne et fait figure d'exception dans le paysage urbain du centre historique de Mexico. Il s'agit ici d'une démarche vindicative où l'espace public est utilisé pour vivre, mais aussi pour faire valoir des exigences à rester dans un quartier, à rester sous un toit³.

Cet exemple d'élargissement de la sphère du privé sur l'espace public se matérialise par une occupation de l'espace de la rue. D'autres manifestations plus communes participent également à l'existence de pratiques privées ou semi-privées dans l'espace public. Le fait de manger dans la rue, à toute heure, est caractéristique du mode de vie des classes populaires mexicaines. Les rencontres amoureuses, les rendez-vous des *novios*⁴ ont lieu dans les jardins comme celui de l'Alameda. Les espaces publics proprement dits, la rue, les places, les jardins, présentent donc toutes les caractéristiques de l'espace public puisqu'il est ouvert à tous mais certaines pratiques qui y ont lieu appartiennent à la sphère du privé, de l'intime.

Qu'elles soient ostensiblement marquées, comme dans le cas de la rue Leandro Valle, ou discrètes, ces occupations visent à s'approprier une partie de l'espace public pour en tirer des bénéfices. Ces pratiques quotidiennes fortement liées au commerce informel participent de ce que des chercheurs ont appelé « les pratiques tranquilles de détournement de l'ordinaire⁵ ». Caractéristiques des sociétés en développement et des populations les plus pauvres du monde urbain, ces pratiques sont une alternative à l'économie formelle mais également une nécessité de survie. Le choix d'un espace ouvert tel que le centre historique de Mexico comme théâtre privilégié de ces manifestations est en partie dû à sa grande fréquentation.

Pratiques et espaces publics dans le centre historique de Mexico

La première caractéristique du centre historique de Mexico est en effet l'importance de sa fréquentation. La délégation du centre historique (*Delegación*

Cuauhtémoc) estime entre deux et trois millions de personnes la population flottante qui passe par le centre historique quotidiennement⁶. Les pratiques recensées dans le centre de Mexico sont fort nombreuses et fort diversifiées. Le centre historique est un lieu de passage, un lieu de promenade, un lieu d'achat et de commerce, de loisir et de détente, un lieu de protestation et de festivité, de culture et de tourisme, un lieu d'histoire et de culte. Toutes ces pratiques urbaines prennent place dans l'espace public ou dans des espaces clos, ouverts au public, tels que les musées et les églises. Comme lieu de promenade, le centre historique est fréquenté par les citadins dans leur ensemble et par les touristes de passage dans la capitale. Le week-end et les jours de fête, on se promène en famille ou en couple pour flâner sur les places, le long des rues commerçantes, dans les jardins. C'est une occasion de sortie pour les jeunes employées de maison qui ne connaissent pas bien la ville mais savent aller au Zócalo, toujours animé dans la journée avec des danseurs se réclamant du folklore précolombien. Le centre historique est également un lieu de commerce. On y vient pour acheter en gros, pour certaines marchandises telles que les pharmacopées indiennes, pour les étals des vendeurs ambulants qui vendent de l'artisanat ou des marchandises de contrebande. La vente ambulante fait partie intégrante du paysage du centre. Si on veut avancer quelques chiffres sur le commerce établi⁷, en 1994, le nombre d'établissements par hectare dans le centre historique était en moyenne de 34 contre 11,5 en 1970. Ces chiffres comparés à ceux de l'ensemble du District Fédéral sont assez parlants et montrent que la concentration de commerces dans le centre historique est environ huit fois plus dense que dans l'ensemble du D. F.

Parmi les indices qui reflètent l'urbanité ou l'ouverture du centre historique aux pratiques prenant place dans l'espace public, on peut noter le nombre de bâtiments ou d'espaces qui ont pour rôle premier l'accueil de visiteurs. D'après l'INAH (Institut national d'anthropologie et d'histoire), on dénombre cinquante-trois musées dans le centre historique, soixante-dix-huit places et jardins et près de quatre-vingt-six lieux de culte, églises et cloîtres. À ces lieux, nous pouvons ajouter les restaurants, les bars, les *cantinas*, les boîtes de nuit, les banques, les grands magasins, les petites boutiques, les fast food qui rendent le centre historique intrinsèquement « ouvert », accessible au plus grand nombre, indépendamment des plaisirs ou des raisons qui poussent le visiteur à s'y aventurer. Néanmoins, les divers quartiers du centre n'ont pas tous les mêmes fonctions et il est possible d'effectuer un zonage du centre historique.

Les quartiers « fréquentables », où l'on trouve la plupart des établissements cités ci-dessus, se situent dans un espace restreint entre les quelques rues aux abords du Zócalo (jusqu'à la place Santo Domingo au nord) et s'étendant à l'ouest de celui-ci, le long des rues parallèles de Madero, 5 de Mayo et Tacuba. Cette partie du centre est appelé *corredor financiero*. Une carte touristique et

humoristique du centre historique est révélatrice de la situation car lorsque l'on tente de localiser le centre de la carte, celui-ci est situé entre le café Tacuba et la tour Latino-américaine fortement à l'ouest du centre historique réel. Cela ne veut pas dire pour autant que les quartiers nord, est et ouest du centre ne sont pas fréquentés mais les pratiques semblent plus ciblées. Au nord, on trouve certains marchés connus, comme celui de San Camilito ou celui de la Lagunilla, qui offrent aux visiteurs des marchandises de récupération. La place Garibaldi est le lieu de prédilection des Mariachis, chanteurs traditionnels mexicains. Ils attendent des clients potentiels pour aller chanter des sérénades ou fêter quelque événement chez des particuliers jusqu'à très tard dans la nuit. L'espace public est ici fréquenté uniquement par les noctambules et la place est entourée de restaurants et de bars. Les vendeurs ambulants, organisés en véritables mafias, se concentrent en grande partie dans le quartier de Tepito, célèbre pour ses trafics en tout genre, comme en témoignent régulièrement les articles alarmants de la presse. Le quartier de la Merced, au sud-est du Zócalo, est, lui aussi, très fréquenté pour ses commerces ainsi que pour ses prostituées. Ces dernières ont investi la ruelle de Manzanares, où elles sont une vingtaine à tourner en rond les unes derrière les autres sous l'œil des clients.

LA REQUALIFICATION DES ESPACES

Politiques urbaines et espaces publics

Les multiples usages du centre historique n'en font donc pas un lieu homogène et contribuent à identifier les différents quartiers du centre en fonction des pratiques de l'espace public. La logique sécuritaire tend ainsi à cataloguer certains quartiers comme dangereux et non fréquentables. Les politiques urbaines cherchent à modifier cette image négative de la ville par des actions de « nettoyage » des espaces publics. On recense diverses mesures de réhabilitation de places ainsi qu'une lutte déjà ancienne contre le commerce ambulant vecteur, selon les autorités, d'insécurité et de désordre public. Les politiques mises en place sur l'espace public dans le centre historique de Mexico sont par ailleurs fortement liées à la notion de patrimoine. Cette notion ne s'est appliquée, durant la première moitié du XX^e siècle, qu'aux édifices monumentaux isolés. Elle s'enrichit à partir des années 1970, sous l'influence internationale, et englobe alors le tissu urbain et les quartiers dans leur ensemble. En 1980, la zone protégée du centre historique de Mexico est délimitée et les politiques urbaines intègrent progressivement cette nouvelle préoccupation. Au nom du patrimoine, et de sa filiation directe avec l'identité nationale, il faut alors réhabiliter le centre historique. Aux mesures législatives préexistantes, s'ajoutent des programmes

qui visent à améliorer l'image urbaine du centre : rénovation de façades, amélioration des jardins et espaces verts, création de rues piétonnes, retrait des panneaux publicitaires... Ces mesures ponctuelles des différentes municipalités ont toutes le même objectif : celui d'amorcer un vaste programme de reconquête urbaine.

L'arrivée au pouvoir de la première municipalité de gauche élue en 1997, avec à sa tête Cuauhtémoc Cárdenas, s'accompagne d'une volonté affichée de mettre en place un véritable plan global de développement du centre historique. L'organisme chargé du centre, le Fideicomiso, prévoit d'intégrer une dimension sociale à ce projet (préoccupation pour les groupes défavorisés, les Indiens, les enfants des rues, participation des habitants à la prise de décision...). Le volet social, véritable vitrine de l'action municipale, est néanmoins relayé par des mesures d'ordre fiscal qui se révèlent être des plus efficaces. La municipalité joue alors la carte de l'investissement privé pour lancer son programme de « régénération totale » du centre historique. Les aides techniques et les dégrèvements fiscaux ne permettent pourtant pas aux propriétaires les plus modestes d'entreprendre des travaux de restauration. Seuls les grands groupes et les plus riches des propriétaires obtiennent les prêts bancaires et peuvent se permettre de supporter le coût des travaux. Le dilemme de la municipalité progressiste consiste alors à trouver un équilibre difficile entre les mesures sociales favorables aux plus pauvres (réhabilitation de leur habitat, financements appropriés, mesure d'accès à la propriété...) et une réhabilitation privée du centre historique (privatisation des monuments et restauration par des fonds privés, gentrification du centre, retour des classes moyennes et aisées...), ce qui induit à terme l'éviction progressive des poches de pauvreté.

Cette recomposition des usages du sol du centre historique entraîne une réarticulation des espaces privés et des espaces publics dans le centre historique. La logique commerciale qui semble prévaloir entre le Zócalo et le jardin de l'Alameda tend d'une part à augmenter la vente d'édifices souvent prestigieux à des promoteurs privés et, d'autre part, à ouvrir ces lieux, une fois restaurés, à un public toujours plus nombreux et varié.

Nous entrons ainsi dans une double logique : celle de la publicisation des espaces privés, qui étaient auparavant uniquement réservés à un usage individuel et restreint, puis une logique de privatisation d'espaces et d'édifices catalogués comme monuments historiques et perçus comme biens de la Nation. Ces deux logiques de recomposition du privé/public participent à ce qu'on pourrait appeler une requalification des espaces et peuvent être évaluées à travers différents exemples dont le plus important reste la mainmise des banques sur le patrimoine historique et palatial de la ville coloniale.

Quand les banques choisissent le centre historique...

Les implantations de banques dans des palais de l'époque coloniale sont un phénomène qui peut être mis en avant pour illustrer le mouvement de privatisation/ouverture au public de certains édifices historiques importants. Ce phénomène n'est pas spécifique à la ville de Mexico et dans la plupart des villes coloniales mexicaines, on retrouve cette tendance. Les banques achètent, restaurent et installent leurs bureaux dans des édifices prestigieux autour de la place centrale, autour du Zócalo.

Un des premiers palais à susciter l'attention d'une banque est le palais d'Iturbide. Il a été acheté par la banque Banamex en 1972 pour des raisons de prestige et dans un but culturel.

« Notre Conseil d'Administration a alors décidé de l'acquérir pour y installer l'ex-Crédito Bursatil, aujourd'hui Financiera Banamex, estimant que par ses dimensions, son emplacement et son élégance, il serait un cadre digne d'une des plus importantes sociétés de crédit du pays ».

« [...] Le bel édifice attendait patiemment (comme un Phénix sûr de lui) la résurrection que nous contemplons aujourd'hui où transformé en siège de Financiera Banamex, il retrouve sa splendeur et sa dignité⁸ ».

Dans le discours d'inauguration du Palais Iturbide, Agustín Legorreta López Guerrero, initiateur du projet et maître d'œuvre du sauvetage du palais, précise le devoir pour des institutions privées de contribuer à la conservation du patrimoine national.

« Le groupe Banamex estime que la conservation du patrimoine artistique et colonial du Mexique n'incombe pas seulement à son gouvernement mais également à tous les particuliers en mesure de l'aider, et ceux-ci doivent lutter pour sauvegarder les trésors légués par les générations précédentes, faute de quoi ceux-ci risquent d'être perdus pour la postérité⁹ ».

Cet exemple de restauration d'un des plus éminents palais de l'époque coloniale n'est pas isolé. D'autres banques et d'autres grands groupes privés ont suivi et suivent encore cet exemple, dans cette partie du centre historique de Mexico appelé, à juste titre sans doute, le « corridor financier ». Depuis 1884, date de création du « Banco nacional de Mexico », le siège de cette institution se situe dans le palais des comtes de San Mateo de Valparaiso, non loin du palais d'Iturbide.

« Financiera Banamex et le groupe Banamex sont fiers de cette restauration car elle a permis de sauver un monument de prix qui va désormais participer à l'élan dynamique qui anime aujourd'hui notre pays. Mexicains et étrangers auront en effet accès à ce palais pour s'y recueillir devant la période de notre histoire qui y est inscrite et pour assister à des manifestations artistiques et culturelles

qui rehausseront davantage encore, si cela est possible, ce joyau dont le Mexique s'enorgueillit à juste titre¹⁰ ».

L'analyse des motivations de la banque permet de déceler deux grandes orientations. D'une part, le prestige est un moteur de l'action de restauration indéniable. Le prestige des lieux fait écho au prestige de la banque. Le sentiment de fierté nationale, du peuple mexicain dans son ensemble, de posséder un tel joyau de l'architecture coloniale est un miroir dans lequel nous voyons la fierté « personnelle » de la banque de contribuer à la préservation d'un monument « si » important pour l'histoire de la Nation. La deuxième grande motivation de la banque est plus en relation avec un « devoir » proche du mécénat : devoir de mémoire, devoir de divulgation de l'histoire, de la culture, des arts, devoir d'éducation... Il est aussi question de prestige et de renommée dans ces actions qui se manifestent par l'organisation d'expositions de toutes sortes depuis bientôt trente ans. L'ouverture des portes du palais sur la rue, associée à la gratuité des expositions, permet de toucher un large public. L'accès dans les autres palais restaurés par les organismes financiers mexicains n'est pas non plus restreint et il est possible de rentrer dans les lieux uniquement pour admirer l'architecture de ces palais.

Les intérêts des groupes financiers privés sont *a priori* clairs puisqu'il s'agit d'une question d'image, même si nous pouvons supposer qu'il existe derrière les enjeux de la restauration, différents montages financiers et un certain nombre d'avantages au niveau des impositions et des dégrèvements fiscaux. Avec les exemples d'édifices religieux et coloniaux transformés en sièges de banque, en musées, en restaurants et autres, se pose la question de la réutilisation du patrimoine. Quand on fait une typologie des nouveaux usages des édifices religieux du centre historique de Mexico, on s'aperçoit qu'ils sont liés soit à des usages de prestige (comme l'exemple de l'ex-hôpital des Betlemitas restauré par le « Banco de Mexico ») soit à des fonctions rentables et commerciales. Dans tous les cas, il s'agit d'investisseurs privés qui réorientent l'usage de ces monuments.

Les changements d'usage des lieux : une évolution récente

Ce phénomène de reconquête urbaine financée par les investisseurs privés est assez récent dans la ville de Mexico. Les édifices classés, qui étaient auparavant occupés par des populations résidentes, se trouvaient en très mauvais état. L'exemple de l'ex-hôpital des Betlemitas, abandonné par les religieux puis investi par des populations pauvres qui l'avaient transformé en *vecindad* est un parfait exemple de ce processus. Les populations ont été délogées et l'édifice racheté par une banque. Après une très lourde et coûteuse restauration, il accueille-

ra un musée privé de la numismatique ainsi que des bureaux. À l'image de ce monument, beaucoup d'autres se sont vu attribuer de nouveaux usages, exception faite des lieux de culte qui gardent le plus souvent leurs fonctions premières. La transformation en centre culturel et en musée est le phénomène le plus ancien. On peut citer ainsi le magnifique collège de jésuites de San Ildefonso, devenu musée, et l'église de Santa Teresa la Antigua réaménagée en centre d'art contemporain. Ces monuments ne sont que des exemples parmi beaucoup d'autres. Le processus de changement d'usage des monuments semble donc inéluctable et les fonctions résidentielles risquent d'en pâtir puisque les populations actuelles ne sont pas en mesure de payer les augmentations de loyers consécutives à une restauration de l'édifice. Les fonctions culturelles (musées, centres de culture et d'exposition...) récréatives et commerciales (hôtels, restaurants, boîtes de nuit, magasins...) seront donc les gagnantes du processus de reconquête du centre historique auxquelles il faudrait ajouter les fonctions tertiaires qui continuent de s'implanter par la présence de nombreux bureaux. Le travers majeur de ce processus est de voir le centre historique se vider de ses habitants. Ces nouvelles fonctions accentuent également la différence de fréquentation entre la journée et la nuit. D'une fréquentation intense le jour, le centre historique devient désert dès la nuit tombée. Les quelques restaurants à la mode ne viennent pas enrayer cette tendance. Le paysage nocturne du centre historique alimente un sentiment d'insécurité, qu'il soit justifié ou amplifié par les médias. L'image consensuelle du centre historique ouvert à tous et à toutes les populations semble alors voler en éclats. Le centre, qui se veut depuis l'époque coloniale un centre intégrateur, civilisateur et évangéliste ne remplit plus qu'en partie ces fonctions. La tendance à l'exclusion d'une partie des populations, même si elle n'est pas avouée, et les affrontements avec les vendeurs ambulants viennent contrebalancer l'image accueillante d'un espace ouvert à tous.

UN ESPACE CONSENSUEL AU CŒUR DE LA MÉTROPOLE ?

La requalification des espaces et des lieux, caractéristique des espaces en transition, entraîne des bouleversements dans les pratiques et dans les images du centre historique de Mexico. Le centre est-il toujours véritablement consensuel ? Les pratiques ségréguées et sélectives viennent modifier la donne. L'espace historique devient un espace enjeu, valorisé et valorisable. Les logiques d'appropriation des lieux répondent à la loi du marché et peuvent être conflictuelles. Ainsi les grandes banques et, derrière elles, tout l'ensemble des investisseurs privés, ont engagé une compétition pour s'approprier les édifices les plus prestigieux

et les plus beaux de l'époque coloniale. Certains grands groupes américains investissent également dans le centre historique le long des axes les plus fréquentés. La société McDonald's occupe ainsi deux édifices à des points stratégiques du centre. Le McDonald's de la rue Madero est installé dans un édifice historique classé, entièrement restauré aux frais de la Société. Sa façade est recouverte de tezontle, la pierre rouge volcanique largement utilisée depuis les Aztèques, et les enseignes du restaurant sont devenues très discrètes. La façade de l'édifice est finalement assez bien mise en valeur, alors qu'à l'intérieur, les normes mondiales de l'architecture intérieure « McDonaldisée » ont balayé la structure issue du passé colonial. Seuls quelques posters de décoration nous rappellent que nous sommes bien à Mexico.

Cet exemple nous pousse à réfléchir sur l'adéquation des formes anciennes aux nouvelles fonctions importées. Les édifices historiques peuvent-ils accueillir n'importe quelle fonction du moment que la façade extérieure du monument respecte l'image imposée par les politiques de restauration mises en place par la ville ? Il s'agit ici d'une contrainte nécessaire pour ne pas briser la relative harmonie des centres coloniaux mais qui peut se révéler néfaste puisque l'on ne se préoccupe plus alors que des façades. Cette logique paraît donc quelque peu superficielle, voire même dangereuse pour les puristes du patrimoine. Deux écoles s'affrontent ici avec, d'un côté, les partisans d'une privatisation du patrimoine, seule capable de renverser le mouvement de dégradation présent dans le centre, et ceux qui trouvent que ces pratiques ne respectent pas les monuments et l'histoire de la ville. Entre les adeptes de la ville muséifiée, unique fonction réellement acceptable pour certains édifices remarquables, et ceux qui préfèrent voir le patrimoine sauvé, même s'il est par la suite utilisé à des fins lucratives, la ville de Mexico a sans doute choisi la deuxième solution, qu'elle met exclusivement en place, pour l'instant, dans l'espace test du *corredor financiero*.

Si les édifices récemment restaurés dans le centre historique ne sont pas des espaces qui se ferment au public, ils entraînent une privatisation du système de sécurité. Il est alors orchestré par des vigiles privés. Les gardes se tiennent dans la rue et ont le plus souvent des armes. Cette prérogative, non contestée par les autorités, est devenue banale dans les quartiers huppés de la métropole de Mexico. Le centre historique ne connaît pas pour l'instant cette forme individualiste de protection qui s'applique, dans les quartiers résidentiels de la périphérie de Mexico, à la sphère du privé, du domicile. Néanmoins, d'autres conflits tout aussi symptomatiques de la métropole, comme celui des vendeurs ambulants prennent une acuité spéciale dans le centre historique de Mexico.

Les problèmes urbains et l'image du centre historique

L'étude des pratiques et des espaces publics et privés dans le centre historique de Mexico a montré qu'il s'agissait d'un espace traditionnellement ouvert. Le centre est cité dans la presse mexicaine comme un lieu de commerce, de loisir, de promenade, de manifestation, de fête ou de célébration. La multiplicité des images du centre et de ses fonctions ne doivent pourtant pas faire oublier sa caractéristique principale. Le centre historique est avant tout un espace symbolique. Espace du pouvoir religieux et du pouvoir politique, espace de culture et d'histoire, le centre reste pour les Mexicains le lieu de mémoire par excellence. Tout y est d'ailleurs orchestré pour glorifier l'image de la nation à travers la monumentalité des paysages urbains¹¹. Les pratiques quotidiennes des populations dans le centre peuvent alors aller à l'encontre de cette image pensée et voulue par le pouvoir politique. Au nombre de ces pratiques, la vente ambulante reste le problème majeur du centre ancien, comme en atteste la récurrence des articles de presse¹². L'analyse de ces articles nous apprend, en outre, que ce problème n'est pas le seul. Les thèmes de l'exclusion et de la délinquance sont fréquemment abordés dans les journaux mexicains, à travers l'évocation des enfants des rues. On note, derrière ce souci pour l'enfance maltraitée ou abandonnée à elle-même, une préoccupation sécuritaire. La violence urbaine et l'insécurité dans le centre sont également des thèmes particulièrement présents dans la presse. La lutte pour l'appropriation de l'espace public et le contrôle de cet espace se reflètent en partie dans le débat sur les manifestations protestataires qui ont traditionnellement lieu du Paseo de la Reforma jusqu'au Zócalo. Faut-il interdire, ou tout du moins réduire, ces marches de protestation pour ne pas congestionner l'espace central de manière excessivement fréquente ?

La lutte pour le contrôle de la rue est néanmoins plus violente et plus médiatisée lorsqu'il s'agit du problème des vendeurs ambulants. Ces derniers sont accusés de ternir l'image du centre historique et l'objectif des pouvoirs locaux est, depuis le XVIII^e siècle déjà, de nettoyer les rues de ces étals encombrants. La question des vendeurs ambulants est, par ailleurs, complexe car plusieurs groupes de pression en présence s'affrontent. Nous avons d'un côté les commerces établis qui reprochent aux vendeurs ambulants d'accaparer de façon déloyale la clientèle (ils ne payent pas de taxes, ni d'impôts), d'empêcher l'accès aux boutiques et de bloquer la circulation de la rue. De l'autre côté, il ne faut pas non plus négliger les luttes intestines entre les différents groupes de vendeurs ambulants constitués en véritables lobbies mafieux et récupérés par les partis politiques. Ces groupes de vendeurs ambulants, avec à leur tête un leader, se battent également pour la mainmise sur certains secteurs du centre historique. Ils sont accusés, dans la presse et les discours des politiques, de détruire le patrimoine,

d'empêcher la valorisation du centre historique, de véhiculer avec eux toutes sortes de violences et de trafics. L'espace public ne doit pas être accaparé par des intérêts privés et le commerce de rue fait obstacle à cette conception assez radicale d'un espace public nettoyé des manifestations du privé. Dans la réalité, cette pratique d'éradication du commerce ambulants par les pouvoirs publics n'est pas efficace et le centre historique ne correspond pas à l'image d'un espace sécurisé, pittoresque et touristique tel que le voudraient les politiciens. De plus, cette position présente tant dans les discours que dans l'opinion mexicaine, est dans la réalité beaucoup plus nuancée puisque l'on assiste à une tolérance relative à l'égard de ces vendeurs ambulants et à une reconnaissance négociée dans le but d'atténuer le conflit social (autorisation de vendre sur l'espace public lors des fêtes par exemple). Le conflit entre les vendeurs ambulants et les autorités reste l'une des caractéristiques du centre historique, même si elle ne lui est pas spécifique, puisque les vendeurs ambulants se situent partout où il y a foule. Les sorties de métro sont particulièrement prisées comme emplacement des postes de commerce de rue dans toute la métropole.

Les symptômes de la métropolisation : entre violence et désengagement de l'État

L'espace public dans le centre historique semble donc connaître, à des degrés divers, la diversité des maux de la métropole. Si certains phénomènes, comme celui des vendeurs ambulants, ne sont pas des conséquences directes de la métropolisation puisqu'ils existaient avant que la ville ne devienne métropole, l'ampleur du problème et la volonté acharnée des autorités pour contrôler ce phénomène sont, en revanche, symptomatiques de la grande ville. L'insécurité, la violence urbaine, les trafics et délits divers sont également présents dans le centre historique mais n'entraînent pas, comme dans les périphéries urbaines, une tendance au repli sur soi. Le centre reste un espace ouvert et donc vulnérable. Le désengagement des pouvoirs politiques se manifeste dans l'espace historique par la priorité laissée aux investisseurs privés dans le processus de réhabilitation/restauration du centre historique : les banques qui rachètent les palais de l'époque coloniale, la prolifération des restaurants, bars, hôtels, boîtes de nuit... D'autre part, l'absence de programme de réhabilitation de logement populaire de grande ampleur souligne également la faible implication des pouvoirs publics dans le processus d'amélioration de l'habitat de cette zone. Les seules politiques mises en œuvre en faveur de l'amélioration des conditions de vie dans les logements du centre datent de l'après tremblement de terre de 1985¹³. La situation de crise qui a suivi le séisme a permis la mobilisation des ressources financières nécessaires et l'expropriation d'un grand nombre d'immeubles. Les programmes pour l'amélioration des logements dans le centre qui ont suivi

n'ont pas eu la même ampleur, face aux réticences des propriétaires fonciers. Le manque de crédits adaptés aux plus pauvres, la crise financière de 1994, le désengagement et le manque d'argent de la municipalité pour ces questions sont les principales causes de la situation actuelle. Aujourd'hui, les seuls programmes mis en œuvre concernent des logements destinés aux classes moyennes et aisées, car ce sont elles que l'on voudrait faire revenir dans le centre¹⁴.

CONCLUSION : LE CENTRE HISTORIQUE EST-IL UN ESPACE CONSENSUEL OU UN MODELE RÉPULSIF ?

Les conduites recensées dans le centre historique le caractérisent comme un lieu ouvert où l'espace public est largement pratiqué, où la foule est constamment présente. Néanmoins, s'agissant des représentations, cet espace a une image ambivalente – celle d'un quartier qui reste populaire malgré sa forte valeur symbolique.

L'image du centre historique peut donc être consensuelle si l'on fait référence aux symboles historiques et nationaux qui s'y rattachent. Ainsi, pendant certaines fêtes, comme le jour de la fête des morts ou le jour de l'Indépendance, l'espace central du Zócalo est le point où se focalisent tous les regards, tous les médias, toutes les manifestations festives. Mais si cette image du centre est consensuelle, les pratiques ne le sont pas. Les classes aisées et moyennes fréquentent peu le centre historique et ne voudraient clairement pas y vivre. À partir d'une enquête commandée par le Fideicomiso du Centre Historique en septembre 1995¹⁵, sur un échantillon de personnes susceptibles d'être intéressées par un habitat dans le centre historique (personnes travaillant dans la zone, artistes, jeunes couples sans enfant, couples établis), il nous est possible de définir l'attractivité de cette zone. D'une manière spontanée, les personnes interrogées sur la zone où elles préféreraient vivre ont montré un très faible intérêt pour le centre historique (9 % des 280 personnes interviewées). En revanche, 44 % d'entre elles ont clairement cité le centre historique comme une zone non-attractive où elles n'aimeraient pas habiter¹⁶.

Ce résultat est dû à la mauvaise image du centre que ne vient pas contrebalancer le côté patrimonial et symbolique des lieux. L'image d'un quartier populaire et peu sûr est alimentée, entre autres, par les *vecindades*, symbole de l'habitat dégradé, par les vendeurs ambulants et par d'autres problèmes urbains spécifiques à certains quartiers (prostitution, trafics, marchés de la drogue ou d'armes, délinquance). L'intense utilisation de l'espace public (manifestation, trafic automobile, fêtes, commerces...) s'oppose également à l'image de la tranquillité résidentielle. Les populations aisées et moyennes recherchent, dans

la métropole de Mexico, des espaces sécurisés qu'elles ne peuvent trouver qu'en dehors des centres, espaces ouverts par excellence.

Les efforts des pouvoirs politiques pour encourager un processus de gentrification dans le centre historique de Mexico, sur le modèle des villes occidentales comme Londres ou Paris, ont des effets encore incertains. Les politiques mises en place doivent effectivement se concentrer sur l'amélioration de l'image de l'espace public si elles veulent atteindre leurs buts et entraîner une véritable inversion des valeurs dans le centre historique. Le centre est voulu par les autorités comme l'espace destiné à la pratique du plus grand nombre, comme une vitrine de l'espace public qui se voudrait sécurisé, restauré et flamboyant. Le difficile pari des pouvoirs politiques est alors d'instaurer une reconquête du centre, une transformation de cette image ambivalente en une image positive qui aurait la force du consensus, sans pour autant négliger les questions du logement populaire et en trouvant des réponses appropriées aux conflits urbains qui se jouent dans cet espace.

Notes

- 1 5 % sont des édifices coloniaux transformés en logements multi-familiaux, 7 % sont *vecindades* classiques de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e et 11 % sont des *vecindades* « nouvelles », construites à partir des années 1930 (Ángel Mercado, 1997).
- 2 Enquêtes personnelles réalisées en 1998.
- 3 Aujourd'hui certains programmes de coopération, avec les Allemands notamment, sont en cours de négociation pour résoudre le problème de ces habitants.
- 4 Fiancés ou amoureux.
- 5 Asef Bayat, 1997.
- 6 Ángel Mercado, dans son rapport de 1997 estime, quant à lui, à 4,2 millions le nombre de personnes transitant par le centre de la ville de Mexico (le centre étant ici défini de façon plus large que la seule sous-délégation du « Centro Histórico »).
- 7 *Ibid.*
- 8 Documents du Fomento Cultural Banamex. Discours d'inauguration, 1972.
- 9 *Ibid.*
- 10 *Ibid.*
- 11 Jérôme Monnet, 1993.
- 12 Nous appuyons ces affirmations sur l'étude de trois quotidiens nationaux : *La Jornada*, *El Nacional* et *Reforma*, sur une période de trois ans (1996-1997-1998).
- 13 Nous faisons ici référence au programme RHP (Rehabilitación Habitacional Popular) qui a permis la reconstruction (plus de 80 %) et la réhabilitation de près de 60 000 logements destinés en grande majorité aux habitants des quartiers populaires. Ce programme, en vigueur de 1985 à 1987, a bénéficié de conditions exceptionnelles.
- 14 Les programmes du Fideicomiso de la Ciudad de México.
- 15 « Estudios de demanda potencial por vivienda en inmuebles localizados en la « zona bancaria » del centro histórico », Programa « Vivir en el centro » du Fideicomiso del Centro Histórico de la Ciudad de México, Sistema Geoinformático SA de CV, septembre 1995.

16 Les points négatifs sont au nombre de cinq : les espaces extérieurs (31 %) que l'on pourrait résumer comme la mauvaise image de l'espace public, le trafic (28 %), la sécurité (22 %), la pollution (14 %) et le manque (ou mauvaise qualité) de services (5 %).

Bibliographie

- Alaya-Alonso, Enrique, 1996, *La casa de la Ciudad de México, Evolución y transformaciones*. Mexico, Consejo Nacional para la cultura y las artes, 275 p.
- Barros, Cristina (dir.), 1998, *El Centro Histórico Ayer, Hoy et Mañana*, Mexico, INAH, 226 p.
- Bayat, Asef, 1998, *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*. The American University in Cairo Press, 232 p.
- Capron, Guénola, 1997, « Les cafés à Buenos Aires : une analyse historique de la construction sociale et culturelle de l'espace public et de l'urbanité », *Géographie et Cultures*, n° 24.
- CENVI, *Estudios sobre la reconstrucción en la Ciudad de México*. Mexico, CENVI, 465 p.
- Choay, Françoise, 1988, *L'Allégorie du patrimoine*. Paris, Seuil.
- Connolly, Priscilla et Duhau, Emilio et Coulomb, René, 1991, *Cambiar de casa pero no de barrio*.
- Coulomb, René, 1988, « Logement locatif et dynamique de l'habitat dans la ville de Mexico », *Revue de Géographie de Lyon*, Vol. 63, n° 1.
- Delegación Cuauhtemoc, Subdelegación Centro Histórico, 1996, *Monografía Mexico*.
- Iturriaga, José, 1963, « Centro Histórico de la ciudad de México : un proyecto de rescate », *Artes de Mexico, nueva época* n° 1, p. 70-72, 1988.
- Lewis, Oscar, 1963, *Les Enfants de Sánchez. Auto-biographie d'une famille mexicaine*. Paris, Gallimard.
- Melé, Patrice, 1998, *Patrimoine et action publique au centre des villes mexicaines*. Paris, IHEAL, Presses de la Sorbonne Nouvelles, 324 p.
- Mercado, Ángel, 1997, *Proyecto Centro Histórico, Informe final*. Mexico, Asamblea de representantes del DF.
- Monnet, Jérôme, 1997, « Commerce, espace public et urbanité en France, au Mexique et aux États-Unis », *Géographie et Cultures*, n° 24, p. 71-90.
- Monnet, Jérôme, 1993, *La Ville et son double. La parabole de Mexico*. Paris, Nathan, coll. « Essais et Recherches », 224 p.
- Prévôt Schapira, Marie-France, 1999, « Amérique latine : la ville fragmentée », *Esprit*, n° 11, novembre, p. 128-144.
- Tovar de Teresa, Guillermo, 1992, *La Ciudad de los Palacios : crónica de un patrimonio perdido*. Mexico, Fundación Cultural Televisa, A. C., 2 tomes.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Quelle place le centre historique occupe-t-il dans la très grande ville qu'est devenue Mexico ? Paysage déprécié ou valorisé, le centre colonial de Mexico est un espace contrasté où l'articulation entre les espaces publics et les espaces privés se redéfinit en même temps qu'évoluent les politiques urbaines et les logiques d'appropriation de la ville. L'objectif de cet article est de comprendre en quoi un espace caractérisé en premier lieu par son ouverture, et donc sa vulnérabilité, pourrait être exposé aux phénomènes de privatisation et de ségrégation communs aux grandes métropoles.

¿ Qué lugar ocupa el centro histórico en la grandísima ciudad de México ? Paisaje despreciado o valorizado, el centro colonial de México es un espacio complejo en el que la articulación entre los espacios públicos y los espacios privados se determina al mismo tiempo

que cambian las políticas urbanas y las lógicas de apropiación de la ciudad. Este artículo intenta entender por qué un espacio caracterizado en primer lugar por su apertura, y, por ende, por su vulnerabilidad, podría ser expuesto a los fenómenos de privatización y de segregación comunes a las grandes metrópolis.

What place does the historical centre of Mexico City occupy in the gigantic city it has now become? The colonial centre is a complex space, where the relationship between public and private space has been redefined. At the same time, Mexico City's urban policy has recently changed direction. This article aims to highlight how an open, and therefore vulnerable, space could be exposed and threatened by privatisation and segregation, which are common to metropolises.

ÉGALITÉ ET NOUVELLES FIGURES DU CONFLIT URBAIN AU BRÉSIL

ANGELINA PERALVA*

INTRODUCTION

L'IMPACT DE LA DÉMOCRATIE s'est fait sentir au Brésil au cours des vingt dernières années sous des formes que les Brésiliens ont perçu comme positives, mais souvent aussi comme négatives. Cela s'explique naturellement par le fait que la démocratie n'est pas un bien en soi – même si c'est le bien auquel on aspire le plus, lorsqu'on s'en trouve privé. Mais lorsqu'on entre en démocratie, on s'aperçoit vite que le régime politique en tant que tel ne résout pas de lui-même tous les problèmes qu'une société doit affronter. La démocratie ne fait finalement que redéfinir les conditions dans lesquelles il s'agit de faire face à ces problèmes.

Un des domaines dans lequel l'impact de la démocratie a été particulièrement sensible pour les Brésiliens est celui qui concerne le renouvellement des modes d'appropriation de l'espace urbain. Deux phénomènes, complémentaires et néanmoins opposés, rendent compte de ce changement. Le premier relève de l'épuisement des formes classiques de ségrégation, qui ont pendant longtemps constitué un important mécanisme de régulation du rapport entre les pauvres et la ville. Le second exprime une tendance au repli sur soi et à l'auto-ségrégation, qui a notamment concerné les riches et les couches moyennes urbaines.

Dans ses études sur les résidences fermées et les services de sécurité privée à São Paulo, Teresa Caldeira s'est beaucoup intéressée au second de ces phénomènes (Caldeira, 1992). Je m'occuperai ici davantage du premier phénomène évoqué.

*Université de Toulouse le Mirail (DIASPORAS), EHESS (CADIS)

Il s'agit de décrire les processus qui ont sous-tendu des tendances à la déségrégation, et qui constituent, me semble-t-il, une expression importante de l'ouverture égalitaire expérimentée par la société brésilienne dans un passé récent.

Certes, cette ouverture égalitaire continue à coexister avec d'importantes formes d'inégalité sociale. Mais son importance spécifique du point de vue de la redéfinition d'un ensemble de rapports sociaux ne peut plus être passée sous silence, ne serait-ce que parce qu'elle constitue la source puissante d'une nouvelle conflictualité emblématique du monde urbain.

Le sentiment d'une plus grande égalité statutaire régissant les rapports entre les individus a récemment acquis un poids significatif dans le panorama urbain brésilien mais cela n'est pas simple à expliquer. Cette idée est en tout état de cause moins simple à défendre que la constatation brute des écarts qui continuent à séparer les différents groupes sociaux. La distance sociale n'a en effet pas diminué pour autant.

Il est utile de préciser, dans cette perspective, que le sentiment d'égalité ne repose pas sur un vide social. Ses bases matérielles sont parfaitement mesurables. Elles relèvent d'une amélioration, encore insuffisante mais certaine, des conditions générales de vie des couches populaires – logements de meilleure qualité, ou meilleur accès à l'enseignement par exemple.

Ces améliorations ne sont pas de nature à modifier de manière importante le diagnostic d'un écart entre la taille de l'économie brésilienne et l'incapacité relative du pays à développer des politiques susceptibles d'intégrer socialement sa population, mais elles ont eu tout de même un impact indéniable sur le sentiment d'égalité – et cela, seules des recherches fondées sur des approches compréhensives de l'expérience démocratique peuvent le mettre en avant.

Je me suis préoccupée ailleurs de proposer des éléments chiffrés permettant de rendre compte de ces améliorations et d'expliquer l'émergence du sentiment d'égalité au moment de l'avènement de la démocratie (Peralva, 1996 et 1998). Je ne reviendrai pas là-dessus. Mais il faut ajouter une seconde remarque, concernant les difficultés propres à une analyse de ce type.

Autant les phénomènes de déségrégation, auxquels je me réfère, que les phénomènes d'auto-ségrégation qui ont intéressé Teresa Caldeira, ont pris place dans un contexte marqué par le développement de violences extrêmes. J'entends par là non seulement une importante élévation du taux des violences acquiescives – élévation visible dès la fin des années 1970 – mais aussi et surtout une importante élévation du taux d'homicide, qui augmente sans discontinuer depuis le milieu des années 1980.

Je ne reviendrai pas non plus sur les hypothèses qui ont pu expliquer le déploiement de cette violence, à un moment qui coïncide, là encore, avec l'avènement de la démocratie. À ce propos, je me permets une fois de plus de

renvoyer aux deux articles précédemment cités. Je souhaite ici insister surtout sur l'autonomie qu'il faut accorder à l'analyse des processus de déségrégation d'un côté, et aux phénomènes de violence de l'autre. Car la déségrégation est source, me semble-t-il, de nouveaux conflits sociaux, alors que la violence criminelle et meurtrière pose avant tout des problèmes d'ordre public. Autrement dit : la déségrégation et les nouveaux conflits sociaux qu'elle engendre relèvent de transformations sociales et culturelles, que je m'attacherai à mettre en évidence ; en revanche, le crime dérive surtout, dans le cas brésilien, de l'incapacité de l'État à assumer jusqu'au bout et de manière efficace certaines de ses fonctions régulatrices.

Cela dit, même si la déségrégation doit être envisagée comme un phénomène général, sa visibilité ne varie pas moins selon chaque configuration urbaine. Elle est ainsi plus nettement perceptible à Rio de Janeiro (une ville où les populations pauvres et riches ont depuis toujours vécu côte à côte), qu'elle ne l'est à São Paulo, où les quartiers pauvres ont été conçus de manière à établir une séparation nette avec les quartiers des couches moyennes et supérieures.

L'intérêt exceptionnel que revêt le cas de Rio, pour notre propos, c'est de mettre en évidence la nature éminemment symbolique des règles qui, à différents moments de l'histoire de la ville, et sous-tendant de vrais rapports de force, ont présidé à la répartition du territoire alloué aux différents groupes sociaux. C'est donc de l'histoire urbaine de cette ville qu'il sera d'abord question ici, ce qui permettra, dans un second temps, de souligner l'importance du renversement des frontières de la ségrégation lors des années 1980.

UN PEU D'HISTOIRE

Au XIX^e siècle, lorsque l'urbanisation commence à prendre de l'importance, la forme typique d'habitat populaire est le meublé, le *cortiço*. Tout au long du siècle, il subira les attaques serrées des hygiénistes, qui se battent pour sa disparition. Mauricio Abreu suggère que le débat sur la salubrité des logements collectifs meublés est au cœur des choix techniques et politiques concernant l'hygiène publique lors du Second Règne (1831-1889), (Abreu, 1986). Le discours hygiéniste est suscité par les épidémies qui touchent périodiquement la ville et dont la portée est aggravée par le mauvais état des logements populaires.

Les frontières du monde urbain restent, à cette époque, entièrement repliées sur le centre-ville.

« Même l'entrée en fonctionnement des compagnies de voitures tirées par âne, à partir de 1868 et le début du trafic suburbain de la voie ferrée D. Pedro II, en 1861, auront peu d'impact sur cette situation, car seuls ceux qui possédaient des revenus suffisants, ou au moins une rémunération stable, pouvaient

se permettre d'habiter en dehors de la ville, soit dans les faubourgs élégants de Botafogo et Engenho Velho¹, soit dans ceux, plus modestes, qui se formaient tout au long de la voie ferrée. [...] Pour une grande partie de la population active, constituée par des vendeurs ambulants et des prestataires de services variés, le travail n'existait pas en tant que lieu fixe, mais dérivait des demandes liées au rassemblement d'un très grand nombre de personnes et d'activités économiques ».

Par le biais d'une loi de 1845, le gouvernement impérial invite le capital privé à construire des « logements commodes » pour le peuple, en échange d'une réduction des charges fiscales. Les entrepreneurs restent néanmoins rétifs. La première initiative concrète ne voit le jour que trente ans après la promulgation de la loi : elle date de 1875. De nouvelles lois s'ensuivent ainsi que quelques expériences, peu nombreuses, de construction de « villes ouvrières », marquées par un fort contrôle social et politique, visant en particulier les travailleurs immigrés qui, à cette époque, commencent à affluer.

Il a cependant fallu attendre la République et les premières années de ce siècle (1902-1906) pour que la ville fasse sa première et sa plus importante expérience d'une rénovation urbaine globale, perçue comme d'inspiration haussmannienne : la réforme Pereira Passos (du nom du maire de l'époque).

Pereira Passos a fait démolir de vieux immeubles, fait ouvrir de nouvelles voies à la circulation et s'est appuyé sur la modernisation des transports collectifs pour envisager sérieusement une stratification de l'habitat, jusqu'alors inconnue. L'expansion du réseau des trains urbains et des lotissements à bas prix dans les faubourgs devait rendre possible l'ouverture de ces zones de la ville aux travailleurs. On a également favorisé, par ailleurs, le développement des quartiers sud, qui longent la mer, une zone de la ville qui a été progressivement investie par les élites dès la fin du XIX^e siècle.

Les résultats de cet effort de ségrégation ont pourtant été limités. Selon Abreu, en considérant le problème du logement populaire du seul point de vue de l'habitation, et non pas de l'habitat, la réforme Passos s'est ôtée par là même les moyens de sa réussite (Abreu, 1988).

En détruisant les meublés et en les éliminant de l'espace urbain, elle n'a pas réussi à éviter l'émergence des *favelas*. De façon tout à fait symbolique, la première *favela* a vu le jour avec la destruction spectaculaire d'un grand meublé, le *cortiço* Cabeça de Porco (tête de porc), en 1893². C'était un ensemble de vieux immeubles situés aux environs de la gare D. Pedro II, un véritable quartier ayant abrité pendant certaines périodes, semble-t-il, jusqu'à quatre mille habitants. Deux mille personnes y vivaient au moment de la démolition, selon les estimations de la presse de l'époque (Vaz, 1986). Effectuée sous le commandement direct du maire, Barata Ribeiro, la démolition a été décrite comme une véritable bataille civile. Faisant fi du recours déposé par les propriétaires

devant les tribunaux, Barata Ribeiro a mené une opération de guerre et a réussi à faire disparaître en une nuit les vestiges du meublé. Plusieurs années plus tard, la ville a été condamnée à verser une lourde indemnisation aux héritiers.

Lilian Vaz suggère que les locataires ont pu déménager vers un *morro*³ tout proche, le Morro de la Providence, jusqu'aux abords duquel le meublé s'étendait. « Le maire, qui a donné l'autorisation aux locataires pauvres des lieux de récupérer des planches en bois susceptibles d'être réutilisées, leur assurait par là même des conditions d'autoconstruction précaire. La partie du *morro* occupée par des baraques – plus tard appelée Morro da Favela – à laquelle on accédait à travers le lieu où s'élevait le grand meublé, appartenait en partie à une des propriétaires du Cabeça de Porco. » (Vaz, 1986 : 35).

Quatre ans plus tard, en 1897, s'installaient sur cette butte des soldats revenus de la campagne de Canudos (révolte paysanne célèbre qui secoua, en 1896, la République brésilienne naissante). Ils ont ainsi créé ce qui est aujourd'hui perçu comme la première *favela* de la ville. Vaz émet l'hypothèse néanmoins qu'il y existait probablement déjà un noyau de logements populaires, installé de façon précaire aussitôt après la démolition du Cabeça de Porco, en janvier 1893.

Par la suite, les *favelas* se sont développées silencieusement, sans rencontrer d'opposition majeure, dans le cadre urbain carioca, au cours des quatre premières décennies de ce siècle. Lucien Parisse en veut pour preuve le fait que des observateurs attentifs à la réalité urbaine de la ville n'y consacrent même pas une ligne, jusqu'aux années 1940 (Parisse, 1969).

Les données statistiques les concernant restent aujourd'hui encore peu fiables. Les premières figurent, selon Janice Perlman, dans le recensement de 1920, où on note l'existence d'un rassemblement de 839 maisons dans le Morro de la Providência (Perlman, 1977). Les premiers recensements spécifiques datent de 1948 et de 1950, mais ils se heurtent à la difficulté de définir des critères « sûrs » quant aux limites des agglomérations. Dès lors, il faut tenir compte surtout de l'évolution de la population totale résidant dans des *favelas*, ce qui représente 138 837 personnes en 1948 et 169 305 personnes en 1950.

La répartition des habitants dans l'espace urbain est fonction de l'évolution de la ville. Parisse constate qu'en 1948 les zones abritant la plus forte concentration de *favelas* sont le centre-ville et la zone nord, en second lieu viennent les abords de la gare centrale et, finalement, la zone sud. En 1950, on observe déjà une modification de cette situation : la première zone en termes de concentration est celle de la gare centrale, la deuxième la zone sud, et la troisième, le centre-ville et la zone nord.

Le recensement de 1960 fait état de 335 063 personnes vivant dans des *favelas*, ce qui signifie un accroissement de 97 % par rapport à la décennie précédente, alors que l'accroissement de la population vivant en dehors des *favelas* (3 281 908 personnes, en 1960) n'a été que de 37 % au cours de la

même période. Le taux annuel d'accroissement de la population *favelada* a été dans la période de 7 %, celui de la population non-*favelada* de 3,3 %, toujours selon les estimations de L. Parisse.

Le recensement de 1970 dénombre 565 129 habitants dans les *favelas* (Valladares, 1980). On estimait à 721 244 le nombre d'habitants des *favelas* en 1980 et à plus d'un million en 1987, à savoir 18 % de la population totale de la ville (Iplanrio, 1988).

Les *favelas* ont d'abord été perçues comme un monde en marge de la civilisation, un monde oisif et anémique qu'il importait de contrôler et dont il importait de limiter le développement. Victor Valla cite un rapport de 1940, où figure une description des conditions de vie dans le Morro da Favela – cette première *favela* de la ville que nous avons déjà évoquée.

« La vie là-haut, c'est tout ce qu'il y a de plus pernicieux. Toute la journée, c'est les jeux de carte [...] et la samba, c'est les divertissements arrosés d'alcool. Les baraques, ne comportant parfois qu'une seule pièce, abritent chacune plus d'une dizaine d'individus, hommes, femmes et enfants, dans une dangereuse promiscuité. Il y a des personnes qui, vivant là-haut, restent des années sans venir en bas et sans travailler. Et ce *morro* est situé au cœur de la ville, jouxtant ce centre de travail intense que sont le port, les moulins Fluminense et Ingles, les Usines nationales... » (Valla, 1984).

Ici, ce qu'on reproche aux *favelados*, ce n'est donc pas tant leur présence excessive et indésirable, mais plutôt leur maintien à l'écart, en dehors de tout contrôle exercé que ce soit par la voie du travail, par celle du logement, ou les deux à la fois.

Les propositions de solution du problème, formulées dans le même rapport de 1940, visent tout d'abord le contrôle des flux de la migration intérieure. On suggère que soit interdite l'entrée à Rio de Janeiro « d'individus de basse condition sociale » et le renvoi de tels individus dans leurs États d'origine⁴. On demande par ailleurs que soit exercé un contrôle strict concernant le respect des lois qui interdisent la construction et la reconstruction des baraques. La dernière mesure a trait à la moralisation de cette population, à travers des campagnes de rééducation visant à « corriger des habitudes personnelles » et à « stimuler le choix de logements de meilleure qualité ».

Aussi la forme projetée d'habitation de remplacement, la ville ouvrière ou le « parc prolétaire », prenait sens grâce à la dimension moralisatrice qui lui était inhérente. Valla nous renseigne à titre d'exemple sur les exigences faites aux habitants du parc prolétaire de Gávea, créé en 1942 sous le gouvernement de Getulio Vargas – c'est-à-dire en plein régime autoritaire – pour reloger une population issue de l'ancienne *favela* du Largo da Memória : il leur fallait avoir un emploi dans la zone sud et être enregistrés au commissariat de police du quartier. Tous les habitants possédaient des cartes d'identification, qu'ils présentaient

à l'entrée du « parc », dont les portes étaient fermées à 22 heures. Tous les soirs à 21 heures, le gérant offrait un thé, et par la même occasion il s'adressait aux habitants par haut-parleur, pour commenter des événements de la journée en profitant pour glisser dans son discours les enseignements moraux qu'il jugeait utiles. Cette modalité de contrôle sur les travailleurs est néanmoins restée très minoritaire, et comme nous l'avons vu, elle n'a pas empêché le développement des *favelas*, toujours perçues comme un monde en marge.

À peine quelques années plus tard, et en réponse probablement à ceux qui prônaient l'urbanisation des *morros*, le journaliste Carlos Lacerda – celui-là même qui, en tant que gouverneur de la ville-État de Guanabara, allait commander dans les années 1960 une action publique systématique de suppression des *favelas* – mène une campagne de presse sous le titre « La bataille de Rio ». Il s'agit d'une série d'articles publiés, en mai 1948, dans le quotidien *Correio da Manhã*. « Améliorer une *favela* », disait-il alors, « ce n'est pas contribuer à la maintenir, dès lors que l'améliorer signifie donner à ses habitants une meilleure opportunité et la possibilité de mieux manger, de recevoir un enseignement, d'être en meilleure santé, etc., en leur donnant ainsi la force de quitter la *favela*... Il ne s'agit absolument pas d'en finir avec les *favelas* dans le sens d'opprimer les *favelados*. Il s'agit d'incorporer aux bénéfices et aux devoirs de la civilisation une partie considérable de la population, regroupée dans des baraques indignes de l'espèce humaine. » (Parisse, 1968 : 15).

De telles représentations ont eu la vie longue dans l'histoire urbaine carioca, sans que les *favelas* disparaissent pour autant. La première contestation sérieuse à l'idée d'une marginalité de ces populations a été formulée par Janice Perlman, dans l'ouvrage cité plus haut, résultat d'une étude de cas menée en 1968-1969 dans trois *favelas* de Rio – l'une située dans la zone sud (Catacumba, une *favela* éliminée par la suite), une autre située dans la zone nord, et une troisième située dans une commune de la région métropolitaine. Même si des études antérieures, comme celle de L. Parisse, affirmaient déjà le parallélisme existant entre le développement des *favelas* et les logiques du développement urbain carioca, c'est l'enquête de J. Perlman qui, pour la première fois, dévoile les modalités concrètes d'intégration économique et culturelle des *favelados* dans l'environnement urbain. Elle effectue par ailleurs une critique systématique des théories de la marginalité (qui constituaient alors un patrimoine théorique important des sciences sociales), en les confrontant une à une aux résultats de son enquête.

Dans les années 1980, l'influence des théories de la marginalité allait être radicalement déplacée par un ensemble d'approches en termes de mouvements populaires urbains. Les années de lutte pour la redémocratisation ont fait fleurir les études orientées dans cette perspective, comme l'a fort justement souligné Ruth Cardoso (Cardoso, 1984). Alors que la redémocratisation progressive a favorisé

l'émergence des populations des *favelas* en tant qu'acteurs sur la scène publique, les chercheurs, en allant à leur rencontre et en essayant de décrypter le sens de leur action, contribuaient également, d'une certaine manière, à les consolider dans leur nouveau statut. Ruth Cardoso a aussi souligné la nouvelle configuration politique dessinée par ces mouvements, alors qu'on se trouvait encore en plein régime militaire (Cardoso, 1987). Dans le passé, ils avaient eu comme interlocuteurs des élus, donc des médiateurs issus du champ politique selon les termes du modèle populiste. Désormais, c'est directement avec des agents de l'État et de l'administration municipale qu'ils étaient amenés à traiter. Ces agents ont constitué très souvent, avant même la redémocratisation politique du pays, des vecteurs de la modernisation du cadre urbain et de la démocratisation de l'accès aux services publics pour les populations défavorisées. Dans un contexte défini par l'affaiblissement du régime autoritaire, ils ont réalisé un effort considérable dans le but d'apporter une réponse adaptée aux demandes et aux besoins de ces populations, en redéfinissant les logiques de la rationalité étatique.

Outre l'épuisement naturel des mobilisations collectives de type syndical et urbain dans le climat de crise économique et sociale qui a marqué la fin des années 1980, une nouvelle donne a modifié de manière fondamentale la scène politique des *favelas* de Rio en cette période : il s'agit de la prise violente de contrôle des *morros* par le trafic des drogues. Perçues au départ comme marginales, ensuite comme des acteurs politiques, les *favelas* seront désormais représentées dans l'imaginaire de la ville comme des lieux dominés par le crime et par une violence meurtrière et sans limites. Dans le meilleur des cas, on les envisage aujourd'hui comme des lieux où est secrétée la révolte des pauvres, des marginaux (encore une fois) et des exclus contre les riches.

Renversement subit et brutal. Vers la fin des années 1960, lorsque Janice Perlman mène son enquête dans des *favelas* de Rio, la criminalité n'était pas un thème important du point de vue de l'expérience *favelada* et des liens entre les *favelas* et la ville. « Vers la fin de la décennie de 1960 », dit-elle, « et le début de celle de 1970, la plupart des grandes *favelas* – y compris Catacumba, Nova Brasília et Jacarezinho – disposaient de postes de police. Lorsque j'ai demandé à ces policiers quels étaient les taux de criminalité dans la *favela*, ils m'ont généralement répondu qu'ils étaient insignifiants et que leur problème majeur consistait à empêcher que des adolescents indisciplinés « ne brisent la paix ambiante ». » (Perlman, 1977 : 172-173.)

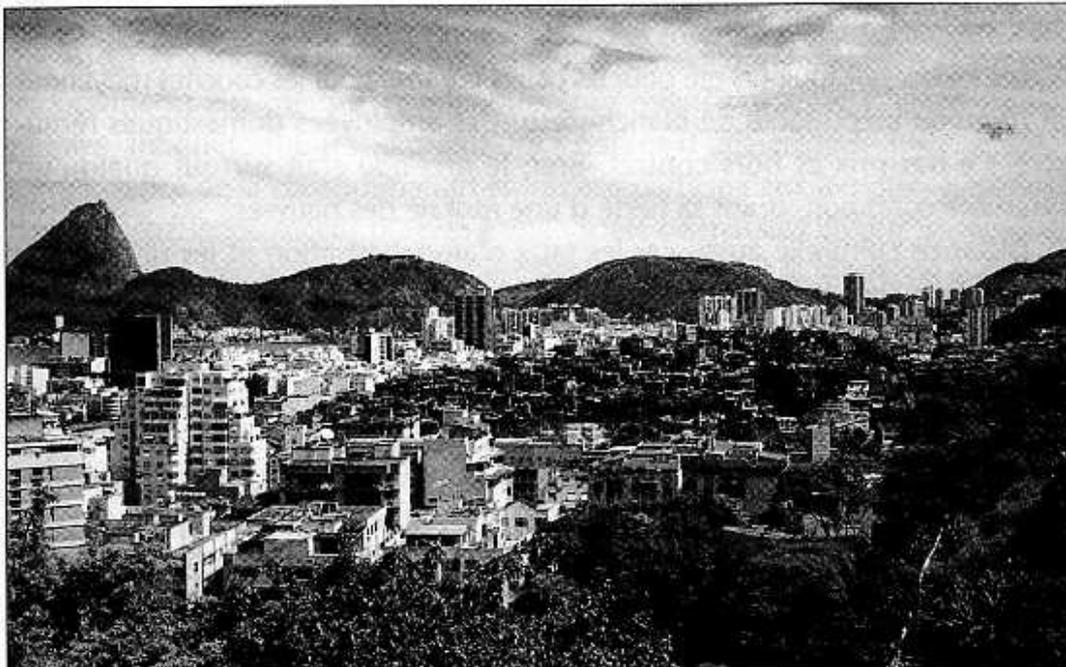
Un peu dans la même perspective que Janice Perlman, un spécialiste important du développement urbain de la ville pouvait encore se permettre en 1986 d'affirmer : « Le problème de l'habitation populaire à Rio de Janeiro est resté, avec le temps, toujours aussi présent, résistant aux changements qui ont marqué l'histoire de la ville. Il est toutefois intéressant de noter que, même s'il est

devenu quantitativement plus sérieux et qualitativement plus complexe au cours du temps, sa capacité à « exploser » – c'est-à-dire, à être un élément détonateur du conflit urbain – a diminué considérablement. » (Abreu, 1986 : 48).

Le conflit autour des *favelas* n'a pourtant pas tardé à exploser, par la suite, avec une ampleur insoupçonnée, et, jusqu'à ce jour, il n'a toujours pas été réglé. Son intensité est d'autant plus grande qu'il revêt parfois des formes très violentes, car les *favelas* apparaissent inextricablement mêlées au crime – crime dont un État défaillant dans sa capacité à assurer l'ordre public reste le principal vecteur.

LA SÉGRÉGATION RENVERSÉE

L'histoire urbaine de Rio manifeste ainsi la faiblesse de l'action volontaire de l'État et des politiques vouées au contrôle moral des couches pauvres de la population. Ces politiques, lorsqu'elles voient le jour, demeurent à l'état d'ébauche. L'écart est considérable entre ce qu'une partie des élites aurait considéré souhaitable en matière de directives urbaines, et les pratiques quotidiennes. Les *favelas* ne cessent donc de s'étendre, en plein cœur de la ville. On aboutit par conséquent à une ségrégation urbaine limitée – ségrégation réelle, mais qui, contrairement à São Paulo, ne suppose pas l'expulsion des populations vers des périphéries lointaines.



PHOTOGRAPHIE N° 1 : FAVELA DU MORRO NOVA CINTRA (RIO DE JANEIRO). LES CONSTRUCTIONS PRÉCAIRES DU *morro Nova Cintra* SE MELENT, EN S'ACCROCHANT AUX FLANCS DE LA COLLINE, AUX HABITATIONS DES CLASSES MOYENNES DES QUARTIERS CENTRAUX DE LARANJEIRAS ET GLORIA (CLICHÉ FANNY PETIT).

C'est tout d'abord leur topographie qui explique cette différence entre les deux villes. À São Paulo, Lucio Kowarick l'a bien montré, la spéculation immobilière a joué dans le sens d'une extension progressive des frontières de la ville, avec déplacement des couches pauvres vers des quartiers de plus en plus éloignés, au fur et à mesure que les anciens quartiers populaires bénéficiaient des améliorations urbaines (Kowarick, 1979). À Rio, les *favelas* ont été protégées de la spéculation, en raison de leur localisation, pour une bonne partie d'entre elles, dans des zones relativement inaccessibles, et dont la mise en valeur s'avérait difficile ou peu rentable.

Cette inaccessibilité explique en partie leur isolement relatif. Si pendant longtemps elles se sont développées silencieusement, c'est bien parce que les *favelas* sont longtemps restées peu visibles, et qu'elles ont bénéficié par ailleurs de la complicité d'une partie des élites et des couches moyennes. Des élites vaguement libérales, souhaitant prendre de la distance à l'égard d'une raison d'État perçue comme injuste, et de ce fait jouant concrètement le jeu du détournement de la loi, en aidant souvent à titre personnel à l'installation clandestine dans les *morros* (photographie n° 1).

Tout cela se fait néanmoins dans un cadre défini par la distance sociale et culturelle, qui structure les liens des *favelados* avec ceux qui ne le sont pas – « les gens de la rue », comme disent aujourd'hui les plus jeunes.

Distance sociale, car le *favelado* est un pauvre, vivant dans des conditions précaires, dans des habitations de fortune dépourvues des conditions minimales de confort. Il est aussi un travailleur – pas nécessairement un ouvrier de l'industrie ; c'est souvent, dans le cas de Rio, un prestataire de services.

Les *favelas* ont toujours été pour les riches comme pour les couches moyennes un réservoir inépuisable de blanchisseuses et employées domestiques rémunérées à bas prix et hors contrat. Bref, le *favelado* était surtout quelqu'un d'humble condition, tirant sa fierté d'une morale des pauvres.

Distance culturelle aussi, car les taux d'alphabétisation et les niveaux de scolarisation sont longtemps restés très bas.

La pauvreté était par elle-même un élément puissant de ségrégation. Le lien à la ville se faisait par le travail et il concernait même les jeunes enfants. Mais il ne se prolongeait pas, ou très peu, dans d'autres domaines, comme par exemple celui des loisirs, faute simplement des ressources nécessaires à une participation plus large à des formes minimales de consommation.

La menace du « déguerpissement » par ailleurs, brandie sous la forme des politiques d'éradication, si elle n'a pas eu d'efficacité du point de vue de l'habitat, en a eu sûrement une sur un plan qu'on peut davantage définir en termes symboliques : l'avenir incertain poussait au repli sur soi. Il fallait que le *favelado* reste le plus possible *an invisible man*.

L'isolement a favorisé la production d'une culture propre aux *favelas*, centrée sur la musique et la danse, et qui, à la longue, a constitué un élément d'ouverture vers la ville, par le biais du carnaval. Un temps, cela a pris la forme d'une contre-culture, consommée en tant que telle par des couches moyennes attachées à une sensibilité non conformiste. Il y a là aussi quelque chose de l'ordre d'une inversion dans la représentation des *favelas* comme des lieux négativement définis par leur marginalité, et la mise en valeur, au contraire, de cette marginalité comme une forme de bohème, à travers surtout la figure du *malandro* (DaMatta, 1978). Le *malandro* était un marginal, au sens où c'était un individu à l'écart des normes et des valeurs propres au monde du travail, mais par ailleurs bon vivant et touchant à l'art, le plaisir propre à l'art constituant l'élément moteur de sa vie.

Quelle qu'ait été l'importance de ce lien culturel, il restait inscrit dans un cadre général fondé sur la distance sociale et sur une ségrégation relative des populations *faveladas*, ne remettant en cause ce cadre que de façon restreinte, et sous des formes ponctuelles et limitées, caractéristiques de la dynamique d'inversion propre au carnaval. Ce n'est que très tardivement, dans les années 1980, avec l'avènement de la démocratie, que le sentiment d'égalité semble remplacer de manière plus fondamentale la distance sociale, et que la ségrégation symbolique qui maintenait ces populations à l'écart de la ville est renversée. Comment expliquer un tel changement ?

Il faut l'associer tout d'abord à une amélioration progressive des conditions de vie, et notamment à un meilleur accès aux biens de consommation durable. Certains – télévisions, réfrigérateurs – ont fait leur entrée très tôt dans les *favelas*, au fur et à mesure que l'industrialisation se développait, et bien avant que les logements eux-mêmes ne soient devenus moins précaires. D'autres – téléphones, magnétophones, ordinateurs – datent d'une période plus récente. L'importance de la consommation est qu'elle participe aux logiques générales d'homogénéisation sociale propres à une société de masse. Plus que les logiques de distinction, vérifiables par exemple dans le domaine de la mode, de la manière de s'habiller, ce qui domine aujourd'hui dans le paysage urbain brésilien et, plus particulièrement, dans le paysage urbain carioca, c'est la simplification, l'homogénéisation et, *a fortiori*, l'égalité vestimentaire, qui la rend, sous la réserve des marques, démocratiquement accessible à tout le monde.

La distinction relève en ce domaine d'une technique du corps. Son fondement n'est donc pas social mais réflexif. Il y a là une manière de se produire soi-même et de se présenter en public, dont les sources culturelles sont véhiculées par les médias de masse, elles aussi par conséquent ouvertes à tout le monde.

Mais les progrès de la consommation sont loin de tout expliquer. Deux faits politiques ont aussi eu une importance cruciale. Le premier dérive de la reconnaissance des *favelas* par la ville comme une réalité urbaine incontournable,

mettant fin à la menace d'éradication. L'engagement des politiques d'urbanisation, déjà, au seuil des années 1980, et bien avant l'ouverture du système politique proprement dit, a eu un impact immédiat sur l'effort d'amélioration du logement.

La sortie de la précarité a été symboliquement signée par le passage des baraques en bois aux logements en dur – par des voies qui prolongent celles du passé, puisqu'on reste dans les logiques de l'autoconstruction – grâce en partie à des aides financières extérieures ainsi qu'à la coopération et au travail volontaire. *Pari passu*, ce qui incombait à l'État et à la ville : l'électrification des rues, le tout-à-l'égout, l'eau courante, le ramassage des ordures. Il faut avoir vécu dans le dénuement le plus extrême pour se rendre compte de l'importance de ces changements.

Et pourtant, bien plus centrale encore a été la transformation du lien politique. Longtemps les élites libérales de la ville, soit parce qu'elles souscrivaient aux impératifs de la charité, soit parce qu'elles prenaient leurs distances par rapport à la raison d'État, avaient apporté leur aide, nous l'avons dit, au développement des *favelas*. Cette aide avait été fondamentale en ce qu'elle avait allégé les contraintes d'un quotidien plus que précaire. Mais elle restait inscrite dans un cadre patrimonialiste.

La formation, pour la première fois dans l'histoire de la ville, d'associations autonomes de *favelados* au début des années 1980 a complètement modifié les règles du jeu politique les concernant, ainsi que la perception des *favelados* par eux-mêmes. Finie la soumission résignée aux puissants ; la politique instaure les conditions d'un dialogue avec l'administration publique dans des conditions d'égalité. Le développement des politiques d'urbanisation aura lieu à l'intérieur de ce nouveau cadre politique. Les *favelados* gardent présente à l'esprit la particularité de leur condition, mais cela n'empêche pas le sentiment d'égalité que seule la démocratie a été à même d'apporter.

Il faut y ajouter un meilleur accès à la justice, avec un impact jusqu'à présent non réglé du point de vue de la désorganisation de l'institution. La massification de l'enseignement supérieur a été à l'origine de la multiplication des diplômés d'avocats, et de jeunes avocats se sont fait de plus en plus une clientèle auprès des couches pauvres de la population. On a ainsi réussi à réduire considérablement, en milieu urbain en tout cas, le nombre d'employées domestiques hors contrat, en même temps que des syndicats se sont formés. Des lois municipales ont été votées dans plusieurs villes, interdisant aux concierges, dans les immeubles de luxe, à contraindre les employées domestiques à utiliser les ascenseurs de service, sauf dans les cas où un service salissant justifierait leur usage.

En amont et en aval de ce processus, on observe un meilleur accès pour tous à une scolarité longue. Déjà, la nouvelle génération de leaders politiques *favelados*,

qui fait son apparition au début des années 1980, est entrée plus tardivement sur le marché du travail, et est restée beaucoup plus longtemps sur les bancs de l'école que ne l'avaient fait la génération précédente, en ayant même souvent accédé à l'enseignement secondaire, voire à l'enseignement supérieur. Ce phénomène s'est poursuivi sans discontinuer depuis.

La prolongation de la scolarité et l'accès aux médias de masse ont supprimé les barrières qui fondaient la distance culturelle entre les *favelados* et la ville et sont aujourd'hui une source importante de mixité sociale. Les enfants et les adolescents *favelados* fréquentent longtemps les mêmes écoles que les enfants des couches moyennes. Dans l'espace de l'école, des liens d'amitié se créent, ce qui entraîne également une participation commune aux mêmes lieux de loisirs.

Or, finalement, l'expérience démocratique n'est que ça : l'affirmation symbolique d'un espace d'égalité par-delà des inégalités sociales qu'on peut au mieux réduire, mais qu'on n'arrive jamais à éliminer totalement. Il en découle, en revanche, une définition contradictoire de soi, qui est source de nouvelles modalités d'un conflit social.

Un thème a intéressé des sociologues américains qui se sont penchés sur la question de la mobilité sociale (perçue comme un élément de la dynamique égalitaire propre aux sociétés démocratiques) : celui de l'incongruence statutaire (Lipset et Bendix, 1959). Dit dans un autre vocabulaire, qui n'est pas simplement celui de la stratification et de la mobilité, cela implique de reconnaître que chaque individu a différentes sources de définition de soi, et qu'elles ne sont jamais affectées de manière homogène par les progrès de l'égalité.

Dans le cas des jeunes *favelados*, leur accès à une scolarité longue et leur succès à l'école constituent d'importantes sources d'un sentiment d'égalité, qui bute néanmoins contre le fait que les représentations générales concernant le statut des *favelados* dans la société brésilienne, et encore plus précisément dans le monde carioca, ont moins évolué que leur situation sociale réelle. Ce sentiment d'égalité bute également contre les représentations qui continuent d'attribuer aux Noirs (et les *favelados* sont souvent des Noirs) une place subalterne dans la vie collective, quels qu'aient été les progrès et les améliorations réelles qui sont intervenus ces dernières années dans leur situation.

Parler d'incongruence statutaire renvoie dans ce cas à une définition objective du problème ; parler de difficultés et d'un défaut de cohérence au niveau de la construction identitaire suppose une approche plus compréhensive du phénomène. D'une manière ou d'une autre, il s'agit de savoir comment l'individu est amené à gérer ces difficultés.

C'est là que se pose le problème d'une nouvelle conflictualité urbaine. L'individu touché par l'égalité démocratique proteste contre une définition de lui-même qu'il perçoit comme anachronique. Il évoquera de plus en plus (et, du moins, beaucoup plus souvent que par le passé) le racisme, pour faire état de

ce décalage. Mais l'autre face de cette protestation, et qui la fragilise, c'est une déstabilisation des sources collectives de définition de l'identité individuelle, qui ne se résout pas dans la protestation antiraciste. Le jeune *favelado* dont les capacités d'accomplissement apparaissent soudainement accrues, grâce au sentiment d'égalité et aux vertus de la scolarité longue, devient quelque part comme le Juif de Louis Wirth tenté de quitter le ghetto pour devenir Monsieur Tout-le-monde, mais de fait incapable de le faire de manière définitive et radicale, car incapable de se séparer d'une définition ethnique de lui-même, chargée d'histoire et lourde de sens (Wirth, 1980).

Et en effet, ce qui rend problématique son expérience, c'est que le principe même de la dynamique démocratique suppose que le statut de chaque individu (sa définition au regard des autres) et *a fortiori* son identité (sa définition au regard de lui-même) n'y sont jamais définitivement assurés. Cette instabilité est néanmoins plus intense à des périodes de changement accéléré. C'est le cas, ces dernières années, pour le monde occidental dans son ensemble, et pour le Brésil en particulier.

Dans la ville de Rio, l'expérience de l'égalité démocratique a profondément brouillé la définition des positions et le jeu des places dans la vie sociale. Cela a eu un impact immédiat sur les modes d'appropriation de l'espace urbain. D'invisibles qu'ils étaient, les jeunes *favelados* noirs sont soudainement devenus visibles dans les quartiers réservés : ils ont commencé à fréquenter les plages des riches, leurs boîtes de nuit, à investir des terrains d'où ils étaient auparavant absents – une expérience fortement déstabilisante de part et d'autre de la barrière sociale.

Cette déstabilisation a été gérée d'un côté par le biais de l'intensification des préjugés et des opinions racistes, pouvant aller jusqu'à basculer sur des passages à l'acte violents ; de l'autre, sur le mode de l'incivilité, voire de la violence également. Une violence qui, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les bases à la fois sociales et culturelles de ce conflit, peut aller jusqu'à prendre la forme du crime.

Ces phénomènes touchent naturellement davantage les jeunes que les adultes, moins intensément affectés, quant à eux, par la force de l'égalité démocratique.

Notes

- 1 Botafogo se situe dans la zone sud, ultérieurement devenue le secteur moderne de la ville ; Engenho Velho se situe dans la zone nord, déclinante.
- 2 « Cortiço » et « cabeça de porco » deviendront dès lors des expressions synonymes, pour désigner les meublés urbains.
- 3 Un *morro*, c'est une butte. Le mot est souvent employé comme synonyme de *favela*.
- 4 Cette proposition en dit long sur la faiblesse de la conscience nationale et la force de la conscience régionale, qui s'inscrivent toutes les deux dans la longue histoire politique brésilienne.

Bibliographie

- Abreu, Mauricio, 1986, « Da habitação ao habitat : a questão da habitação popular no Rio de Janeiro e sua evolução », *Revista do Rio de Janeiro*. Niteroi, volume I, n° 2, janvier/avril.
- Abreu, Mauricio, 1988, *A Evolução Urbana do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, IPLANRIO/Jorge Zahar Editor.
- Caldeira, Teresa Pires do Rio, 1992, *City of Walls : Crime, Segregation and Citizenship in São Paulo*. University of California at Berkeley.
- Cardoso, Ruth, 1984, « Movimentos Sociais Urbanos : Balanço Crítico », dans Sorj, Bernardo, Almeida Tavares, Maria Herminia (dir.), *Sociedade e Política no Brasil Pós-64*. São Paulo, Brasiliense.
- Cardoso, Ruth, 1987, « Movimentos Sociais na América Latina », *Revista Brasileira de Ciências Sociais* (ANPOCS), 3, volume I, février.
- DaMatta, Roberto, 1978, *Carnavais, malandros e heróis. Para uma sociologia do dilema brasileiro*. Rio de Janeiro, Zahar.
- IPLANRIO (1988). *Morar na Metrópole. Ensaio sobre Habitação Popular*. Rio de Janeiro, Instituto de Planejamento Municipal.
- Kowarick, Lucio, 1979, *A Espoliação Urbana*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Lipset, Seymour Martin et Bendix, Reinhard, 1959, *Social Mobility in Industrial Society*. Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- Parisse, Lucien, 1969, « Las Favelas en la Expansión Urbana de Río de Janeiro : Estudio Geográfico », *América Latina*, volume XII, n° 3, juillet/septembre, p. 7-43.
- Perlman, Janice, 1977, *O Mito da Marginalidade. Favelas e Política no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Peralva, Angelina, 1996, « Démocratie et violence : le cas de Rio de Janeiro », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 2, oct./déc.
- Peralva, Angelina, 1998, « Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne, un nouveau paradigme de la violence », *Cultures et conflits*, n° 29-30, printemps/été.
- Valla, Victor Vincent, 1984, « Educação, Participação, Urbanização. Uma Contribuição a Análise Histórica das Propostas Institucionais para as Favelas do Rio de Janeiro, 1941-1980 ». Seminário Habitação Popular no Rio de Janeiro. Primeira República. Fundação Casa de Rui Brabosa, 25 juin.
- Valladares, Licia do Prado, 1980, *Passa-se uma Casa. Análise do Programa de Remoção de Favelas do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, Zahar Editores.
- Vaz, Lilian Fessler, 1986, « Notas sobre o Cabeça de Porco », *Revista do Rio de Janeiro*, Niteroi, volume I, n° 2, janvier/avril.
- Wirth, Louis, 1980, *Le Ghetto*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

RÉSUMÉ RESUMO ABSTRACT

Le Brésil a vécu, en amont et en aval de la ré-institutionnalisation politique des années 1980, une mutation égalitaire qui a bouleversé les modes de construction du lien social et les modes d'appropriation de l'espace. Ces éléments ont fait émerger de nouvelles figures du conflit urbain. Les *favelas* de Rio constituent une illustration importante de ce phénomène.

O Brasil viveu, ao longo do processo que antecede e que sucede à reinstitucionalização política dos anos oitenta, uma mutação igualitária que transformou o modo de estruturação do vínculo social e os modos de apropriação do espaço, e

que deu lugar à emergência de novas figuras de um conflito urbano. As *favelas* do Rio constituem uma ilustração importante desse fenômeno.

Brazil has experienced, throughout the process of political reinstitutionalization of the eighties, an egalitarian mutation which has led to deep transformations related to the forms of structuration of social relations and appropriation of space. All these components have been a source of new kinds of urban conflict. *Favelas* of Rio are an important illustration of all these phenomena.

VULNÉRABILITÉ ET RAPPORT À L'ESPACE ÊTRE PAUVRE ET CITADIN À RECIFE

DOMINIQUE VIDAL*

POUR LES HABITANTS de Brasília Teimosa, *favela* urbanisée de Recife, la métropole, le quartier, le voisinage et l'habitation peuvent aussi bien constituer, selon les situations, des supports de l'identité que des lieux où s'éprouve un sentiment de vulnérabilité. À partir de matériaux recueillis entre 1992 et 1999, cet article se propose de montrer comment l'ambivalence de ce rapport à l'espace traduit la difficulté à vivre pauvre pour un individu dans une société aux hiérarchies ébranlées par les transformations socio-culturelles des deux dernières décennies (Vidal, 1998)¹. Fruit de la longue durée, il entend également préciser, compléter ou nuancer certaines de mes premières analyses sur les formes de maintien et de dissociation du lien social en milieu populaire², en fonction notamment du développement d'une criminalité violente sur le lieu étudié depuis 1997.

Il ne s'agit donc pas ici de dessiner un cadre explicatif global de l'expérience des pauvres urbains au Brésil mais plutôt de faire ressortir différentes dimensions de la relation à la ville de citoyens en situation d'infériorité dans un contexte socio-territorial singulier. On choisira pour cela une approche en entonnoir qui nous mènera de l'espace métropolitain à l'univers domestique de la maison en passant par la question du rapport identitaire au lieu de résidence et l'évocation de la sociabilité de voisinage. Un cheminement sur lequel on rencontrera quelques éléments de réponse à une question typique de la sociologie de la pauvreté et des milieux populaires : qu'est-ce qu'être pauvre en milieu urbain ?

* Université de Lille-III/CES

VIVRE EN VILLE SON INDIVIDUALITÉ

La spécificité du sentiment de vulnérabilité qui domine l'expérience des habitants de Brasília Teimosa doit beaucoup à la façon dont se sont historiquement constitués les modes de relations entre dominants et dominés au Nordeste. À l'exception des églises pentecôtistes, aucune forme d'organisation communautaire n'a jamais permis aux individus en situation d'infériorité de compenser la domination subie par la valorisation de l'appartenance à un groupe doté d'une image positive. Leur sentiment de pleine appartenance à la société a bien davantage résulté de la capacité à s'affilier aux couches supérieures par des liens de patronage ou, de façon symbolique, par l'identification aux modèles de comportement socialement légitimes. Centrale dans l'évaluation des relations sociales et les jugements sur le personnel politique, la notion de respect exprime, à Brasília Teimosa, l'importance accordée à cette reconnaissance de la pleine appartenance sociale, définie comme appartenance à l'humanité par opposition à ce qui évoque la condition d'esclave (Vidal, 1999). C'est, en effet, le fait d'observer des normes de comportement nécessaires au respect mutuel de ceux qui font société qui fonde, selon ses résidants, le droit à être traités comme des « êtres humains » (*gente*), et non comme des « animaux » ou des « esclaves » tenus en marge du social. Cette revendication de respect (et la dénonciation du « manque de respect » qui est son corollaire) participe de l'idéal plus général d'une société harmonieuse, parfaitement réglée, dont les membres vivraient en bonne intelligence en dépit des différences sociales. De cette conception du lien social résolument orientée vers la civilité dérive notamment l'absence de toute idée d'antagonisme entre nantis et démunis. Quand un jugement négatif est porté à l'égard de ceux que l'on appelle « les riches », c'est bien moins l'inégalité économique qui est attaquée que la façon dont elle est signifiée par des pratiques de mise à distance et de rejet : le « manque de respect »³.

Ce sentiment de « manque de respect » revêt un relief particulier chez les jeunes qui s'identifient aux modèles culturels de la société globale. Parce qu'ils entendent déambuler sans contrainte dans l'espace métropolitain, ils dénoncent avec virulence ceux qui, par un geste de défiance ou un regard dédaigneux, leur rappellent crûment leur origine sociale dans ces espaces publics emblématiques de la ville moderne que sont la plage du quartier chic de Boa Viagem ou les galeries des *shopping centers*. C'est alors que transparaît la fragilité croissante des interactions dans les sociétés gagnées par l'égalité démocratique⁴.

Perceptible notamment dans le suivi des modes vestimentaires, cet engouement pour les symboles de la culture de masse exprime un changement majeur

entre l'expérience de ces jeunes et celle de leurs parents, souvent nouveaux venus en ville et autrement moins exposés aux messages des moyens de communication. La réceptivité aux sirènes de la modernité urbaine a en effet favorisé chez les jeunes l'émergence d'un nouveau sens du « moi » qui conditionne, lui aussi, le rapport à l'espace. Car, désormais, il ne s'agit plus seulement de vivre tant bien que mal en individu dans un monde sans régulation communautaire, il faut également affirmer son individualité, l'expérience de soi telle qu'elle est subjectivement vécue.

La recherche de situations d'anonymat correspond à ce projet d'expression du « moi » dans l'affirmation de l'uniformité symbolique des individus par-delà les inégalités socio-économiques. Fort appréciées, les sorties loin du quartier font partie de ces moments où l'on peut espérer dissimuler son origine pour s'essayer aux rôles de la jeunesse branchée que l'on côtoie, plus qu'on ne la fréquente, dans les cafés et les boîtes à la mode (photographie n° 1). Cet usage social de l'anonymat consiste par exemple à cacher son lieu de résidence en se disant « aussi de Boa Viagem » quand on ne sait que trop le préjugé que subit celui qui vit dans une *favela*. Et ce, même si personne n'est vraiment dupe du rôle discriminant que joue la couleur de la peau.

Mais l'expérience de l'anonymat dans la ville est ambivalente tant le sentiment de vulnérabilité n'abandonne jamais bien longtemps les jeunes des favelas. Les dangers qui guettent le passant loin de son domicile reviennent sans cesse dans les conversations, que ce soit pour évoquer la peur d'une agression dans les rues peuplées du centre de Recife ou la crainte de ne pas être secou-



PHOTOGRAPHIE N° 1 : JEUNE FEMME AU MAQUILLAGE, AVANT D'ALLER DANSER EN VILLE (CLICHÉ : D. VIDAL).

ru en cas de malaise ou d'accident. Le risque d'être détroissées par des enfants de rue transforme ainsi pour les femmes âgées une course « en ville » en une expédition périlleuse, tout comme l'angoisse du viol fait souvent que les jeunes femmes préfèrent ne revêtir un short ou une mini-jupe qu'une fois parvenues en terre de connaissance et à l'abri des regards concupiscents des passants.

Cette ambivalence des situations d'anonymat s'exprime dans toute son ampleur pendant le carnaval. La fête permet certes de donner libre cours à son individualité durant ces journées qui invitent à épouser de nouveaux rôles, et l'on s'y prépare de longues semaines à l'avance en se rappelant avec délectation les joies des années écoulées. Mais l'image – individuelle comme collective – que donnent d'eux les membres des quartiers populaires peut correspondre à l'affirmation de l'autonomie et au souci de soi, propres aux sociétés démocratiques aussi bien qu'à une représentation de leur identité sociale conforme à ce que les couches supérieures attendent d'eux.

Lors du Carnaval (événement symbole du pays) s'actualise en effet la place centrale dévolue au « peuple » dans la construction de l'identité nationale depuis les années 1930 (Pereira de Queiroz, 1992). Quand ils affirment unanimement que « sans le peuple, il n'y a pas de carnaval », les habitants de Brasília Teimosa ne revendiquent pas autre chose que la reconnaissance par les couches supérieures de leur pleine appartenance sociale. D'autant que le carnaval est aussi une période de violence, mêlant indissociablement continuité et rupture de la domination subie, où un mot, un regard, un excès de trop suffit pour que l'interaction change de sens et débouche sur une bagarre létale (Touro Linger, 1992; Agier, 1999). Les mouvements de panique collective qui ponctuent le Carnaval à la moindre échauffourée sont là pour rappeler combien les frontières entre ordre et désordre, civilité et brutalité peuvent être poreuses dans ce que l'on nomme la « folie » (*folia*).

Le développement spectaculaire de la téléphonie mobile ces deux dernières années a également transformé le rapport à l'espace urbain de la population de la péninsule. À telle enseigne qu'il n'est pas exagéré d'en parler comme du changement le plus important dans le mode de vie de ladite population depuis l'urbanisation du site. En l'espace de quelques années, la déréglementation du système brésilien de télécommunications a en effet vu se multiplier le nombre de propriétaires de lignes téléphoniques⁵. Entre autres conséquences, cela a accru l'accessibilité et les déplacements dans l'espace métropolitain⁶. Les échanges de services (notamment des gardes d'enfants) entre membres d'une même famille résidant dans des quartiers distants ont de ce fait sensiblement augmenté, pour le plus grand bénéfice des ménagères. Bon nombre de petits artisans ont aussi vu augmenter leurs commandes depuis que la possession d'un téléphone les a rendus aisément joignables par de nouveaux clients⁷. Parce que les rendez-vous chez un tiers, au *shopping center* ou à la plage peu-

vent être maintenant facilement convenus ou annulés, on ne craint plus d'organiser une activité dans un lieu éloigné au risque de s'y retrouver isolé⁸. Autant de transformations dans la vie quotidienne qui rappellent qu'être pauvre, c'est aussi, bien souvent, ne pas pouvoir être relié à d'autres milieux et espaces que ceux de son lieu de résidence.

UN RAPPORT AMBIVALENT AU LIEU DE RÉSIDENCE

Brasília Teimosa est, de l'avis général de ses habitants, un lieu agréable à vivre. Urbanisée et très bien située dans l'espace urbain, la péninsule n'a rien de ces zones de relégation sordides que sont les terrains récemment envahis de la périphérie de Recife, mal desservis, sans école, poste de santé, électricité, système d'égouts ni accès à l'eau courante. Dotées de frontières physiques identifiées de tous (l'océan, le fleuve et l'avenue) sans pour autant que s'en dégage une situation d'enfermement spatial, Brasília Teimosa possède à maints égards toutes les caractéristiques du « village urbain » cher aux sociologues et aux anthropologues de la ville. S'ils s'y disent attachés, ses habitants ne se sentent pourtant pas véritablement appartenir à un ensemble commun, et c'est encore la force du sentiment de vulnérabilité qui explique l'ambivalence de ce rapport au lieu de résidence.

Un lieu emblématique de l'affaiblissement des capacités intégratrices de la ville

L'amélioration considérable des conditions de vie à Brasília Teimosa depuis son urbanisation n'empêche pas bon nombre de ses résidants d'affirmer que, s'ils le pouvaient, ils préféreraient vivre dans un quartier résidentiel. Privés des possibilités d'accéder à un habitat indépendant sur un espace presque intégralement loti, les jeunes ménages n'ont souvent d'autre choix que de quitter la péninsule pour échapper à la tutelle parentale quand, 80 % des logements étant habités par leurs propriétaires, la plus modeste des maisons ne se loue jamais en-dessous de la valeur du salaire minimum⁹. Trois raisons, au moins, leur font toutefois refuser fréquemment l'installation sur un terrain lointain dépourvu d'infrastructures. Toutes ont, peu ou prou, à voir avec ce sentiment de vulnérabilité qui pèse sur le citoyen pauvre dans une ville comme Recife. La difficulté à vivre loin d'un réseau familial pourvoyeur d'aides est la première d'entre elles. À près de dix francs en moyenne, le prix d'un aller-retour entre Brasília Teimosa et les faubourgs de l'agglomération représente une dépense considérable pour les jeunes couples désargentés qui devront, s'ils déménagent, limiter les dimanches en famille et à la plage. La seconde – la crainte de l'isole-

ment dans un milieu étranger que l'on redoute hostile – en découle directement. L'incertitude sur la qualité des relations sociales dans ces lointaines banlieues dont les médias relatent quotidiennement la violence ordinaire renvoie à cette peur de l'inconnu déjà évoquée. Ceux qui ont choisi d'y résider se souviennent toujours de la réserve avec laquelle ils ont été accueillis et du temps qu'il leur a fallu pour établir des relations de voisinage consolidées. La troisième, enfin, révèle un des changements majeurs intervenus avec l'identification à la qualité de citadin : le refus de vivre dans une *favela*. Car si, à Recife, Brasília Teimosa n'a jamais cessé d'être considérée comme telle, ses habitants estiment que son urbanisation en a fait un quartier. Ce qui représente à leurs yeux un changement du statut de la péninsule les amène à se considérer comme définitivement intégrés à l'espace urbain et, surtout, mieux placés dans la hiérarchie sociale que les *favelados*, dont les manières trahiraient en permanence le caractère fruste d'une origine rurale dont il importe de se distinguer en affirmant sa pleine appartenance à la ville. Bien que peu y aient effectivement participé, le récit héroïque de la lutte pour son urbanisation leur permet à la fois, du reste, de se différencier de tous ceux qui sont « en retard » et « ne veulent rien dans la vie », tout en adhérant à l'image positive de « population organisée » que les médias véhiculent d'elle depuis ce mouvement. C'est encore une façon de se présenter comme digne de « respect », car agissant en conformité avec ce que les « dominants » attendent des plus démunis.

Une autre différence essentielle entre l'expérience des jeunes et celle de leurs parents apparaît d'ailleurs ici ; au-delà de la diversité de leurs trajectoires, ces derniers avaient souvent vécu leur arrivée à la ville comme un « progrès », indépendamment de la dureté des conditions de résidence qu'ils trouvaient en s'installant sur des terrains non urbanisés. Dans un Brésil que l'on considérait alors unanimement promis à un avenir exceptionnel, l'accès à une baraque en bois représentait le premier pas vers un sort meilleur¹⁰. Pour les jeunes générations qui font l'épreuve d'un monde sans grandes perspectives, la ville a perdu cette dimension intégratrice. Le dilemme s'offre au jeune de rester vivre sous le toit parental ou de redevenir *favelado*, en attendant des jours meilleurs ; ce qui renvoie à l'éclatement des modes d'inscription dans l'espace urbain aujourd'hui largement observé dans les métropoles d'Amérique latine (Prévôt Schapira, 1999).

Tenir ensemble sans identité collective

Brasília Teimosa présente un visage fort différent des quartiers auxquels nous ont souvent habitués l'anthropologie et la sociologie urbaines. L'identification à la société globale et la faiblesse du sentiment d'appartenance à un ensemble commun que l'on y observe ne la rend guère comparable avec les

groupes fondés sur une communauté d'habitat dotée d'une forte identité collective et d'un système normatif autonome à grand pouvoir intégrateur¹¹. L'ordre social n'y résulte pas non plus d'une « segmentation ordonnée » reposant sur l'ethnicité, l'âge, le sexe et le lieu de résidence, comme l'avait montré Gerald Suttles à propos du secteur de l'Addams dans le Chicago des années 1960 (Suttles, 1968). Certes présentes dans la vie sociale, ces formes de différenciation n'expliquent que partiellement le rapport à l'espace local et l'économie des interactions qui s'y produisent. Le préjugé racial à l'encontre des individus que l'on dit « noir » dans une population pourtant très métissée affecte peu les relations ordinaires et ne se manifeste qu'en cas de litige. Le Mouvement noir n'est pas non plus parvenu à susciter chez les pauvres de Recife une identification ethnopolitique comme à Salvador da Bahia (Agier, 1992). Hormis une poignée de jeunes, amateurs de reggae ou de danse afro, bien rares sont ceux qui partagent un quelconque sentiment de négritude sur la péninsule. Les groupes d'âge n'y ont pas la solidité et la durée fréquemment observés dans les quartiers populaires aux États-Unis¹². Le mode de sociabilité des jeunes s'apparente davantage à celui des jeunes des banlieues françaises, qui forment des réseaux fragiles en constante transformation plutôt que de véritables groupes (Dubet, 1987)¹³. Enfin, les différences territoriales établies sur des critères socio-spatiaux que l'on observe à Brasília Teimosa ne renvoient pas à des types bien définis de populations, mais révèlent la stigmatisation de quelques sous-espaces moins urbanisés qui jurent avec l'idée d'une évolution sociale de la péninsule depuis son urbanisation, en ce qu'ils rappellent la favela des origines¹⁴.

La faiblesse du sentiment d'appartenance à un ensemble commun n'empêche cependant pas une indéniable civilité de régner à Brasília Teimosa. Avec la plus forte densité enregistrée à Recife (plus de 330 habitants par hectare, répartis dans des logements qui n'ont le plus souvent pas d'étage), les conflits de voisinage ne sont assurément pas rares. Mais, hormis quelques différends sanglants, liés le plus souvent à la jalousie et à l'alcool, qui ont ponctué son histoire, force est de constater qu'on y vit somme toute en bonne intelligence. C'est encore la notion de respect qui permet, me semble-t-il, de rendre compte de la logique qui règlent les relations ordinaires sur la péninsule. Respecter un individu consiste à ne pas souligner son infériorité – quelles que soient les différences de statut, de revenu ou d'instruction –, et à le tenir dans un rapport social où on lui témoigne sa « considération » en valorisant les aspects de son identité qui lui sont le plus favorables : « un père de famille responsable », « une maîtresse de maison dévouée », « un travailleur », « un voisin serviable », « un ami sincère », « un gars poli »... Cette exigence de respect conduit les habitants de Brasília Teimosa à se penser comme membres de collectifs (la famille, le voisinage, les amis) régis par des obligations morales contraignantes. Et la dénonciation d'un « manque de respect » procède généralement d'un manquement à ces codes

de comportement qui paraissent devoir gouverner l'ensemble des relations sociales possibles. Si ces règles ne sont pas strictement observées dans les faits, il me faut apporter, à ce propos, quelques précisions à ma première élaboration de la notion de respect (Vidal, 1998). Tout occupé à mettre en évidence l'écart entre la vigueur de ce discours normatif et la précarité de son observation dans les faits, je n'avais pas alors perçu combien ces règles constamment évoquées organisaient malgré tout la vie sociale. Par mille attentions, des petits saluts ou le souci d'éviter le conflit, chacun fait en réalité bien attention à ne pas « manquer de respect », ne serait-ce que parce que l'on sait aussi par expérience qu'un différend qui s'envenime peut conduire à l'irréparable. La maîtrise de soi tend donc à prévaloir et, plutôt que la laisser exploser en public, c'est généralement chez soi que l'on rumine sa colère¹⁵.

L'apparition d'une criminalité violente

Une dizaine d'homicides ont pourtant émaillé depuis 1997 la vie paisible de la péninsule. Rares sont ses habitants qui n'ont encore jamais vu ces corps baignant dans leur sang des heures durant avant que l'Institut médico-légal ne les emporte. Et les conversations ordinaires regorgent maintenant d'anecdotes sur tel ou tel jeune devenu « marginal », sur une fusillade ou sur une arrestation mouvementée. Bien que ce que l'on appelle génériquement la « violence » soit généralement imputée à des individus extérieurs au quartier, la plupart de ses victimes y résidaient de longue date : des petits délinquants pour l'essentiel, abattus selon la rumeur publique par des rivaux en affaires ou des tueurs à gages à la solde de commerçants las des cambriolages¹⁶. Il serait excessif d'affirmer que ces assassinats ont modifié en profondeur la vie quotidienne. La peur d'être victime d'une balle perdue ou d'une « erreur » dans un règlement de compte ou une descente de police y existe de longue date. On se claquemure chez soi après vingt-et-une heures en semaine, un peu plus tard le week-end, depuis que je connais Brasília Teimosa. Ensuite, et surtout, parce que sa population n'y a jamais perdu le contrôle de l'espace public comme dans les *favelas* de Rio de Janeiro où les groupes de trafiquants de drogue en décident souvent des usages et vont parfois jusqu'à imposer un couvre-feu. Mais cette vague d'homicides a néanmoins affecté l'image de « peuple civilisé » que ses habitants donnent d'eux-mêmes depuis que la criminalité violente a cessé d'être réservée à ces lointaines *favelas* des banlieues dont ils voudraient tant se distinguer.

À la différence cependant de ce qu'a produit le commerce de la drogue dans les *favelas* de Rio, peu de jeunes de la péninsule ont pour l'instant choisi une carrière criminelle. Faute d'éléments pour expliquer le développement limité de la délinquance, on se contentera d'avancer quelques hypothèses liées

à ses caractéristiques socio-territoriales en prenant pour point de comparaison ce qu'enseignent les différents écrits sur le grand ensemble carioca Cidade de Deus¹⁷. Quand commence à s'y développer une criminalité violente, Brasília Teimosa n'est tout d'abord plus, depuis longtemps, comme Cidade de Deus une zone de transition où les familles ne se fixent pas et peinent à établir des relations durables. Or, comme l'a montré la sociologie de la déviance aux États-Unis, l'absence de cadres stables et l'incertitude dans les rapports sociaux constituent une situation propice au développement de la délinquance juvénile, aucune régulation collective n'y empêchant la constitution de gangs qui deviennent les principaux lieux de socialisation des jeunes¹⁸. Telle est loin d'être aujourd'hui la situation de la péninsule que tout un ensemble de liens – familiaux, de voisinage ou établis sur la base de la fréquentation de la plage, d'une école ou d'une église – ont peu à peu transformé en une société d'interconnaissance. Ses 17 000 résidents ne peuvent bien sûr tous se connaître personnellement, mais le fait de devoir emprunter la même ligne d'autobus ou le même trajet pour quitter le quartier les rend facilement capables d'identifier ceux qui y vivent de longue date et les « nouveaux » ou « inconnus », dont le bon sens local commande de se méfier.

Les médiations des dirigeants associatifs contribuent également au maintien de la civilité à Brasília Teimosa. Il s'agit, là encore, d'un point qui m'avait échappé dans *La Politique au quartier*, où je n'avais analysé que leur rôle dans la mise en œuvre de l'action sociale et la mobilisation électorale de la population. Or leur intervention évite fréquemment que des conflits de voisinage ne dégénèrent en voies de fait. En enjoignant que cessent des ragots sur la moralité d'une femme sous peine d'appuyer un dépôt de plainte en diffamation ou en imposant leur décision sur l'usage du sol par le biais d'une commission prévue à cet effet, ils parviennent à ce que la référence au droit – plus que son application réelle – règle bien des conduites¹⁹.

LA MAISON ET LA RUE

L'opposition entre la maison (*casa*) et la rue (*rua*) organise sur un mode spécifique le rapport à l'espace des habitants de Brasília Teimosa (Da Matta, 1991)²⁰. La maison y est perçue comme un lieu protecteur où l'on peut se refaire des vicissitudes de l'existence. Sachant aussi que c'est d'abord chez soi que l'on est le mieux à l'abri des dangers d'une ville où il n'y a guère de protection à attendre d'une police que l'on sait brutale et corrompue, chaque famille cherche à se prévenir d'une éventuelle intrusion : quand l'accès au domicile n'est pas défendu par de hauts murs au-dessus desquels ont été coulés dans le ciment des tessons de bouteille ou des pointes de fer, des grilles protègent presque tou-

jours les fenêtres. L'accès du visiteur ordinaire à l'espace domestique obéit à un principe d'organisation spatiale que l'on rencontre jusque dans les habitations les plus exiguës, puisque, comme dans les appartements bourgeois, on reçoit dans la *sala*, la pièce la plus proche de l'entrée. Celui qui bénéficie de la confiance de ses occupants, qui est tenu comme « de la maison » peut, lui, déambuler librement au-delà sans être toutefois autorisé à franchir sans permission le seuil de la chambre parentale. Néanmoins, comme le souligne fort justement DaMatta, il n'y a pas entre la maison et la rue « un contraste rigide et simple, donné par des substances invariantes contenues dans chaque terme, mais [...] une paire structurelle qui est constituée et constituante dans la propre dynamique de sa relation » (DaMatta, 1991 : 19). Le voisinage peut ainsi, à Brasília Teimosa, être vécu comme une extension de la sphère domestique de la *casa*, tout comme la maison peut être divisée en sous-espaces privés, petits réduits de l'individualité (photographie n° 2).

Un espace intégré et intégrant : le voisinage



PHOTOGRAPHIE N° 2 : UNE VENELLE DE LA VILA MOACIR GOMES, BRASÍLIA TEIMOSA (CLICHÉ : DOMINIQUE VIDAL).

Les relations entre voisins donnent lieu à une sociabilité à géométrie variable qui rappelle que, la proximité spatiale n'en étant pas l'unique déterminant, il est impossible de proposer une définition strictement géographique du voisinage. Aussi la sociabilité spécifique qui s'y développe nous conduit à suivre Ulf Hannerz qui le définit de façon plus labile en disant que « deux individus sont voisins s'ils [...] prennent conscience de leur présence réciproque et répétée dans l'espace public environnant et, par conséquent, du rapport spécifique à cet espace » (Hannerz, 1980 : 324). Cette sociabilité de voisinage est d'abord celle des femmes qui y dis-

cutent en surveillant le jeu des enfants, un espace où s'échangent services et informations sur un mode relationnel familial, mais où se nouent aussi de terribles rivalités entre maîtresses de maison²¹.

Elle est aussi celle de beaucoup d'hommes qui se retrouvent le soir et les fins de semaine autour de la table d'une buvette de coin de rue. Elle est enfin celle des enfants jusqu'à l'adolescence, quand la surveillance parentale se desserre peu à peu.

Le voisinage est aussi un milieu d'interconnaissance où naissent les rumeurs dévastatrices. Espace où chacun vit vulnérable au regard d'autrui, il est le foyer premier du commérage. La fin d'après-midi, quand tombe la chaleur et avant le retour des hommes et les travaux du soir, est pour les femmes un moment propice à l'échange du dernier ragot (*fofoca*). Par petits groupes réunis sur les trottoirs, elles jugent, l'air grave et entendu, à coups d'index sentencieux, le comportement des autres habitants de la rue. À la lumière du dernier fait qui ne vient jamais que confirmer ce que toutes « savaient » déjà depuis longtemps, la tête de Turc de la coterie en prend alors pour son grade, et l'on rappelle combien Untel ou Unetelle n'est qu'une « fille allumeuse », une « femme dépravée », une « mauvaise mère », un « égoïste », un « radin », un « alcoolique qui maltraite sa femme ». Ces « commentaires » – comme l'on dit – reposent sur le rappel des obligations morales dont on a vu que la non-observation étayait les dénonciations de « manque de respect ». Par le biais du commérage, ces codes de comportement censés régler la vie sociale s'actualisent en permanence et s'inculquent aux plus jeunes sans que les principes moraux qui sous-tendent ces conversations ne soient jamais formellement détachés des contextes qui les voient rappeler²². Le commérage participe ainsi à la régulation des conduites en définissant les limites du permis et de l'interdit au regard des normes morales proclamées. Si la connaissance des pratiques révèle que ces normes sont fréquemment transgressées, l'importance accordée à sa propre réputation ou à celle de sa famille leur fait néanmoins jouer un rôle essentiel dans le contrôle social, entendu ici au sens de capacité du groupe à contraindre le comportement de ses membres. Les injonctions à la discrétion, à la sobriété ou à la pudeur dans les familles témoignent de la vulnérabilité de réputations toujours exposées à la menace de la *fofoca*. C'est notamment pour s'en protéger que l'on apprend très vite aux enfants à ne pas ébruiter ce qui se passe « à la maison ». On voit là, à nouveau, comment ce discours sur les obligations constitue un vecteur de lien social, quand bien même la réalité du quotidien reste fort éloignée du désir d'un ordre social ainsi exprimé. Et, à ce titre, le commérage doit être tenu comme un facteur d'intégration contribuant à faire cohabiter les membres d'une population différenciée et sans identité collective.

Les niches domestiques du « moi »

Bien que chaque famille cherche à se protéger du regard des voisins, aucune frontière infranchissable ne sépare l'espace domestique du monde de la rue. Le nouveau sens du « moi » promu par la ville moderne pénètre jusqu'au cœur des familles et rend, aujourd'hui, « la vie domestique [...] elle-même très « urbaine », marquée par l'individualisation des projets et par le rétrécissement de la taille des ménages » (Agier, 1999 : 112). Parmi ces projets se détache celui d'accéder à la propriété d'un domicile ou, tout au moins, à un espace privé préservé de l'intrusion des autres membres de la parenté. Le double sens du mot *casa* dans le dicton d'origine ibérique « Qui se marie veut une maison » (*Quem casa quer casa*) traduit ce souhait d'autonomie des jeunes ménages, soucieux d'échapper à la tutelle parentale. Quand une solution de compromis ne parvient pas à être trouvée en séparant une ou plusieurs pièces de la maison par l'ajout de cloisons ou par la construction d'un étage supplémentaire, les conflits entre les jeunes femmes et des belles-mères autoritaires conduisent souvent à des séparations de fait, quand les premières retournent vivre chez leurs parents plutôt que de se voir imposer des corvées domestiques. Pour le jeune couple, c'est alors le retour aux pratiques sexuelles pré-nuptiales, ces ébats programmés au motel les soirs de fin de semaine et ces étreintes furtives à la nuit tombée sur la digue qui prolonge la péninsule ou, à marée basse, derrière les récifs éponymes de la ville.

Au sein des maisons, la recherche de l'intimité est un souci partagé. En dépit de l'entassement y prévalent des règles de pudeur qui font notamment qu'on ne se promène pas nu dans les parties communes et que les parents ne se montrent jamais dévêtus devant leurs enfants. Le manque d'espace fait aussi que peu de ces derniers disposent d'une chambre personnelle. Mais un tiroir de commode, deux mètres carrés sur la terrasse, un coin de la cour intérieure ou la moitié d'un grenier peuvent être transformés en autant de domaines protégés où l'on a ses « choses », où l'on bricole et où l'on se retire pour méditer à l'écart du tourbillon de la vie familiale. Gare alors à celui qui vient fouiller ou déranger dans ce qu'Erving Goffman appelait les « territoires du moi ». Lieu d'expression de l'individualité, ces espaces privés dans l'espace domestique n'en sont cependant pas moins frappés de la même ambivalence sociologique que la sphère privée des ouvriers du Nord de la France analysée par Olivier Schwartz (Schwartz, 1990). Ils peuvent présenter une dimension émancipatrice quand ils libèrent l'affirmation de la subjectivité par la création tout comme ils peuvent être des lieux d'enfermement domestique pour des hommes privés d'emploi, trop honteux de leur sort pour affronter le regard d'autrui dans l'espace public... Deux situations de quête du sens du « moi » qui rappellent

que la condition moderne s'éprouve en ville jusqu'au et depuis le cœur de la sphère domestique.

Note finale

Le grand livre de Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, rencontre au Brésil le même succès qu'en France, et de bons auteurs y analysent aujourd'hui la condition populaire sous les catégories de la « désaffiliation » et de la « vulnérabilité de masse » (Castel, 1995). La spécificité du sentiment de vulnérabilité qui affecte le rapport à l'espace des habitants de Brasília Teimosa montre toutefois combien la vulnérabilité de ces pauvres de Recife diffère de celle qui touche un nombre croissant d'individus dans une société comme la société française. Elle tient très largement au risque de déchéance absolue qui menace ceux qui ne bénéficient d'aucune véritable protection : ni celle d'une police qui garantit la sécurité des personnes et des biens, ni celle d'un État social qui prend tant soit peu en charge les individus privés de travail, malades ou accidentés. Parce que les insuffisances de la protection sociale n'en font jamais un filet de sécurité qui, comme en France²³, limite les effets de la chute, la possibilité d'une destitution totale connue de tous ceux qui l'éprouvent différencie radicalement la vulnérabilité des milieux populaires au Brésil²⁴.

Les hiérarchies de la société brésilienne n'en restent pas moins pérennes comme si rien n'avait changé avec l'urbanisation du pays, sa modernisation culturelle et le rétablissement des procédures démocratiques. Mais il faut dissocier ce qui relève du fonctionnement politique de ce qui constitue des changements au sein des relations sociales, pour insister sur l'ambivalence de l'époque qui n'a pas produit la participation citoyenne escomptée ni l'amélioration des conditions d'existence des secteurs populaires, ces derniers en appelant néanmoins de plus en plus à une société où les individus seraient traités en égaux.

Cela nous amène à prendre quelque distance avec l'analyse de Roberto DaMatta sur les conséquences politiques de la non-séparation des espaces public et privé.

Dans le prolongement de son opposition entre le monde de la maison et celui de la rue, il explique en effet la difficile réalisation de la citoyenneté démocratique au Brésil par la présence de l'« éthique de la maison » dans l'espace public. Parce que le Brésil n'aurait pas connu cette révolution égalitaire dont parle Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*, la prégnance des relations personnelles fondées sur l'appartenance à une même famille, la loyauté et l'amitié empêcheraient la formation de rapports qui supposent la reconnaissance de l'égalité de tous les membres du corps social. C'est pour cette raison, selon lui, que, dans une société qui se réclame des valeurs de la démocratie, un principe hiérarchique règle les relations entre « supérieurs » et « inférieurs » par

l'échange réciproque mais inégal de la protection contre l'allégeance. Si DaMatta a fort bien vu cette conséquence de la coexistence d'un code hiérarchique et d'un code égalitaire au Brésil, son approche délibérément anhistorique lui interdit en revanche de percevoir le développement, lent et contradictoire certes, de l'imaginaire des sociétés démocratiques égalitaires dont témoignent les différents usages de la notion de respect comme l'ambivalence du rapport à l'espace des habitants de Brasília Teimosa. Car, contrairement à ce que soutient DaMatta, tout ce qui représente l'espace public n'est pas en milieu populaire systématiquement vu comme dangereux, car plaçant l'individu dans une situation de dénuement hors de la protection que lui assure son inscription dans le monde de la maison. Pour les jeunes en particulier, l'espace public est loin de n'être qu'un lieu à préférer à la sécurité de l'espace domestique qui contraint autant qu'il protège.

Aussi l'affaiblissement des barrières sociales entraîné, entre autres, par l'accroissement de la locomotion dans la ville et l'accès croissant des plus démunis au système éducatif nous semble-t-il produire peu à peu, de façon erratique et brouillée, une dynamique qui n'est pas sans rappeler ce que Tocqueville appelait l'égalisation des conditions, à savoir, au-delà des inégalités économiques, le travail permanent de réduction de l'altérité entre les hommes.

Notes

- 1 Réalisée entre 1992 et 1994, une première série d'enquêtes, d'une durée totale de dix-huit mois, a porté sur les rapports sociaux, les pratiques politiques et le rôle des associations d'habitants dans la mise en œuvre de l'intervention sociale et le fonctionnement du système politique municipal (Vidal, 1998). Menée lors de deux séjours en 1998 et 1999, une seconde recherche s'est intéressée aux modes d'entrée dans la vie adulte. Dans les deux cas, l'essentiel du matériau collecté repose sur une approche ethnographique du terrain, fondée entre autres sur près de six mois (non consécutifs) de résidence *in situ*, de nombreuses observations de la vie sociale et des entretiens souvent plusieurs fois renouvelés avec plusieurs dizaines des habitants de Brasília Teimosa.
- 2 Que l'on retrouvera notamment dans Vidal, 1998.
- 3 On perçoit sans cesse dans l'évocation des relations entre individus de condition différente l'attachement à cette forme de sociabilité mâtinée de paternalisme dont on a beaucoup dit qu'elle avait permis d'adoucir la brutalité du régime servile au Nordeste. Si j'ai ainsi fréquemment entendu des dénonciations de discrimination raciale durant mes enquêtes à Brasília Teimosa, je n'ai en revanche jamais perçu la moindre animosité à l'encontre des « Blancs ».
- 4 Dans sa lecture d'Erving Goffman, Danilo Martuccelli a bien mis en évidence le lien de sa sociologie avec les problèmes posés par l'interaction dans les sociétés démocratiques égalitaires où n'existent plus un système de positions fixes et la même exigence de maîtrise de soi que dans les sociétés traditionnelles (Martuccelli, 1999 : 437-473).
- 5 Fin 1994, j'avais calculé à partir du dernier annuaire que moins de 10 % des foyers du quartier possédaient le téléphone – l'installation supposait alors une dépense de plus de deux mille dollars. Cinq ans plus tard, l'acquisition d'un téléphone mobile — bien plus facile à acheter qu'une ligne de téléphone fixe en coûtait moins de deux cents, et un comptage (effectué dans deux de ses rues les plus ordinaires) montrait que près d'une famille sur deux en avait un à sa disposition.

- 6 On retrouve là cette idée de Robert Park qui avait bien vu, déjà dans les États-Unis des années 1920, combien « la géographie humaine a été profondément modifiée par les inventions de l'homme [...], [parmi lesquelles] le téléphone, [...] transformant le monde en une gigantesque chambre d'écho ». Cf. « La communauté urbaine. Un modèle spatial et un ordre moral », dans *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie humaine* (présentation de Yves Grafmeyer et Isaac Joseph), Paris, Aubier, 1990 (1926), p. 208.
- 7 Les travaux de socio-économistes ont montré que l'accès au téléphone était une cause de développement économique avant d'en être une conséquence.
- 8 Le même Robert Park voyait, on s'en souvient, dans cet accroissement de la « locomotion » un puissant facteur d'individuation par la capacité qu'il procure au citoyen d'avoir « une expérience particulière qui lui est propre ». Cf. Robert Park, *loc. cit.*, p. 208.
- 9 Soit près de 500 francs français en août 1999.
- 10 Ce n'est pas sans raisons que ceux qui, en février 1958, envahissent la péninsule qui allait devenir Brasília Teimosa et s'y installent décident de lui donner ce nom de « Brasília la tête » en référence à la nouvelle capitale que l'on construit alors sur un plateau désert du centre du pays, à une époque où, en pleine euphorie développementiste, les Brésiliens adhèrent très largement, toutes catégories sociales confondues, au projet du président Juscelino Kubitschek de faire parcourir au Brésil « cinquante ans en cinq ans ».
- 11 Cf. par exemple Louis Wirth, 1980, *Le Ghetto*, Grenoble, Éditions du champ urbain, (1928); William Foote Whyte, 1996, *Street Corner Society. La Structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, (1943); Richard Hoggart, 1970, *La Culture du pauvre. Essai sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, (1957); Michael Young et Peter Willmott, 1983, *Le Village dans la ville*, Paris, Éditions du Centre de création industrielle, (1957); Herbert J. Gans, 1962, *The Urban Villagers. Group and Class in the Life of Italo-Americans*, New York, The Free Press.
- 12 Cf. par exemple Frederic M. Thrasher, 1963, *The Gang*, Chicago, University of Chicago Press, (1927); William Foote Whyte, *o p. cit.* et Herbert J. Gans, *o p. cit.*
- 13 À la différence toutefois des adolescentes des banlieues françaises qui, pour protéger leur réputation de rumeurs scandaleuses, choisissent rarement leurs petits amis dans le voisinage, les jeunes filles sortent sans crainte aucune avec les garçons de la péninsule, parmi lesquels elles trouvent d'ailleurs bien souvent leurs conjoints (Aquatias et Rarbo, 1995).
- 14 L'on y rencontre notamment ce commérage de discrimination bien mis en évidence par Norbert Elias et John L. Scotson dans une ville industrielle des Midlands à la fin des années 1950. Le stigmate imposé à une partie de la population avait pour fonction de permettre au reste du groupe de se doter d'une identité sociale positive (Elias et Scotson, 1965).
- 15 Le fait que chacun sache qu'une bagarre peut fort bien se terminer par la mort d'un de ses protagonistes explique sans doute pourquoi l'on n'entend quasiment jamais ces appels au défi physique si communs dans les banlieues françaises.
- 16 Avec un taux d'homicides de 74 homicides pour 100 000 habitants en 1997, Recife était la seconde capitale d'État la plus violente du Brésil juste derrière Vitória dans l'Espírito Santo (77 pour 100 000) et loin devant São Paulo (55 pour 100 000) et Rio de Janeiro (54 pour 100 000).
- 17 Cf. Lícia Valladares, *Passa-se uma casa. Análise do Programa de Remoção de Favelas do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1978; Alba Zaluar, *A máquina e a revolta. As organizações populares e o significado da pobreza*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1985 et Paulo Lins, *Cidade de Deus*, São Paulo, Companhia das Letras, 1997. Écrit sur la base de matériaux ethnographiques recueillis par un assistant de recherches de l'anthropologue Alba Zaluar, ce roman relate le développement du trafic de drogue et d'une vague de violence homicide dans ce grand ensemble peuplé d'anciens *favelados*. Ce récit talentueux proposé par un Afro-Brésilien qui y a lui-même passé sa jeunesse

- constitue probablement à ce jour une des meilleures descriptions de la condition populaire dans l'agglomération de Rio de Janeiro.
- 18 Cf. notamment les analyses sur l'influence du milieu proposés par Clifford Shaw et Henry Mac Kay, 1942, *Juvenile Delinquency and Urban Areas*, Chicago, The University of Chicago Press et, plus récemment, les travaux de John Kasarda et Morris Janowitz, 1974, « Community Attachment in Mass Society », *American Sociological Review*, 39, p. 328-339; Robert J. Sampson, 1988, « Local Friendship Ties and Community Attachment in Mass Society : A Multi-Level Systemic Model », *American Sociological Review*, 53, p. 766-779; et Ralph B. Taylor, 1997, « Social Order and Disorder of Street Blocks and Neighbourhoods : Ecology, Microecology, and the Systemic Model of Social Disorganization », *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 34, p. 113-155.
- 19 On est toutefois bien loin ici de la situation de pluralisme juridique que le sociologue portugais Boaventura de Souza Santos avait décelé dans une *favela* de Rio de Janeiro, où les dirigeants associatifs résolvaient les différends interpersonnels en prenant appui sur des normes juridiques distinctes du droit officiel. Cf., en français, Boaventura de Souza Santos, 1973, « La loi contre la loi », *Esprit*, 41 (7-8), p. 67-84. La légalité à laquelle il est fait référence à Brasília Teimosa est en effet sous-tendue par le droit étatique. Une référence au droit qui n'apparaît pas dans les travaux dont nous disposons sur Cidade de Deus, où les organisations locales n'ont de toute évidence pas la même assise parmi la population. Dans des travaux récents, Alba Zaluar a du reste montré comment l'affaiblissement des organisations populaires sous l'effet de la modernisation socio-culturelle avait favorisé le contrôle des favelas cariocas par les groupes de trafiquants. Cf. notamment Alba Zaluar, 1994, « Violência, crime organizado e poder : a tragédia brasileira e seus desafios », dans João Paulo dos Reis Velloso, *Governabilidade, sistema político e violência urbana*, Rio de Janeiro, José Olympio, p. 83-121; 1996, « A globalização do crime e os limites da explicação local », dans Gilberto Velho e Marcos Alvito (dir.), *Cidadania e violência*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ/Editora FGV, p. 48-68.
- 20 Comme l'a bien montré Roberto DaMatta, dans le sillage de Gilberto Freyre, dans *Sobrados e mucambos*, *casa* et *rua* constituent « deux « catégories sociologiques » » fondamentales pour la compréhension de la société brésilienne » (DaMatta, 1991 : 16). En effet, « pour les Brésiliens [...] ces mots ne désignent pas simplement des espaces géographiques ou des choses physiques mesurables, mais, par-dessus tout, ils désignent des entités morales, des sphères de l'action sociale, des provinces éthiques dotées de positivité, des domaines culturels institutionnalisés. » *Ibid.*, p. 17.
- 21 Michel Agier propose une analyse fine des rapports qui s'établissent dans une ruelle particulièrement pauvre d'un quartier de Bahia (Agier, 1989).
- 22 Dans ses travaux sur un bidonville de Porto Alegre, Claudia Fonseca a consacré de longs développements aux usages et aux fonctions du bavardage chez les femmes (Fonseca, 1984).
- 23 Dans une recherche sur les bénéficiaires de l'assistance sociale en France, Michel Messu relève ainsi l'existence d'un « sentiment de protection qui semble découler de l'appartenance à un système de prestations et d'aide sociales [...] [et d'un] fort assentiment à l'idée que les mailles de la « couverture sociale » [sont] suffisamment resserrées pour préserver contre une chute radicale » (Messu, 1991 : 48). Un sentiment aussi inexistant à Brasília Teimosa que la croyance en une police qui serait un garant de la sécurité.
- 24 Le salariat dont l'effritement fait passer en France, selon Castel, un nombre croissant d'individus de l'intégration à la vulnérabilité ou à la désaffiliation n'a, de plus, jamais constitué au Brésil ce mode majeur d'articulation individu-collectif qui était parvenu à englober la quasi totalité de la population française à la fin des années 1970. Aussi vif que soit son souvenir dans la mémoire des secteurs populaires urbains, l'accès au droit du travail n'a jamais été que partiel, et les protections qu'il offrait étaient, de fait, autrement plus limitées. Ce, *a fortiori* dans une ville comme Recife où le salariat déclaré n'a jamais eu la place qu'il a pu avoir à São Paulo ou à Rio de Janeiro. Les colossales inégalités de la

société brésilienne ne l'ont non plus jamais rapprochée de ce type de formation sociale qu'était la société salariale où l'État social était parvenu « à construire un *continuum* de positions sociales non pas égales mais comparables, c'est-à-dire *compatibles entre elles et interdépendantes* » (souligné par l'auteur). (Castel, *op. cit.* : 470).

Bibliographie

- Agier, Michel, 1989, « Le sexe de la pauvreté. Hommes, femmes et famille dans une « avenida » à Salvador de Bahia », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 8, p. 81-112.
- Agier, Michel, 1999a, « Ethnopolitique. Racisme, statut et mouvement noir à Bahia », *Cahiers d'études africaines*, XXXII (1), n° 125, p. 53-81.
- Agier, Michel, 1999b, *L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*. Amsterdam, Éditions des archives contemporaines.
- Agier, Michel, 1999c, « Colombie, Brésil, la violence dans le carnaval, fictions et réalités », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, juillet-décembre, p. 109-116.
- Aquitas, Sylvain et Rarrbo, Kamel, 1995, « Sociabilité juvénile en banlieue. L'exemple des rapports homme/femme », *Agora, débats, jeunesse*, n° 1, second trimestre, p. 15-26.
- Castel, Robert, 1995, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.
- DaMatta, Roberto, 1991 (1985), *A casa e a rua. Espaço, cidadania, mulher e morte no Brasil*. Rio de Janeiro, Editora Guanabara, p. 16.
- Dubet, François, 1987, *La Galère. Jeunes en survie*. Paris, Fayard.
- Elias, Norbert et Scotson, John L., 1995 (1965), *Les Logiques de l'exclusion*. Paris, Fayard.
- Fonseca, Claudia, 1984, « La violence et la rumeur : le code d'honneur dans un bidonville brésilien », *Les Temps modernes*, n° 455, juin, p. 2193-2235.
- Hannerz, Ulf, 1983 (1980), *Explorer la ville. Éléments d'anthropologie urbaine*. Paris, Éditions de Minuit, p. 324.
- Martuccelli, Danilo, 1999, *Sociologies de la modernité. L'itinéraire du vingtième siècle*. Paris, Éditions Gallimard, p. 437-473.
- Messu, Michel, 1991, *Les Assistés sociaux. Analyse identitaire d'un groupe social*. Paris, Privat.
- Pereira de Queiroz, Maria Isaura, 1992, *Carnaval brésilien : le vécu et le mythe*. Paris, Gallimard.
- Prévôt Schapira, Marie-France, 1999, « Amérique latine : la ville fragmentée », *Esprit*, novembre, p. 128-144.
- Schwartz, Olivier, 1990, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris, PUF.
- Suttles, Gerald D., 1968, *The Social Order of the Slum. Ethnicity and Territory in the Inner City*. Chicago & London, The University of Chicago Press.

Touro Linger, Daniel, 1992, *Dangerous Encounters. Meanings of Violence in a Brazilian City*. Stanford, Stanford University Press.

Vidal, Dominique, 1999, « Le respect : catégorie du social, catégorie du politique dans une *favela* de Recife », *Cultures & Conflicts*, n° 35, automne, p. 95-124.

Vidal, Dominique, 1998, *La Politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

À partir de matériaux recueillis entre 1992 et 1999 à Brasília Teimosa, *favela* urbanisée de Recife (Brésil), cet article se propose de montrer comment l'ambivalence du rapport à différents types d'espaces (la métropole, le quartier, le voisinage, la maison) traduit la difficulté de ces habitants à vivre en tant qu'individus pauvres dans une société aux hiérarchies ébranlées par les transformations socio-culturelles des deux dernières décennies. Il apporte ce faisant quelques éléments de réponse à une question typique de la sociologie de la pauvreté : qu'est-ce qu'être pauvre en ville ?

Baseado em dados colhidos em pesquisa de campo entre 1992 e 1999 em Brasília Teimosa, *favela* urbanizada do Recife (Brasil), este artigo procura mostrar em que a ambivalência da relação a vários tipos de espaços (a metrópole, o bairro, a vizinhança, a casa) remete a

uma dificuldade dos moradores : viver pobre na condição de indivíduo numa sociedade cujas hierarquias vacilaram sob o impacto das transformações sócio-culturais das duas últimas décadas. Este texto traz alguns elementos de resposta a uma questão clássica da sociologia da pobreza : o que ser pobre na cidade ?

Based on information gathered between 1992 and 1999 in Brasília Teimosa, an urban *favela* in Recife (Brazil), this article aims to show how the ambivalence of the different types of spaces (the metropolis, the district, the neighborhood, the house) demonstrates the difficulty for these inhabitants to live as poor individuals in a society made up of hierarchies shaken by the socio-cultural transformations of the last two decades. This has helped provide elements to respond to the common question regarding the sociology of poverty: what does it mean to be poor in a city?

LES *BARRIOS* DE CARACAS OU LE PARADOXE DE LA MÉTROPOLE

VIRGINIE BABY-COLLIN*

INTRODUCTION

Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'agglomération de Caracas à la mi-décembre 1999, en provoquant des éboulements de terrains considérables depuis les collines et montagnes entourant la vallée principale, ont fait d'immenses dégâts matériels et plus de 50 000 victimes dans les zones de *barrios*. Les quartiers populaires périphériques, premières victimes de ces éboulements sont alors réapparus, un temps, sur le devant de la scène internationale, rappelant la précarité du lieu et des conditions de vie de leurs résidants. Si Caracas est parfois appelée la « ville-*barrio* », c'est que les *barrios de ranchos*¹ regroupent plus de 40 % de la population urbaine. Produits des mécanismes de ségrégation socio-spatiale qui affectent les métropoles du sous-continent, ils manifestent l'incapacité de l'État à gérer la croissance urbaine, et sont l'une des expressions de modes de vie urbains précaires, aggravés par la crise économique de la « décennie perdue » qu'ont connue les pays latino-américains.

Séparés du reste de la capitale par des marqueurs physiques, des paysages différenciés, une topographie difficile et souvent dangereuse (l'actualité en témoigne), les quartiers populaires font également l'objet d'une stigmatisation particulière de la part des habitants de la ville formelle. Les discours dominants relayés par les médias contribuent à leur marginalisation. Pourtant, ce processus coexiste avec des formes d'intégration fonctionnelle entre les *barrios* et le reste de la ville, et ce depuis leurs origines. Mais cette oscillation entre marginalisation et intégration, entre quartiers informels et ville formelle, semble

* Université de Paris X - Nanterre / GRAL

avoir évolué depuis la crise des années 1980. On assiste en effet à de nouvelles formes de repli des habitants des *barrios* sur eux-mêmes, essentiellement liées à l'aggravation des problèmes économiques, alors que la violence croissante vient, elle aussi, renforcer les ruptures à l'intérieur même des zones marginales.

Cet article, issu d'un travail de terrain réalisé dans les *barrios* de Caracas en 1996-1997, met en évidence les formes de la recomposition des liens entre les *barrios* et la ville formelle, mais aussi la tendance à l'accentuation des formes de fragmentation urbaine au sein même des quartiers populaires.

LES BARRIOS DE CARACAS, ENTRE MARGINALITÉ ET INTÉGRATION

Formes urbaines et croissances des quartiers populaires

Amorcé dans les années 1920, le processus de développement des zones d'habitat spontané s'intensifie dans les années 1950, au cours desquelles sont fondés 75 % des *barrios* de Caracas (Villanueva et Baldó, 1996). La chute de la dictature de Pérez Jiménez en 1958 est suivie d'un boom de la construction, accompagné de programmes d'urgence pour urbaniser les quartiers périphériques, en les dotant des infrastructures de base et en leur concédant des matériaux de construction à bas prix. Après une période répressive face aux invasions de terrain dans la capitale, le nouveau régime démocratique considère les *barrios* comme une solution à la pénurie de logements, face à l'arrivée massive de ruraux attirés par les sources de travail urbain, combinée à des taux d'accroissement naturel explosifs. C'est à cette époque qu'est réalisé le premier recensement des *barrios*, commandé par l'État en 1959². La population des *barrios* passe de 110 000 habitants environ en 1940, à 250 000 en 1959, 1,16 millions en 1990 (mais certains parlent de plus de 2 millions, Pedrazzini, 1995³), tandis que dans le même temps les quartiers populaires, qui couvraient 18 % de la superficie urbaine en 1940, passent à 30 % en 1971 (Abreu et Verhasselt, 1981), puis à 43 % en 1990. Si leur croissance spatiale *stricto sensu* s'est ralentie, ils sont en revanche affectés par un processus rapide et préoccupant de densification : 60 % des *ranchos* sont désormais des constructions de deux à huit étages (Bolivar, 1993).

Des années 1950 à la crise des années 1980, Caracas, capitale de l'État rentier vénézuélien, croît au rythme des exportations de l'or noir, dont les revenus alimentent la machine économique et attirent les migrants. Ruraux, puis étrangers (Colombiens notamment) attirés par la vigueur du bolivar des années 1960-1970, ils ont multiplié les invasions de terrains illégales, caractéristiques de la fondation des *barrios*. Les régularisations étant aléatoires, longues et sou-

vent coûteuses, rares sont les quartiers où les résidents ont acquis la propriété des terrains ; souvent légalement propriétaires de leur logement, ils ne sont ainsi pas à l'abri d'une éventuelle expulsion. La propriété du sol dans les *barrios* de Caracas est aujourd'hui à 58 % publique, à 15 % privée, et à 24 % mixte⁴, les envahisseurs ayant cherché à s'installer de façon préférentielle sur des terrains publics, d'où le délogement est plus rare que sur des zones de propriété privée.

Une autre caractéristique du développement des *barrios* tient à leur localisation sur des terrains accidentés et difficiles d'accès, peu convoités par les promoteurs fonciers. Étant donné les contraintes topographiques de Caracas⁵, les *barrios* se sont développés sur les *cerros* des périphéries et dans les ravines étroites (les *quebradas*) qui rejoignent en dévalant les montagnes la rivière principale (río Guaire). Aux problèmes d'instabilité des terrains et de risques encourus par ces localisations, s'ajoutent les difficultés d'accès et de desserte : les ruelles sont très étroites, les passages étriqués, et les escaliers indispensables. Parfois, les habitants ont à monter l'équivalent de quarante étages pour rejoindre leur logement depuis la voie d'accès. Plus de la moitié des *barrios* sont situés sur des pentes supérieures à 40 %, et seuls 5 % des dits *barrios* sont accessibles directement par des routes carrossables, empruntées par le réseau de jeeps (seuls transports en commun capables de gravir les pentes abruptes des collines), créé dans les années 1960-1970, pour les relier aux axes principaux.

La forme dominante de la production du cadre bâti (Bolívar, 1987) y est l'autoconstruction progressive, les habitants étant exclus du système formel d'accès au logement. Les *ranchos* de *bahareque* initiaux (construits sur le modèle du rancho rural, généralement faits de bois et de torchis, de terre séchée mélangée à de la paille, et aux toits de tôle) ont cédé la place à des maisons de brique, surmontées de dalles de ciment qui permettent de construire en hauteur et de pallier le manque d'espace par la densification. La consolidation progressive passe par la mise en place par l'État des services et infrastructures de base (eau, électricité, réseaux d'écoulement et d'égouts), en réponse aux mobilisations des organisations de quartier formées à cet effet. Jusqu'au Plan d'urgence⁶, les habitants du *barrio* Unión de Petare (un des grands *barrios* à l'est de Caracas, fondé dans les années 1940), par exemple, avaient recours pour s'éclairer à de petits groupes électrogènes et devaient s'infliger jusqu'à une demi-heure de marche jusqu'au premier point d'eau, chargés de jerricans, avant qu'un camion citerne n'assure le ravitaillement régulièrement⁷. Malgré les progrès, tous les *barrios* sont loin aujourd'hui d'être complètement équipés, à l'instar du vieux *barrio* Unión, desservi par les équipes de ramassage des ordures depuis 1995 seulement. Quant à la dernière phase de consolidation, la dotation des quartiers en équipements publics financés par les municipalités (écoles, dispensaires), c'est aussi la plus lente – à la fin des années 1980, seulement 55 % des *barrios* étaient

dotés d'une école maternelle, 42 % d'une école primaire, et à peine 20 % d'un dispensaire ou autre service de santé (Bolívar, 1987).

De la marginalité physique à la stigmatisation...

Les *barrios* se distinguent donc de la ville formelle par leur origine et leur mode de croissance tout autant que par leur bâti, et l'observateur qui découvre Caracas ne peut manquer d'identifier les collines couvertes de maisons de briques, emboîtées les unes dans les autres, des *barrios* de la capitale, ni les confondre avec le reste de l'agglomération : la rupture visuelle et paysagère est forte avec les grandes tours de logement social qui hébergent les classes moyennes de la ville formelle, les gratte-ciel modernes des quartiers aisés et des zones de services de la vallée centrale, ou les quartiers résidentiels opulents où de vastes demeures pavillonnaires côtoient jardins et espaces verts. La marginalité physique des *barrios* fait référence à leur situation périphérique dans l'espace urbain, mais aussi aux terrains à risque, dangereux⁸, sur lesquels ils sont construits, pouvant être aussi au centre de la ville. La zone résidentielle la plus huppée de la capitale, le *Country Club*, jouxtant le *barrio* de Chapellín, est un exemple de l'enchevêtrement des quartiers dans le tissu urbain : il n'est besoin que de franchir la rue pour passer de l'opulence à la misère, même si les plus grandes zones de *barrios* s'étendent sur les collines périphériques, le long des vallées et des axes de communication, par lesquels les migrants ont atteint la capitale, et qui la relie au reste du pays⁹.

Cette marginalité physique s'accompagne d'un processus de stigmatisation. Le discours dominant, repris et véhiculé par les media, porte sur les *barrios* un jugement négatif et réducteur. Le plan le plus vendu de Caracas – distribué et réalisé par la société du métro (Metroguía 1995), utilisé pour se repérer et circuler dans l'agglomération –, laisse par exemple en blanc toutes les planches consacrées aux zones de *barrios*, remplaçant le tracé des rues soit par le nom du *barrio* correspondant, soit plus simplement par la mention « zone marginale » sans autre explication, en faisant ainsi des « non lieux », n'appartenant pas vraiment à Caracas. Il est vrai que la cartographie de ces zones est souvent difficile à réaliser, puisqu'elles sont construites illégalement et sans plan d'urbanisation, et que leur localisation sur des terrains accidentés en rend le tracé complexe ; le bureau national de cartographie (*Cartografía nacional*), qui a en charge la représentation de l'État tout entier, a produit à partir de photographies aériennes des cartes des *barrios*, mais bien souvent incomplètes, et non remises à jour depuis la fin des années 1970. Tout se passe en réalité comme si l'usager de Caracas n'avait pas besoin des *barrios* pour se déplacer, comme si ces zones n'existaient pas vraiment pour lui, voire même lui étaient interdites par la ville formelle.

Cette première forme de stigmatisation est corroborée par les discours. Les *barrios* sont très présents dans la presse, dans les conversations de la ville formelle, mais essentiellement à travers la même image : il ne s'agit que d'anecdotes, de conseils de prudence, à propos des crimes et délits qui y sont perpétrés, et dont le palmarès est systématiquement recensé tous les lundis dans la dernière section des deux grands quotidiens nationaux, *El Universal* et *El Nacional*. Les *barrios* sont perçus, par une population qui bien souvent n'en a jamais franchi le seuil, comme des « zones rouges », de grande insécurité, de violence et de criminalité, des espaces hors la loi. Caracas est donc un ensemble urbain fortement ségrégué, dans lequel les *barrios* sont méconnus du reste de la ville ; et, de cette « invisibilité [...] des *barrios*, seule la violence est dévolée » (Pedrazzini, 1995 : 156).

...Malgré des formes d'intégration *barrios*/ville

Cette séparation visuelle et discursive des *barrios* et de la ville formelle ne signifie pas pour autant que ces deux univers aient des vies parallèles et séparées. Au contraire, les *barrios* sont fortement intégrés au fonctionnement de l'agglomération caraquénienne, et la séparation spatiale n'empêche pas une certaine mixité économique et sociale des populations. Il est d'ailleurs patent que les habitants de la ville formelle, s'ils ne fréquentent pas les territoires des *barrios*, en fréquentent quotidiennement la population. Les classes moyennes caraquénienes ont souvent un ou plusieurs membres de leur famille qui vit dans un *barrio*, et ce sont les territoires, plus que leurs habitants, qui leur sont inconnus.

La majorité des habitants des quartiers populaires travaille dans la ville formelle, en témoignent les files d'attente interminables, le soir, au pied des collines, points de départ des jeeps qui relient les *barrios* au reste de l'agglomération, attestant d'importants mouvements pendulaires. Dans le *barrio* Unión, 60 % de la population active travaille dans la ville formelle, qui reste la grande pourvoyeuse d'emplois, tant formels (pour les deux tiers d'entre eux) qu'informels. Si le taux de chômage déclaré (est au chômage toute personne qui déclare chercher du travail) est relativement faible (8,5 %) ¹⁰, c'est qu'un pourcentage relativement important des actifs travaille dans le secteur informel (entre 30 % et 40 % de la population considérée, selon les critères choisis pour définir ce secteur¹¹).

Mais Caracas, pour les habitants des *barrios*, ne se réduit pas à l'univers professionnel. Les lieux de commerce – marchés, supermarchés – et autres lieux d'achat se trouvent dans la ville formelle, si l'on excepte les commerces de proximité que l'on trouve dans les quartiers populaires (*abasto*, *bodega*). Si presque tous ont recours à ces derniers pour les menus achats quotidiens (pain, boissons, etc.), ils font leurs courses alimentaires dans la ville formelle, le plus

souvent dans les centres les plus proches de leur *barrio*. Si seule une minorité se rend dans les super et hypermarchés (30 %), la majorité fréquente le marché le plus proche, qui propose des coûts inférieurs à ceux pratiqués dans les grandes surfaces. Les femmes au foyer, qui représentent par exemple les deux tiers des adultes inactifs du *barrio* Unión, se rendent donc au moins une fois par semaine dans la ville formelle, pour pourvoir aux besoins alimentaires du foyer.

Au-delà de ce double rôle fonctionnel régulier, la ville est aussi le lieu de réalisation des démarches administratives ; c'est encore là que l'on soigne les problèmes de santé, même si certains *barrios* sont pourvus de dispensaires¹². Si les enfants peuvent souvent être scolarisés dans une école du quartier, les lycées y sont rares, et les adolescents se rendent alors quotidiennement dans la ville « légale » pour suivre leurs études.

Enfin, la ville est généralement indispensable aux loisirs. Si un tiers des familles interrogées lors de nos enquêtes disent sortir pour se divertir très rarement, un tiers sort parfois (moins d'une fois par mois), un tiers sort fréquemment (entre une fois par semaine et une fois par mois). Les lieux fréquentés sont avant tout le centre de Caracas, les avenues commerciales du centre, mais aussi les bars et discothèques dont les adolescents et les jeunes sont férus. Pour une minorité de familles, les parcs et centres d'attraction pour enfants sont des espaces de promenade de fin de semaine.

Ainsi travail, commerce, urgences diverses (administratives, médicales, etc.), distraction, famille, les principaux motifs de déplacement des habitants des *barrios* témoignent d'une intégration forte à la ville formelle, où ils se rendent tous régulièrement, bien qu'à des rythmes divers.

Qu'en est-il en retour de la présence de cette ville « légale » dans les *barrios* ? L'État est un acteur, sans doute insuffisamment présent et engagé, ou de façon trop ponctuelle et épisodique (en fonction notamment des rythmes des campagnes électorales, qui par le jeu des clientèles amènent force promesses et financements). Il est néanmoins un acteur incontournable dans les *barrios*, comme en attestent les politiques mises en place depuis cinquante ans dans ces territoires (Echeverría Lobos, 1993 ; Gallo Kovacs, 1988). La gestion urbaine des quartiers populaires n'est d'ailleurs pas séparée de la gestion globale de l'agglomération. On trouve des zones de *barrios* dans les cinq municipalités de l'aire métropolitaine de Caracas, et leur administration appartient à des départements chargés sans distinction à la fois de la ville formelle et de la ville informelle. La gestion des *barrios* est donc à la fois éclatée en plusieurs centres (les mairies de Libertador, Chacao, Baruta, Sucre et El Hatillo), et intégrée à l'administration globale de chacune des municipalités.

Si les quartiers populaires sont en partie le réservoir de main-d'œuvre de l'agglomération, la consolidation progressive des quartiers y a permis l'installation de services publics dont les employés vivent souvent dans la ville for-

melle, et viennent chaque jour travailler dans les *barrios*; cela concerne les écoles, les centres de santé, d'assistance sociale, de police, etc. La fonction originelle des zones populaires face à la ville (celle des « cités-dortoirs ») évolue avec le peuplement et la consolidation des quartiers, et des emplois s'y sont développés. Ce sont bien plus rarement des lieux de distraction pour les habitants de la ville; mais nombre de familles des *barrios* reçoivent, en fin de semaine, la visite de parents ou d'amis venus du reste de l'agglomération. Certaines activités illicites ont enfin pour terrain d'exercice privilégié les zones populaires, espaces souvent peu contrôlés (voire scrupuleusement évités, par peur du danger) par les forces de police. La hausse du trafic et de la consommation de drogue, par exemple, fait venir dans les *barrios* des citadins de la ville formelle; les habitants du *barrio* Unión voient parfois venir des voitures de luxe issues des beaux quartiers de Caracas, avec des vitres teintées, s'approvisionner auprès des dealers locaux.

Il existe ainsi des échanges importants entre les *barrios* et la ville; même s'il est manifeste que les échanges sont plus nombreux dans un sens que dans l'autre, ils se sont développés avec la consolidation des quartiers populaires et la croissance en leur sein de certaines activités spécifiques, licites ou illicites. Il existe bien une intégration fonctionnelle des *barrios* au reste de l'agglomération, qui n'exclut pas une séparation physique et visuelle, une ségrégation résidentielle qui témoigne de réalités sociales différentes. Si le processus d'intégration s'est réalisé à mesure que les quartiers populaires se consolidaient, la crise économique et sociale qui a affecté le Venezuela, comme le reste des pays latino-américains, dans les années 1980, a cependant provoqué certains changements dans ces pratiques spatiales, et dans les modalités des interférences entre *barrios* et ville formelle.

LA CRISE, OU LA FRAGMENTATION ACCRUE DES TERRITOIRES URBAINS

La *década perdida* latino-américaine a mis à mal le fonctionnement économique du Venezuela « séoudite » des années de croissance et de bonanza permises par le boom pétrolier (des années 1950 à la fin des années 1970), comme en témoigna alors le geste symbolique de la fin de l'alignement du bolivar sur le dollar en 1983 (un dollar valait alors 4,30 bolivars, contre près de 650 aujourd'hui); la crise économique et les plans de redressement successifs des gouvernements ont très durement affecté la société. La chute des revenus de l'État, liée à l'affaiblissement de la rente pétrolière et au poids de la dette extérieure, s'est accompagnée d'une diminution des programmes d'aide sociale, par suite des coupes effectuées dans un budget soumis aux impératifs des organismes

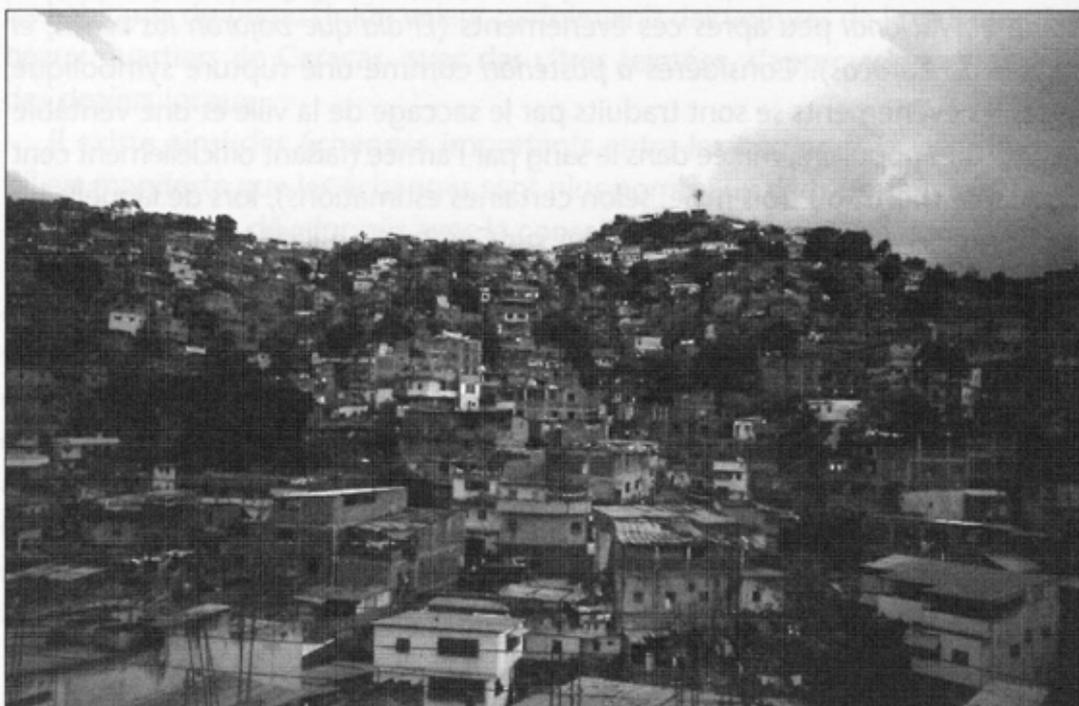
internationaux dans le cadre des deux plans d'ajustement mis en place, le premier en février 1989, le second en avril 1996 (l'agenda Venezuela). La crise s'est ainsi traduite par un accroissement brusque du chômage; par une chute des revenus et des salaires réels (43 % entre 1981 et 1988), alors que les prix augmentaient à mesure que le bolivar se dévaluait; par un affaiblissement des politiques d'assistance, provoquant une dégradation des conditions de vie de la population, une précarisation accrue de l'emploi et un approfondissement de la pauvreté (Cariola *et al.*, 1992).

Le mécontentement social s'est exprimé au lendemain de la mise en place du premier plan d'ajustement de 1989, le 27 février ou le « jour où les cerros sont descendus », pour reprendre l'expression d'un ouvrage publié par le quotidien *El Nacional* peu après ces événements (*El día que bajaron los cerros, el saqueo de Caracas*). Considérés *a posteriori* comme une rupture symbolique forte, les événements se sont traduits par le saccage de la ville et une véritable insurrection populaire, matée dans le sang par l'armée (faisant officiellement cent cinquante morts, ou trois mille, selon certaines estimations), lors de laquelle les habitants des *barrios* sont « descendus sur Caracas », pillant les commerces et provoquant des dégâts matériels considérables. Ce soulèvement, aussi massif et traumatisant qu'il ait été pour l'ensemble de la société caraquénienne, n'a cependant pas empêché la poursuite du plan de restructuration économique; il n'a pas non plus été suivi par d'autres mouvements populaires de révoltes. Il exprime, pour reprendre le titre d'un ouvrage collectif, la « fin de l'illusion » (Cariola *et al.*, 1992) des années de prospérité. Si la situation économique est difficile pour l'ensemble du pays, et si l'on assiste aujourd'hui à une érosion des classes moyennes vénézuéliennes, c'est dans les *barrios*, les quartiers les plus peuplés de la métropole, que les effets de la crise sont les plus douloureux.

Les formes de repli dans les *barrios*

La crise a accru les mécanismes de précarisation de l'emploi, provoquant le développement de nouvelles activités informelles dans la ville et dans les *barrios*, et des déplacements de population internes à l'agglomération, alors que certains mouvements des *barrios* vers la ville se sont restreints. Face à l'accroissement du chômage, et pour pallier la contraction du marché de l'emploi, les habitants ont mis en place des stratégies de survie. C'est d'abord l'emploi informel, dans la ville mais aussi au sein même des *barrios*, qui s'est développé. Certaines études (Darwich, dans Cariola *et al.*, 1992 : 63-80) ont observé qu'entre 27 et 39 % des employés du secteur informel des *barrios* travaillent au sein même des quartiers populaires. Le commerce au détail, depuis la préparation de boissons ou de repas vendus à bas prix au domicile même des habitants, jusqu'au petit supermarché, en passant par les lieux de vente d'alcool, des

billets de loterie, ou encore les pharmacies populaires, représente la majorité de ces emplois. Mais existe aussi le travail à domicile, notamment dans le domaine de la confection (ateliers textiles), de la garde d'enfants, ou encore le secteur des transports : les jeeps qui sillonnent les *cerros* des *barrios* de Caracas sont très souvent conduites par leurs habitants. Dans le *barrio* Unión (photographie n°1), 28 % des actifs interrogés travaillent au sein même du quartier ; une partie d'entre eux travaillait déjà dans le *barrio* avant la crise, mais d'autres y ont développé une activité depuis lors. L'évolution des trajectoires professionnelles individuelles ou familiales est éloquent à cet égard, comme en témoignent certains récits d'habitants du quartier.



PHOTOGRAPHIE N° 1 : LE *BARRIO* UNION DE PETARE, À CARACAS (EST DE L'AGGLOMÉRATION). DANS CE *BARRIO* FONDÉ AU COURS DES ANNÉES 1940, LA DENSIFICATION EST FORTE, LES MAISONS SE CONSOLIDENT ET SE « VERTICALISENT ».

Le parcours de Domingo, 53 ans, est emblématique : il n'a pas terminé l'école primaire, mais a été durant de longues années employé dans une fabrique de pneumatiques à Chacao, dans la partie centrale de Caracas ; en 1978, il a acheté une camionnette et s'est mis à son compte ; dans le courant des années 1980, il a dû, pour faire face aux besoins de sa famille, vendre son véhicule, et a trouvé un emploi de vendeur dans une fabrique de cure-dents de la ville, dont il a été licencié en 1993. Depuis, il travaille avec son gendre qui a son propre véhicule collectif, dans une ligne de transport qui traverse son *barrio* ; tous deux conduisent la camionnette dont ils se répartissent les gains journaliers.

Quant à Plácida, 61 ans, elle a dû quitter son emploi dans une usine de la ville depuis quatre ans; son mari, âgé de 73 ans, a abandonné son travail de maçon indépendant, et bien qu'ils vivent avec deux de leurs enfants (âgés de 35 et 39 ans) actifs (l'un est domestique dans une famille aisée, l'autre employé d'un service public), Plácida a décidé d'ouvrir chez elle une petite boutique de sodas et d'*empanadas* – petites galettes de maïs fourrées – pour compléter les revenus du foyer, et ce même si la location d'une partie de leur maison (divisée en quatre appartements, dont trois sont loués, deux à d'autres de leurs enfants, le troisième à des tiers) leur assure un minimum de revenus mensuels.

Ces exemples montrent que l'impact de la crise est important pour tous les habitants des *barrios* (quels que soient leur âge et leur qualification), et que les formes de survie sont à chercher tant du côté du développement de l'emploi informel (ouvrir un petit commerce, par exemple), de l'essor de la pluriactivité, des formes d'entraide familiale (le travail de Domingo avec son gendre), que dans d'autres formes de « bricolage » (la location d'une partie du logement, dans la famille de Plácida). L'accroissement de la pluriactivité ainsi que la multiplication du nombre d'actifs familiaux, le développement du travail féminin ou l'allongement des journées de travail, constituent les principales formes d'adaptation à la conjoncture économique; ainsi, le taux d'activité des *barrios* est supérieur de 13 % à la moyenne nationale urbaine (il est passé de 61 % en 1987 à 65 % en 1992), bien que plus de la moitié des emplois soient qualifiés de précaires. L'essor du taux d'activité des femmes dans ces quartiers, passé de 41 à 45 % entre 1987 et 1992, ne va pas sans poser des problèmes dans les foyers : les enfants sont plus souvent livrés à eux-mêmes, et exposés aux risques de délinquance de la rue; le temps dévolu au foyer et aux tâches domestiques diminue quand la femme travaille, ce qui provoque souvent des problèmes de gestion quotidienne et des conflits familiaux. Par ailleurs, le taux d'activité des jeunes de 15-24 ans est de 54 % dans les *barrios*, alors qu'il n'atteint que 47 % dans l'ensemble de l'aire métropolitaine de Caracas.

La crise provoque également une démobilisation sur le plan communautaire : comment, en effet, trouver le temps de lutter pour l'amélioration du quartier, quand les journées entières sont nécessaires pour satisfaire les besoins vitaux du foyer? Dans les quartiers d'habitat informel de Caracas, les populations ont tendance à se regrouper pour tenter de pallier ensemble les insuffisances de l'action de l'État et améliorer progressivement leurs équipements et les services. Les organisations de quartier ont des formes variées, bien que la plus courante soit l'*asociación de vecinos*¹³, qui est en quelque sorte l'intermédiaire officiel entre les autorités et les habitants. Légalement définies en 1979 dans la LORM (Loi organique du régime municipal), les associations ont été encouragées par l'État, mais souffrent aujourd'hui d'une perte de crédibilité importante due à leurs liens trop étroits avec les réseaux des partis politiques clientélistes qui ont

dominé le pays depuis l'avènement de la démocratie en 1958. D'autres formes de regroupement se sont développées au niveau communautaire, de façon plus ou moins informelle, comme par exemple les *cayapas*, mobilisations pour la construction, la réparation et l'entretien des services du quartier, la préparation des festivités locales (fêtes du calendrier chrétien notamment), ou encore les associations culturelles et sportives, créées à l'initiative d'un groupe d'habitants motivés.

Or le repli des familles sur elles-mêmes, depuis la crise économique des années 1980, s'effectue au détriment des formes de mobilisation communautaire qui caractérisaient les *barrios* : le temps disponible pour s'investir dans une action collective diminue parallèlement à l'essor des stratégies de survie, qui s'organisent au sein d'un univers relationnel restreint ; ce sont les solidarités familiales et amicales qui se renforcent au détriment des réseaux de voisinage et des formes de l'action collective à l'échelle des quartiers. Par ailleurs, le développement de la violence et de l'insécurité a aussi un aspect démobilisateur : les réunions communautaires ont la plupart du temps lieu le soir, après la journée de travail, et beaucoup n'osent sortir de chez eux une fois la nuit venue de peur d'être victimes d'une agression.

À ces problèmes pratiques et conjoncturels s'ajoute une déception profonde, responsable du déclin général des formes de mobilisation collective, née du sentiment d'immobilisme général et du dégoût pour les représentants de la vie publique. L'insurrection populaire de février 1989 peut être considérée comme un dernier soubresaut de révolte qui, n'ayant pas provoqué d'amélioration durable des niveaux de vie, a accru la passivité. La faiblesse des actions et des moyens financiers gouvernementaux destinés à redistribuer les ressources dans les *barrios* n'encourage pas les revendications des associations ; le régime démocratique et les deux partis d'alternance au pouvoir pendant plus de quarante ans ont perdu de leur crédibilité, face aux scandales de corruption permanents¹⁴ et à leur incapacité à sortir de la crise. Enfin, la politique de l'État rentier vénézuélien des années de croissance, fonctionnant sur un système clientéliste, n'a pas encouragé les actions communautaires, puisque la couleur du parti déterminait les aides et subventions, la validité des revendications important souvent moins que la couleur du parti les représentant. Le clientélisme a ainsi pu générer le développement de pratiques passéistes, ce qui rend difficile la tâche des mobilisateurs. Un des dirigeants locaux, lors d'une assemblée de l'*asociación de vecinos* d'un *barrio* d'El Valle¹⁵, haranguait les habitants en ces termes : « les gens viennent aux réunions en pensant : que vont-ils m'offrir dans cette réunion ? S'ils se rendent compte qu'il faut lutter pour réussir les choses, ils viennent deux ou trois fois, puis ne viennent plus. Mais il faut se rendre compte que l'État tout-puissant, généreux, qui vous donne tout, qui résout tous les problèmes, est mort un certain 27 février. Maintenant c'est à nous

de résoudre nos problèmes. » Ainsi la crise, symbolisée par le soulèvement de février 1989, a rompu l'équilibre préexistant, dans lequel la redistribution des revenus du pétrole, même irrégulière, permettait une certaine prospérité; ce changement n'a pourtant pas été suivi de nouvelles mobilisations.

Cette faillite de l'alternance politique bipartite traditionnelle a accéléré la montée en puissance de nouveaux héros vénézuéliens, depuis Irene Saez, ex-Miss Univers devenue maire d'une des municipalités de Caracas (Chacao) puis gouverneur de l'État de Nueva Esparta, longtemps candidate favorite lors de la dernière élection présidentielle, jusqu'à Hugo Chávez. Cet ancien lieutenant colonel putschiste, artisan d'un coup d'État manqué en février 1992, triomphalement élu président de la République en décembre 1998 (avec près de 60% des suffrages exprimés), jouit depuis lors d'une popularité croissante, malgré un processus de réforme des institutions marqué par une dérive autoritaire (la nouvelle constitution a été entérinée le 15 décembre 1999) et de militarisation de la société. Cette évolution politique majeure au Venezuela, qui met fin au pouvoir dominant des deux grands acteurs traditionnels, modifiera-t-elle les relations entre les habitants des *barrios* et l'État ?

Le repli constaté des habitants des *barrios* sur leurs espaces de résidence est enfin accentué par une baisse notable de la fréquentation des lieux de distraction de la ville formelle depuis la crise; le coût du transport et des sorties étant élevé, les habitants des *barrios* ont tendance à rester plus souvent dans leur quartier, et la croissance de l'insécurité vient conforter cette évolution. Sortir dans un bar ou une discothèque du centre de Caracas signifie tout d'abord payer les transports en commun (la jeep, puis le bus ou le métro, parfois les deux) puis déboursier pour se divertir. Or la hausse des tarifs des transports en commun a été très forte depuis une dizaine d'années, et leur prix grève lourdement les maigres budgets familiaux des gens des *barrios*, alors qu'ils en sont les utilisateurs les plus fréquents. Ce fut même le déclencheur des événements de février 1989, les émeutes ayant commencé dans les dépôts de bus de la banlieue de Caracas, lorsque les passagers, apprenant la hausse du prix du billet, brûlèrent les véhicules collectifs. Sortir le soir implique aussi de rentrer tard chez soi : or rares sont les taxis qui acceptent de se rendre dans un *barrio* la nuit, le prix exigé par les rares courageux devenant par là-même prohibitif. Il faut donc attendre le premier bus du matin, rentrer à pied, ou dormir à l'hôtel. Cette dernière solution entraîne un coût supplémentaire important et est généralement proscrite. La seconde, parfois envisagée par le passé, est aujourd'hui écartée pour des raisons d'insécurité. Reste la première, mais comment ensuite assumer le travail du lendemain ?

Les sorties sont donc plus rares et moins spontanées. Les habitants des *barrios* préfèrent désormais se retrouver chez un ami du quartier, où est improvisée une fête autour d'une chaîne hi-fi et de quelques bières, quand le voisin ou le

neveu n'organise pas une soirée avec les gens de la communauté pour fêter son anniversaire. C'est ce qu'indiquent les témoignages, comme celui de Rosalva, Colombienne de 49 ans, qui vit dans le *barrio* Unión : « maintenant nous sortons peu ; nous buvons ici une bière en famille, surtout à la maison ; on danse la salsa, le vallenato¹⁶ à la maison ; avant, nous allions au centre, mais plus maintenant, à cause du danger, et parce que c'est cher. »

Les déplacements à but récréatif vers la ville formelle se sont ainsi espacés, et les habitants sont vigilants quant à leurs dépenses et mouvements, hésitant même à se déplacer uniquement à cause du coût du transport ; il y a donc eu un recentrage sur les quartiers populaires. D'un autre côté, un mouvement d'une tout autre nature, de la ville formelle vers les *barrios*, semble apparaître, lié lui aussi à la conjoncture de crise qui a affecté massivement les populations urbaines, et lié plus spécialement à l'érosion du pouvoir d'achat des classes moyennes caraquéniennes, face à la hausse du coût de la vie et à la précarisation de nombreux emplois. Une partie de la population des classes moyennes s'est vue plus ou moins contrainte à aller vivre dans les *barrios*. La crise a en effet contribué au renforcement de la ségrégation socio-spatiale urbaine : les prix des terrains et des loyers ont augmenté dans la ville formelle, excluant une partie de la population qui avait pu s'y maintenir jusqu'alors, et la repoussant dans l'habitat informel. On trouve ainsi dans les quartiers populaires plus de diplômés professionnels, techniciens, enseignants, assistants sociaux, fonctionnaires des services publics qu'auparavant, issus de la ville formelle, et qui pour des raisons économiques se sont vus contraints à en partir. C'est le cas d'Esther, 30 ans, qui vit avec sa fille dans un *barrio* d'El Valle ; assistante sociale et diplômée de l'université, elle a vécu pendant des années dans le vieux quartier central de La Pastora, où elle louait un appartement dans une maison autour d'un grand patio central, sur le modèle de nombreuses demeures coloniales, avec des amis. À la naissance de sa fille, face au manque d'espace, à l'augmentation des dépenses et aux difficultés rencontrées pour payer une location plus chère, elle a décidé de venir s'installer dans le *barrio* où vivaient ses beaux-parents ; après avoir squatté un terrain vague, elle y a fait construire une petite maison dans laquelle elle vit aujourd'hui.

On assiste donc à des évolutions dans les relations entre les *barrios* et la ville formelle, qui – si l'on excepte un certain déplacement d'une petite fraction des classes moyennes paupérisées vers les *barrios* – se traduisent par une réduction des mobilités, un repli des quartiers sur eux-mêmes, mais aussi, à l'intérieur des quartiers, par un repli sur des réseaux de solidarité et de relations restreintes, au détriment des liens collectifs plus forts d'autrefois. Ces fragmentations accrues de l'espace urbain, mises à jour par la crise, sont également renforcées par un autre phénomène qui a pris depuis une dizaine d'années une importance considérable : celui de la violence urbaine.

Une « culture d'urgence » ?

La crise, et la mise en place des plans d'ajustement structurel accompagnés d'un désengagement de l'État dans l'action sociale, ont contribué à accroître la violence dans la capitale – expression du désarroi de jeunes populations déshéritées en quête de nouvelles formes de légitimité – qui constitue un phénomène marquant parmi les changements des dernières décennies. Magali Sánchez et Yves Pedrazzini définissent la violence comme l'élément pivot de ce qu'ils qualifient « la culture d'urgence de la métropole ». Nombre de jeunes, en effet, sont exclus du système scolaire, car si l'enseignement est « gratuit » au Venezuela, l'accroissement de la désertion scolaire est souvent liée aux difficultés financières des foyers. Il faut en effet avoir un uniforme pour aller à l'école, et présenter le jour de la rentrée la liste des fournitures exigées par les établissements, sous peine d'être exclu – exigences qui nécessitent un investissement financier que beaucoup de familles ne sont plus à même de réaliser. Souvent, c'est la scolarisation de l'un des enfants qui est privilégiée. Les *barrios* sont souvent les zones les moins bien dotées en équipements scolaires, alors que la structure par âges y montre le poids considérable des jeunes ; quand bien même certains trouvent une place dans une école éloignée de leur domicile, il n'est pas sûr que les parents aient les moyens de payer le transport quotidien pour s'y rendre. Ces multiples obstacles contribuent à l'éviction d'un nombre important d'entre eux du système scolaire. C'est ainsi que, dans le *barrio* Unión, une ONG catholique a financé un groupe d'écoles parallèles, réservées aux enfants non scolarisés de la zone, entièrement gratuites, où les uniformes ne sont pas obligatoires et les fournitures offertes ; cinq écoles ont ainsi été ouvertes au cours des dix dernières années, qui scolarisent quelque deux cents enfants de niveau primaire, quel que soit leur âge (6 à 16 ans). Ces initiatives sont cependant isolées, et pour un nombre grandissant d'enfants, la rue est le seul lieu où passer la journée, étant donné l'exiguïté des logements et l'absence d'autre lieu de socialisation, du type maison de la culture, local associatif, terrain de sport, etc. Il est d'ailleurs significatif, qu'alors que le sport le plus populaire au Venezuela est le base-ball, le basket soit le sport le plus pratiqué dans les quartiers populaires. Si la passion des jeunes pour ce jeu semble ancienne, certains facteurs ont accentué sa popularité : facteurs conjoncturels, comme l'influence actuelle de la mode américaine des Michael Jordan et autres héros du basket « *made in USA* » (qui s'observe jusque dans les vêtements de sport et chaussures de marque, tenue indispensable de tout *malandro* ou chef de bande qui se respecte), mais surtout facteurs pratiques, car l'exercice du basket nécessite peu d'investissement, d'équipement, d'espace. À n'importe quel coin de rue, dans n'importe quel *barrio*, il est facile et bon marché d'installer un panier de basket-ball, et ce d'autant

que le processus de densification des *barrios* a grignoté peu à peu les espaces intersticiels qui subsistaient entre les maisons, et qui pouvaient être utilisés par les jeunes comme terrains de jeux. L'absence de politique publique dans le domaine de la dotation de locaux culturels ou récréatifs dans les *barrios* est aussi responsable de ce manque important. Les coins de rues, les escaliers, les ruelles des *barrios* sont donc les lieux de loisirs des enfants.

Enfin, le développement accru du secteur informel, du travail féminin et de la pluriactivité souligné plus haut contribue à la désagrégation du contrôle familial sur des enfants de plus en plus souvent livrés à eux-mêmes. On assiste ainsi à la multiplication des bandes, composées d'adolescents de plus en plus jeunes : alors que l'âge moyen des membres des bandes aux États-Unis serait de 19 ans, il serait de 17 à Caracas, et il n'est pas rare d'y voir des enfants de 12-15 ans (Pedrazzini, 1995). On y trouve des *malandros*¹⁷ et des enfants des rues. Le *malandro* est respecté et souvent aimé dans son *barrio*; il y protège la population contre les agressions extérieures, que lui-même commet toujours hors de son territoire. Les bandes, elles aussi, assurent la sécurité, en se battant contre celles des *barrios* voisins, à moins qu'une bande rivale au sein même de la zone ne rende féroce la lutte pour le contrôle de l'espace. Connaissant tout le monde et connus de tous, les acteurs de la violence agissent ainsi comme défenseurs du *barrio*, et jouent, à certains égards, le rôle protecteur des « douanes » urbaines et des vigiles des zones résidentielles aisées : ne rentre pas dans le *barrio* qui veut. Mais le développement des bandes a, dans une certaine mesure, contribué au cloisonnement des quartiers : à mesure que la violence rendait plus dangereuses les voies de circulation internes, la population s'est repliée au sein des foyers d'habitation.

La violence s'exerce de plus en plus avec des armes. Le trafic en constante augmentation, est souvent lié à celui de la drogue (le Venezuela est un lieu de transit important de la drogue issue de Colombie et à destination du « Nord »), dont les *barrios* sont l'une des plaques tournantes. Si l'insécurité de la métropole semble aujourd'hui en régression par rapport au début des années 1990 (la presse comptabilisait souvent plus d'une centaine de morts violentes par week-end – les pics d'insécurité ayant lieu du vendredi soir au dimanche –, elle ne faisait plus état en 1999 que d'une trentaine de morts), elle reste souvent, de l'avis des habitants des *barrios*, le problème numéro un. La peur de la balle perdue, si l'on se trouve par hasard pris entre les feux d'un règlement de compte entre deux bandes rivales, fait hésiter avant de rendre visite aux amis du quartier; la peur du vol, et du cambriolage, pousse les habitants à ne pas laisser leur maison sans surveillance, et vient renforcer la tendance au repli sur l'espace de la maison. La violence, produit d'un mode de socialisation des jeunes des quartiers populaires, s'est aussi renforcée avec l'impunité qui règne souvent dans les

zones marginales; elle a contribué au cloisonnement des *barrios*, et au repli de leurs habitants sur l'espace privé, la rue devenant l'espace de tous les dangers.

CONCLUSION

Compte-tenu du glissement progressif de la *ciudad* à la *ciudad-barrio* et de la place croissante tenue dans la métropole par les *barrios* et leurs populations, certains évoquent aujourd'hui le passage du *barrio-pueblo* au *barrio-ciudad* (Ontiveros, 1995), pour signifier leur évolution interne. Issus de l'afflux en ville des ruraux lors de leur apparition, les premiers *barrios* y introduisirent un certain nombre de pratiques et de modes de vie de type rural; les *ranchos de bahareque* étaient construits sur le modèle de ceux des campagnes, entourés d'arbres fruitiers, de bananiers, caféiers, qui permettaient aux familles de subvenir au moins partiellement à leurs besoins alimentaires; les réseaux relationnels ruraux se reproduisaient en ville, où l'on vivait comme au village. Les processus d'extension, de croissance, et de densification importante qui affectent les *barrios* caraquéniens aujourd'hui ont provoqué leur « urbanisation ». On n'aperçoit plus guère dans la métropole de potagers autour des maisons, la plupart ayant été remplacés par des constructions gagnant en hauteur faute d'espace disponible. Leur population s'est accrue, les habitants jouissent de services urbains, bien que souvent aléatoires et incomplets, et des activités, formelles ou informelles, s'y sont développées.

Mais alors même que l'intégration à la métropole, à travers les relations continues qui lient la ville légale aux zones d'habitat spontané s'affirme, il semble que paradoxalement, la fracture entre la ville et ses marges s'accroît, dans un double processus de rejet des quartiers populaires par la ville formelle et le repli de ces quartiers sur eux-mêmes. L'essor en leur sein d'activités nouvelles ainsi que l'apparition de nouvelles difficultés ont favorisé ce mouvement. Les *barrios* de Caracas sont loin de former un ensemble unifié, et la crise contribue à leur morcellement en territoires restreints – *barrios* ou secteurs de *barrios* – dans lesquels se focalisent les références identitaires des habitants. Avec le déclin des formes de mobilisation communautaire, ce repli met en évidence des solidarités limitées au voisinage et au réseau familial ou amical, alors que le développement des bandes et de la violence urbaine sépare les quartiers les uns des autres.

Le processus de métropolisation, d'intégration et d'interdépendance entre les espaces et les populations de la capitale, est ici contrebalancé par le renforcement des références et appartenances micro-locales : l'habitant du *barrio Unión* a pour référence première son quartier, qui correspond à l'espace vécu, quotidiennement pratiqué et expérimenté, ainsi que son pays – communauté

imaginée, signifiante en termes d'autorité –, mais ce n'est que secondairement qu'il invoque Caracas, identifié comme le centre de la ville formelle, n'incluant pas forcément les *barrios*. C'est dans ces frontières floues entre les territoires urbains, sans cesse franchies par ceux qui se partagent l'espace de la ville dans son acception la plus large, que gît le paradoxe de la métropole.

Notes

- 1 Si chaque pays latino-américain a sa propre terminologie – *colonias proletarias* mexicaines, *villas miserias* argentines, *favelas* brésiliennes, *poblaciones* chiliennes –, les Vénézuéliens parlent des *barrios* ou des *barrios de ranchos* pour désigner les quartiers populaires ou marginaux. En espagnol, le terme *barrio* signifie *quartier*, et les *ranchos* désignent les logements construits des zones populaires; au départ construits en terre, bois, torchis, tôle, les *ranchos* sont souvent devenus, en se consolidant, des maisons. Si l'emploi du terme *barrio de rancho* perdure, les habitants racontent comment progressivement, leur *rancho* est devenu *casa*.
- 2 Après le *Censo económico de barrios* de 1959, la Fundacomun, la Fondation pour le développement communal et la promotion municipale – organisme public, a réalisé plusieurs recensements des *barrios* : en 1979, en 1985 puis en 1993, en association cette fois avec l'OCEI (bureau central des statistiques et de l'informatique, ou l'équivalent de l'INSEE vénézuélien). *Tercer inventario nacional de barrios*.
- 3 Les très grandes variations dans les statistiques et les estimations selon les auteurs sont liées à la faible fiabilité des calculs de l'OCEI et de Fundacomun lors des recensements et des projections calculées à partir de taux de croissance fictifs. En effet, seule une partie des habitants est recensée, la population restante étant extrapolée à partir d'échantillons, et à l'aide de photographies aériennes.
- 4 C'est-à-dire publique, privée, ou inconnue. Ce fort pourcentage d'indétermination est lié aux insuffisances des cadastres locaux, et aux nombreux transferts de propriété (du public vers le privé et inversement) ayant eu lieu parfois après la fondation des *barrios*, dont le statut litigieux n'est bien souvent pas résolu.
- 5 Une vallée étroite d'orientation est/ouest, bloquée au nord par la montagne de l'Ávila, classée parc naturel, et entourée à l'ouest, au sud et à l'est de collines appelées *cerros*.
- 6 Décrété par le premier gouvernement démocratique en 1958-1959, qui a permis l'installation des réseaux d'eau, d'électricité, la construction des escaliers et la couverture des ruelles, avec des matériaux généralement fournis par l'État mais grâce à une main-d'œuvre composée des habitants des quartiers eux-mêmes.
- 7 Témoignages issus d'un travail d'enquête réalisé dans trois *barrios* de Caracas en 1996 et 1997.
- 8 F. Villanueva et J. Baldo considèrent que 4,67% des habitations des *barrios* doivent être démolies du fait de leur localisation sur des terrains dangereux, et que 8,4% des *ranchos*, situés sur des terrains à hauts risques géologiques, peuvent néanmoins être stabilisés sans être déplacés (*op. cit.*).
9. On peut distinguer six grandes zones de *barrios* : le long de l'autoroute qui descend vers la mer, le grand port de La Guaira et l'aéroport international, au nord et à l'ouest (Catia), le long de la vallée du rio Guaire, au sud Ouest de l'agglomération (Antimano, Caricuao, Macarao), de la vallée du río El Valle et de la route panaméricaine, au sud (El Valle, Coche), autour de la vallée de Baruta, au sud également (dans une moindre mesure), à l'est de l'agglomération (Petare et le municipale de Sucre), c'est-à-dire le long du cours inférieur du Guaire et de l'autoroute de l'Orient, où réside plus du quart de la population marginale de l'agglomération.
- 10 La Fundacomun, dans le dernier recensement des *barrios* réalisé avec l'OCEI en 1993, comptait en moyenne seulement 5,6% de chômeurs dans les *barrios*. Mais les études du CENDES comptent 9% de chômeurs dans l'agglomération à la fin des années 1980, et des taux de chômage dans les *barrios* de l'ordre de 18-19%, taux qui ne sont pas confirmés par notre étude. (Cariola *et al.*, 1992).
- 11 Le CENDES parle de 35 à 47% d'employés du secteur informel dans les *barrios* à la fin

des années 1980.

- 12 Ils sont uniquement ouverts pendant la journée, et les services qu'ils proposent sont élémentaires – il n'y a pas de lits, et peu de spécialités y sont représentées – on y trouve essentiellement des généralistes, des infirmières, des dentistes et des assistantes sociales.
- 13 Littéralement « association de voisins », mais la traduction française du terme ne rend pas compte de l'aspect civique et citoyen compris dans le terme espagnol de *vecino*.
- 14 Ils ont notamment conduit à la destitution du président de la République, Carlos Andrés Pérez, en 1993.
- 15 L'un de nos quartiers d'enquête, au sud de Caracas, le long de la voie panaméricaine dans le District Fédéral.
- 16 Musique traditionnelle de la côte caraïbe colombienne.
17. Terme consacré à Caracas pour désigner les délinquants, les meneurs de bande, et dont l'étymologie rappelle celle du français « malandrin ».

Bibliographie

- Abreu, E. et Verhasselt, Y., 1981, « Quelques aspects géographiques du développement de Caracas », *Les Cahiers d'outre-mer*, vol 4, n° 13, p. 180-188.
- Amodio, Emanuele et Ontiveros, Teresa, 1995, *Historias de identidad urbana, composición y recomposición de identidades en los territorios populares urbanos*. Caracas, Fondo Editorial Tropykos, Faces – UCV, 173 p.
- Bethencourt, Luisa, 1991, « Las mujeres, la crisis y el ajuste estructural », *Cuadernos del Cendes*, n° 17-18, p. 395-415.
- Bolivar, Teolinda, 1987, *La Production du cadre bâti dans les barrios de Caracas, un chantier permanent*. Paris, thèse de doctorat en urbanisme, Université de Paris Val de Marne, 663 p.
- Bolivar, Teolinda, 1993, *Problemas de la densificación de los barrios caraqueños y sus consecuencias finales*, Primer y segundo informe. Caracas, non publié.
- Bolivar, Teolinda et Baldo, Josefina (dir.), 1995a, *La cuestión de los barrios*. Caracas, Monte Ávila Editores, Fundación Polar, UCV, 489 p.
- Cariola, Cecilia et al., 1992, *Sobrevivir en la pobreza : el fin de una ilusión*. Caracas, Cendes, Nueva Sociedad, 233 p.
- Cariola, Cécilia et Lacabana, Miguel, 1994, « Calidad de empleo y calidad de vida. Reflexiones sobre precariedad laboral y pobreza », *Cuadernos del CENDES*, n° 27, p. 35-49.
- Echeverría Villalobos, A., 1993, *Dinámica urbana y segregación espacial : el caso de Maracaibo*. Toulouse, avance de investigación doctoral, IPEALT. « El día que bajaron los cerros », 1989, *El Nacional*, Editorial Ateneo de Caracas, 119 p.
- Gallo Kovacs, Hilda, 1988, *Les Politiques de logements d'intérêt social au Venezuela. Leurs incidences sur l'aménagement urbain à travers une étude de cas : la ville de San Antonio de los Altos*. Toulouse, thèse de doctorat de géographie, 2 tomes.
- La violencia en Venezuela*, 1993, Caracas, Monte Ávila Ed, UCAB, 299 p.
- Metroguía*, 1995, planos de Caracas ; X° edición, Guía metropolitana de Caracas.

- Pedrazzini, Yves et Sánchez, Magali, 1992, *Malandros, bandas y niños de la calle : cultura de urgencia en las metrópolis latinoamericanas*. Valencia-Caracas, Vadell Hermanos Editores, 247 p.
- Pedrazzini, Yves, 1995, *La Métropolisation du Venezuela et les barrios de Caracas*. Lausanne, École polytechnique fédérale de Lausanne, thèse de doctorat en sociologie, 428 p.
- Perna, Claudio, 1981, *Evolución de la geografía urbana de Caracas*. Caracas, Éditions de la facultad de humanidades y educación, UCV, 191 p.
- Ramos Rollon, Maria Luisa, 1995, *De las protestas a las propuestas, identidad, acción y relevancia política del movimiento vecinal en Venezuela*. Caracas, Nueva Sociedad, Instituto de Estudios de Iberoamérica y Portugal de la Universidad de Salamanca, 206 p.
- Villanueva, F. et Baldo, J., 1996, *Plan sectorial de incorporación a la estructura urbana de las zonas de barrios del Área Metropolitana de Caracas y de la región capital*, cité dans « Un habitat para los ciudadanos », *El Nacional*, 10 octobre 1996.
- Villasante, Tomás R., (dir.), 1988, *Las ciudades hablan : identidades y movimientos sociales en seis metrópolis latinoamericanas*. Caracas, Nueva Sociedad, 274 p.

RÉSUMÉ RESUMEN ABSTRACT

Les quartiers populaires de Caracas sont, depuis leur croissance amorcée dans les années 1920, le théâtre de deux mouvements : l'exclusion ou la marginalisation urbaine, et l'intégration au fonctionnement de l'agglomération. Cependant, la crise économique et sociale qui a affecté le Venezuela dans les années 1980 a provoqué des bouleversements importants : on assiste dans les *barrios* au développement de formes de repli des quartiers sur eux-mêmes, alors que la violence urbaine s'accroît, et que les liens entre ville formelle et espaces informels se recomposent.

Desde su crecimiento iniciado en los años 20 del siglo XX, los barrios populares de Caracas están marcados por dos procesos : la exclusión o marginalización urbana, y la integración en el funcionamiento de la capital. Sin embar-

go, la crisis económica y social que ha afectado a Venezuela en los años 1980 ha provocado trastornos importantes : se observa en los barrios un desarrollo de formas de repliegue de los barrios sobre sí, mientras que aumenta la violencia urbana, y que los vínculos entre ciudad formal e informal van reanudándose y transformándose.

Since the beginning of their growth in the twenties, the poor suburbs of Caracas have been undergoing two processes: exclusion or urban marginalization and integration in the city. However, the economical and social crisis which affected Venezuela in the eighties induced substantial changes: forms of withdrawal in the *barrios*, while violence grows and the bonds change between formal and informal city.

MEXICO 1950-2000 UN ITINÉRAIRE PHOTOGRAPHIQUE

SANTOS GARCÍACANO MUÑOZ*
ALAIN MUSSET**

À la fin des années 1940 et au début des années 1950, Santos Garcíacano Muñoz, horloger installé à Mexico, près de la place de Santo-Domingo, a assouvi sa passion de la photographie en multipliant les prises de vue d'une ville qui, à cette époque, était en pleine mutation sociale, économique et urbanistique, comme elle l'est encore aujourd'hui. Soigneusement conservés par sa famille, tous ces clichés forment désormais une collection exceptionnelle dont la consultation permet non seulement de faire revivre le Mexico d'il y a cinquante ans, mais aussi de percevoir les transformations et les permanences des paysages urbains de l'une des plus grandes agglomérations du monde.

Le cahier photographique présenté ici, dans le cadre d'un dossier portant sur les relations ambiguës qu'entretiennent espace public et espace privé dans la ville latino-américaine, ne prétend pas faire le tour de la question, ni répondre directement aux attentes des lecteurs. Pourtant, une comparaison systématique du même cliché, pris à cinquante ans d'intervalle, est riche en enseignements. En effet, les images recueillies par Santos Garcíacano Muñoz ne se limitent pas à dresser le catalogue des principaux monuments de la capitale : ils s'attachent aussi à saisir toutes les facettes de la vie quotidienne, à capter les frémissements de la rue. À travers l'évolution des pratiques de l'espace urbain, c'est la société mexicaine dans son ensemble qui se dessine. Si la forme de la ville s'adapte aux besoins de la population, elle lui impose aussi un nouveau cadre de vie et de nouvelles façons d'être et de se comporter.

* Horloger à Mexico (1896-1969)

** EHESS, Paris

Comme dans tous les centres urbains d'Amérique latine ou d'ailleurs, la marge fragile entre l'espace public et l'espace privé varie selon le milieu, le moment ou la mode. Entre 1950 et l'an 2000, les petits vendeurs de rue de Mexico ont parfois changé de quartier et ils ne vendent plus les mêmes produits, mais, malgré toutes les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre les méfaits supposés du commerce informel, ils continuent à s'approprier les trottoirs pour offrir leurs trésors aux clients de passage. À une autre échelle, si les pouvoirs publics jouent un rôle essentiel dans la recomposition des quartiers, en agissant sur les infrastructures, les réseaux de transport ou les programmes d'aménagement, ce sont les habitants qui impriment à la cité le rythme des transformations et font évoluer l'échelle des valeurs urbaines.

Il n'a pas toujours été facile de prendre aujourd'hui une photographie sous le même angle qu'il y a cinquante ans : le tracé des rues a parfois changé ; les autoroutes ont envahi les espaces périphériques, quand elles n'ont pas éventré des pâtés de maisons ; les immeubles, mais aussi les arbres, ont poussé, masquant des pans entiers de la ville ancienne. Les sept clichés présentés ici sont néanmoins représentatifs d'une partie des changements survenus au cours du dernier demi siècle : on passe du centre (le Zócalo), à la banlieue (quartier de San Simon Tolnahuac), maintenant située à l'intérieur du premier boulevard périphérique (le circuito interior) ; les anciens lieux de mémoire (la cathédrale, la statue de Carlos IV, le monument de la Révolution) se juxtaposent aux nouveaux (le monument à la Race, le caballito). Pourtant, la modernité en marche (rocales autoroutières, immeubles de verre et d'acier) n'efface pas complètement les formes urbaines traditionnelles. Si les paysages ruraux qui entouraient l'actuel hôpital de la Raza en 1950 font désormais partie de l'histoire, certaines maisons des alentours sont toujours debout, comme on peut le voir dans la rue Debussy ou sur l'avenue Felipe Villanueva.

Mexico n'appartient sans doute plus à " la région la plus transparente de l'air ", comme l'écrivait Carlos Fuentes à l'époque où Santos Garcíacano Muñoz promenait son appareil photographique dans les rues de la capitale. Cependant, la ville d'Ixca Cienfuegos, le héros de Fuentes, n'a pas disparu. Elle a seulement vieilli et rajeuni en même temps, ce qui est le propre de toutes les cités vivantes, toujours en mouvement, dont le destin n'est pas de finir en musée.

Photographies de 1950 : Santos Garcíacano Muñoz (collection particulière)
Photographies de 2000 : Alain Musset



LA CATHÉDRALE ET LE ZOCALO. EN 1950, LA PLAZA MAYOR DE MEXICO (ZOCALO) EST ENCORE RECOUVERTE DE JARDINS. LES PALMIERS CACHENT UNE PARTIE DE LA PERSPECTIVE.



QUELQUES ANNÉES PLUS TARD, LE BITUME ET LE BÉTON ONT REMPLACÉ LES PELOUSES, AFIN DE RENDRE À L'ANCIENNE PLACE D'ARMES SA MAJESTÉ. LE ZOCALO N'EST PLUS UN LIEU DE PROMENADE : C'EST UN ESPACE CIVIQUE ET POLITIQUE.



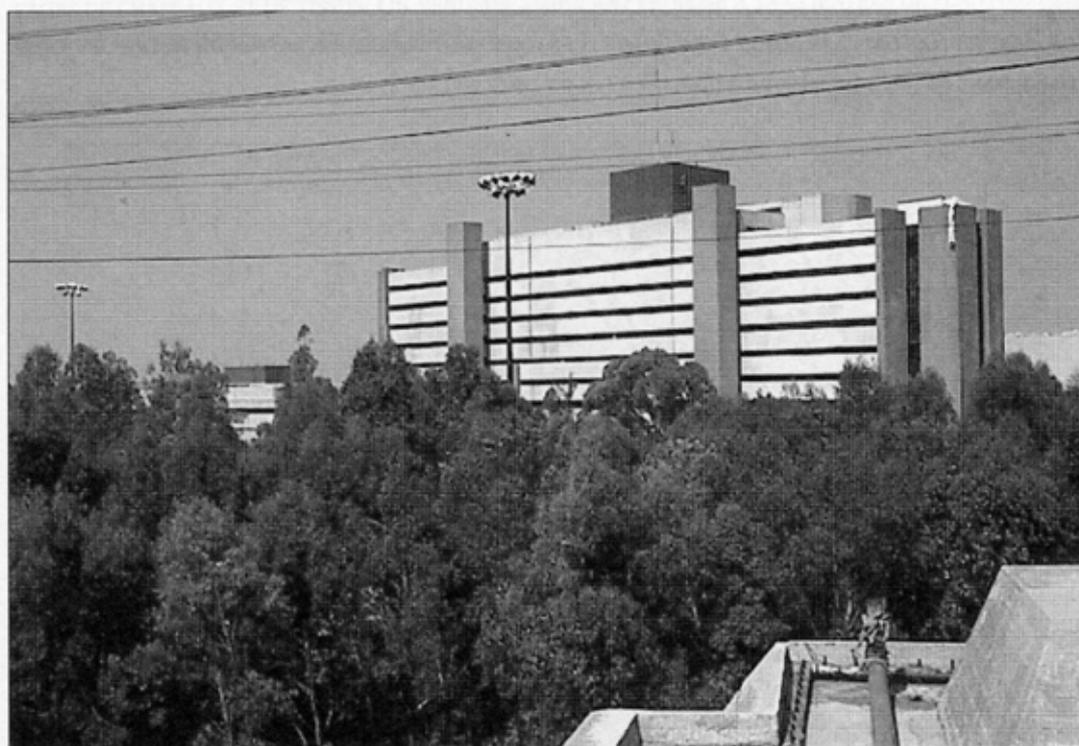
LE MONUMENT À LA RACE. ÉRIGÉ POUR RENDRE HOMMAGE AU PEUPLE AZTEQUE VAINCU PAR CORTÉS, L'ÉDIFICE SE DRESSE AU MILIEU DE LA CAMPAGNE. AU PREMIER PLAN, LE RIO DEL CONSULADO COULE ENCORE À L'AIR LIBRE.



AUJOURD'HUI, LE MONUMENT EST ENCELRÉ PAR LES AUTOROUTES URBAINES ET LE RIO DEL CONSULADO N'EST PLUS QU'UN EMBRANCHEMENT DU CIRCUIT INTÉRIEUR.



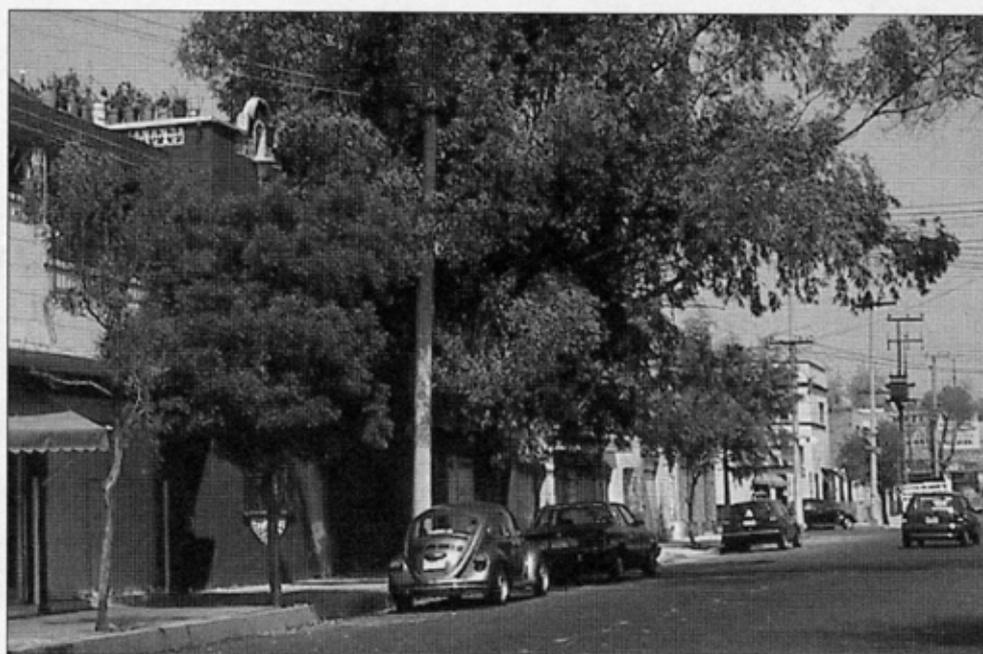
L'HOPITAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE. FACE AU MONUMENT À LA RACE, LES STRUCTURES DU GRAND HOPITAL, SYMBOLE DE LA POLITIQUE SOCIALE DU GOUVERNEMENT MEXICAIN, SORTENT DE TERRE. IL SERA INAUGURÉ EN 1952.



LA VÉGÉTATION A RECOUVERT UNE PARTIE DES TERRAINS MAIS, DU HAUT DE SES ONZE ÉTAGES, L'IMMENSE HOPITAL DOMINE DÉSORMAIS L'ENSEMBLE DU QUARTIER. IL ABRITE DES FRESQUES DE DIEGO RIVERA ET ALFARO SIQUEIROS.



RUE DEBUSSY (COLONIA SAN SIMON TOLNAHUAC). LES ANES SONT ENCORE UN MOYEN DE TRANSPORT TRÈS UTILISÉ DANS CETTE BANLIEUE DE MEXICO EN COURS DE CONSTRUCTION.



LA BOUE DES ORIGINES A FAIT PLACE À UNE CHAUSSÉE ASPHALTÉE. LES PAYSAGES URBAINS SE SONT CONSOLIDÉS ET LES ARBRES MASQUENT EN PARTIE LES FAÇADES PRÉSERVÉES PAR LE TEMPS.



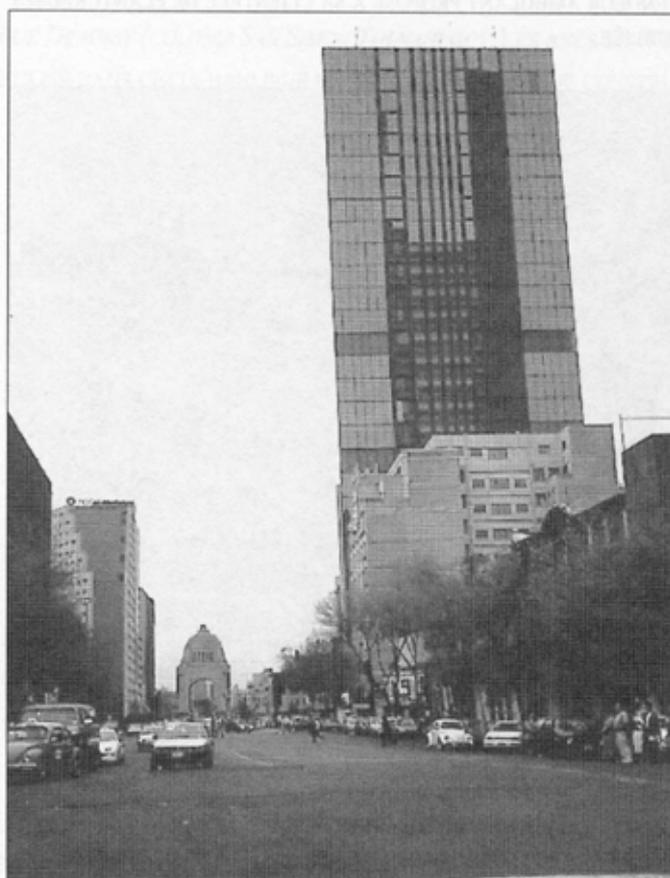
AVENUE FELIPE VILLANUEVA (COLONIA SAN SIMON TOLNAHUAC). L'ESPACE PUBLIC EST OCCUPÉ PAR DES ÉTALAGES DE CHAPEAUX ET DE TISSUS. UN VENDEUR AMBULANT PROPOSE À SA CLIENTELE DE PLANTUREUSES CHICHAS, GOURMANDISE AUJOURD'HUI OUBLIÉE.



AUJOURD'HUI, LA RUE EST VIDE. LE QUARTIER N'ATTIRE PAS LES PETITS VENDEURS À LA SAUVETTE, À LA RECHERCHE DE LIEUX PLUS ANIMÉS. LES VIEILLES MAISONS ONT PEU CHANGÉ, MAIS LES SIGNES DE MODERNITÉ SE MULTIPLIENT : CHAUSSÉE GOUDRONNÉE, TROTTOIRS, LAMPADAIRES, ANTENNES DE TÉLÉVISION...



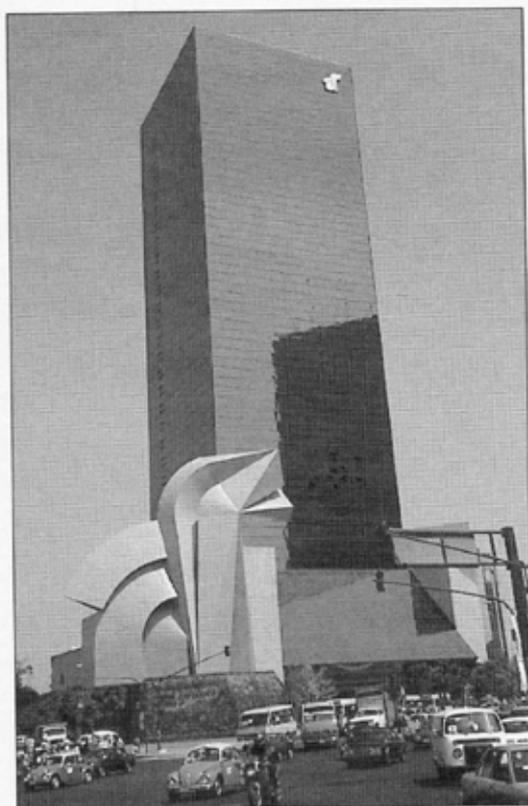
RUE DE LA RÉPUBLIQUE ET MONUMENT À LA RÉVOLUTION. AU DÉBUT DES ANNÉES 1950, LES BELLES AMÉRICAINES OCCUPENT LE DEVANT DE LA SCÈNE, DANS UN CENTRE-VILLE DONT LES ARTÈRES COMMENCENT À S'ENGORGER.



LES TOURS ET LES GRATTE-CIELS DOMINENT MAINTENANT LES IMMEUBLES QUI ONT RÉSISTÉ AU TREMBLEMENT DE TERRE DE 1985.



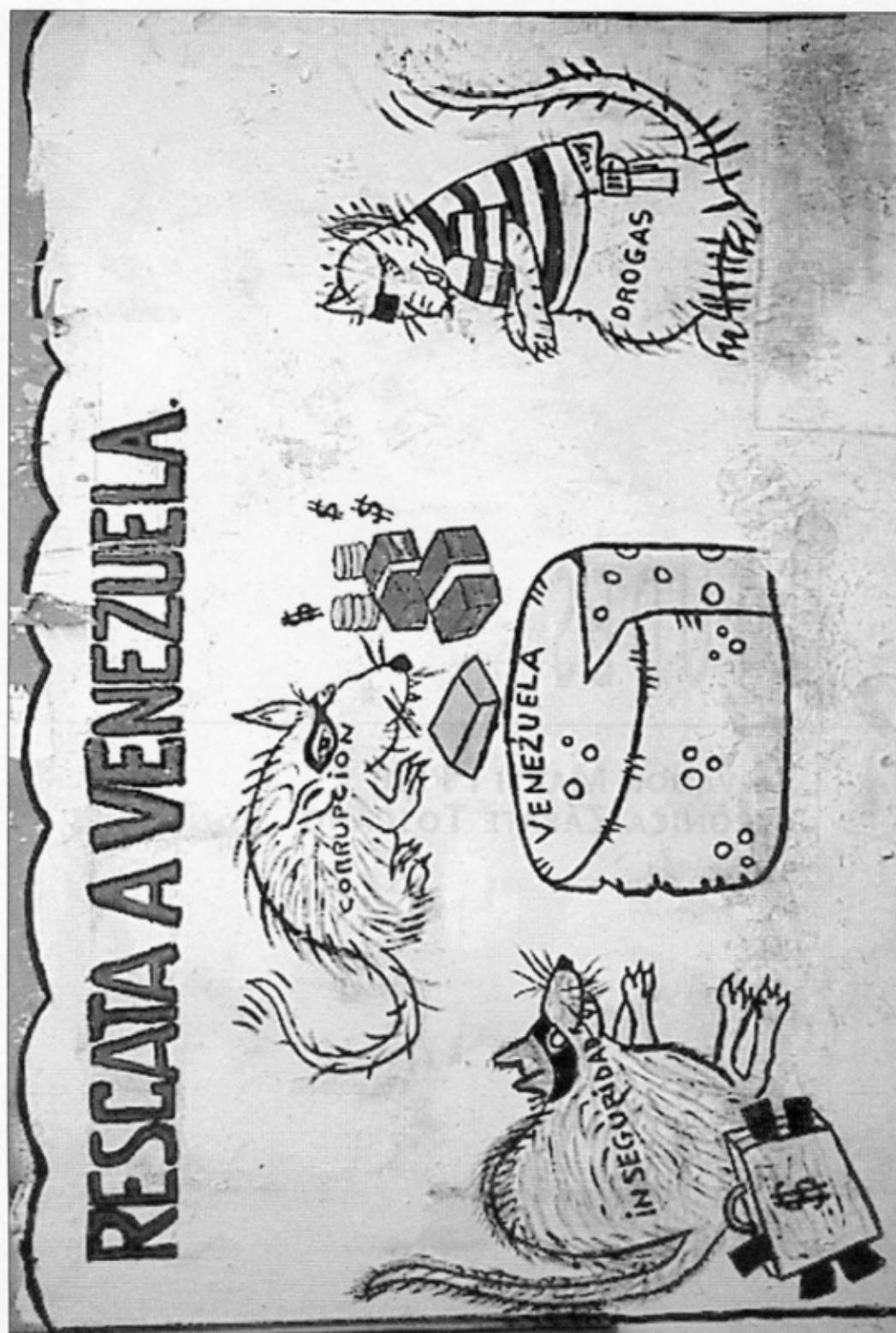
EL CABALLITO. LA STATUE ÉQUESTRE DE CARLOS IV, PLUS CONNUE SOUS LE NOM D'*EL CABALLITO*, EST ENCORE INSTALLÉE À L'ANGLE DU PASEO DE LA REFORMA ET DE LA RUE DE LA RÉPUBLIQUE. DEPUIS, ELLE A ÉTÉ DÉPLACÉE RUE DE TACUBA, FACE AU PALACIO DE MINERIA.



L'ŒUVRE DE TOLSA A ÉTÉ REMPLACÉE PAR UNE SCULPTURE MODERNE, DE COULEUR JAUNE VIF, QUI A CONSERVÉ SON SURNOM D'*EL CABALLITO*. TOUT AUTOUR DE LA PLACE, LE VERRE, L'ACIER ET LE PLASTIQUE ONT REMPLACÉ LE PIERRE ET LE BRONZE.

ÉTUDES

**SALVADOR MARTI I PUIG
VERONICA ZÁRATE TOSCANO**



SUR LES MURS DE CARACAS, LES TROIS PLAIES DE LA SOCIÉTÉ MODERNE SE PARTAGENT LE FROMAGE VÉNÉZUÉLIEN. POUR UNE GRANDE PARTIE DE SES CONCITOYENS, HUGO CHAVEZ EST L'HOMME PROVIDENTIEL QUI BALAIERA LES ÉCURIES D'AUGIAS (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

L'AMÉRIQUE LATINE DES ANNÉES 1990 : LA DÉCENNIE DES OPPORTUNITÉS OU CELLE DES CHIMÈRES ?

SALVADOR MARTI I PUIG*

AU DÉBUT des années 1990, lors du *Sommet des Amériques* tenu à Miami, le président Clinton se félicita de ce que le continent américain, y compris l'Amérique latine, était le seul de la planète où tous les pays - avec la remarquable exception de Cuba et d'Haïti - jouissaient de régimes démocratiques, dans lesquels les autorités avaient été désignées par suffrage universel à partir d'élections raisonnablement honnêtes. Même les plus optimistes auraient eu du mal à imaginer un tel panorama quelques années auparavant. En effet, amorcée au début des années 1980 en Argentine et accomplie au début des années 1990 au Chili, la grande vague de transition qui a permis le passage des vieilles dictatures à des régimes démocratiques a pris au dépourvu la plupart des spécialistes (Couffignal, 1997).

Jusqu'à présent, toutes les théories élaborées sur les « changements de régime » étaient fondées sur l'étude de facteurs précis et leur éventuel changement : la culture politique, la modernisation de l'économie, la dépendance des économies (Karl, 1990). Les spécialistes avançaient alors que, si ces trois facteurs mutaient, les régimes politiques pouvaient aussi le faire, offrant alors la possibilité d'instaurer des systèmes démocratiques. Pourtant, la faillite des dictatures latino-américaines ne s'accompagna d'aucune transformation - au sens positif du terme - des facteurs en question : les expériences répressives et autoritaires n'ont laissé en place aucune espèce de « culture civique » ; les politiques économiques et sociales instaurées pendant les années 1980 n'ont pas eu pour résultat une croissance économique équilibrée et équitable ; les pays latino-américains ont conservé leurs relations de dépendance vis à vis des « pays développés ».

*Professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone

À partir des années 1980, deux phénomènes, l'un de caractère international et l'autre local, transformèrent le panorama politique du sous-continent : d'une part, l'apparition d'un monde unipolaire où disparaissait la prétendue « menace soviétique » (et, avec elle, la stratégie contre-révolutionnaire soutenue par les États-Unis); et, d'autre part, la profonde perte de légitimité (en raison de son inefficacité et de ses coûts moraux et sociaux) des régimes de *sécurité nationale* régnant dans la quasi-totalité des pays latino-américains, mis à part le régime corporatif mexicain, les démocraties limitées de la Colombie et du Venezuela, l'exception costaricienne et les expériences révolutionnaires de Cuba et du Nicaragua.

Ainsi, au début des années 1990, l'optimisme régnait : la démocratie était le seul dénouement possible (Huntington, 1992). En fin de compte, après tant d'années de violations des libertés et des droits de l'homme, il semblait que les habitants du sous-continent allaient jouir d'un ordre politique respectueux et conforme à la légalité surgie des urnes. Certains allèrent même jusqu'à proclamer la fin d'un des éléments récurrents de la vie publique latino-américaine : la violence politique. Pour la première fois dans l'histoire, on avait la possibilité de créer une « utopie désarmée » (Castañeda, 1995). Dans cette conjoncture, et au milieu d'un monde géopolitiquement unipolaire, l'Amérique latine semblait exaucer deux de ses vœux les plus chers : la paix et la liberté. Et tout ceci, bien entendu, annoncé à partir d'une rhétorique de modernité (*postmodernity* peut-être?) facilement perceptible à travers les fastes organisés dans le cadre de l'*Exposition* de Séville de 1992. Était-il réaliste, cet optimisme débordant ?

Notre objectif est ici d'ébaucher une réponse à la question de savoir si les années 1990 ont ouvert une « ère nouvelle » ou bien s'il ne s'agissait que d'un autre de ces éternels « mirages » que l'histoire a fait miroiter à l'Amérique latine depuis son indépendance. Les années 1980 ont été baptisées la « décennie perdue », mais les années 1990 n'ont pas encore reçu d'épithète : on a encore le choix entre celle des *opportunités* ou celle des *chimères*.

ENTRE L'INSTABILITÉ INSTITUTIONNELLE ET LA TENTATION POPULISTE

Si l'année de la « célébration » du *cinquième centenaire* commençait avec un remarquable optimisme concernant la nature des régimes, elle ne s'acheva pas dans le même enthousiasme. Déjà, au milieu de 1992, surgit à nouveau au Venezuela et au Pérou la vieille tentation du putschisme (réapparition d'un *leadership* politique personnalisé et des risques du néo-populisme - Flores, 1996), fantôme qui émergea plus tard, sans pour autant atteindre ses objectifs, au

Guatemala (en 1994), et qui se montra de façon erratique au Paraguay et au Honduras.

Le 4 février 1992, au Venezuela, un groupe d'officiers de rang moyen de l'armée, surnommés les *comacates* (commandants, capitaines et lieutenants), mais qui s'étaient eux-mêmes qualifiés de « bolivariens », se soulevèrent contre l'ordre constitutionnel et le président élu, Carlos Andrés Pérez. Leur chef, le lieutenant-colonel Hugo Chávez Frías, devint un héros national : il obtint une incroyable popularité lorsqu'il apparut à la télévision pour ordonner la reddition de ses troupes, alléguant que, « pour l'instant », ses objectifs n'avaient pas été atteints. Plus tard, le 27 novembre, il y eut une « seconde édition » du coup d'État, avec, à sa tête, des officiers de plus haut rang. Malgré l'échec de ces deux tentatives téméraires, les citoyens ne montrèrent pas trop d'enthousiasme à l'égard de leur fragile démocratie : la participation lors des élections municipales et régionales du 6 décembre de cette même année n'atteignit pas les 50 %, et les résultats furent ternis par de nombreuses accusations de fraude. Six ans plus tard, en décembre 1998, le « putschiste frustré » Hugo Chávez remporta largement les élections présidentielles, à la tête d'une coalition baptisée « Mouvement pour la cinquième république » (MVR), avec un projet de rénovation politique fondé sur la liquidation du système bipartiste qui, durant plus de trois décennies, avait dominé la vie politique du pays. Cette victoire allait lui permettre d'entreprendre une réforme de la Constitution et de se présenter comme un « homme providentiel », dans la lignée de son illustre modèle, Simon Bolivar, malgré l'opposition des derniers défenseurs de l'ordre politique traditionnel.

En ce qui concerne le Pérou, c'est le président élu, Alberto Fujimori, qui, à travers le dénommé « auto-coup d'État », abolit le pouvoir législatif et judiciaire. Le 5 avril 1992, Fujimori ordonna l'occupation du Congrès par les forces armées et destitua tous les juges du pays. La rupture avec l'ordre légal reçut un grand appui populaire de la part des citoyens, écoeurés à la fois par la violence terroriste de l'organisation maoïste du « Sentier lumineux » et par la corruption de la classe politique (Starn, Degrégory et Kirk, éd. 1995 : 308-459). La rhétorique de la « main dure » et de l'« ordre » formulée par le nouvel « homme fort » du pays obtint un succès remarquable lors des élections organisées en décembre de cette même année, afin de choisir une Assemblée constituante (le fameux « Congrès constituant démocratique »). La formation fujimoriste obtint alors une ample victoire et put rédiger une nouvelle *Grande charte* à la mesure du nouveau dirigeant. Plus tard, en 1995, Alberto Fujimori remporta à nouveau les élections avec une confortable majorité, face à une candidature unitaire, dont le chef était l'ex-président des Nations-Unies, Javier Pérez de Cuéllar.

Les nombreuses victoires de Fujimori, au cours d'élections municipales et législatives, ont été interprétées comme autant de signes éclatants de l'appui

apporté par d'importants secteurs de l'électorat à sa politique de stabilisation monétaire, à sa capacité de porter le coup de grâce au « Sentier lumineux », et à son discours populiste. C'est pourquoi, malgré l'interdiction légale, ratifiée par le Tribunal constitutionnel en 1997, qui fut faite à Fujimori de se présenter aux élections d'avril 2000 pour exercer un troisième mandat, celui-ci décida d'y participer en truquant le jeu, et obtint une victoire plus que douteuse. L'attitude partisane de l'administration, le contrôle des médias, l'opacité et la lenteur du dépouillement des votes lors du premier tour (officiellement 49,9 % des suffrages furent attribués à Fujimori), poussèrent le candidat de la coalition de l'opposition *Perú Posible* à renoncer à un deuxième tour. La crise déclenchée à cette occasion exacerba les tensions politiques. De nombreux affrontements opposèrent les adversaires de Fujimori aux forces de l'ordre. Sous la pression de la rue, puis sous la menace d'un scandale politico-financier (automne 2000), celui-ci fut contraint d'annoncer sa démission et la tenue de nouvelles élections.

Pour ce qui est de la fragile démocratie guatémaltèque, 1993 fut une année pleine d'incertitudes. Avec la défaite du parti de la Démocratie chrétienne (formation fondatrice, avec les militaires et l'administration américaine, du processus de transition) et la victoire d'une formation nouvelle, dont le leader était l'évangéliste Jorge Serrano Elías, les tensions au sein de la société augmentèrent (Aguilera y Torres-Rivas, 1998). Dans cette conjoncture délicate, la prétention du président Serrano d'imiter son homologue péruvien essuya un échec. Sa tentative d'« auto-coup d'État » de 1993 s'effondra sous les coups conjugués d'une grande mobilisation populaire, de l'indécision des élites traditionnelles et des pressions internationales. Serrano fut remplacé par le constitutionnel Ramiro de León Carpio. Cependant, le régime guatémaltèque n'était pas au bout de ses difficultés (Armon *et al.*, 1998), même si certains problèmes majeurs furent résolus de manière satisfaisante. On peut à cet égard considérer comme un grand succès la signature définitive de la paix, en décembre 1996, entre les mouvements de guérilla regroupés au sein de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et le gouvernement du conservateur Álvaro Arzú. Mais les menaces que constituent toujours l'impunité des militaires et le regain de forces politiques réactionnaires liées à l'ancien dictateur Ríos Montt (le Front républicain guatémaltèque, FRG) semblent mettre en danger l'existence même du système démocratique. Ainsi, la victoire électorale, en janvier 2000, du candidat à la présidence du FRG a suscité de nouvelles craintes dans une société encore traumatisée par des années de guerre civile.

C'est aussi en 1992 que commença un nouveau cycle d'instabilité institutionnelle dans presque tous les autres pays du sous-continent. Cette année-là, les accusations de corruption aboutirent à la destitution du premier président élu de la « nouvelle démocratie » brésilienne, Collor de Mello, entraînant ainsi un échec moral pour les institutions démocratiques du pays (Lamounier,

1997). Un phénomène semblable surgit au Venezuela (pays auquel on a déjà fait référence) et en Équateur. Au Venezuela, en 1993, le second mandat du président Carlos Andrés Pérez fut interrompu à cause de son implication présumée dans des malversations de fonds publics. Pour la première fois en 53 ans de stabilité démocratique, la Cour suprême de justice du Venezuela, avec l'approbation du Sénat, interrompit le mandat d'un président à cause d'un délit de corruption. En Équateur, l'extravagant président Abdalá Bucaram, après avoir trahi toutes ses promesses électorales et avoir consacré l'essentiel de ses efforts à des activités ludiques et festives, fut destitué le 6 février 1997 par le Parlement, par 44 voix contre 34. Au cours des deux semaines suivantes, trois personnes (Bucaram, la vice-présidente de la République et le président du Parlement) s'autoproclamèrent présidents légitimes de l'Équateur. Cette crise s'acheva en mai 1997, avec l'organisation d'un référendum. Depuis cette date, le pays a traversé une succession de crises, provoquées par le mécontentement populaire, qui ont eu pour conséquence une grande instabilité institutionnelle.

Sans atteindre la gravité des problèmes exposés plus haut, la crise institutionnelle se manifesta aussi au Nicaragua tout au long du mandat de Violeta Barrios de Chamorro. Durant son administration (1990-1996), on constata un blocage constant entre le législatif et l'exécutif, au point d'aboutir, en 1995, à la coexistence de deux ordres constitutionnels (Martí, 1997). Par ailleurs, en Colombie, le président libéral Ernesto Samper passa la plus grande partie de son mandat (1994-1998) à se défendre contre tous ceux qui l'accusaient d'avoir utilisé des fonds du cartel de Cali pour financer sa campagne électorale.

Dans ce contexte difficile, un pays a particulièrement souffert pour se remettre de l'écroulement de sa « crédibilité » : le Mexique. À la fin de 1993, celui-ci semblait être le meilleur élève du sous-continent. Les six ans de mandat de Carlos Salinas de Gortari, marqués par un apparent succès économique, une ébauche de réforme institutionnelle et la signature du Traité de libre commerce avec les États-Unis et le Canada, donnèrent l'impression que le Mexique entrait dans le « premier monde » (Zermeño, 1996). Cependant, juste au moment où on s'apprêtait à sabler le champagne, tout s'écroula comme un château de cartes : le 1^{er} janvier 1994, un groupe de guérilleros équipés de passemontagnes prit d'assaut cinq chefs-lieux de l'État méridional du Chiapas, un des plus pauvres du pays. Cette action, revendiquée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) à travers son porte-parole (le sous-commandant Marcos), provoqua une forte vague de sympathie dans tout le pays, ainsi qu'à l'étranger (Leyva, 1999). L'enlèvement du conflit armé, la militarisation progressive de la région et les nombreuses violations des droits de l'homme ont été, malgré le discours des autorités mexicaines, une preuve de plus de l'incapacité du régime à résoudre pacifiquement le problème.

À cela s'ajoutèrent de nouvelles difficultés, de caractère économique ou politique. En décembre 1994, au moment de la passation des pouvoirs entre Carlos Salinas de Gortari et le président élu, Ernesto Zedillo, l'économie mexicaine s'écroula : le peso perdit en quelques jours 60 % de sa valeur face au dollar, preuve de la fragilité du système économique mis en place par l'ancienne administration. D'autre part, on découvrit une trame lugubre de corruptions et d'assassinats autour du personnage de Carlos Salinas et de son frère, Raúl. L'affaire finit par présenter des côtés tragi-comiques, puisqu'on y retrouva pêle-mêle des « passeurs » de devises, des trafiquants de drogue, des hauts dirigeants du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et des voyantes extralucides. L'usure du pouvoir et l'accumulation des scandales entraîna le parti d'État dans une spirale infernale : perte de la mairie de Mexico au profit de la gauche (Parti de la révolution démocratique) en 1997, et surtout victoire du candidat de la droite libérale (Parti d'action nationale), à l'élection présidentielle de juillet 2000.

Mais ce n'est pas uniquement dans les pays cités que l'on constata des « problèmes ». Même dans les plus « normalisés » surgirent des conduites institutionnelles que l'on pouvait considérer, pour le moins, comme inappropriées. C'est le cas de la refonte des institutions qui a été engagée en Argentine, sous l'égide de Carlos Menem, et au Brésil, avec Fernando Henrique Cardoso, afin de permettre la réélection des présidents au pouvoir. C'est aussi le cas des tensions créées au Chili par les forces armées et les formations politiques pinochétistes en raison de la détention en 1998, à Londres, de l'ex-dictateur et sénateur à vie Augusto Pinochet, et de la perte possible de son immunité parlementaire. Quelle est la raison de tant d'instabilité ?

LE CARACTÈRE DES NOUVELLES DÉMOCRATIES

Il est difficile de répondre simplement à cette question. Cependant, quand il s'agit d'interpréter les processus de transition démocratique qui survinrent au même moment en Amérique latine et en Europe, les politologues s'accordent généralement pour analyser les particularités latino-américaines à partir de trois phénomènes : le point de départ des processus de transition, les caractéristiques du processus de changement et le rôle des acteurs étrangers.

Le point de départ des processus de transition

En ce qui concerne le point de départ, la plupart des processus de « démocratisation » qui se succédèrent dans le sous-continent surgirent d'expériences culturelles et socio-économiques très régressives (O'Donnell, 1997). Si l'on

observe l'héritage culturel des « expériences autoritaires » précédentes (les unes plus sanglantes que les autres) il est facile de s'apercevoir de leur volonté d'annuler toute manifestation démocratique. La forte composante répressive et démobilisatrice des régimes de « sécurité nationale » représentait une vengeance historique contre la précédente mobilisation « plébéienne » et « populiste » qui déborda les fragiles marges institutionnelles des systèmes libéraux pré-autoritaires. Ainsi, l'effort systématique, continu et profond de pénétrer dans les « capillaires » de la société, pour implanter l'ordre et l'autorité, priva ses habitants de leur condition de citoyens. Dans ce cadre, les gouvernements n'étaient pas uniquement despotiques à l'extrême : ils transformèrent la société en un milieu éminemment autoritaire.

Quant au contexte socio-économique, il faut dire que la période durant laquelle s'effectuèrent les processus de transition fut marquée par des situations économiques d'extrême faiblesse, caractérisées par la précarisation accélérée des classes moyennes. Après la crise de la dette, le flux net de prêts bancaires pour la région fut brutalement interrompu et le transfert de capital devint vite négatif. C'est pourquoi les pays en question ne furent pas seulement contraints à réduire leurs importations et à augmenter rapidement les exportations : ils furent obligés d'offrir des « appâts de prix » pour que l'offre puisse passer du marché interne au marché mondial ; en outre, ils furent également contraints de réduire l'intervention de l'État dans l'économie et à supprimer une grande partie des services publics. À moyen terme, l'impact de ces politiques, satisfaisantes au niveau macro-économique, entraîna l'érosion des secteurs intermédiaires et l'appauvrissement d'importantes collectivités (Bulmer-Thomas, 1998).

Les caractéristiques du processus de changement

Pour ce qui est des caractéristiques du processus de changement, contrairement à ce que beaucoup de théoriciens pensaient, le passage d'un système dictatorial à une démocratie fut le résultat de nombreux calculs stratégiques entre acteurs politiques. Il s'agissait de faire le tri entre les différentes options qui se présentaient après l'érosion des régimes autoritaires, et devant l'irrépressible pression qu'exerçait la société civile organisée, exigeant droits et libertés (Przeworski, 1985). L'ouverture et la démocratisation des régimes politiques furent donc le résultat d'un processus historique à plusieurs phases (libéralisation, transition et consolidation). Dans chacune de ces étapes, entraient en scène des acteurs ayant des partisans, des préférences, des calculs, des ressources et des horizons temporels différents (O'Donnell, Schmitter et Whitehead, 1986). Dans une conjoncture d'indéfinition permanente, le dénouement final fut, comme l'exposait Machiavel dans *Le Prince*, le résultat de la *fortune* et de la *vertu* dont disposait chacun des acteurs en lice.

Les élites politiques et économiques furent, en grande mesure, les acteurs qui démantelèrent les régimes autoritaires et qui, également, formulèrent plus tard les « règles du jeu démocratique » des nouveaux systèmes politiques (Higley et Gunther *éd.*, 1992). Mais ces processus négociés, qui aiguillèrent les pays concernés sur la voie de changements « contrôlés » et « tranquilles » d'un système à un autre, affectèrent le fonctionnement ultérieur de la démocratie : les arrangements, les garanties, les pactes, les « passages d'éponge » et les amnisties perpétuèrent la présence de nombreuses « enclaves autoritaires » dans les toutes nouvelles démocraties (Aguilera et Torres-Rivas, 1998). De fait, bien que le concept de « contingence » ait l'avantage de mettre l'accent sur les décisions collectives et les interactions politiques, il ne faut pas oublier que les processus de changement se développèrent dans un cadre précis de contraintes institutionnelles et historiques, qui délimitaient les « options possibles » (Karl, 1990). Ignorer cette prémisse supposerait de passer sous silence (de bonne ou de mauvaise foi) le fait que les régimes autoritaires aient eu une raison d'être et que leur disparition ait laissé sur le champ de bataille politique des vainqueurs et des vaincus.

Ainsi donc, les faiblesses institutionnelles des « nouvelles démocraties » ne sont pas dues uniquement à des dysfonctions de la « technique institutionnelle » (Linz et Valenzuela, 1997), ni à la maladresse des élites (Agüero et Torcal, 1993). Les causes sont plus profondes, puisque les régimes démocratiques installés en Amérique latine coexistent désormais avec des politiques économiques qui aggravent les conditions de vie d'amples secteurs de la population. Il s'agit d'une sorte de *réductionnisme démocratique* qui, dans certains cas, risque de remettre en cause la représentativité des processus électoraux : les élections au Nicaragua en 1996 et celles du Guatemala ou du Mexique, tout au long de la décennie, ne sont pas, précisément, des exemples d'honnêteté - malgré une amélioration considérable des conditions de vote vers la fin de la période. En outre, ce *réductionnisme* perpétue des situations d'impunité, de corruption publique, d'opacité administrative et de subordination du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif (Vilas, 1998a).

Or, la démocratisation du jeu politique devient très difficile si elle ne s'accompagne pas d'une démocratisation de la société et d'une résorption des profondes fractures économiques et culturelles qu'endurent beaucoup de pays latino-américains. La démocratie est un *régime d'intégration* autour de valeurs et d'attitudes partagées ; et la concertation politique est une chimère tant que le *marché marginalise* et la *culture discrimine*. Peut-on parler, en ce cas, d'une démocratie qui, défiant l'étymologie, favorise l'exclusion sociale et politique ? En tout cas, de nombreux théoriciens commencent à ménager leurs arrières et inventent des concepts tels que celui de « démocratie délégative » pour définir des régimes de ce type (O'Donnell, 1997).

Le rôle des acteurs étrangers

Enfin, pour ce qui est du rôle des acteurs étrangers, il me semble important de signaler que le contexte international où se sont épanouis les régimes démocratiques est un monde unipolaire placé sous hégémonie américaine. L'écroulement de l'empire soviétique, l'isolement de Cuba et l'échec électoral de l'expérience sandiniste (précédé d'un long harcèlement militaire), laissèrent sans alibi le discours anti-démocratique. En effet, même s'il est loin de représenter « la fin de l'histoire », le modèle libéral démocratique est souvent apparu comme le seul possible. C'est probablement ce qui nous donnera la clef nous permettant d'interpréter l'enthousiasme manifesté par les administrations Bush et Clinton à l'égard des régimes démocratiques. L'invasion d'Haïti (mars 1995), en est un bon exemple, puisqu'elle a été organisée pour restaurer le président Bertrand Aristide, renversé par un coup d'État en septembre 1991. Il faut interpréter de la même manière le refus nord-américain d'appuyer les velléités putschistes de Jorge Serrano au Guatemala (mai 1993) et celles des militaires paraguayens contre le président civil Juan Carlos Wasmosy (1996), ainsi que les méfiances manifestées à l'égard du régime d'Alberto Fujimori au Pérou, et la prudence montrée envers l'incertaine « révolution bolivarienne » du Venezuela, avec Hugo Chávez à sa tête.

D'où provient cet enthousiasme à l'égard de la démocratie ? D'aucuns argumentent que, de nos jours, seule la démocratie permet d'assurer la stabilité politique, en canalisant de manière pacifique les demandes des citoyens et en délimitant les transformations possibles de l'« agenda politique » que les institutions économiques multilatérales imposent. Il est certes nécessaire de mettre en valeur les énormes bénéfices qui résultent de la restauration des démocraties représentatives. Mais il faut également signaler que, sous d'autres latitudes, la restauration de la démocratie ne s'est effectuée qu'après que les élites locales ont perçu et accepté la disparition de tout modèle alternatif pouvant contester le *statu quo*, et qu'après avoir provoqué la disparition, l'exil ou la démoralisation des secteurs préconisant, à un moment donné, un changement politique radical.

Beaucoup de ceux qui se méfient de la sincérité de la conversion démocratique de certains secteurs des élites latino-américaines soulignent qu'il n'est pas nécessaire d'être démocrate pour agir en tant que tel (Font, 1998). Mais il semble que l'enjeu du marché comme valeur prioritaire implique « l'acceptation » de la démocratie. Malgré tout, le degré de sincérité des « nouveaux démocrates » est difficilement vérifiable. Cette vérification ne se fera que si, dans l'avenir, les secteurs dominants acceptent qu'une option transformatrice puisse accéder au pouvoir, mettant à exécution le principe démocratique de

« l'alternance ». De fait, jusqu'à présent, les partis de gauche ayant accédé au pouvoir en Amérique latine ont toujours été encadrés par d'amples coalitions qui les ont dirigés vers des positions centristes. Si une option vraiment sociale (pour ne pas dire socialiste), parvenait à se frayer un chemin vers les sommets de l'État, on pourrait dire que la démocratie s'est définitivement consolidée dans le sous-continent - mais il faut avouer que le contexte politique mondial semble peu favorable à cette alternative.

LE CONSENSUS DE WASHINGTON : VERS LE MÊME MODÈLE ÉCONOMIQUE

Jusque vers le milieu des années 1980, la plupart des grands pays d'Amérique latine avaient adopté une stratégie de développement économique fondée sur la substitution des importations. Cette stratégie, qui impliquait une intervention importante des pouvoirs publics dans le processus d'industrialisation, s'opéra à partir d'une remarquable « diversité » : dans certains pays, l'État conserva un rôle important dans l'économie, aussi bien à partir de politiques socio-réformistes (Venezuela et Costa Rica), que de politiques corporatives (Pérou, Panama, Cuba, Nicaragua et Mexique). En revanche, dans d'autres pays se développèrent des politiques monétaristes et libre-échangistes, que le régime soit démocratique (Colombie) ou autoritaire (Chili, Guatemala).

C'est à partir des années 1990 que les pratiques institutionnelles et socio-économiques de chacun des pays finirent par converger (Gomà, 1998). Au cours de la décennie précédente, on ne vit pas seulement apparaître une *vague de démocratisation*. Sur le plan économique, on abandonna progressivement les stratégies étatiques et régulatrices pour suivre deux lignes directrices : d'une part, l'adoption de politiques néolibérales inspirées par le FMI, et d'autre part l'ouverture des économies vers l'extérieur. En ce qui concerne les politiques d'ouverture économique vers le marché international, il faut signaler la réactivation de vieux projets d'intégration économique régionale (tels que le Marché commun centre-américain, MCCA, et le Pacte andin), l'apparition de nouvelles initiatives (comme l'Alena et le Mercosur), et la discussion de projets pour la création d'un marché commun au niveau de l'hémisphère (la Zone de libre commerce des Amériques, ALCA). De toutes ces initiatives, les plus remarquables furent les résultats des deux grands projets d'intégration commerciale hémisphérique (l'Alena et le Mercosur), qui sont actuellement et respectivement le premier et le troisième bloc commercial au monde. En ce qui concerne le Mercosur, le développement du commerce à l'intérieur du bloc a fait doubler, de 1990 à 1995, le commerce international des quatre pays (Schvarzer, 1998). Même si les chiffres sont encore bas (comparés à ceux de l'Union européenne)

pour le Brésil et l'Argentine, l'évolution est si rapide que l'on peut espérer un niveau important de dépendance mutuelle au début du XXI^e siècle. Quant à l'Aléna, on constate qu'à la fin des années 1990, le volume d'exportations du Mexique a triplé par rapport à 1980 (Bulmer-Thomas, 1998 : 445). Au vu de cette situation, d'autres pays de l'hémisphère, et en particulier le Chili, se sont efforcés d'en faire partie.

De toute façon, malgré l'enthousiasme général manifesté à l'égard de ces politiques, la participation latino-américaine dans le commerce mondial n'était encore que d'environ 4% à la fin des années 1990, alors que le sous-continent représente presque 10% de la population mondiale. Dans le même temps, plusieurs petits pays, rendus vulnérables à cause de la baisse des prix de leurs produits, n'avaient pas encore récupéré vers le milieu des années 1990 leur niveau d'exportations de 1980. Les effets de ce processus furent donc contradictoires car la concentration géographique des exportations augmenta, la participation des États-Unis s'accrut remarquablement dans le commerce extérieur de nombreux pays et la composition des exportations se fonda principalement sur des produits traditionnels (comme le cuivre chilien) ou sur des ressources naturelles « non-traditionnelles » (comme le charbon en Colombie). En fin de compte, les exportations de la région dépendirent toujours essentiellement de produits primaires, de sorte que les rentrées monétaires restèrent très sensibles aux fluctuations économiques extérieures (Bulmer-Thomas, 1998 : 447). Cependant, non seulement ce genre de politique fut maintenu, mais de nouveaux projets du même type furent établis. Ainsi, lors du *Sommet des Amériques*, tenu en 1994 à Miami, vingt-cinq chefs d'État de l'hémisphère s'engagèrent à créer, en 2005, une zone de libre commerce (l'ALCA), qui s'étendrait du territoire de Yukon à la Terre de Feu.

Quant aux politiques néolibérales inspirées par le Fonds monétaire international, elles furent adoptées après la « décennie perdue », caractérisée par les contraintes de crédit imposées par la crise de la dette et par la récession économique. Leur application supposa un tournant. On passa de la gestion de la demande à la stimulation de l'offre, et de la création d'excédents publics à la recherche des bénéfices privés, puisque ceux-ci devaient assurer le bien-être collectif. Tout ceci s'opéra en même temps que la réduction de la marge de manœuvre nationale de tous les pays, en raison des conditions contraignantes imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Mais le nouveau modèle néolibéral n'affecta pas uniquement les politiques économiques. Il impliqua également la dérégulation massive des marchés du travail et la décapitalisation des services de santé, de l'éducation et du logement social, sans la création, en contrepartie, de programmes compensateurs en matière de politique de garantie des revenus. Dix ans plus tard, les effets de ces politiques débouchèrent sur le renforcement de la dualité sociale (Salama et

Valier, 1997). Ce processus se manifesta très brutalement dans les pays d'Amérique centrale (à l'exception du Costa Rica), puisque l'ajustement s'opéra dans un contexte où la relation entre la dette extérieure et le PIB représentait le double de la moyenne latino-américaine (74 % contre 36 %), et où la dégradation des termes de l'échange atteignait des records (baisse en valeur d'environ 40 % des produits de la région, sur le marché mondial, au cours des quinze dernières années). Tout ceci dans une situation d'après-guerre : reconstruction, démobilisation des armées insurgées et de réduction des Forces armées (Cardenal et Martí, 1998).

Le résultat de ces deux tendances (d'une part, l'ouverture économique vers l'extérieur et d'autre part, le démantèlement progressif de l'économie publique et la réduction des prestations sociales) a porté le coup de grâce au modèle d'État « national-populaire » mis en place dans le sous-continent entre les années 1940 et 1970. Ce changement de modèle entraîna une polarisation croissante autour du partage de la fortune, entre les nantis et le reste de la société. Ainsi, malgré une forte augmentation de la pauvreté à Buenos Aires à la fin des années 1990 (la part des pauvres passant de 29,9 % de la population en 1985 à 47 % en 1995), quelques 300 000 jeunes de la capitale assistèrent en 1998 à cinq concerts des *Rolling Stones*, chacun d'entre eux déboursant en moyenne cinquante dollars pour l'achat d'un billet (Salma et Valier, 1997 ; Vilas, 1998b).

À la fin du XX^e siècle, ces tensions ont provoqué un malaise général en Amérique latine. Les émeutes populaires à Caracas, les troubles dans le nord-est de l'Argentine, les grèves en Equateur, les marches paysannes au nord-est du Brésil, la décomposition sociale en Colombie et l'instabilité permanente dans les pays de l'Amérique centrale ont marqué l'histoire récente de ces pays. Bien sûr, l'humour noir n'a pas attendu pour se manifester. Comme le signalait un sociologue argentin (Vilas, 1998b), alors que plus de 90 000 personnes avaient été évacuées en raison des inondations provoquées par le phénomène climatique *El Niño*, la blague suivante circulait dans les milieux politiques : « Les inondations ne sont pas la conséquence de l'eau qui monte, mais plutôt du pays qui s'enfonce ». À cet égard, il serait sans doute intéressant de reprendre la phrase employée, au début de son livre sur l'histoire économique d'Amérique latine, par l'économiste Victor Bulmer-Thomas (1998) : « Pour les 30 % qui reçoivent 5 %, un rayon d'espoir ; pour les 5 % qui reçoivent 30 %, un avertissement ».

UNE VIOLENCE SANS RÉPIT

La décennie des années 1990 démarra avec de bonnes nouvelles : le processus de paix pour l'Amérique centrale semblait sur de bons rails. La victoire,

en 1990, de Violeta Barrios de Chamorro aux élections du Nicaragua, portait un coup d'arrêt à l'agression des États-Unis et marquait le début de la démobilisation de la *Contra*. Un peu plus tard, en 1992, après douze ans de guerre civile au Salvador la paix était scellée à Chapultepec. Ces deux événements s'inscrivaient dans une dynamique conciliatrice, qui impliquait la fin d'un des conflits régionaux les plus graves de la décennie précédente. Le processus arriva à son terme avec la démilitarisation progressive du Honduras et, en 1996, avec les accords de paix du Guatemala. Cependant, ni la « pacification » de l'Amérique centrale ni la disparition d'un monde bipolaire ne signifèrent la fin de la violence dans le sous-continent. Celle-ci continua à marquer la vie politique et sociale de la région, en se manifestant sous de multiples formes.

D'une part, la lutte armée continua en Colombie avec les Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC), l'Armée populaire de libération (EPL), et l'Armée de libération nationale, (ELN); au Pérou, avec le Sentier lumineux et le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru, (MRTA); au Nicaragua, avec les *recontras* et les *recompas* (anciens contre-révolutionnaires et anciens sandinistes); au Mexique, avec l'EZLN, l'ERP et l'ERPI. D'autre part, les tensions frontalières se rallumèrent : en 1994, le Pérou et l'Équateur s'affrontèrent pour le contrôle de la sierra du Condor; le Nicaragua se brouilla en 1997 avec le Costa Rica, puis, en 1999, avec le Honduras, pour des raisons territoriales.

Néanmoins, un des phénomènes les plus remarquables fut la transformation de la « lutte armée ». Mis à part le phénomène du Sentier lumineux au Pérou (quasi éteint en 1992 après la détention de son chef charismatique), la violence politique cessa d'être un instrument « révolutionnaire » pour devenir un mécanisme de négociation avec l'État. L'exemple le plus frappant de cette évolution est le soulèvement du Chiapas, où les prétentions réformistes de l'EZLN n'excluent pas la tactique (habile et raisonnée) du recours aux armes. Les Zapatistes, dès leurs premières déclarations dans la forêt Lacandone, mirent l'accent sur des demandes « innovatrices » : la terre pour les paysans, la dignité pour les indigènes, la démocratie et des élections libres pour les Mexicains en général (Vázquez Montalbán, 1999). Dans le même temps, son porte-parole, le sous-commandant Marcos, déclara que l'EZLN n'envisageait pas de renverser le régime par les armes, mais qu'il userait des armes pour aider tous ceux qui n'avaient pas voix au chapitre. Ce modèle particulier de « mouvement armé » était sui generis, car sa survie dépendait plus de la « couche protectrice » créée par l'opinion publique nationale et étrangère que du calibre et de la quantité des munitions disponibles (Castañeda, 1995).

Dans les autres cas, et plus particulièrement au Nicaragua (1991-1992), au Salvador (1992-1993), au Guatemala (1996-1997) et en Colombie (depuis 1999), les processus de négociation furent centrés sur les conditions d'insertion des insurgés dans la vie civile et sur l'obtention d'un partage équilibré des pou-

voirs (Marti, 1997b). En ce qui concerne la Colombie, il est facile d'être d'accord avec les propos d'Hernández Gómez Buendía, selon lesquels, « en Colombie il n'y a pas de guerre civile, mais plutôt une guerre contre les civils » (Posada-Carbó, 2000 : 14).

Une tout autre affaire est celle de l'impunité, par action ou par omission, qui caractérise parfois les opérations engagées au nom de l'État. Pour ce qui est de l'action, je soulignerai les différents épisodes de la militarisation du Chiapas et, en particulier, le massacre d'Acteal, en décembre 1997 ; la couverture de nombreuses actions paramilitaires en Colombie ; l'assassinat au Guatemala de monsieur Girardi (48 heures après avoir présenté sa version finale du *Projet pour la sauvegarde de la mémoire historique du Guatemala*) ; l'exécution sommaire des membres du MRTA péruvien, qui firent irruption, en 1997, dans l'ambassade japonaise.

Pour ce qui est de l'omission, il faut mettre l'accent sur la *politique de l'oubli* de nombreux gouvernements en ce qui concerne la violation systématique des droits de l'homme perpétrée par les régimes autoritaires qui les ont précédés (García Jordán *et al.*, 1998). L'impunité fut institutionnalisée par des lois d'amnistie, de *point d'arrêt*, d'*obéissance due* ou, plus simplement, en passant le sujet sous silence dans l'agenda politique. Il en va de même en Amérique centrale, où certains faits furent dévoilés par des *Commissions de la vérité*, mais sans entraîner l'inculpation des responsables. Malgré cela, les premières « confessions » de militaires argentins (dès 1994-1995), l'engagement de procédures judiciaires contre des membres de la Junte militaire argentine, contre de hauts dignitaires de la police politique chilienne (DINA), contre le dictateur guatémaltèque Ríos Montt et contre le général Augusto Pinochet, rouvrirent avec passion le débat de la *mémoire historique*. Il s'agit là, bien sûr, de phénomènes complexes et délicats, car la stabilité des institutions, les intérêts d'acteurs économiques importants et, surtout, l'imaginaire du pays, sont autant de facteurs qui entrent en jeu. En ce sens, comme le dit Habermas, « dans un pays sans histoire - ou ayant une histoire contestée - celui qui réussit à donner du contenu à la mémoire, à définir les concepts et à interpréter le passé, gagne l'avenir » (Blixen, 1998).

De toute façon, le phénomène le plus remarquable et le plus tragique de la décennie réside dans la vertigineuse escalade de la délinquance et dans la banalisation de la violence, surtout chez les jeunes. L'apparition massive de *pan-dillas*, *bandas*, *gans* ou *maras*, qui imitent le vandalisme de leurs homologues des quartiers périphériques de villes comme Los Angeles ou Detroit, est une constante de la fin des années 1990. De fait, les politiques draconiennes d'ajustement ont des conséquences particulièrement tragiques pour les collectivités les plus démunies, comme le montre le phénomène des *enfants* (et adolescents) *de la rue*. Pour faire face à ce phénomène, la réaction des autorités est

en général d'instaurer l'état d'urgence, d'appliquer un couvre-feu mal suivi, ou de militariser les secteurs les plus dangereux.

LES CITOYENS ET LA POLITIQUE

Malgré ce qui a été exposé plus haut, les années 1990 ont également permis l'apparition de manifestations porteuses d'espoir et de créativité, plus particulièrement dans le cadre de la « citoyenneté ». Une fois restaurés les droits civils dans la quasi-totalité du continent, de nombreux mouvements sociaux et de formations politiques qui, jusqu'alors, étaient restés dans la clandestinité, ont refait leur apparition. En outre, le retour à la démocratie a impliqué bien plus que la légalisation des partis ou la consolidation des institutions représentatives. À la fin de la décennie, la majorité des citoyens affichait une plus grande confiance envers les organisations sociales ou religieuses et envers la presse indépendante (47 % selon les données du *Latino-baromètre* de 1997), qu'à l'égard des formations politiques, de la justice ou des parlements (seulement 18 %).

Cependant, le rejet individuel de quelques-uns des acteurs politiques présents dans les systèmes politiques actuels n'a pas provoqué le discrédit complet du système démocratique, bien au contraire : en 1998, 61 % des citoyens déclaraient préférer la démocratie, alors que 17 % appelaient de leur vœu un régime autoritaire. Une toute autre question est le degré de satisfaction concernant le « rendement » des « démocraties réellement existantes ». Comme on le constate dans le tableau suivant, seuls 27 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites du système démocratique.

Les raisons de cet apparent paradoxe entre le soutien affiché au système politique et le mécontentement qu'il suscite tiennent sans doute aux différents aspects qui ont été traités dans ce texte. L'un des principaux facteurs de cette logique est probablement l'augmentation des difficultés quotidiennes qui affectent de larges secteurs de la population. La profonde crise économique, les licenciements massifs d'employés du secteur d'État et la réduction drastique des services sociaux ont fait que les décisions prises au niveau du gouvernement ont durement touché le domaine domestique. Cette « politisation » de la vie quotidienne a entraîné une redéfinition des relations entre la sphère du *public* et celle du *privé*. À partir de ce moment, de nouveaux acteurs sociaux ont pris la relève de ceux qui avaient jusqu'alors agi sous couvert de l'action collective. Il s'agit d'individus regroupés autour d'identités sociales de base (mouvements de femmes, de jeunes, d'indigènes ou associations confessionnelles), d'intérêts spécifiques (réseaux écologistes ou environnementaux...), ou de besoins essentiels qu'il faut satisfaire (associations communales, mouvements de déplacés et de démobilisés...). Au cours de cette décennie, de telles collectivités se

TABLEAU N° 1 : SOUTIEN ET DEGRÉ DE SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE

	Préfère la démocratie	Degré de satisfaction
Costa Rica	80	51
Uruguay	80	52
Chili	54	27
Argentine	71	34
Bolivie	64	25
Panama	75	28
Venezuela	62	30
Brésil	50	20
Équateur	52	34
El Salvador	56	26
Honduras	42	20
Nicaragua	59	23
Guatemala	51	16
Mexique	53	11
Paraguay	59	22
Pérou	63	28
Colombie	60	16
Amérique latine	61	27

(Source : Diamond, 1998).

sont mobilisées afin d'obtenir les droits qui, jusqu'alors, n'étaient que virtuels. Cette mobilisation déboucha sur une croissance du sentiment d'efficacité sociale et politique, ainsi que sur une plus grande confiance à l'égard de l'organisation communautaire et des avantages qui découlent directement de l'exercice collectif de pressions (*lobbying*).

Pour conclure, on pourrait affirmer qu'une des caractéristiques les plus remarquables de cette décennie a été la prise de conscience progressive (bien que ni définitive et ni complète) de nombreux citoyens d'être des « citoyens de plein droit ». Cette évolution (qui dans certains pays est une *première*) a supposé une lutte complexe, un véritable combat livré grâce à la vision utopique d'un monde meilleur et plus juste, où subsiste encore le mythe d'une *grande patrie* latino-américaine, où chacun pourrait avoir *une place au soleil*.

Or, c'est bien à cet effort obstiné qu'il faut souvent renvoyer les habitants de notre vieille Europe, si enclins, de nos jours, à tout démythifier. Cette attitude éminemment rationnelle aboutit souvent à briser de manière méthodique les miroirs dans lesquels nous nous observons, sous prétexte qu'ils renvoient de nous une image déformée. Pourtant, après avoir en théorie brisé tous les miroirs, nous nous apercevons qu'il en reste encore un : celui de la marâtre de Blanche-Neige, celui du « Miroir, miroir » qui nous répète (car c'est nous qui lui dictons les mots), que nous sommes les plus beaux. Il est symptomatique qu'à une époque qui prétend briser tous les miroirs, nous finissons souvent par nous attarder dans le narcissisme (Fernández Buey, 1998 : 11). Heureusement, l'Amérique latine héberge encore de nombreux mythes qui permettent aux citoyens d'imaginer leur avenir : c'est la rencontre encore hypothétique du mythe et du citoyen qui nous dira un jour si la décennie qui vient de s'achever peut être classée comme celle des *opportunités* ou comme celle des *chimères*.

Bibliographie

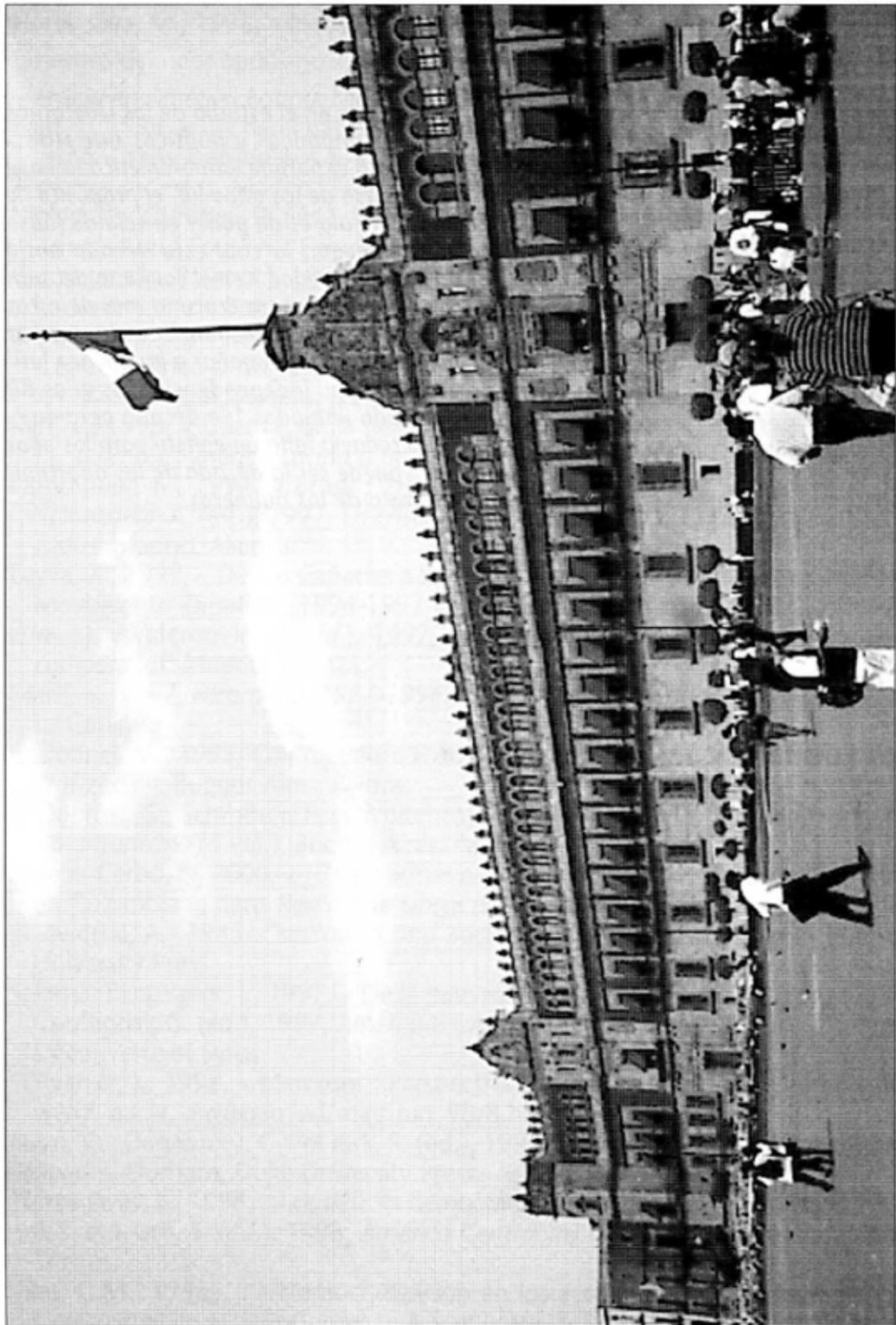
- Aguilera, G. et Torres-Rivas, E., 1998, *Guatemala. Del autoritarismo a la paz*. Guatemala, Flacso.
- Agüero, F. et Torcal, M., 1993, « Élités, factores estructurales y democratización » dans *Revista de Estudios Políticos*, n° 80 : 329-350.
- Alcántara, M., 1999, *Sistemas políticos de América Latina*, Vol. I et II. Madrid, Tecnos.
- Armon, J. (et al.), 1998, *Guatemala 1983-1997 ¿Hacia dónde va la transición?* Guatemala, Flacso, colección debate n° 38.
- Blixen, S., 1998, *La operación Cóndor*. Barcelona, Virus.
- Bulmer-Thomas, V., 1998, *La historia económica de América Latina desde la independencia*. México, FCE.
- Cardenal, A.S. et Martí, S. (éd.), 1998, *América Central las democracias inciertas*. Madrid, Tecnos.
- Castañeda, J., 1995, *La utopía desarmada*. Barcelona, Ariel.
- Cohen, Y., 1994, *Radicals, Reformers and Reactionaries*. Chicago, The University of Chicago Press.
- Couffignal, G. (éd.), 1997, *Amérique Latine. Tournant de siècle*. Paris, Éditions La Découverte et Syros.
- Diamond, L., 1998, *Political Culture and Democratic Consolidation*. Madrid, WP/118 Instituto Juan March.
- Fernández Buey, F., 1998, « Ernesto Che Guevara, ayer y hoy », dans García Jordán, P. (et al.) : *Lo que duele es el olvido*. Barcelona, Publicacions de la Universitat de Barcelona.
- Figueroa, C., 1999, *Los que siempre estarán en ninguna parte. La desaparición forzada en Guatemala*. México, GAM-BUAP-CIIDH.

- Flores Silva, M., 1996, « El resurgimiento del liderazgo político personalizado y los riesgos del neopopulismo », dans Loeza, S. (comp.) *Reforma del Estado y democracia en América Latina*. México, Colmex.
- Font, J., 1998, « Las derechas centroamericanas : del anticomunismo al neoliberalismo » dans, Cardenal, A.S. et Martí, S. (éd.), 1998, : *América Central las democracias inciertas*. Madrid, Tecnos.
- Higley, J. y Gunther, R. (éd.), 1992, *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.
- García Jordán, P. (et al.), 1998, *Lo que duele es el olvido*. Barcelona, Publicacions de la Universitat de Barcelona.
- Gomà, R., 1998, « Rendimientos sustantivos : Políticas económicas y sociales en la Centroamérica posrevolucionaria », dans Cardenal, A.S. y Martí, S. éd., 1998, *América Central las democracias inciertas*. Madrid, Tecnos.
- Karl, T., 1995, « Dilemas de la democratización en América Latina », dans Reyna, J.L. (comp.), *América Latina a fines de siglo*. México, FCE.
- Lamounier, B., 1997, « Brasil : ¿Hacia el parlamentarismo? », dans Linz, J.J. y Valenzuela, A. (éd.), 1997, *La crisis del presidencialismo. 1. Perspectivas comparadas*. Madrid, Alianza.
- Leyva, X., 1999, « De Las Cañadas a Europa : niveles, actores y discursos del Nuevo Movimiento Zapatista, 1994-1997 », dans : *Desacatos* n° 1 : 56-87.
- Linz, J.J. y Valenzuela, A. (éd.), 1997, *La crisis del presidencialismo. 1. Perspectivas comparadas*. Madrid, Alianza.
- Martí, S., 1997, *Nicaragua, 1977-1996. La Revolución enredada*. Madrid, Ediciones La Catarata.
- O'Donnell, G., 1997, *Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autoritarismo y democratización*. Buenos Aires, Paidós.
- O'Donnell, G., Schmitter, P. et Whitehead, L., 1986, *Transiciones desde un gobierno autoritario* (4 vol.). Buenos Aires, Paidós.
- Posada-Carbó, E., 2000, « ¿De las armas a la política? Dilemas y prespectivas de paz en Colombia », dans *Revista de Libros* n° 41 : 13-15.
- Przeworski, A., 1985, *Capitalism and Social Democracy*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Salama, P. et Valier, J., 1997, « De la pauvreté et des moyens de l'accroître », dans Couffignal, G. (éd.), 1997, *Amérique Latine. Tournant de siècle*. Paris, Éditions La Découverte et Syros.
- Schvarzer, J., 1998, « Mercosur : Perspectivas para la integración regional », dans www.nacla.org/span_ed/may_jun_98/8.htm
- Starn, O., Degrégory, C.I. et Kirk, R. (éd.), 1995, *The Peru Reader. History, Culture, Politics*. Durham, Duke University Press.
- Torres-Rivas, E., 1998, « Los déficits democráticos en la posguerra », dans Cardenal, A.S. et Martí, S. (éd.), 1998, *América Central las democracias inciertas*. Madrid, Tecnos.
- Vilas, C.M., 1998a, : « Democratización en los escenarios posrevolucionarios de Centroamérica », dans Cardenal, A.S. et Martí, S. (éd.), 1998, *América Central las democracias inciertas*. Madrid, Tecnos.
- Vilas, C.M., 1998b, « En la línea de fuego. El menemismo y la política de oposición en Argentina », dans www.nacla.org/span_ed/may_jun_98/4.htm.
- Zermeño, S., 1996, *La sociedad derrotada. El desorden mexicano del fin de siglo*. México, Siglo XXI.

RÉSUMÉ RESUMEN

À travers l'étude des bouleversements socio-économiques et politiques qui ont transformé le paysage latino-américain au cours des années 1990, l'objectif de cet article est d'essayer de savoir si cette décennie a véritablement ouvert une "ère nouvelle" sur l'ensemble du sous-continent, ou bien s'il ne s'agissait que d'un autre de ces éternels "mirages" que l'histoire a fait miroiter à l'Amérique latine depuis son indépendance. Les années 1980 ont été baptisées la "décennie perdue", mais les années 1990 n'ont pas encore reçu d'épithète : on a encore le choix entre celle des opportunités ou celle des chimères.

Basándose en el estudio de los trastornos socio-económicos y políticos que transformaron el paisaje latino-americano en el transcurso de los años 90, el propósito de este artículo es de poner en tela de juicio la idea según la cual esta década abrió una "nueva edad" en el conjunto del subcontinente, o si no era sino uno de estos numerosos "espejismos" generados por la Historia para engañar a la América latina, desde su independencia. Los años 80 han sido llamados "la década perdida", pero todavía falta un epíteto para los años 90 : puede ser la década de las oportunidades o de las quimeras.



PHOTOGRAPHIE N° 1 : LE PALAIS NATIONAL DE MEXICO, SUR LA PLACE DE LA CONSTITUTION (ZOCALO) ÉTAIT AU CŒUR DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES AU XIX^e SIECLE POUR COMÉMORER LE CINCO DE MAYO (CLICHÉ : ALAIN MUSSET)

LA COMMÉMORATION DU 5 MAI À MEXICO AU XIX^E SIÈCLE¹

VERÓNICA ZÁRATE TOSCANO*

Dans le cadre des fêtes nationales et de la mise en place du calendrier civique au XIX^e siècle, le 5 mai est au Mexique un jour bien particulier qui mérite une étude approfondie, car il a pour origine le conflit qui a opposé Napoléon III aux forces de Benito Juárez, de 1862 à 1867, par l'intermédiaire du malheureux Maximilien, éphémère empereur d'une nation en quête d'identité. On ne peut pas oublier que, dans l'histoire, le temps est toujours en relation avec l'espace. Il apparaît donc nécessaire de destiner quelques pages à l'analyse des lieux de mémoire dans la grande ville de Mexico et dans les petits villages qui l'entourent, mais aussi à l'étude des espaces mis en scène, qu'ils soient ouverts ou fermés, et à la signification spatiale de la fête nationale. La perception de la ville est ici en relation avec la capacité éducatrice et formatrice de l'espace, quand la représentation des lieux de fête est chargée d'un symbolisme particulier. Mais avant d'entrer dans l'espace, il s'agit de passer par le temps.

LE RÔLE DU TEMPS

La période que j'ai sélectionnée pour mon analyse va de 1862 à 1903. Au cours de ces quarante ans, on assiste à la naissance d'une nouvelle festivité dans le calendrier civique mexicain. Celui-ci s'est rapidement consolidé et s'est enraciné entre les autorités politiques, les associations et la population. La première date, 1862, est celle de l'événement historique que l'on a décidé de

*Instituto Mora-Mexico, EHESS-Paris (cartographie : Violette Brustlein)

commémorer. La deuxième, 1903, a été choisie en fonction des sources historiques. En effet, cette année-là a été marquée par une réorganisation administrative du District fédéral : les documents historiques conservés par les anciennes municipalités ont été organisés d'une manière différente et leur dispersion rend la recherche plus difficile.

Dans les archives municipales de Mexico, j'ai trouvé de nombreux documents portant sur la formation et le fonctionnement des assemblées patriotiques, ainsi que les rapports des fonctionnaires locaux, les procès-verbaux des fêtes, la liste des orateurs et même quelques discours manuscrits que l'on peut ajouter à ceux qui ont été imprimés². Outre celles de Mexico, j'ai utilisé principalement les archives des municipalités d'Azcapotzalco, Guadalupe Hidalgo, San Ángel, Tacubaya et Tlalpan. Comme Mona Ozouf, quand elle travaillait sur les fêtes françaises de l'époque révolutionnaire (Ozouf, 1976), il m'a fallu dépouiller des masses de textes d'une très grande monotonie, mais, parfois, il m'est arrivé de recueillir des informations passionnantes en ouvrant la correspondance privée des différents acteurs de la fête, ou en épluchant les comptes des dossiers financiers. Les notes publiées dans les journaux de Mexico se sont aussi révélées riches en informations pour mieux connaître la manière de diffuser les dispositions du gouvernement concernant la fête, et comment les chroniqueurs décrivaient les événements. L'évolution des textes législatifs et les débats engagés autour des lois m'ont permis d'observer les permanences et les transformations des lieux de mémoire dans le temps.

Grâce à cet ensemble de sources historiques, j'ai pu obtenir une vingtaine de dates qui ont été commémorées tout au long du XIX^e siècle au Mexique. Pour mieux comprendre leur organisation, j'ai établi une typologie fondée sur leur origine (c'est-à-dire sur la nature des événements que l'on fêtait), en acceptant le risque d'une schématisation excessive :

- 1 - La naissance d'un nouveau pays ou le mythe fondateur
- 2 - La défense contre un ennemi extérieur
 - a - invasion espagnole
 - b - invasion américaine
 - c - intervention française
- 3 - La mémoire des luttes internes
- 4 - La promulgation des lois fondatrices
- 5 - La religion comme fête nationale
- 6 - Le culte des héros

Il faut souligner, que parmi ces dates, la fête du 5 mai appartient au groupe de commémorations intitulé « la défense contre un ennemi extérieur ». En effet, au XIX^e siècle, le Mexique était menacé par trois pays dont deux ont

occupé tout ou partie du territoire national. Tout d'abord, les Espagnols essayèrent de récupérer les territoires perdus lors de la guerre d'indépendance. En 1829, ils organisèrent une expédition de reconquête qui se termina en échec cuisant pour le gouvernement de Fernando VII. Le 11 septembre de la même année, la reddition des troupes espagnoles confirmait définitivement l'indépendance du Mexique : la victoire allait être durablement fêtée.

Presque vingt ans après, la guerre éclatait de nouveau, cette fois contre les États-Unis. Après de nombreuses batailles, le 16 septembre 1847, l'emblème des *stars and stripes* flottait sur la place principale de Mexico. Le prix de cette guerre était la perte d'un peu plus de la moitié du territoire national. La défaite était si douloureuse qu'il fut bien difficile de trouver des éléments pour fêter quelques batailles et l'héroïsme militaire des Mexicains. Ce n'est que dans le dernier tiers du siècle, c'est-à-dire sous le régime de Porfirio Díaz, que l'on commença à célébrer la bataille du château de Chapultepec ainsi que les fameux *niños héroes*, dont les exploits paraissent aujourd'hui sujets à caution.

Le dernier groupe de festivités est à mettre en relation avec la lutte contre une nouvelle force d'occupation. Le 5 mai 1862, l'armée mexicaine, commandée par le général Ignacio Zaragoza avait vaincu à Puebla l'armée française, que l'on considérait alors comme la plus puissante du monde. Ce jour-là devait entrer immédiatement dans les annales historiques et occuper une place centrale dans le calendrier civique. L'année suivante, le 16 février 1863, le président Benito Juárez le déclarait jour de fête nationale (Dublán et Lozano, 1878 : IX, 5821). Tout un programme était déjà prévu pour cette commémoration, même si la victoire sur les envahisseurs était encore loin d'être assurée. De fait, à la fin du mois de mai, le gouvernement mexicain devait quitter la ville. Le 10 juin suivant, l'armée franco-mexicaine entra à Mexico (Díaz, 1976 : III-134).

La victoire se traduisit par le début d'un régime impérial qui avait déjà échoué au début du siècle avec l'empereur Agustín de Iturbide. Maximilien de Habsbourg, imposé de force, tenta néanmoins de gouverner un territoire immense avec l'appui initial des conservateurs. Mais à cause de ses idées libérales, il perdit l'appui de ses premiers alliés. À son tour Napoléon III laissa mourir son rêve en décidant de rapatrier son armée. La ténacité des patriotes mexicains finit par payer : Maximilien fut destitué (puis fusillé) et Juárez procéda à la restauration de la république. À partir de cette date, on décida de commémorer le 5 mai, jour de la première victoire sur les Français. Même si, par la suite, le sort de la guerre tourna longtemps en faveur des envahisseurs, le Mexique avait fini par retrouver sa liberté. On disposait donc d'un nouveau sujet digne d'être héroïsé : le général Zaragoza, mort quelques mois après la bataille. La fête permettait d'établir un large consensus et pouvait entrer immédiatement dans le calendrier civique.

En 1863, au cours de la première commémoration, Joaquín Alcalde disait dans son discours : « Si Napoléon, un demi-siècle après, quand il annonçait que la France serait républicaine ou cosaque, avait vu l'enfant de l'inceste, son nain de neveu se percher sur la gloire de son oncle et apporter son drapeau dans le Nouveau Monde seulement pour le couvrir d'ignominie, pour le faire fuir honteusement, pour que le son tremblant de la déroute résonne dans la postérité, indubitablement il en serait mort de honte, en maudissant les lâches qui cherchaient leur salut dans la fuite [...]. Le soleil du mois de mai illuminait nos champs, des nuages chargés de grêle descendaient sur les ennemis, et le souffle de Dieu qui, le 5 mai 1821, éteignait en Afrique la vie de Napoléon I, 41 ans plus tard, le même jour, éteignait en Amérique la vie glorieuse de l'armée française. Avec Napoléon I, c'était Dieu même qui lui prenait la vie; avec Napoléon III, c'était Zaragoza qui était venu l'humilier » (Alcalde, 1863).

Il faut dire à cet égard que l'image de la France ne s'est pas détériorée avec l'événement, au contraire. L'admiration des Mexicains pour les Français augmenta et, jusqu'à la fin du siècle, principalement sous le régime de Porfirio Díaz (contemporain de la III^e République) elle leur servit de modèle. C'est pourquoi il n'est pas surprenant de voir que, dans les discours des orateurs mexicains de l'époque, c'est Napoléon III (et non la France) qui jouait le rôle du tyran. Ironie de l'histoire, Napoléon premier était mort à Sainte-Hélène le 5 mai, et l'on profitait de cette coïncidence. Dans le programme des festivités rédigé dans la petite ville de Guadalupe Hidalgo en 1892, trente ans après la célèbre bataille, on pouvait lire : « Vive le 5 mai 1862! Mexicains, chaque année notre nation célèbre avec enthousiasme le 5 mai, date qui vit le triomphe de notre armée sur un ennemi proclamé invincible. Mais notre culture nous fait savoir que si la France, à l'époque impériale, fut notre ennemie, aujourd'hui qu'elle est républicaine, elle est notre sœur. Ne mélangeons pas les époques : regroupons nous pour célébrer les gloires de la Patrie, soyons unis et oublions les rancœurs d'une autre époque. Vive le Mexique! Vive la France! »¹³

La fête du 5 mai resta importante durant tout le siècle, mais, sous le gouvernement de Porfirio Díaz, un autre jour est apparu dans le calendrier civique : le 2 avril 1867. En effet, ce jour-là, le général Díaz participa activement à la campagne d'expulsion des derniers impérialistes. Avant même l'arrivée au pouvoir du futur dictateur, les journaux parlaient déjà emphase de cette glorieuse bataille. À partir de 1877, la ville de Mexico commença à commémorer timidement cette nouvelle date. Avec le 2 avril, il s'agissait de savoir s'il fallait commémorer le début ou la fin de la guerre. Le cinq mai est resté bien ancré dans la mémoire historique comme le symbole de la victoire sur l'armée française, mais le 2 avril, date qui mettait un point final à cet épisode noir de l'histoire mexicaine, est presque oublié aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, au XIX^e siècle, ces deux dates (avril et mai), jouent un rôle très important parce qu'elles cassent

l'hégémonie du mois de septembre comme mois férié : le mois de la Patrie, comme on continue encore à le dire. C'est ainsi que le budget antérieurement destiné aux seules fêtes de septembre devait être partagé avec celles du mois de mai, et d'autres encore.

L'ESPACE DE LA FÊTE

Le choix des lieux étudiés pour ma recherche a été fait en fonction des sources historiques disponibles. C'est pourquoi la ville de Mexico, c'est-à-dire le *Centro histórico* actuel, occupe ici une place essentielle, même si j'ai trouvé des informations portant sur les fêtes organisées dans quelques petites villes voisines de Mexico (Azcapotzalco, Guadalupe Hidalgo, San Ángel, Tacubaya et Tlalpan), qui font désormais partie de l'agglomération mexicaine. Au XIX^e siècle, il s'agissait de municipalités séparées, aux caractères socio-économiques, politiques et culturels bien différents de la capitale. Pour donner un seul exemple, la ville de San Ángel (aujourd'hui un quartier chic de Mexico), comptait en 1871 un peu plus de mille cinq cents ouvriers qui travaillaient dans les usines textiles de la zone⁴. En étudiant les fêtes de septembre (célébration de l'indépendance), dans toutes ces villes, j'ai découvert que les manifestations organisées dans les chefs-lieux étaient reproduites dans les villages qui en dépendaient : on constate donc la reproduction d'une pédagogie civique à tous les niveaux⁵. En effet, dans un pays en quête d'identité, les fêtes nationales furent conçues dès l'origine pour mettre en place une mémoire historique commune à toute la population.

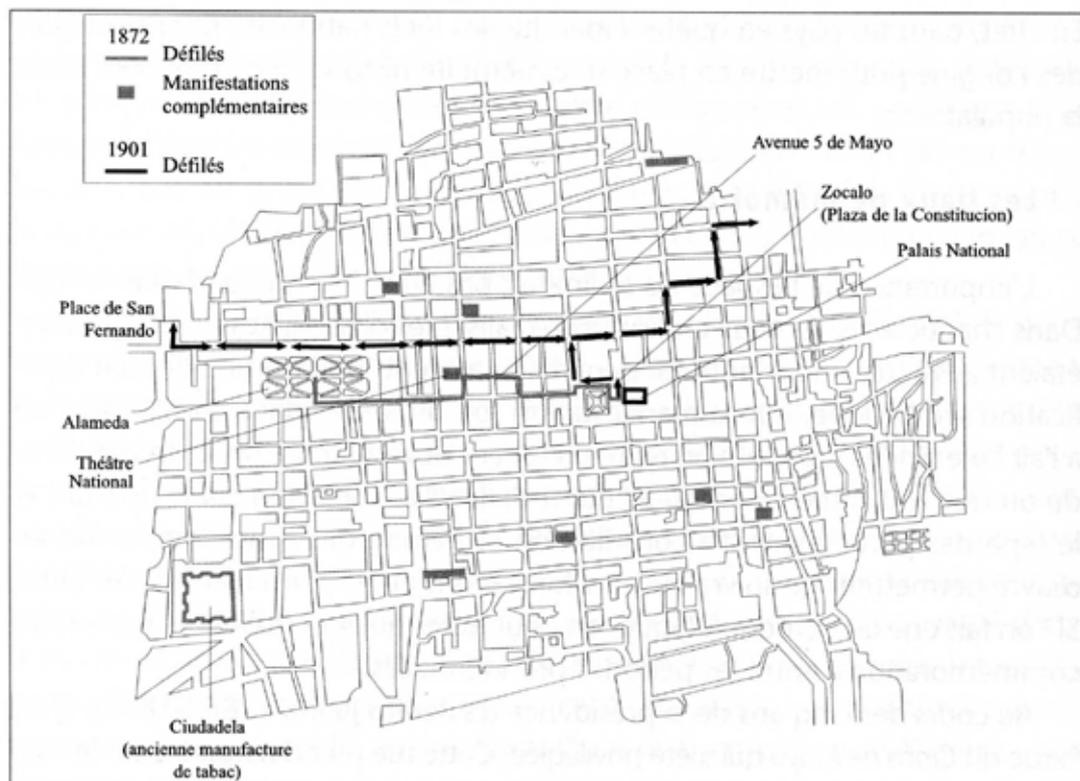
Les lieux de mémoire

L'importance de l'espace ne se limitait pas aux cités où l'on faisait la fête. Dans chaque ville, les lieux choisis pour réaliser les divers actes du programme étaient aussi très importants. En général, ils avaient toujours une grande signification symbolique, que la manifestation soit organisée dans un bâtiment ou à l'air libre. En fait, l'opposition entre un espace ouvert ou un espace fermé, étendu ou restreint, situé à l'est ou à l'ouest de la ville, conditionnait le nombre et le type des participants. La consultation et l'étude des programmes mis en œuvre permettent de suivre les transformations et les permanences des fêtes. Si l'on fait une liste chronologique, on peut noter quelques différences dans les commémorations, entre les périodes présidentielles.

Au cours des cinq ans de la présidence de Benito Juárez (1867-1872), c'est la rue du *Cinco de Mayo* qui a été privilégiée. Cette rue prend naissance sur le côté ouest de la cathédrale et se dirige vers le jardin de la Alameda. À l'origine, la rue

(baptisée *Vergara*) ne faisait que quelques mètres. Mais, suite à la célèbre bataille, la mairie de Mexico la changea de nom et ordonna son agrandissement (Marroquí, 1900 : II-108,114) : en 1869, elle desservait déjà quatre pâtés de maisons pour terminer face au Théâtre national. En 1868 les documents et les articles de journaux soulignent le grand effort réalisé par l'*Ayuntamiento* pour terminer cette rue. Elle était le décor idéal des cérémonies et c'est pourquoi le gouvernement faisait de gros efforts pour son embellissement. La rue était joliment décorée et, le soir de la fête, une illumination spéciale la rendait encore plus belle. Des arbres furent plantés pour la convertir en une promenade agréable, même en dehors des périodes de festivité. En 1872, toute la rue servit de cadre à la grande procession civique et, pendant le défilé (carte n° 1), un orchestre interpréta un air écrit par Aniceto Ortega en 1863, afin de rendre hommage au général vainqueur : *La Marcha Nacional de Zaragoza*. En 1881 on continua les travaux dans la rue afin de l'aligner. Quelques années après, en 1905, le théâtre fut détruit et la rue put enfin atteindre sa dimension actuelle : du Zócalo au théâtre de *Bellas Artes*.

Après Juárez, les présidents mexicains, c'est-à-dire Sebastián Lerdo de Tejada (1872-1876), Manuel González (1880-1884) et Porfirio Díaz (1877-80 et 1884-1911) n'utilisèrent plus cette rue pour organiser les processions civiques ou les défilés, mais son nom conserva le souvenir impérissable de la victoire de Zaragoza sur Napoléon III. Au cours de la présidence de Juárez, les cérémonies se réali-



CARTE N° 1 : LES CÉRÉMONIES DE 1872 ET DE 1901

saient alternativement dans des espaces ouverts et fermés. En 1868 et 1870, la célébration se fit à l'intérieur du Théâtre National. Ce choix imposait une limitation naturelle du nombre des participants et l'acte central était réservé aux élus. Mais on avait toujours la rue, espace ouvert et presque libre, où le peuple, la foule, pouvaient aussi festoyer : la rue et le Théâtre étaient alors complémentaires. En 1871, on installa une scène musicale en dehors du bâtiment officiel, et quelques orchestres militaires interprétèrent de la musique pour égayer la soirée.

Cependant, pour organiser la fête on choisissait presque toujours des espaces ouverts. À l'exception du Théâtre national, sur les 35 ans que j'ai analysés, je n'ai relevé qu'une seule cérémonie réalisée dans le Palais de l'industrie en 1876, et une autre dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Mais, ce dernier cas s'explique aisément par un phénomène de conjoncture politique : la fête du cinq mai correspondait au début de présidence de Porfirio Díaz, qui venait de gagner les élections de 1877. On combina donc dans le programme la « réception » de l'équipe présidentielle avec la commémoration de la victoire sur les Français⁶.

Les lieux privilégiés pour la fête du cinq mai étaient au nombre de deux : le jardin de la *Alameda*, à l'ouest, et celui de la *Plaza de la Constitución*, au cœur de la ville (photographie n° 1). Depuis 1592, la Ville de Mexico utilisait le terrain de la *Alameda* comme un « lieu de récréation pour l'ennoblissement de Mexico et le repos de ses habitants »⁷. Après l'indépendance, elle gagna une nouvelle signification en devenant le cadre des cérémonies et des fêtes nationales, autant celles du mois de septembre que celles du mois de mai. Le simple plaisir des promenades sous le couvert des arbres laissait alors la place aux leçons pédagogiques de la fête, ainsi qu'à ses discours historiques et civiques.

La place principale de la ville, son centre géographique et symbolique, était aussi un héritage de l'époque coloniale. La *Plaza Mayor* permettait la mise en scène des fêtes civiques et religieuses. Le nom de *Plaza de la Constitución* lui vient de la Constitution de Cadix (1812) et même si celui-ci est toujours son appellation officielle, elle est mieux connue sous le nom de *Zócalo* (le socle), parce que des années durant, on a essayé d'y construire un monument dédié à l'indépendance dont il n'exista jamais que le soubassement. Il faut néanmoins souligner que l'utilisation de cet espace pour la fête du 5 mai était encore toute relative. De fait, les manifestations les plus importantes n'étaient pas organisées en cet endroit, mais, à cause de son emplacement face au Palais National, le *Zócalo* était inévitable et servait de cadre à des événements complémentaires.

Entre 1877 et 1879, la cérémonie principale eut lieu dans le jardin de la *Plaza de la Constitución*, où l'on avait construit un local à cet effet. Pourtant, en 1880, le président Díaz utilisa de nouveau le Théâtre national. Entre 1881 et 1884 son successeur à la tête de l'État, son *compadre* Manuel González, profita du même espace. Ainsi, il n'était pas obligé de se déplacer trop loin pour présider

l'acte central, même si, en début de matinée, il devait se rendre au cimetière de San Fernando. Dès 1885 et jusqu'en 1899, la *Alameda* devint le cadre principal de la fête. Pourtant, même si les deux espaces s'ouvraient au grand air, avec comme toit la coupole du ciel, Porfirio Díaz décida, au début du XX^e siècle, de changer les lieux de festivité. Ses nouveaux choix portèrent sur des terrains offrant un large panorama, où tous les mouvements de la fête étaient visibles. Cette décision peut aussi être mise en relation avec l'importance accrue qu'il accordait aux militaires, puisque les espaces ouverts favorisaient l'évolution des forces armées.

En 1900, la cérémonie centrale fut organisée sur la plaine d'*Anzures*, au nord-ouest de Chapultepec. Il faut noter que la croissance de la ville de Mexico se faisait alors dans cette direction. À cette époque, le lotissement des terrains donna naissance à de nouveaux quartiers : *Arquitectos*, *Juárez*, *Roma*, *Cauhtémoc*, *Anzures*, *Verónica Anzures*, etc. La décision de l'empereur Maximilien d'installer sa résidence dans le château de Chapultepec avait été fondamentale dans l'histoire urbaine de Mexico, parce que le tracé du *Paseo del Emperador* ouvrait la voie vers l'ouest. Or les terrains d'*Anzures* étaient tout proches. Il faut aussi souligner que, par la suite, les gouvernements libéraux profitèrent de cette avenue, rebaptisée *Paseo de la Reforma*, qui fut inaugurée en mai 1872. Une chronique dans le *Monitor Republicano* disait alors : « Le *Paseo de la Reforma*, cette magnifique chaussée destinée devenir l'une des plus belles avenues du monde, a été inauguré ce dimanche. Une multitude de calèches la parcourait, et tous ceux qui admiraient le nombre infini des arbres plantés, les projets de fontaines et la largeur de la promenade, ne pouvaient que saluer l'intelligence de M. García Torres »⁸.

Sur le *Paseo de la Reforma*, un endroit particulier servit de décor à une fête du 5 mai. En effet, en 1878 était placée la première pierre d'un monument, finalement inauguré en 1886, qui était dédié à Cuauhtémoc, successeur de Moctezuma et victime de l'envahisseur espagnol. En 1903, c'est à côté de cet édifice que les cérémonies furent organisées. Le *Paseo de la Reforma* semblait gagner une bataille symbolique. Après avoir été conçu par un empereur imposé par Napoléon III, on l'utilisait pour commémorer la défaite de l'armée française. Par la même occasion, le régime manifestait sa filiation indigéniste en rendant hommage au dernier empereur aztèque. Aujourd'hui encore, le monument est toujours situé au croisement de *Reforma* et d'*Insurgentes*, les deux avenues les plus importantes de Mexico.

L'ouest était devenu le point cardinal prédominant de la fête. Entre 1904 et 1907, les cérémonies ont eu lieu dans une grande tribune monumentale érigée à Chapultepec. Ce déplacement des parcours et des lieux de mémoire s'explique aussi parce que, à cette époque, le château de Chapultepec servait de résidence au président. Il n'y eut qu'un seul bref intermède dans cette évolution :

en 1901 et en 1902, la célébration se fit à l'est de la ville, dans des champs bucoliquement appelés *La Vaquita*, près du site où l'on faisait construire la prison de Lecumberri. Au cours de la Révolution mexicaine, on a parfois oublié de célébrer la fête. À cette époque, les espaces qui lui étaient consacrés n'étaient pas véritablement fixés. Ainsi, en 1912, c'est la *Ciudadela*, c'est-à-dire le dépôt d'armes, qui servit de décor aux cérémonies.

Avant cette époque troublée, la commémoration du 5 mai se fondait sur un autre lieu essentiel : le cimetière de San Fernando. À l'époque coloniale, le *Colegio de Propaganda Fide de San Fernando*, de l'ordre des franciscains, était un lieu d'enterrement destiné à certains membres de l'élite. Pourtant, en 1832, on commença la construction d'un cimetière « civil » à gauche du temple⁹. Peu à peu, plusieurs personnages célèbres et importants de la ville furent déposés dans ce cimetière. En 1862, quand le grand héros de la bataille du 5 mai, Ignacio Zaragoza, mourut, son corps fut transporté de la ville de Puebla jusqu'à San Fernando en suivant un trajet qui allait servir de modèle à toutes les processions civiques des années à suivre. Même si l'anniversaire de sa mort ne correspondait pas à la date du 5 mai, sa tombe jouait un rôle central dans la fête nationale parce qu'il était à la fois le vainqueur et la victime de cette célèbre bataille. En 1871, l'assemblée des patriotes chargée de l'organisation de la fête fit une première visite au cimetière. Dès 1877, Porfirio Díaz inaugura la tradition selon laquelle le président devait s'incliner chaque année sur la tombe du héros.

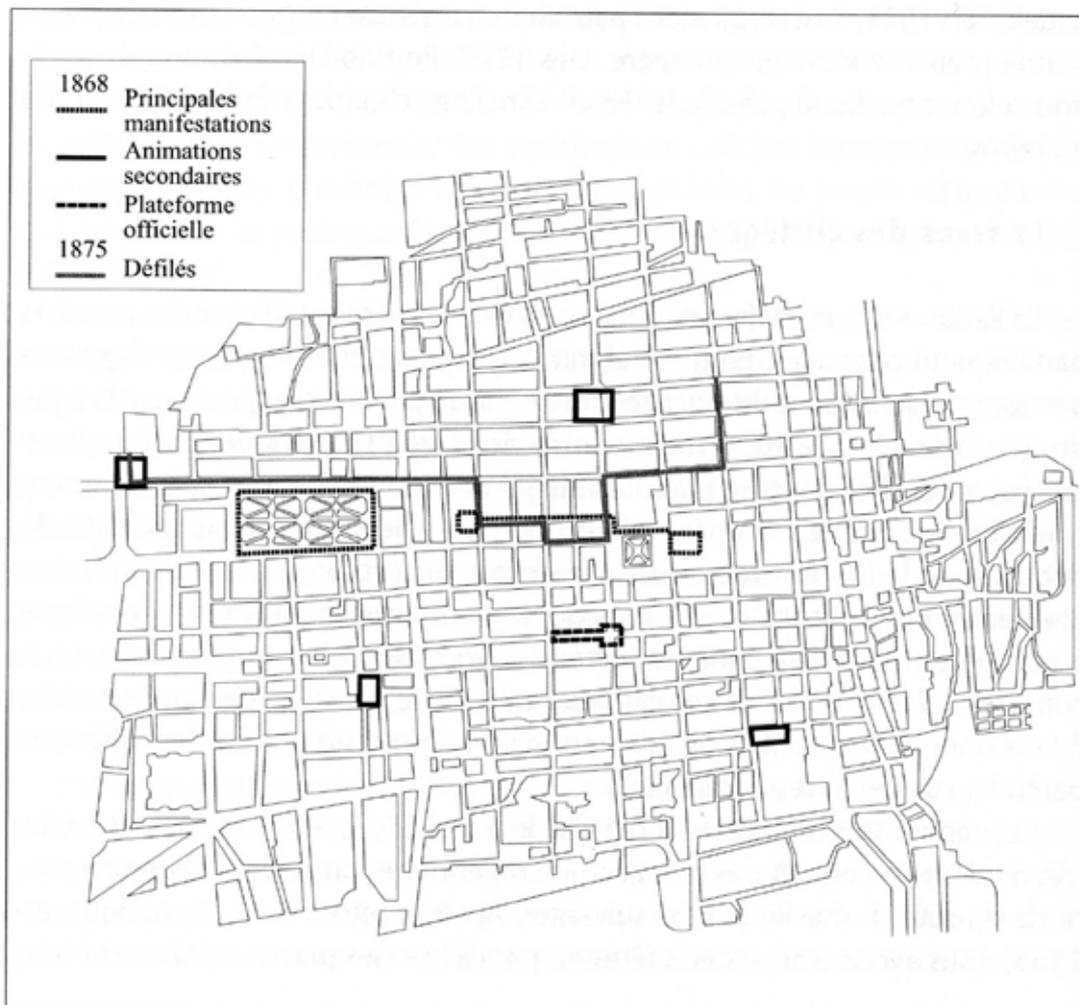
Le tracé des cortèges

La liaison entre les différents lieux de la fête se faisait en suivant des parcours parfaitement raisonnés. En général, on ne peut pas dire que les cortèges respectaient toujours un ordre linéaire : on ne suivait pas la règle qui dit que la ligne droite est la plus courte distance entre deux points, puisque, de temps en temps, on devait suivre un parcours inégal ou bien tortueux et apparemment compliqué. L'orientation générale du parcours dépendait bien entendu du début et de la fin du trajet, mais elle devait aussi respecter les relations établies entre des endroits et des rues qui avaient une signification symbolique particulière : on a déjà parlé de la rue du *Cinco de Mayo*, et de certains lieux comme la *Alameda*, la *Plaza de la Constitución* ou le cimetière de San Fernando. Il faut donc faire attention et bien connaître ce qui signifiaient les différents parcours aux yeux des participants.

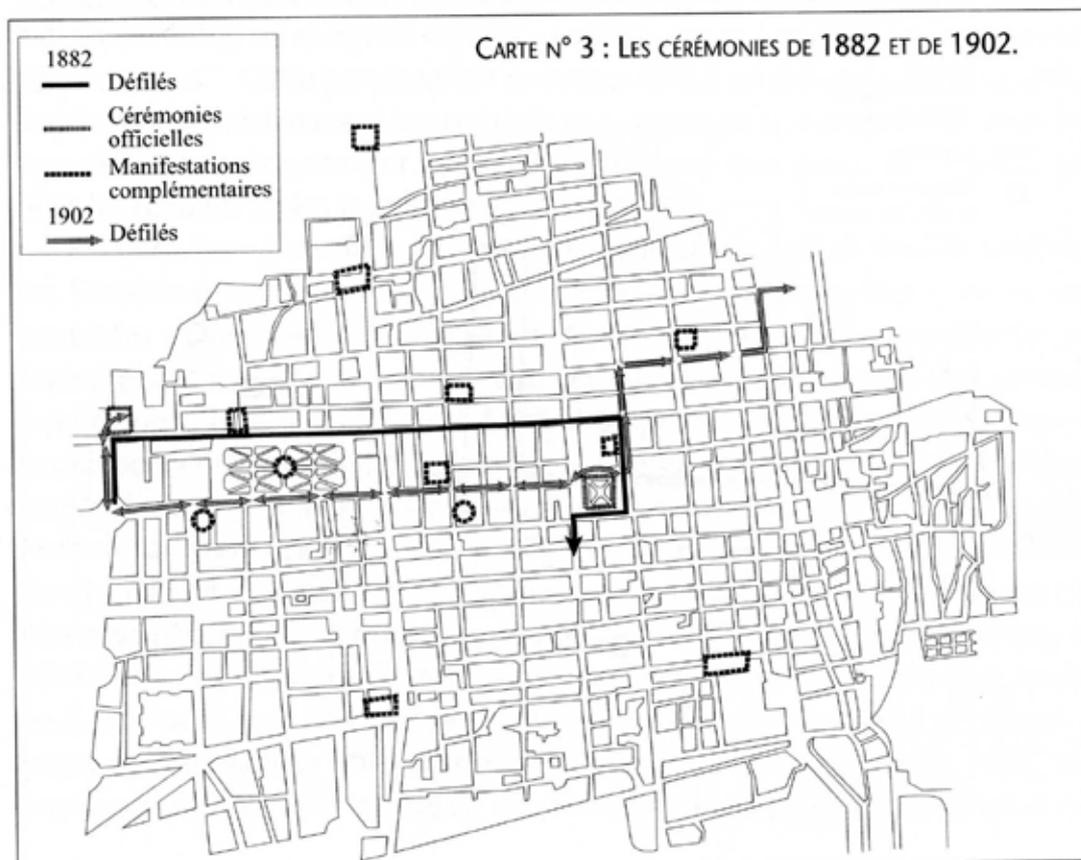
Le premier anniversaire de la bataille, le 5 mai 1863, se célébra à la *Alameda*. Même si on ne connaît pas la trajectoire du cortège, on peut l'imaginer à partir de la route choisie les années suivantes. Après le retour de la République, en 1868, nous avons trouvé deux fêtes en parallèle et les places qu'elles ont tou-

chées sont assez intéressantes. Sur la carte n° 2 on peut voir que la distribution des lieux de fête couvre tous les points cardinaux. Les tracés en petits pointillés correspondent aux principaux événements : une cérémonie au Théâtre national, suivie d'un grand banquet à la *Alameda*. Les lignes noires concernent les animations secondaires. En grands pointillés, on peut voir l'emplacement d'une plate-forme installée par une société de patriotes pour suivre pas à pas les temps forts de la bataille : la cérémonie commença « un quart d'heure avant dix heures du matin, heure à laquelle l'envahisseur français se présenta devant la forteresse de Guadalupe », avec la lecture du rapport officiel, suivie d'un discours. « À une heure de l'après midi, heure à laquelle on arracha la victoire à ceux qui se prétendaient les meilleurs soldats du monde », la musique retentit pour fêter la victoire, tandis qu'une jeune fille couronnait le portrait de Zaragoza¹⁰.

CARTE N° 2 : LES CÉRÉMONIES DE 1868 ET DE 1875.

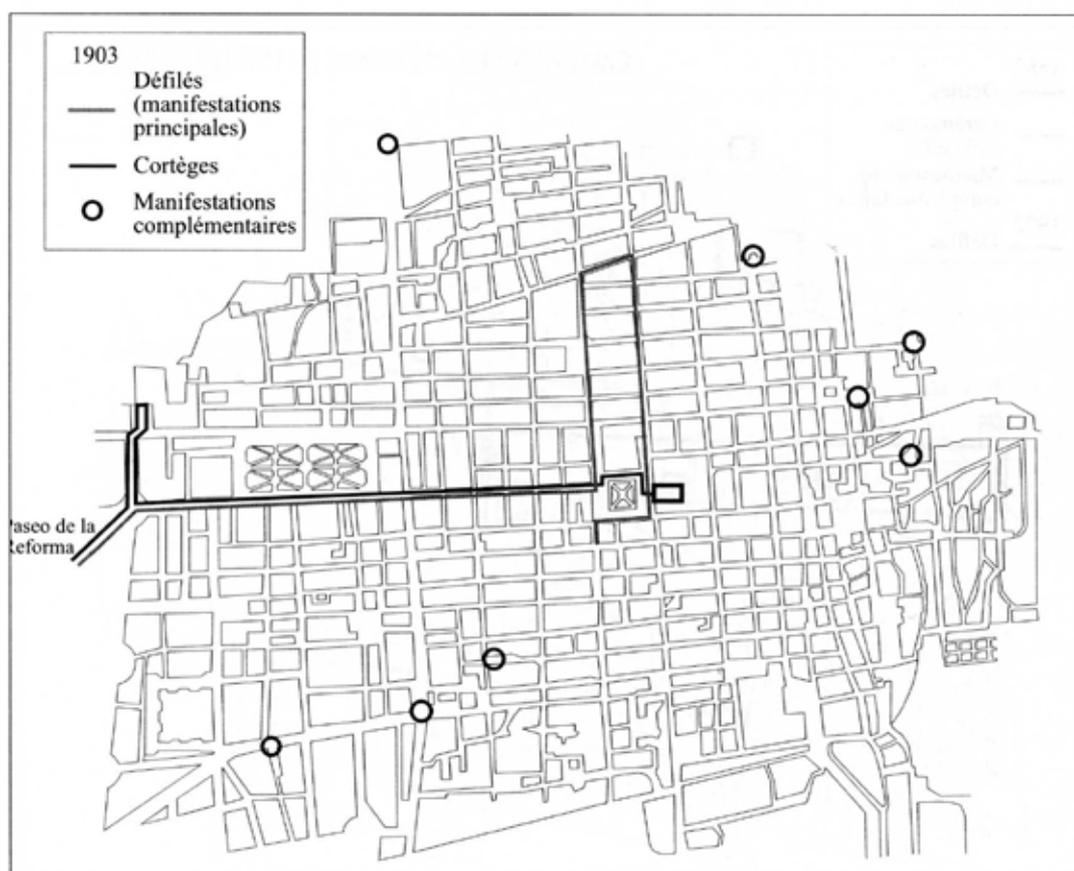


Si l'on revient à la carte n° 1 (1872 et 1901), on peut voir le parcours suivi pour aller et retourner à la *Alameda* où avait lieu la cérémonie centrale. La carte mentionne aussi les lieux destinés à accueillir des manifestations complémentaires, en divers points de la ville. À partir de cette époque et pour les trente ans à venir, les lieux de fête changeront peu. Cependant, au début du XX^e siècle, quelques changements apparaissent. Si on analyse les espaces de la fête de 1901, on constate une combinaison entre l'ouest et l'est de Mexico : les participants doivent alors traverser presque toute la ville, en partant du Palais national « en calèches découvertes, par les rues de l'Empedradillo, Tacuba, Santa Clara, San Andrés, Mariscal et l'avenue des Hommes illustres jusqu'au cimetière de San Fernando [...]. Après la fin de la cérémonie, les participants reprendront les mêmes rues pour se diriger vers celles d'Escalerillas, Santa Teresa, 2a. del Indio Triste, Montepío Viejo, Inditas, Plantados, Lecumberri et la prison, vers le terrain de la *Vaquita*, jusqu'au site où l'on a élevé une tribune »¹¹. Le tracé favorisait la partie nord de la *Alameda*, mais, l'année suivante (carte n° 3), il y eut un déplacement vers le sud du jardin, toujours en carrosse : « par les rues de Plateros, San Francisco, les avenues Juárez et Rosales jusqu'au cimetière de San Fernando. [...ensuite] les participants repartiront par les mêmes rues pour se diriger vers les rues du Séminaire, la première et la seconde del Reloj, San Ildefonso, Montepío Viejo, la Verónica, le Callejón de Armado, Lecumberri et la prison, jusqu'au terrain de la *Vaquita* »¹².



En 1903, la manifestation principale changea de cadre et le cortège se dirigea vers le sud-ouest (carte n° 4) pour se diriger ensuite vers le nord, passer devant le Palais national et terminer à côté du Palais municipal : « par les rues de Plateros, San Francisco, les avenues Juárez et Rosales jusqu'au cimetière de San Fernando. [...] Après la fin de la cérémonie, les participants repartiront par les rues de Rosales y la chaussée de la Reforma, jusqu'au site proche du monument à Cuauhtémoc. [pour le défilé] les forces partiront de la chaussée de la Reforma et passeront par la rue de Patoni, l'avenue Juárez, les rues de San Francisco, Plateros, Empedradillo, Santo Domingo, Celaya, Puente de Luguísamo, Reloj y Seminario, face au Palais national et au Palais municipal. Elles se disloqueront au coin de la rue de la Monterilla, pour se retirer dans leurs quartiers ». Cette même année, les manifestations complémentaires furent principalement organisées dans les quartiers populaires, loin du centre ville. On peut noter qu'il n'y eut presque aucune activité dans le nord-ouest, alors que la croissance urbaine se faisait dans cette direction. La superposition des trajets montre clairement les différences entre les parcours et comment les surfaces concernées par la fête augmentaient chaque année.

CARTE N° 4 : LES CÉRÉMONIES DE 1903.



Les documents que j'ai trouvés m'ont permis de savoir qui participait à ces cortèges, mais pas toujours de définir l'ordre dans lequel les invités marchaient. Cependant, en se fondant sur d'autres types de manifestation, on peut penser que personne ne défilait de manière individuelle, mais comme membre d'une corporation. Cette organisation était un héritage de l'ancien régime, dont on retrouve des traces importantes malgré les transformations subies par la société mexicaine au cours du XIX^e siècle. Il faut souligner à cet égard la participation des fonctionnaires civils et militaires. Les trois pouvoirs : l'exécutif (le président et les secrétaires ou ministres), le législatif (députés et sénateurs) et le judiciaire (Cour suprême de Justice) sont présents. Parmi les militaires, on peut reconnaître les membres de l'état-major mais aussi les représentants du Tribunal militaire suprême. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans la ville de Mexico, qui est aussi la capitale du pays. C'est pourquoi deux pouvoirs sont représentés : le fédéral et le local. Le président devait donc partager la vedette avec le gouverneur du District fédéral. Cette liste de participants est valable au moins pour 1901 puisque, au cours des années suivantes, il n'est fait mention que du président et du gouvernement : d'acteurs, les autres participants étaient devenus simples spectateurs.

En 1876, un autre groupe est apparu dans les cortèges : le Grand cercle des ouvriers, l'une des plus importantes de ces organisations d'ouvriers (en fait, principalement des artisans), qui avaient été créées pour favoriser l'élévation intellectuelle et morale des travailleurs par l'éducation et l'organisation de coopératives. En 1885, on comptait déjà 24 « sociétés sœurs » invitées à participer aux fêtes civiques¹⁴. Cette participation correspondait à un échange : le gouvernement aidait financièrement les associations à organiser leur propre fête, mais on leur demandait de participer aux cérémonies parce que, grâce à leur présence, elles les rendaient plus intenses et plus brillantes.

En 1875, les « Commissions unies du Grand cercle des ouvriers de Mexico, les Sociétés mutualistes de tailleurs et les Unions de chapeliers » invitèrent toutes les « associations mutualistes de la capitale, les sociétés scientifiques et littéraires, les travailleurs des usines de la vallée, ainsi que le peuple en général à participer à la fête »¹⁵. Sur la carte n° 2, on peut noter que le cortège suivait le parcours entre « la salle des sessions du Grand cercle, situé dans l'ex-collège de San Gregorio » et le cimetière de San Fernando en passant par les rues de « San Pedro y San Pablo, Indio Tristé, Santa Teresa, Escalerillas, Empedradillo, Plateros, San José el Real, Cinco de Mayo, Vergara, Minería, l'avenue des Hommes illustres ». Même les ouvriers ne pouvaient pas ignorer le parcours presque officiel de la fête. De temps en temps, le gouvernement accordait cinquante pesos au Cercle pour qu'il organise sa propre célébration du 5 mai, et il se plaisait à inaugurer de manière officielle des écoles pour artisans. À partir de 1900, les ouvriers ne furent plus indiqués de manière spéciale dans les programmes com-

me auparavant, quand ils participaient à la cérémonie du cimetière de San Fernando, particulièrement entre 1888 et 1899. De fait, les ouvriers disposaient alors de leur propre fête, le 1^{er} mai.

Pour terminer avec les différents composants du cortège, il faut noter aussi la participation des employés des bureaux publics, les étudiants des collèges, les membres des assemblées patriotiques, les invalides, les associations et les invités divers. Tous ceux-ci participaient à la commémoration, mais on ne connaît malheureusement pas l'ordre dans lequel ils défilaient. On peut néanmoins assurer que la hiérarchie, soumise aux circonstances historiques et politiques, changeait souvent.

Les programmes

En quoi consistait la fête ? Pour reconstituer le programme, il serait nécessaire de compter avec plusieurs éléments qui ne sont pas toujours accessibles. L'information que j'ai pu réunir n'est pas complète pour toutes les années, ni pour tous les aspects : il y aurait donc un grand risque à reconstruire une fête idéale, mais qui n'aurait jamais eu lieu. C'est pourquoi, je me contenterais d'analyser la commémoration d'une seule date pour laquelle je dispose d'une information assez fournie : l'année 1882.

Les fêtes comprenaient généralement trois types de manifestations : les opérations préparatoires, les cérémonies centrales et les actes complémentaires. Les opérations préparatoires avaient pour but de créer une atmosphère appropriée à la fête. Elles incluaient l'élaboration du budget, le choix des orateurs, la mise au point du programme, l'impression des affiches, l'affichage, etc. (en 1882, le coût des affiches et de leur placardage s'éleva à 53,75 pesos). Les organisateurs recommandèrent aussi aux habitants de la ville d'embellir les façades et de les illuminer afin de participer aux travaux réalisés pour la construction des plates-formes, la décoration des lieux festifs, etc. Les jours qui précédaient la fête permettaient de mettre en place un symbolisme destiné à consolider l'identité nationale.

Les cérémonies centrales de la fête du 5 mai étaient nombreuses. La fête commença à cinq heures du matin quand le drapeau national fut hissé dans tous les bâtiments publics au son des cloches et de 21 coups de canon. Ensuite, les orchestres militaires parcoururent les rues de la ville. Dès 1871, on avait pris l'habitude d'effectuer une démonstration patriotique pour honorer Zaragoza. À sept heures du matin, le président, accompagné par le gouverneur du District fédéral, le conseil municipal, les représentants du gouvernement, les fonctionnaires et les associations, déposèrent une couronne de fleurs devant son tombeau au cimetière de San Fernando. La décoration de la tombe et la couronne impliquait une dépense de 35,37 pesos. Après les fleurs, vint le discours qui faisait allusion

à l'événement historique commémoré¹⁶. Cette fois-ci, l'orateur était Alberto del Frago, qui avait déjà prononcé un discours en 1878 à Tacubaya, pour la fête de mai, mais aussi en 1881, pour les cérémonies de septembre.

À neuf heures du matin, les autorités municipales se rassemblèrent devant le Palais municipal pour se diriger vers le Palais national ou ils rejoignirent le président, les employés fédéraux et le reste du cortège. À cette occasion, la cérémonie fut célébrée dans un salon, sous un store richement décoré qui coûta 573,81 pesos. Le secrétaire de la Mairie lut le report officiel de la bataille du 5 mai. Ensuite, le magistrat Manuel Contreras prononça un discours et Julio Espinosa une poésie. Enfin, le président donna cinquante pesos à cinq invalides qui avaient participé à la bataille : les soldats Silvestre Ariza et Margarito López, le caporal Epitacio Palomares et les sergents Modesto Gutiérrez et Tiburcio Martínez. Il faut souligner que la gratification est presque toujours accordée aux mêmes invalides : on les retrouve chaque année sur les listes, jusqu'au moment de leur décès.

Pour la première fois, en 1872, il y eut un défilé « en colonne d'honneur, des troupes de la garnison », devant le président et son cortège, installé au Palais national. Dix ans après, en 1882, le parcours suivait « les rues de Rosales, l'avenue des Hommes illustres, les rues de San Andrés, Santa Clara, Tacuba, Escalerillas y Seminario, pour passer en face du Palais national, du Puente de Palacio, du Portal de las Flores et du Palais municipal »¹⁷. Sur la carte n° 3, on peut noter que le parcours était long. Cependant, il faut souligner qu'il était similaire à l'itinéraire suivi par les restes du général Zaragoza quand ils furent déposés à San Fernando en 1862 (Zárate Toscano, 1998 : 342-343).

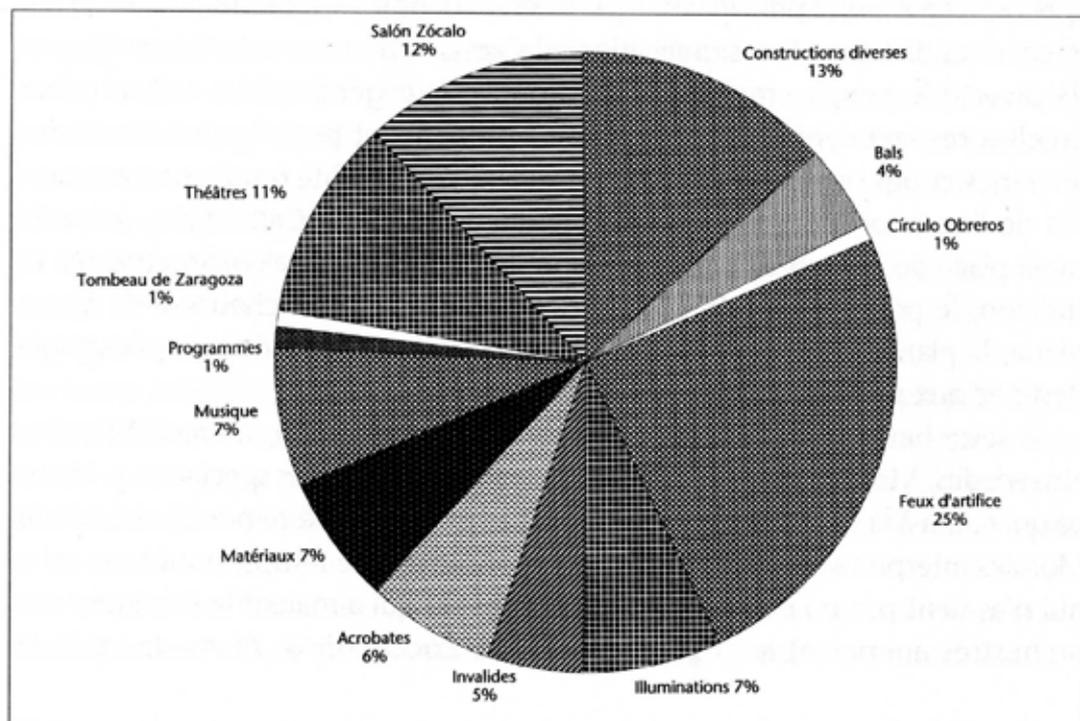
Les manifestations complémentaires n'étaient pas nécessairement placées après les cérémonies principales, mais insérées dans le programme. Toute la différence résidait dans leur signification : il s'agissait pour les autorités politiques de divertir le peuple, mais aussi de montrer leur générosité ou de prouver qu'elles respectaient leurs obligations en finançant pour les habitants des ouvrages et des services publics. C'est ainsi qu'en 1882 le gouvernement profita de l'occasion pour inaugurer un jardin à l'est de la Cathédrale, un puits sur la place de Zaragoza, la prolongation des rues de Nonoalco, Moctezuma et Hidalgo, le pont du carrefour de la rue Camelia et de la chaussée de Santa María, la plantation de nombreux arbres, ainsi que l'Académie de pédagogie destinée aux professeurs des écoles municipales.

À seize heures, les théâtres « Principal, Arbeu, Alarcón, Merced Morales, Novedades, Morelos et le salon de la Zarzuela » offrirent des spectacles gratuits, ce qui coûta à la mairie 530 pesos. Ce même jour, au Théâtre principal, Melesio Morales interpréta son *Hymne à la paix*. Dans le même temps, pour tous ceux qui n'avaient pas pu entrer dans les théâtres ou qui aimaient la musique, des orchestres animaient les « promenades du Zócalo, de la Alameda et de la

Reforma ». Entre huit heures et demie et midi, un grand concert vocal et instrumental fut donné au jardin du *Zócalo*. Le programme comprenait des pièces musicales de Georges Bizet, Gaetano Donizetti, Charles Gounod, Tito Matei, Gioacchino Rossini, Giuseppe Verdi et Emil Waldteufel, ainsi que l'hymne national du Mexique. Le coût total de la musique fut de 365 pesos. En outre, le soir, des représentations d'acrobates égayèrent les places du « Tecpan de San Juan, San Pablo, Santa María de la Redonda, Los Ángeles et du quartier de Santa María de la Ribera », ainsi que l'hôpital des Pauvres et la cour de « l'École des arts et métiers, située à San Pedro y San Pablo ». La dépense atteignit 320 pesos.

Les feux d'artifice, toujours très appréciés, étaient le clou de la fête. À sept heures et demie, ils furent tirés sur la place de la Constitution, les autres places et les principaux carrefours. En chaque point, le public eut droit à « un pavillon, quatre pièces seules, six parachutes, huit bombes, six grosses fusées, douze fusées d'annonce et un bouquet ». La dépense pour tous les feux était de 1 200 pesos. Cependant, la météo jouait un rôle important dans la fête car, à Mexico, le mois de mai correspond au début de la saison humide, et l'on craignait toujours de voir la pluie gâcher les manifestations. Dans une chronique publiée dans un journal de l'époque, on peut lire quelques lignes chargées d'ironie : « les fusées avaient touché les yeux de Saint-Pierre, et c'est pourquoi il a commencé à pleurer »¹⁸. Après les feux d'artifice, la foule se pressa dans les bals populaires organisés dans les théâtres Merced Morales et Morelos, dans les salons de la Zarzuela et des Betlemitas, sur la promenade de la Granja et dans le village de Santa Anita. Leur coût s'élevait à 210 pesos.

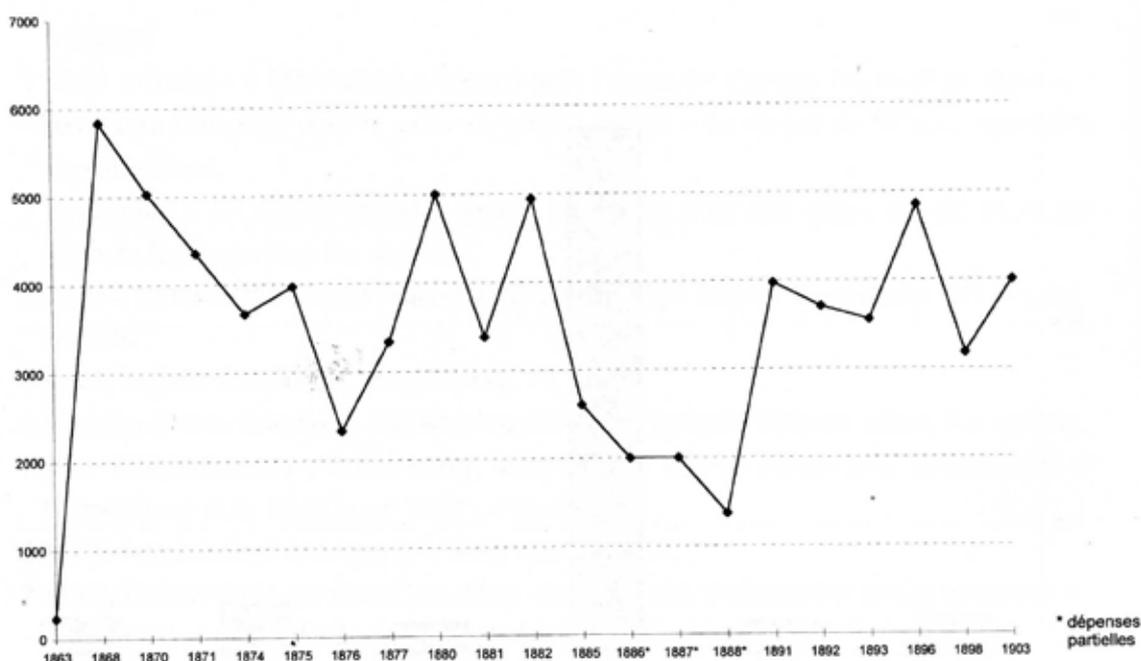
GRAPHIQUE N° 1 : DISTRIBUTION DES DÉPENSES DE LA FETE DU 5 MAI 1882 (VILLE DE MEXICO)



Nous avons mentionné quelques dépenses occasionnées par la fête, mais il apparaît nécessaire de regarder toute l'information réunie dans le graphique n° 1. En pourcentage, les feux d'artifice représentent à eux seuls la cinquième partie du budget total. À l'époque coloniale, les autorités dépensaient déjà beaucoup d'argent en poudre parce qu'elle voulait épicer les fêtes : la plus grande explosion signifiait la plus grande joie. Il faut aussi noter que tous les bâtiments, publics et privés, étaient illuminés, malgré le coût que cela représentait pour les organisateurs, parce que la lumière transformait les villes en grands décors de théâtre et prolongeait le plaisir et la diversion des habitants. Pour organiser une fête splendide, il fallait donc construire et décorer avec profusion. En 1882, ces ouvrages éphémères (constructions diverses et salon du *Zócalo*), représentèrent 32 % des dépenses.

Le coût total de la fête atteignait presque 5 000 pesos. Pour donner une idée de l'ampleur des dépenses, on peut rappeler qu'à cette époque le journal coûtait cinq centimes, un repas avec une bière dans une *fonda* coûtait trois *reales*, c'est-à-dire environ 37 centimes; une paire de bottines pour femme, deux pesos et demi; un pantalon de cachemire, six pesos; une livre de chocolat, un peso; un billet pour aller de la ville de Mexico à Guadalajara (voyage qui durait huit jours), quinze pesos¹⁹. On peut aussi souligner que non seulement les dépenses étaient importantes, mais que, durant toutes les années pour lesquelles j'ai pu réunir des informations (1863-1903), elles ont toujours augmenté (graphique n° 2).

GRAPHIQUE N° 2 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE LA FÊTE DU 5 MAI (1863-1903)

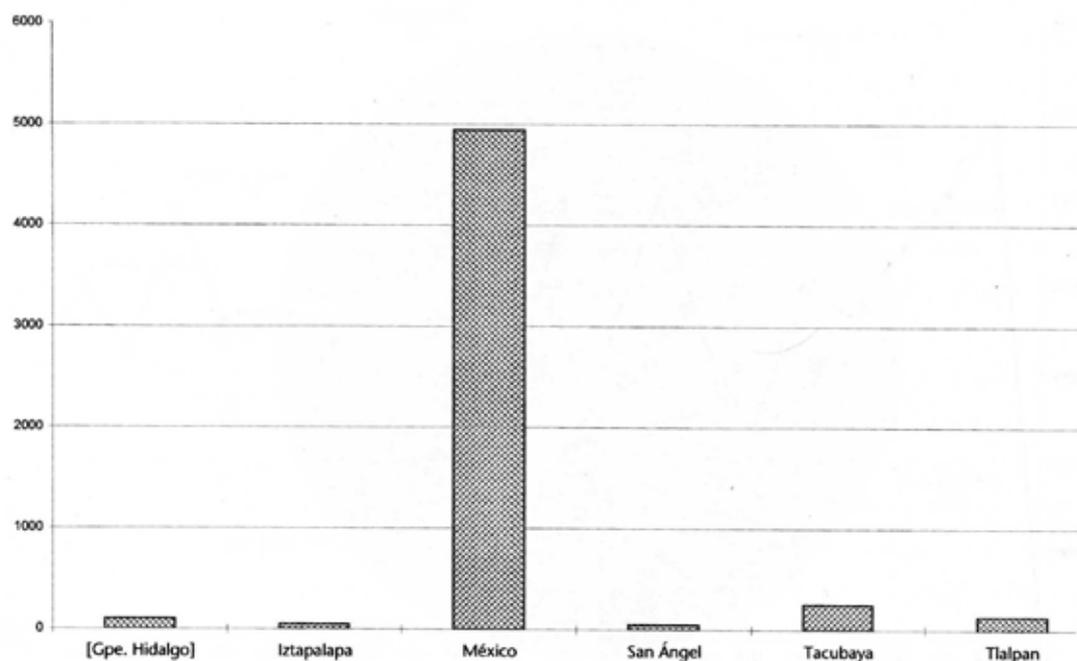


La fête dans les banlieues

Le développement urbain de la ville de Mexico demandait une organisation administrative efficace. Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, la ville se divisait en quartiers et les *demarcaciones* se distinguaient déjà nettement les unes des autres. Chacune organisait sa propre fête. J'ai trouvé les programmes des fêtes de cinq *demarcaciones* entre 1887 et 1896. Il faut souligner que c'est surtout autour des manifestations complémentaires que se fait la différence. Dans ces quartiers, on trouve beaucoup de distractions populaires, telles que mats de cocagne, courses de sacs, tombolas, casse-tête, jeux équestres (*coleaders con charros*), sans oublier évidemment les cérémonies principales.

Il existait cependant une grande différence entre les cérémonies de la ville de Mexico et ceux des petits villages qui dépendaient du District fédéral. Mexico avait en effet l'avantage d'abriter le cimetière où reposaient les restes du héros, et l'on en profitait. En revanche, dans les petites villes, on imitait les principaux épisodes de la fête centrale. En début de matinée, on hissait le drapeau national au son du canon, des cloches et des fanfares militaires. Entre neuf et dix heures du matin, la cérémonie principale avait lieu sur la grand-place de la ville. On lisait alors le rapport officiel de la bataille et les orateurs prononçaient leurs discours habituels. Les manifestations complémentaires comprenaient concerts, chars allégoriques, acrobates, inauguration d'immeubles ou d'ouvrages financés par le gouvernement, pièces de théâtre, envol d'aérostats, bals, etc. Mais le moment le plus attendu était toujours celui des feux d'artifice.

GRAPHIQUE N° 3 : LES DÉPENSES DE LA FÊTE DU 5 MAI 1882 (MEXICO ET BANLIEUES)



Si l'on compare Mexico et les villes de la banlieue, on constate que le budget consacré aux cérémonies dépend de la taille et de la population de chaque municipalité (graphique n° 3). Il faut à cet égard souligner que, si la commune de Guadalupe Hidalgo apparaît ici dans le graphique, la fête ne s'était pas déroulée sur son territoire cette année-là. En effet, les organisateurs avaient demandé, comme toujours, l'appui du gouvernement fédéral, qui lui accordait chaque année cinquante ou cent pesos. Cependant, cette fois-ci l'argent arriva le 8 mai, c'est-à-dire trop tard pour faire la fête, tout au moins avec la participation officielle et financière des autorités - mais on ne peut pas croire que, malgré ce retard regrettable, il n'y ait eu aucune célébration...

On a donc vu que la fête était utilisée par les autorités locales et nationales afin de donner un sens à l'espace urbain. L'appropriation de la ville, la reconnaissance des symboles civiques et des hauts lieux de la mémoire patriotique, exercent sur les habitants une fonction éducatrice et formatrice. Il s'agit d'encourager l'émergence d'un sentiment national qui pourra transcender les barrières sociales ou politiques. C'est pourquoi tous les lieux qui ont été successivement choisis pour organiser la fête, en jouant sur la complémentarité des espaces ouverts et des espaces clos, reflètent les aléas d'une géographie urbaine placée au service du gouvernement et de la nation. Or, ce qui est vrai pour les commémorations du *Cinco de mayo*, l'est aussi pour les autres grandes fêtes de l'actuel calendrier mexicain : en ce sens, les héritiers de la Révolution n'ont fait que suivre la voie tracée au XIX^e siècle par Porfirio Díaz.

Notes

- 1 Cette recherche a été réalisée à Mexico avec l'appui du Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología (Conacyt) dans le cadre du projet 4530-H « La ciudad de México, cambios y permanencias ».
- 2 Je voudrais à cet égard remercier Ignacio Hernández pour son appui, surtout en ce qui concerne la récupération des données.
- 3 Archivo Histórico del Distrito Federal (AHDF), Guadalupe Hidalgo, Festividades, Inv. 95, Exp. 38, 1892.
- 4 AHDF, Tlalpan, Festividades; inv. 104, exp. 19, 1871.
- 5 Verónica Zárate Toscano, « San Ángel as the site of National Festivals during the 1860's », dans William Beezley y David Lorey, *Viva México, Viva la Independencia. Celebrations of Independence Day, 1820's and 1920's*, à paraître.
- 6 AHDF, Festividades 5 de Mayo, inv. 1062, exp. 17, 1877.
- 7 AHDF, Imperio de Maximiliano, inv. 2314, exp. 15. 1866. Documentos para la formación de la memoria municipal del 2o. semestre de 1866.

- 8 Voir le journal *El Monitor Republicano*, México, 12 de mayo de 1872. núm. 114.
- 9 *Inscripciones y poesías que se leen en el Panteón de San Fernando de México*, México, s.e., 1846, 18 pp.
- 10 AHDF, Festividades 5 de Mayo, Inv. 1062, Exp. 3, 1868
- 11 AHDF, Festividades 5 de Mayo, Inv. 1064, Exp. 43, 1901.
- 12 AHDF, Festividades 5 de Mayo, Inv. 1064, Exp. 45, 1902.
- 13 AHDF, Festividades 5 de Mayo, Inv. 1064, Exp. 46, 1903.
- 14 AHDF, Festividades del 5 de Mayo, Inv. 1063, Exp. 24, 1885. Leur participation au programme montrait les bonnes relations entre les autorités et les travailleurs.
- 15 *La firmeza, Órgano de la Sociedad « Socorro mutuo de impresores »*, México, 1o. de Mayo de 1875, Núm. 17.
- 16 L'analyse des discours civiques et patriotiques nous montrerait l'utilisation d'un langage plein d'un symbolisme civique et religieux. Dans un autre essai, j'analyserai cette littérature.
- 17 AHDF, Festividades del 5 de Mayo, Inv. 1063, Exp. 21, 1882.
- 18 *El Embudo*, México, 8 de mayo de 1871. núm. 24. L'article s'occupe de la participation des saints aux fêtes.
- 19 Ces chiffres apparaissent dans les petites annonces des journaux *Diario de Avisos* de 1860, *El Correo del Comercio* de 1872 et *El Diario del Hogar* de 1884.
- 20 AHDF, Guadalupe Hidalgo, Festividades. inv. 94, exp. 51, 1882.

Bibliographie

- Alcalde, Joaquín, 1863, « Discurso pronunciado en la Alameda de México por el C. Lic. Joaquín M. Alcalde, en memoria del glorioso triunfo de las armas nacionales, el 5 de Mayo de 1862 », dans *Discursos pronunciados en la Alameda de México en celebridad del aniversario del 5 de Mayo de 1862*, por José Ma. Iglesias, Florentino y Mercado y Joaquín Alcalde. Mexico, Ti p. de Nabor Chávez, p. 27-39.
- Díaz, Lilia, 1976, « El liberalismo militante », dans Daniel Cosío Villegas (coord.), *Historia general de México*. Mexico, El Colegio de México, vol. III.
- Dublán, Manuel et José María Lozano, 1878, *Legislación Mexicana*. Mexico, Imprenta del Comercio.
- Marroquí, José María, 1900, *La Ciudad de México. Contiene el origen de los nombres de muchas de sus calles y plazas, del de varios establecimientos públicos y privados y no pocas noticias curiosas y entretenidas*. Mexico, Ti p. y Lit. La Europea.
- Ozouf, Mona, 1976, *La fête révolutionnaire 1789-1799*. Paris, Gallimard (Folio, Histoire n° 22).
- Zárate Toscano, Verónica, 1998, « Piadosa despedida. Funerales decimonónicos », dans Manuel Ramos Medina (comp.), *Historia de la Iglesia en el siglo XIX*, México, Condumex.

RÉSUMÉ RESUMEN

Dans le cadre des fêtes nationales et de la mise en place du calendrier civique au XIX^e siècle, le 5 mai est au Mexique un jour bien particulier qui mérite une étude approfondie car il a pour origine le conflit qui a opposé Napoléon III aux forces de Benito Juárez, de 1862 à 1867. L'analyse des lieux de mémoire dans la grande ville de Mexico et dans les petits villages qui l'entourent, mais aussi l'étude des espaces mis en scène à cette occasion, qu'ils soient ouverts ou fermés, nous permettent de mettre en relation la perception politique de la ville avec la capacité éducatrice et formatrice de l'espace urbain, quand les lieux de fête sont chargés d'un symbolisme particulier.

En el marco de las fiestas nacionales que contribuyen a la elaboración del calendario cívico mexicano en el siglo XIX, el 5 de mayo juega un papel peculiar, y por consiguiente merece un estudio mas profundizado, ya que tiene por origen la guerra entre el ejército de Napoleon tercero y las fuerzas de Benito Juárez, de 1862 1867. El análisis de los lugares de memoria, tanto en la gran ciudad de México como en los pequeños pueblos periféricos, así como el estudio de los espacios (abiertos o cerrados) utilizados como escenarios en dicho caso, nos permiten establecer relaciones entre la percepción política de la ciudad y la capacidad educativa y formativa del espacio urbano, cuando los lugares de fiesta estan cargados de una simbología particular.

INFORMATION SCIENTIFIQUE

LECTURES

Hérodote, 2000 n° 98 et 99

2000, l'année du demi-millénaire brésilien, a fait flores dans les publications; signalons entre autres le N° 98 de la revue *Hérodote*, 3e trimestre, sur le thème de la nation. Dans la foulée, le numéro suivant a été consacré aux nations de l'Amérique hispanophone, ce qui nous donne un tour d'horizon des " autres " pays latino-américains, en un ensemble forcément morcelé (même si le " cône sud " argentin-uruguayen manque) où peu d'articles comparent de façon thématique les situations nationales.

Mais revenons au Brésil. Le thème le plus original me semble être la démonstration, faite par Martine Droulers (mais aussi par Anglade) du rôle des guerres civiles comme fondatrices des futures cohérences nationales brésiliennes: centralisme ou fédéralisme sont des enjeux sociaux fondamentaux, non des débats abstraits de constitutionnalistes. Et la mémoire héroïque des grands moments où la réalité même d'un Brésil a pu être mise en jeu marque profondément. Faut-il reprocher à certains auteurs d'avoir traité chacun ce qui leur tenait à cœur dans " leur " Brésil en ne regardant que de biais le thème obligé de la nation ? Ainsi Anglade nous signale, dans sa dernière note infrapaginale, qu'on aurait pu parler de l'enseignement, des telenovelas... ce que d'autres articles du volume ne font pas. De biais aussi le texte de M. Rochefort centré sur la diversité brésilienne, ou celui de I. Sachs, centré assez centrifuge (ce qu'il dit de Gilberto Freyre donne envie d'avoir une analyse de ce héros national). Bien sûr plusieurs textes importants nous rappellent (H. Théry, Farias Vlash) comment le territoire national, objet d'études comme d'aménagements, est au cœur de l'identité nationale brésilienne. Les textes concernant l'armée ou la langue ou le métissage sont eux aussi importants. Bref, si le thème " nation " est difficile à cibler, il révèle de riches filons.

Claude Bataillon, CNRS-GRAL

Irllys Barreira, 1998, *Chuva de papéis. Ritos e símbolos de campanhas eleitorais no Brasil. Rio de Janeiro*, Relume Dumará, 234 pages.

Fruit d'une série de recherches menées dans le Nordeste du Brésil entre 1985 et 1996, l'ouvrage d'Irllys Barreira étudie les campagnes électorales, les rituels qui les accompagnent et la production de symboles auxquels elles donnent lieu dans une approche anthropologique de la politique. À partir d'observations ethnographiques, d'entretiens et de sources documentaires constituées d'articles de presse et du matériel de propagande, sont analysés aussi bien des moments importants de la vie politique nationale que la trajectoire d'obscurs candidats au conseil municipal : l'élection à la surprise générale de la candidate du Parti des travailleurs (PT), Maria Luíza Fontenele, à la mairie de Fortaleza en 1985 ; la campagne itinérante du dirigeant de ce même parti, Luiz Inácio " Lula " da Silva, dans une Caravane de la citoyenneté qui le conduisit jusqu'aux confins du Brésil en 1994 ; les candidatures de trois femmes aux mairies de Natal, Maceió et Fortaleza en 1996 ; et les campagnes au poste de vereador de " leaders communautaires " issus des quartiers populaires de cette dernière ville en 1988, 1992 et 1996.

Le livre s'organise en cinq parties. La première en précise l'objet et délimite son cadre théorique. Ce ne sont pas les résultats électoraux qui intéressent l'auteur, mais " les luttes électorales [...] comme portes d'entrée pour la compréhension de la vie sociale dans sa dimension symbolique, en tant que sorte de relief scénique de pratiques et de croyances, également présentes de façon plus subtile dans la vie quotidienne " (p. 13). L'étude des campagnes entend à ce titre montrer comment se construisent les formes de représentation et de légitimation politiques dans un contexte dominé par la distance entre les secteurs populaires et ceux qui entendent les représenter.

La deuxième partie met en évidence la " construction spatiale de la représentation ",

en insistant sur l'inscription territorialisée des campagnes électorales. Les pages consacrées à la Caravane de la citoyenneté, construite par opposition aux campagnes traditionnelles, montrent ainsi comment cette campagne entendait produire l'identification des exclus à la candidature de la figure de proue du PT à la présidence de la République autour d'événements et de discours où s'entremêlaient symboles politiques et religieux. De la même façon, les descriptions des temps forts des campagnes en milieu urbain révèlent comment les espaces populaires s'y trouvent temporairement valorisés dans une symbolique de la proximité entre les candidats et leurs habitants.

La troisième partie s'interroge sur la signification à accorder au développement des candidatures féminines depuis le retour du Brésil à un régime démocratique. À travers l'analyse des trajectoires et des campagnes de plusieurs candidates, Irllys Barreira fait bien apparaître l'ambivalence de ce genre de parcours. Le fait de reposer sur les rôles habituellement associés au féminin permet en effet à ces candidates d'incarner les valeurs de rupture, de transparence et d'honnêteté selon une identité traditionnelle qui confine la femme dans un espace privé.

La quatrième partie étudie les campagnes de "leaders communautaires" de Fortaleza aux élections du conseil municipal – ces élections suscitant dans les grandes villes brésiliennes des centaines de candidatures en milieu populaire. Le quartier en constitue l'espace, à la fois géographique et symbolique, où se manifeste "une autre façon de faire de la politique" (p. 162) qui construit le local en cadre de la représentation. Car il est ce lieu où résident ces candidats qui se prévalent de leur engagement associatif au service de la "communauté" et de leur connaissance de sa population pour en solliciter les suffrages.

Dans le prolongement des précédentes, la dernière partie et la conclusion s'attachent à montrer combien les campagnes électorales représentent au Brésil un mode majeur de mise en relation de la sphère politique avec la vie quotidienne des plus démunis au travers de tout un ensemble de symboles qui tisse un lien entre candidats et électeurs.

Le travail d'Irllys Barreira est, on l'a compris, à mille lieues des discours abstraits sur les

difficultés de la représentation et de l'instauration de la démocratie. La richesse du matériel empirique qui étaye son argument en est indubitablement sa principale qualité. On pourra bien sûr regretter que trop peu de place soit consacrée à la réception de ces campagnes électorales par ceux qui en sont les destinataires ; une étude des représentations politiques et du rapport aux candidats des secteurs populaires aurait considérablement accru la portée du propos. Mais il n'en reste pas moins que ce travail constitue une somme considérable et originale sur la façon dont se fait effectivement la politique au Brésil, à l'abri des considérations normatives et polémiques qui traversent trop souvent la littérature sur le sujet.

Dominique Vidal, université de Lille 3

Dominique Vidal, 1998, *La Politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 234 pages.

Dominique Vidal pose un regard ethnographique sur les manières dont le politique constitue le social et ce, au travers de l'expérience d'une population urbaine défavorisée. Une thématique de recherche elle-même induite par un processus historique, puisque comme l'auteur le signale au tout début de son travail, le but initial de la recherche était d'étudier les formes urbaines et populaires de la mobilisation collective dans le Brésil des années 1990. C'est face à la désaffection des associations d'habitants, une fois la démocratie rétablie, que le cadre de la recherche s'est élargi pour intégrer la perception et le déroulement de la vie politique au quotidien. La thèse majeure de l'ouvrage en émerge, à savoir que l'importante présence "des catégories morales de quotidienneté dans le déchiffrement des activités politiques interdit une nette différenciation de la sphère politique" (p. 4). Une attitude qui mènera l'auteur à un examen attentif des ambivalences repérables autour de la notion de respect.

L'enquête de terrain a été réalisée entre 1992 et 1994, dans le quartier de Brasília Teimosa, favela urbanisée de Recife d'environ dix-sept mille habitants, marquée par une importante différenciation interne. Le

recueil des données proprement dit s'est appuyé sur trois méthodes. D'abord, soixante-quinze entretiens semi-directifs enregistrés. Ensuite, des observations de scènes de la vie quotidienne. Enfin, et comme il est de rigueur dans des études de ce type, un fourmillement de conversations informelles, rendues possibles par la confiance induite par une enquête de longue durée, qui en facilitant la familiarité avec le chercheur, lui ont permis de mettre à jour les tensions entre certains discours normatifs et les obligations morales au jour le jour.

Pourtant, si le lieu de la recherche est bien la favela de Brasília Teimosa, l'auteur se garde bien de la traiter comme une communauté fermée et cohérente, tant elle ne cesse d'être l'objet d'une série de stratégies visant à définir ses bornes par le biais d'interventions sociales et de mobilisations électorales. D'autant que les habitants de la favela sont marqués par une forte hétérogénéité de situations individuelles et familiales, à commencer par les raisons de leur installation sur place, jusqu'à leur différenciation interne (profession, niveau d'instruction, revenus, pratique religieuse). Le résultat est un sentiment de méfiance généralisée parmi les habitants, se traduisant, au sein de la favela, par toute une série de stratégies visant à dessiner diverses frontières socio-spatiales par lesquelles les groupes qui s'estiment plus intégrés parviennent à écarter d'autres habitants.

C'est dans ce contexte que l'auteur montre toute l'importance des associations dans la gestion politique de la vie au quotidien, notamment dans la régulation des conflits liés au partage de l'espace, mais aussi leur revers, à savoir les contradictions inscrites dans la structure même des politiques urbaines (comme en attestent les diverses tensions ainsi engendrées entre logiques "communautaires" et administratives, entre logiques participatives et d'usagers). Et c'est encore sur ce plan que doivent s'interpréter les très fines observations sur les diverses et profondes manifestations du discrédit du politique au quotidien (chapitre VI), sur les traits marquants de l'effervescence électorale, le rôle de cabos électoraux (les "entremetteurs" des votes), les limites du clientélisme, ou encore, de manière plus anecdotique, sur la complexité du processus du vote lui-même (chapitre VII).

Mais l'interrogation majeure de l'auteur se centre autour d'une question fondamentale : qu'est-ce qui fait tenir ensemble ce groupe hétérogène d'habitants ? " La notion de respect exprime ce qui fait lien dans la société brésilienne pour ces individus en situation d'infériorité " (p. 35). Autrement dit, l'idée forte et centrale de l'ouvrage est que le sens du lien politique procède de la manière dont le lien social est conçu, à travers une tension constante, bien exprimée par cette notion.

La critique des thèses de Roberto DaMatta est à ce sujet déterminante. Pour l'auteur, l'ambivalence repérable autour du respect est moins une tension anhistorique entre la hiérarchie et l'égalité que le résultat d'une indétermination issue du moment où " la notion de respect a été appréhendée, à savoir lors de la proclamation des idéaux égalitaires et individualistes de la démocratie moderne dans un contexte de désorganisation et de déstructuration des formes anciennes du lien social " (p. 86). C'est au cœur de cette formidable transformation historique que la notion de respect fait sens. Le respect (p. 84-85) apparaît ainsi tout à la fois comme un reste de vision hiérarchique, une visée vers l'égalité (ou vers une commune humanité – où se lit l'ombre de l'esclavage), et un refus d'accepter une société où les places sociales seraient originellement assignées.

C'est cet arrière-plan, véritable matrice politico-sociale du lien social à Brasília Teimosa, qui permet en dernière analyse de donner sens aux pratiques quotidiennes. C'est ainsi, par exemple, que, différente de l'opposition entre " eux " et " nous " qui a structuré l'expérience de la classe ouvrière en Europe, se fait jour ici une autre tension entre " riches " et " pauvres ". Il s'agit moins de se distancier de l'autre, ou de s'opposer à son style de vie, que de rechercher son contact et sa proximité. La place de l'autre " déteint " sur la sienne propre : si on est avec des " gens bien ", on est quelqu'un de bien. Mais à la différence du modèle nord-américain où la frontière a en quelque sorte empêché la constitution des classes, ici, pour l'auteur, c'est davantage une certaine représentation du lien social, fruit d'une indétermination des positions, qui alimente ce désir de contact. S'il ne s'agit plus vraiment de " se parer de la

gloire du maître ", comme disait jadis Tocqueville, ce processus associe pourtant des éléments instrumentaux et symboliques. Instrumentaux, puisque dans une société comme la société brésilienne, on a besoin de " liens faibles ", de contacts, pour pallier la vulnérabilité de la vie sociale. Mais également symboliques puisque, pour que l'individu puisse se rassurer sur sa place dans la société, il a besoin d'établir une sociabilité avec les " riches ".

Il en résulte une sociabilité particulière dont la notion de respect rend encore une fois fort bien compte. Le sentiment d'injustice prend alors une couleur particulière, celle du sentiment d'abus. Cela ne veut pas dire que l'interpellation au nom du droit et de la justice en soit absente, mais qu'aussi importante que soit institutionnellement cette réponse à l'abus, elle aurait plutôt tendance à s'effacer devant une exigence croissante de respect personnalisé. Le " riche " est moins critiqué pour l'inégalité sociale qu'il représente, que pour le manque de respect et l'arrogance dont il peut faire preuve dans la vie quotidienne. Quant au " pauvre ", au-delà de la distinction classique entre " mauvais pauvre " et " pauvre méritant ", il est à la fois stigmatisé et dans une position lui permettant, au nom d'une conception " holiste ", de revendiquer des " choses " (plutôt que des droits à proprement parler).

Mais le " respect " rend également compte à la fois de la fragilité et de l'irréductibilité de l'individu. Son caractère constant participe déjà, malgré les tensions qu'il met à jour, du propre de l'individualisme moderne, défini par l'inquiétude (et non plus par l'obligation statutaire) du regard de l'autre. Ce qui à terme engage une représentation fort particulière du citoyen, toujours sustentue par des considérations morales, parfois fort éloignée de toute forme de participation politique, et gardant pourtant une parenté avec l'idée moderne de citoyenneté, puisque les demandes adressées à la puissance publique se font au nom de l'appartenance nationale. Comme le résume l'auteur, " le citoyen est avant tout celui qui voit sa pleine appartenance sociale reconnue, celui qui se considère et est considéré comme un humain et ne peut être rapproché de ce qui évoque la condition de l'esclave tenu à la lisière de la société " (p. 150).

On l'aura compris, l'intérêt majeur de cet ouvrage provient de sa capacité à analyser le lien politique à partir des représentations et pratiques quotidiennes du lien social. La notion de respect, débarrassée de tout résidu culturaliste, est donc à interpréter presque comme un analyseur majeur de la société brésilienne. Mais l'étude proposée est d'autant plus importante que le problème excède pour beaucoup le cadre de cette seule société. Après tout, la montée en force des thèmes liés à la reconnaissance intersubjective est désormais au cœur de la réflexion sociologique contemporaine.

Danilo Martuccelli, université de Lille 3, CNRS-Cadis

Michel Agier, 1999, *L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*. Amsterdam, Éditions des archives contemporaines.

Au paradigme d'une ville globale, faiblement institutionnalisée et post-historique, mais aussi privilégiée, technique, et reproduisant à l'échelle planétaire les mêmes modèles de circulation, communication et consommation, Michel Agier oppose deux autres paradigmes, complémentaires : celui de la " ville nue ", reconnaissable justement par son dénuement extrême et sa dépendance intégrale, ne disposant pour survivre d'autre secours qu'un secours humanitaire, " biopolitique " ; et celle du " ban-lieu ", zone majoritaire car la plus peuplée, située, dit-il, entre échec et réussite, entre inachèvement et précarité des destins. Le dernier paradigme fournit la trame du texte. Dans ces lieux de pauvreté et d'exclusion, en même temps perçus comme intensément relationnels, la ville s'élabore par le bas, en s'inventant une dynamique de l'inclusion et de l'intégration.

Y a-t-il quelque chose de commun entre un quartier ethnique de Lomé, un quartier populaire de Salvador de Bahia et n'importe quelle banlieue française ? Oui, répond le livre : non pas les villes qui les abritent, mais l'expérience de l'urbain faite par leurs habitants. Refusant par parti pris intellectuel l'enfermement des pauvres dans des définitions sociales ou culturelles trop étroites, qui au bout du compte auraient raison de leur capacité d'action, Michel Agier décrit leur

vécu citoyen en termes d'incertitude, de bricolage et d'ouverture à l'avenir. Ce vécu est celui d'individus pris dans des réseaux de sociabilité et dans des appartenances multiples, autant de ressources qu'ils mobilisent dans l'effort pour donner du sens à leur vie et pour se construire en tant que sujets.

Faisant le pari d'une dé-hiérarchisation méthodique du monde urbain, comme il nous est expliqué en conclusion, Michel Agier parvient à placer au cœur de l'expérience citadine le pauvre, le laissé-pour-compte des favelas, des invasions et des quartiers déguerpis, qui constituent l'autre face de la ville globale et qu'il rappelle ainsi à notre bon souvenir analytique. Le pari inverse, celui d'une montée en généralité qui, partant des sociabilités primaires, permettrait de saisir le moment de l'action politique comme leur prolongement naturel, sans être faux, me semble moins probant et moins réussi. Michel Agier formule très explicitement son hypothèse : " de nouvelles formes du débat politique sont créées à partir des réseaux et des lieux du niveau micro-social, et [...] peuvent atteindre un niveau d'expression local ou national " (p. 123).

Certes. Mais on n'élimine pas, par là, un vrai problème de fond. Jusqu'à quel point la reconnaissance de l'action des pauvres, de leur capacité de construction par le bas d'une expérience citadine au sens le plus complexe du terme, peut-elle faire l'économie de la réinscription compréhensive de cette expérience dans des cadres socio-historiques régionaux et/ou nationaux dotés d'autonomie propre ? N'est-il pas vrai qu'entre les espaces " trop pensés " des banlieues françaises et les espaces " impensés " de Salvador de Bahia (p. 152-153) s'interposent des rapports sociaux et politiques particuliers, qu'une dynamique situationnelle n'est pas à même d'éclairer à elle seule ?

Au-delà de ces considérations, faut-il penser la " ville globale " et le " ban-lieu " comme des réalités qui se tournent radicalement le dos l'une à l'autre ? Ce n'est pas ce que suggère Michel Agier lorsqu'il réfléchit à la manière dont les pauvres investissent les espaces de l'industrie culturelle pour en faire des lieux de création publique. Quels liens réciproques se tissent alors entre les deux paradigmes ? Face à ces questions, l'analyse interactionniste atteint des limites indépas-

sables. Je ne les aurais probablement pas évoquées, si l'auteur lui-même n'avait pas pris l'initiative de le faire. Car le voyage d'ethnologue dans lequel nous entraîne Michel Agier n'est pas seulement plaisant, il est aussi instructif et utile. Les questions qu'on se pose lorsqu'on a fini ce livre sont des questions auxquelles le livre même ne peut pas répondre. Mais ce sont des questions qu'il permet de poser – ce qui n'est pas rien.

Angelina Peralva, *Diasporas (UTM)*, Cadix (Ehess-Paris)

Alejandro Isla, Mónica Lacarrieu et Henry Selby, 1999, *Parando la olla : transformaciones familiares, representaciones y valores en los tiempos de Menem*. Buenos Aires, Flacso/Norma Ensayo, 294 pages.

Le beau titre de l'ouvrage *Parando la Olla*, qui pourrait se traduire approximativement par " gagner le pain du ménage ", renvoie, à travers la référence à une expression populaire, aux stratégies et aux tactiques des familles des milieux populaires, autant qu'à l'évolution des rapports de sexe au sein des ménages (en particulier, l'émergence des femmes sur le marché du travail). Le sous-titre, moins poétique, explicite le contenu : il s'agit d'une étude sur " les transformations familiales, les représentations et les valeurs sous l'ère ménémiste ".

Ce livre est le fruit de la rencontre entre des projets de recherche portant sur des lieux géographiques dispersés (Buenos Aires et San Miguel de Tucumán en Argentine, et, en contrepoint, Mexico) ; entre trois anthropologues aux spécialisations diverses (urbaine, sociale, économique, politique) ; entre des méthodes différentes (l'exploitation quantitative d'une enquête sociale – l'EPH –, l'analyse sémantique du discours). Son caractère protéiforme et polymorphe s'exprime dans l'étendue et la variété des champs abordés, annoncées par le sous-titre de l'ouvrage : les évolutions des familles pauvres urbaines (de leur structure, de leurs valeurs, des rapports de sexe) pendant l'ère néo-libérale en Argentine, leurs représentations des transformations économiques, leurs discours et leurs pratiques politiques.

L'analyse privilégie le récit ténu, souvent confus et contradictoire, des narrations d'indi-

vidus des "secteurs populaires" argentins mais aussi de la classe moyenne fragilisée, donnant la parole aux "acteurs" bourdieusiens. L'une des hypothèses principales est que la famille constitue l'un des lieux essentiels de la formation de la subjectivité et des valeurs sociales et politiques, en rapport avec l'insertion de la famille dans une trame de rapports sociaux, de cultures nationales et/ou régionales. Les auteurs s'interrogent sur les effets sociaux et politiques de l'imposition d'orientations néo-libérales depuis 1976, du démantèlement du syndicalisme et des droits sociaux, à partir d'événements significatifs : l'élection, en 1995, à la tête de la province de San Miguel de Tucumán, dans le nord-ouest argentin, d'un militaire fortement impliqué dans les exactions et les crimes de la dictature, le général Bussi ; les graves conflits sociaux des années 1995-1997 face à la crise des économies régionales ; le vote massif des pauvres en faveur de Carlos S. Menem, lors des élections présidentielles de 1995, alors que les taux de chômage étaient au plus haut.

La comparaison entre l'évolution de la structure familiale dans deux villes aux cultures régionales distinctes (l'agglomération de Buenos Aires, plus ouverte et plus libérale, et San Miguel de Tucumán, à la mentalité plus conservatrice) et l'analyse des attitudes des individus interrogés quant à l'évolution de la condition des femmes et des valeurs familiales (chapters 3 et 4), infirment l'hypothèse de travail de départ des auteurs : à la différence du Mexique, l'ère néo-libérale n'a pas eu de conséquences majeures sur la structure familiale dans un pays aux modèles démographiques et sociaux très occidentaux. On peut regretter que l'hétérogénéité des pauvretés, catégorie sociale et politique effectivement confuse, ne soit pleinement prise en compte que dans le chapitre 8 qui, avec son ensemble de récits de familles, aurait pu être plus commenté.

Le décryptage des discours sur les transformations politiques, ainsi que des raisons du soutien indéfectible des "secteurs populaires" à Menem (chapters 5 et 6), est passionnant et relève d'une sémiologie sociale. Comment, en effet, interpréter les contradictions entre les conditions de vie des familles et le vote populaire massif en faveur de Menem (à Buenos Aires, notamment), alors que le libéralisme ménémiste ultra-orthodoxe

piétinait allégrement l'une des valeurs sociales fondamentales du péronisme, le travail, et tandis que la campagne électorale de Menem en 1989 avait été centrée sur la révolution productive et le salarizado ? Comment comprendre l'élection d'un militaire dans la ville de San Miguel de Tucumán, où la guerre civile avait été, pendant la dictature, particulièrement violente, marquant profondément les mémoires ?

Les auteurs pensent que le vote massif pour Menem, en 1995, s'explique à travers la confrontation entre le ménémisme et la figure de Menem d'un côté, et les conditions de vie des ménages dans une période marquée par la succession hyperinflation/ hyperconsommation/ hyperchômage de l'autre. Si le ménémisme, ensemble flou de concepts et d'idées politiques plus ou moins hérités du péronisme (le travail, le salarizado...), a rapidement été mis de côté, c'est surtout la figure de Menem qui a bénéficié au mouvement. Celui-ci, habile manipulateur et prestidigitateur du monde politique post-moderne, a bien compris l'utilisation qu'il pouvait faire des médias, en exploitant parfaitement les différentes facettes de son identité (l'animal politique "loyal" ; l'homme ordinaire, père de famille, sportif ; l'animal sociable, le mondain ; la figure charismatique du sauveur...). À partir de 1992, la stabilité, qui a ouvert les vannes de la consommation après le traumatisme de l'hyperinflation de 1989, acquiert une valeur transcendante, surtout à Buenos Aires, même si elle entraîne une montée en flèche du chômage à partir de 1995. Tandis que le chômeur devient une catégorie sociale vécue, c'est toujours le travail, non plus comme valeur sociale mais comme sésame de la consommation, qui encadre les représentations sociales et motive le vote en faveur de Menem : ainsi, "on était mieux sous Menem". L'agitation du fantasme de l'hyperinflation a permis à celui-ci de se maintenir au pouvoir.

À San Miguel de Tucumán, "on vivait mieux sous les militaires". L'ordre (militaire et non civil), le respect et l'autorité (masculine) constituent les valeurs "hégémoniques" (selon le concept gramscien) de la vie quotidienne, constitutives des rapports sociaux et des subjectivités. Elles permettent d'établir un lien entre le contexte politique et économique, les conduites électorales (l'élection

de Bussi) et les jugements moraux, notamment sur les rapports sociaux de sexe restés très traditionnels à San Miguel de Tucumán. La démocratie, qui suppose le consensus mais est aussi, dans les représentations, synonyme de corruption, apparaît alors comme synonyme de désordre et justifie les régimes de *mano dura*.

En filigrane, on peut ainsi lire quel est le sens du politique en Argentine et quelles en ont été les transformations pendant la période ménémiste. Le politique est souvent jugé à l'aune de valeurs morales (la loyauté, la vérité...). À San Miguel de Tucumán, le champ de l'autorité familiale (dont la figure est le père) fait appel au registre militaire, et, partout, le champ politique tend à être régi par le vocabulaire et les valeurs morales (l'ordre, la fermeté, la dureté) des militaires et de la police, fortement appréciés par la population. Enfin, la délégitimation du politique qui accompagne la place prise par la corruption dans le discours des gens sous l'ère ménémiste, fait écho à l'importance acquise par les médias dans la construction de l'image des hommes politiques.

Guénola Capron, CNRS-GRAL

Jérôme Monnet et Guénola Capron (dir.), 2000, *L'Urbanité dans les Amériques. Les processus d'identification socio-spatiale*. Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. "Villes et territoires", 220 pages, 34 illustrations.

L'ouvrage dirigé par J. Monnet et G. Capron sur l'urbanité dans les Amériques est une synthèse originale qui enrichit et renouvelle en partie l'étude des villes du continent américain. Traquant, selon une formule désormais consacrée, "l'urbanité" au-delà de "l'urbain", ce livre met en avant la question centrale des "processus d'identification socio-spatiale" de la ville, c'est-à-dire les formes d'appréhension de la ville par ses habitants (usages, perception, représentation, etc.), ainsi que l'inscription dans l'espace urbain de leurs modes de sociabilité. L'intérêt de ce travail est double : non seulement des champs thématiques assez neufs – ou peu explorés – y sont abordés (comme l'étude des images et représentations de la ville, ou celle de l'inscription dans l'espace urbain des nouvelles formes de sociabilité), et certaines problématiques anciennes y sont éclairées

à la lumière de paradigmes interprétatifs renouvelés (comme la question des centralités et des périphéries urbaines), mais en plus, les auteurs ont cherché à élargir au maximum le champ géographique des espaces étudiés, osant notamment la comparaison Nord-Sud, en menant un réel effort pour appliquer à des espaces et des constructions sociales relativement contrastés des grilles d'analyse similaires.

Le livre dirigé par J. Monnet et G. Capron est le fruit d'une réflexion collective, menée par une équipe de jeunes chercheurs de nationalités et d'horizons disciplinaires divers (géographie, sociologie, économie, anthropologie), qui travaillent depuis plusieurs années sur le fait urbain dans les Amériques, comme en témoignent les autres ouvrages publiés par la même équipe¹. Il associe avec pertinence réflexion théorique d'ensemble (introduction et chapitre I) et études de cas (chapitre II à VII), avec un effort sensible – quoique variable selon les auteurs – pour maintenir un aller-retour constant entre les positionnements conceptuels avancés en début d'ouvrage et les études empiriques qui leur succèdent. Il s'agit d'un véritable ouvrage de recherche, à valeur exploratoire, qui pose de nombreuses questions, et qui, à côté d'interrogations classiques et néanmoins justifiées (comme la question de la marginalité urbaine, ou celle des fonctions métropolitaines et du développement local), ouvre des pistes trop rarement empruntées (comme les représentations de l'espace urbain par les personnes âgées), et ose des questionnements parfois inédits, du moins dans la recherche francophone sur l'Amérique latine (la ville comme "OSSI" – objet socio-spatial identifiable ?). De même, les coordinateurs de l'ouvrage ont pris le parti intéressant de juxtaposer des résultats de recherches déjà confirmés (comme la contribution sur le commerce dans la ville) à des questionnements à caractère plus prospectif (comme la réflexion sur les conflits d'usage de l'espace public), ou en gestation (comme la réflexion sur les NTIC et les nouvelles formes de territorialité en milieu urbain).

On appréciera la qualité du travail éditorial des PUM et le soin porté aux illustrations, ainsi que le parti qu'ont pris les auteurs de joindre aux études de cas, quand il y a lieu, une brève présentation des enquêtes

et/ou des méthodes d'investigation, ce qui permet d'apprécier à sa juste valeur l'intérêt des recherches effectuées.

Après une introduction et un premier chapitre théoriques qui fixent le cadre de la réflexion, les six chapitres qui suivent constituent autant de variations sur le thème des pratiques, des représentations et des modes d'identification des villes d'Amérique -une Amérique qui reste ici surtout latine. L'image de la ville est une construction complexe et évolutive, née d'une somme de processus individuels (notamment cognitifs) et collectifs de représentation de la réalité urbaine, comme le suggère la très (voire trop ?) subtile " grille d'identification de la ville " que nous proposent J. Monnet et G. Capron.

Le chapitre II, qui se distingue des autres en ce qu'il traite d'une ville chilienne de taille moyenne, Iquique, ne s'écarte pas du propos général de l'ouvrage en abordant la question du développement local à travers l'angle du " marketing urbain " et des " représentations en géographie économique " (pour reprendre le titre d'un ouvrage classique de B. Debarbieux). L'étude d'A.-L. Amilhat-Szary et J. Y. Deler montre bien comment cette ville, où la croissance est une réalité soigneusement mise en scène, pourrait être élevée au rang de figure paradigmatique du nouveau modèle chilien de développement régional.

Dans le chapitre suivant, G. Capron explore la relation singulière qui s'établit entre le caractère privé des espaces commerciaux urbains (dans le grand Buenos Aires) et l'usage public qui en est fait ; un usage conditionné par l'image - plus ou moins implicite - d'urbanité que les entreprises commerciales cherchent à promouvoir auprès du public... et y parviennent jusqu'à une certaine limite, comme le montrent les résultats de l'enquête minutieuse réalisée dans le cadre de cette recherche.

V. Baby-Collin aborde, dans le chapitre IV, la question de la marginalité (marginalité spatiale et marginalité sociale) dans deux métropoles andines, Caracas et La Paz. La problématique est ancienne, mais n'a rien perdu de son acuité, et donne lieu ici à une lecture originale qui, s'appuyant sur un travail d'enquête appréciable, s'efforce d'appliquer la question centrale de l'ouvrage - ainsi que la grille de lecture du premier chapitre

- aux populations des quartiers sous-intégrés ; lesquelles renvoient une image caractéristique de ce qu'est l'urbanité - ou de ce qu'elle n'est pas - pour ceux qui s'en trouvent en quelque sorte exclus.

Le chapitre V (M. Jourdenais) se distingue du reste de l'ouvrage moins en raison des espaces étudiés (Los Angeles, la mégapolitaine, et Montréal, la " sage ") que par la problématique abordée : l'impact des NTIC sur les modes de territorialité urbaine. En tant que telle, la question n'est pas nouvelle, même si on attend toujours, dans la littérature scientifique, une démonstration convaincante des changements spatiaux générés par l'arrivée des nouvelles technologies, censées affranchir - au moins partiellement - les citadins des contraintes de l'espace, et leur permettre de développer de nouvelles stratégies spatiales. Les recherches empiriques à venir permettront sans doute de valider - ou de rectifier - les hypothèses avancées par l'auteur dans ce chapitre.

P. García nous pose ensuite la question de l'appropriation de l'espace public urbain, dans un contexte sécuritaire et conflictuel, par les populations des quartiers résidentiels aisés de Caracas (chapitre VI). Cette question fait écho au chapitre III et renvoie au problème plus large de la relation bien ambiguë entre espaces publics et privés dans les métropoles latino-américaines (une question qui se pose également au nord du continent, mais selon des modalités bien différentes) ; relation volontiers excluante, qui nous rappelle une réalité simple : la citoyenneté latino-américaine s'est construite sur une base sociale et politique clairement fragmentée.

Pour clore cette étude, M. Moraes aborde, dans le dernier chapitre, la question de l'usage, des représentations, et surtout de la mémoire de la ville de Rio de Janeiro auprès des personnes âgées. Par sa démarche, de facture anthropologique, et par son propos, qui aborde une catégorie de genre encore mal connue, les personnes âgées, l'étude intéressera sans nul doute les lecteurs francophones - et en particulier les géographes - peu familiers d'une réalité qui promet pourtant d'être un défi majeur de l'urbanité américaine (surtout latine) au XXI^e siècle : l'insertion (et donc l'exclusion) des retraités dans de très grandes villes où ils font figure de " mémoire vivante " des mutations rapides (et

souvent brutales) ; une mémoire nécessairement partielle, et conditionnée par la subjectivité des individus – problème qui constitue précisément un des intérêts majeurs de ce chapitre.

Au total, ce livre constitue une synthèse stimulante, qui parvient dans l'ensemble à éviter les défauts propres à ce genre d'exercice collectif (résultats de recherches insuffisamment aboutis ; lien ténu entre le cadrage théorique et les études de cas), et qui devrait être utile à tous ceux que la question urbaine – dans les Amériques et au-delà intéresse.

Vincent Gouëset, université de Rennes 2
UMR Espace géographique et Sociétés
(CNRS)

¹ Monnet, Jérôme (dir.), 1996, *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde* ; Monnet, Jérôme (dir.), 1999, *Ville et pouvoir en Amérique : les formes de l'autorité* ; Monnet, Jérôme (dir.), 2000, *L'Urbanisme dans les Amériques*.

Relatos de la violencia ? Impactos del desplazamiento forzado en la niñez y la juventud, Martha Nubia Bello Albarracín, Leonardo Mantilla Castellanos, Claudia Mosquera Rosero, Edna Ingrid Camelo Fisco. Universidad Nacional de Colombia/Fundación Educativa Amor Santafé de Bogotá - 2000 - 244 pages.

Disons-le d'entrée, cette publication consacrée aux effets psychiques et sociaux du conflit armé colombien sur les enfants est un "beau" livre. Elle donne notamment un visage plus "humain" à un conflit dont on a le sentiment qu'il sombre de plus en plus dans une spirale de la cruauté. Fruit d'une initiative collective qui a réuni quelques-uns des principaux spécialistes sur le thème des déplacés, cet ouvrage a le mérite de donner la parole à une catégorie de la population les plus affectées par la confrontation entre les forces armées, les groupes paramilitaires et la guérilla. L'étude vient rappeler deux faits essentiels qui caractérisent la situation conflictuelle de la Colombie : tout d'abord, les phénomènes de déplacement interne (plus de 1,5 million de personnes sont concernées) que connaît aujourd'hui le pays sont l'une des conséquences directes et les spectaculaires de l'intensification du conflit;

en second lieu, ces déplacements forcés traduisent le drame de familles désocialisées par les stratégies violentes des protagonistes armés qui ont progressivement fait de la population civile la principale victime (in)directe de la confrontation.

La "dégradation du conflit" a suscité un nombre croissant d'études s'intéressant aux répercussions (sociales, émotionnelles, économiques, etc.) de la lutte armée sur les populations locales. La présente recherche s'inscrit précisément dans cet effort de compréhension. Elle se distingue cependant de la plupart des autres analyses de par la méthodologie adoptée et son contenu. En effet, à partir d'entretiens dont on imagine qu'ils ont été difficiles et longs à conduire tant la méfiance et les traumatismes des enfants sont profonds, l'étude entend donner une lecture différente du conflit. Jusqu'alors, rares ont été les travaux qui ont accordé autant d'importance aux enfants victimes de la violence armée. En outre, ceux-ci ne leur donnent pratiquement jamais la parole. C'est là l'une des forces et des originalités du texte. Bien sûr, les entretiens reproduits sont accompagnés d'analyses sur la situation politico-sociale et militaire des régions étudiées ou de considérations sur l'état psychique des enfants. Mais les auteurs ont su "s'effacer" pour mettre en relief le regard que portent les enfants sur la guerre. Selon le vœu des auteurs, ce sont les récits de vie qui dominent la structure de l'ouvrage et non celle des analystes.

La lecture du conflit vécu par ces enfants, qui n'ont pas été les victimes directes de violences physiques (ce qui a son importance sur les perceptions et les représentations qu'ils ont du conflit), est celle de l'exil interne, de la souffrance, de la peur et de la méfiance. On comprend ainsi que la "construction" psychique et sociale des enfants soit bouleversée par la guerre et les migrations forcées. Leur horizon social devient alors précaire et synonyme de troubles divers. Plus qu'il n'apporte de solutions thérapeutiques à ces traumatismes, le livre est une invitation à penser la tragédie de cette jeune population et finalement le devenir de la nation colombienne. En cela, le travail des auteurs est on ne peut plus salutaire.

Eric Lair, université de los Andes, Santafé de Bogotá